
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
VOL. XXXVI

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 13 FÉVRIER AU 26 MARS 1902

CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la deuxième année du règne de Notre Souverain

LE ROI EDOUARD VII

ÉTANT LA DEUXIÈME SESSION DU DIXIÈME PARLEMENT DE LA
LÉGISLATURE DE QUÉBEC

SESSION 1902

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC :

IMPRIMÉ PAR LA CIE D'IMPRIMERIE DE QUÉBEC

1902



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous —

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois de MAI mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le ONZIÈME jour du mois de JUIN prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEIZIÈME jour D'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le ONZIÈME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le ONZIÈME jour du mois de JUIN mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous,

d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TREIZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, 2 juillet 1901.

Présent :—Le LIEUTENANT GOUVERNEUR EN CONSEIL.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de nommer :

L'honorable Simon Napoléon Parent, Premier et Ministre des Terres, Mines et Pêcheries :

L'honorable Horace Archambeault, Procureur-Général de la province de Québec ;

L'honorable François-Gilbert Miville-Déchène, Ministre de l'Agriculture ;

L'honorable Adélard Turgeon, Secrétaire de la Province ;

L'honorable Henry Thomas Duffy, Trésorier de la Province ; et

L'honorable Lomer Gouin, Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics.

Canada,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatif de la province de Québec et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois D'AOUT prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce HUITIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour D'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIÈME jour du mois D'AOUT mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le HUITIÈME jour du mois D'OCTOBRE prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUINZIÈME jour D'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIÈME jour D'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois D'OCTOBRE mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA.
Province de Québec, }
[L, S.] }

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI. Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec, TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC

CANADA.
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, pour y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **SIR LOUIS-A. JETTÉ**, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
[L. S.]

MINTO.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britannique au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—

SALUT :

DAVID MILLS,
Procureur Général, Canada, } **C**ONSIDERANT qu'un acte a été passé en la dernière session du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, intitulé " An Act to enable His Most Gracious Majesty to make an addition to the Royal Style and Titles in recognition of His Majesty's Dominions beyond the Seas ", lequel acte statue qu'il Nous sera loisible, en vue de telle reconnaissance comme susdit de nos possessions au delà des mers, par Notre proclamation royale lancée sous six mois après l'adoption du dit acte, de faire tel ajouté aux titres et qualité à présent appartenant à la Couronne impériale du Royaume-Uni et ses dépendances, qu'il nous semblera convenable ; et considérant que Nos présents titres et qualité sont en langue latine *Edwardus VII. Dei Gratia Britanniarum Rex, Fidei Défensor, Indiarum Imperator* ", et en langue anglaise, " Edward VII, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland King, Defender of the Faith, Emperor of India " : Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de décréter et déclarer, et par la présente, par et avec le dit avis, Nous décrétons et déclarons que dorénavant, en tant que convenable, en toutes occasions et dans tous les instruments dans lesquels Nos titres et qualité sont employés, l'ajouté suivant sera fait aux titres et qualité à présent appartenant à la Couronne impériale du Royaume-Uni et ses dépendances, c'est-à-dire, en langue latine, après le mot "*Britanniarum*", ces mots " et terrarum transmarinarum quæ in ditione sunt *Britannica* " ; et en langue anglaise, après les mots " of the United Kingdom of Great Britain and Ireland ", ces mots " and of the *British Dominions beyond the Seas* ".

Et de plus, Nous voulons et désirons que toutes monnaies d'or, d'argent et de bronze, qui sont aujourd'hui une monnaie courante et légale de Notre Puissance du Canada, et toutes monnaies d'or, d'argent et de bronze qui seront, dès et à compter de ce jour, frappées par Notre autorité avec les mêmes impressions, soient, nonobstant cet ajouté à Nos titres et qualité, censées et considérées être une monnaie courante et légale de Notre dite Puissance ; et de plus, que toutes monnaies frappées pour et émises en Canada, et déclarées par Notre proclamation être une monnaie courante et légale du Canada, portant respectivement Nos titres ou qualité, ou toute partie ou parties d'iceux, et toutes monnaies qui seront ci-après frappées et émises conformément à cette proclamation, continuent, nonobstant cet ajouté, d'être une monnaie courante et légale de Notre dite Puissance, jusqu'à ce que Nous en décidions autrement.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÊMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, ce VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

R.-W. SCOTT,

Secrétaire d'Etat.

DIEU PROTÈGE LE ROI.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.] }

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII. par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au TREIZIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain. de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit QUATRIÈME jour de FÉVRIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le TREIZIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et pour y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ. Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA.
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de DIEU, ROI du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—

SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **C**ONSIDÉRANT qu'un acte a été passé en
Procureur-Général. } la dernière session du parlement du
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, intitulé "An Act to enable His Most Gracious Majesty to make an addition to the Royal Style and Titles in recognition of His Majesty's Dominions beyond the Seas," lequel acte statue qu'il Nous sera loisible, en vue de telle reconnaissance comme susdit de Nos possessions au-delà des mers, par Notre proclamation Royale lancée sous six mois après l'adoption du dit acte, de faire tel ajouté aux titres et qualité à présent appartenant à la Couronne impériale du Royaume-Uni et ses dépendances, qu'il Nous semblera convenable ; et considérant que Nos présents titres et qualité sont, en langue latine "*Edwardus VII. Dei Gratia Britanniarum Rex, Fidei Defensor, Indiarum Imperator.*" et en langue anglaise, "Edward VII, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland King, Defender of the Faith, Emperor of India" : Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de Québec, de décréter et de déclarer que dorénavant, en tant que convenable, en toutes occasions et dans tous les instruments dans lesquels Nos titres et qualité sont employés, l'ajouté suivant sera fait aux titres et qualité à présent appartenant à la Couronne impériale du Royaume-Uni et ses dépendances, c'est à-dire, en langue latine, après le mot "*Britanniarum,*" ces mots "et terrarum transmarinarum quæ in ditione sunt *Britannicæ* ;" et en langue anglaise, après les mots "of the United Kingdom of *Great Britain and Ireland,*" ces mots "and of the *British* Dominions beyond the Seas.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1902

Jeudi, 13 février 1902

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée), pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Le message suivant est apporté par Frank Pennée, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire : —

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif ;

Et de retour dans la salle des délibérations de l'Assemblée législative,

M. l'Orateur informe la Chambre que, depuis la dernière session, il a été notifié que des vacances étaient survenues dans la représentation des districts électoraux de Lévis, du comté de Québec, de Vaudreuil, Drummond, Beauce et Stanstead, et il donne connaissance de ces notifications, comme suit :

J'ai l'honneur d'informer la Chambre que durant la vacance, j'ai reçu les notification suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de Lévis, Québec, Vaudreuil, Drummond, Beauce et Stanstead, et que j'ai adressé mon mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux, respectivement.

Québec, 27 juin 1901.

L'honorable H.-B. RAINVILLE,

Orateur de l'Assemblée législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Lévis, par l'acceptation, par l'honorable Charles Langelier, député du dit district électoral, d'une charge salariée de la Couronne.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

S.-N. PARENT,

Député du district électoral de Saint-Sauveur.

ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse

Québec, 8 juin 1901.

L'honorable H.-B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral du comté de Québec par l'acceptation par l'honorable Némèse Garneau, député du dit district électoral, de la charge de Conseiller Législatif pour la division de Shawinigan.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

S.-N. PARENT,

Député du district électoral de Saint-Sauveur,

H. THOS. DUFFY,

Député du district électoral de Brome.

Québec, 21 mai 1901.

L'honorable H.-B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Vaudreuil, par l'acceptation par monsieur Emery Lalonde, député du dit district électoral, d'une charge salariée de la Couronne.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

F.-G. MIVILLE-DECHÈNE,

Député du district électoral de l'Islet.

ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Québec, 21 mai 1901.

L'honorable H.-B. RAINVILLE,

Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Drummond, par l'acceptation par monsieur William-John Watts, député du dit district électoral, d'une charge salariée de la Couronne.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

F.-G. MIVILLE-DÉCHÈNE,

Député du district électoral de l'Islet.

ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

L'an mil neuf cent deux, le sept de janvier, en la paroisse de St-François, en les comté et district de Beauce, en la province de Québec, je soussigné, Henri Séverin Béland, medecin, résidant en la paroisse de St-Joseph, susdits comté et district de Beauce, en présence de Onésiphore Talbot et Blaise Letellier, le premier député de Bellechasse et le second avocat, de St-François, susdits comté et district de Beauce, déclare sous mon seing résigner mon mandat de député pour le comté de Beauce susdit et de membre de l'Assemblée législative de la province de Québec pour le dit comté de Beauce.

En foi de quoi, j'ai signé avec et en présence des témoins susdits.

HENRI-S. BÉLAND.

Témoins :—O.-E. TALBOT,

BLAISE LETELLIER,

A l'honorable H.-B. RAINVILLE

Orateur de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Québec, 11 février 1902.

L'honorable H.-B. RAINVILLE, M. P. P.,

Orateur de l'Assemblée législative,

Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue, dans la représentation du district électoral de Stanstead, par le décès de monsieur M.-B. Lovell, député du dit district électoral.

Nous avons l'honneur d'être vos obéissants serviteurs,

S.-N. PARENT,

Député du district électoral de St-Sauveur.

H. THOS. DUFFY,

Député du district électoral de Brome.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a adressé ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie afin qu'il émette de nouveaux brefs pour l'élection de députés pour représenter les districts électoraux de Lévis, du comté de Québec, Vaudreuil, Drummond, Beauce et Stanstead.

M. l'Orateur informe ensuite la Chambre que le Greffier de cette Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 28 octobre 1901.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dixième jour d'octobre, mil neuf cent un, émis par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, et adressé à L. N. Carrier, écuyer, officier rapporteur pour le district électoral de Lévis, dans la province Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable Charles Langelier nommé à une charge salariée de la Couronne, J.-Cléophas Blouin, écuyer, manufac-

curier, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 14 novembre 1901.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dixième jour d'octobre, mil neuf cent un, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à l'honorable Charles Langelier, officier-rapporteur pour le district électoral de Québec, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable Némèze Garneau, appelé au Conseil Législatif, Cyrille-F. Delage, Ecr., notaire, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L'Honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 18 novembre 1901.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dixième jour d'octobre, mil neuf cent-un, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à J.-N. Lefebvre, Ecr., officier-rapporteur pour le district électoral de Vaudreuil, dans la Province de Québec, pour l'élec-

tion d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Emery Lalonde, Ecr., nommé à une charge salariée de la Couronne, Hormisdas Pilon, Ecr., médecin vétérinaire, de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 18 novembre 1901.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dixième jour d'octobre, mil neuf cent un, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Charles H. Miller, écr., officier-rapporteur pour le district électoral de Drummond, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de William-John Watts, écr., nommé à une charge salariée de la Couronne, Joseph Laferté, écr., marchand, de Saint-Germain de Grantham, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L'honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 13 février 1902.

Le présent fait foi, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du neuvième jour de janvier, mil neuf cent deux, émis par Son Honneur le

Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Taschereau-Fortier, écr., officier rapporteur pour le district électoral de Beauce, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Henri-Séverin Béland, Ecr., démissionnaire, Joseph-Arthur Godbout, Ecr., avocat, de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

J.-Cléophas Blouin, écuyer, député élu pour le district électoral de Lévis; Cyrille-F. Delâge, écuyer, député élu pour le district électoral du comté de Québec; Hormisdas Pilon, écuyer, député élu pour le district électoral de Vaudreuil; Joseph Laferté, écuyer, député élu pour le district électoral de Drummond, et Joseph-Arthur Godbout, écuyer, député élu pour le district électoral de Beauce, ayant préalablement prêté le serment d'office et signé le rôle qui le contient, prennent leur siège.

Ordonné.—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 1) intitulé: "Acte relatif à la prestation des serments d'office."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis heureux de vous voir réunis pour l'accomplissement des fonctions que la constitution confie à votre sollicitude.

Pendant la vacance parlementaire qui vient de se terminer, notre pays a été honoré de la visite de Leurs Altesses Royales le Duc et la Duchesse de Cornwall et York. Nous avons été les premiers, dans cette province, à leur souhaiter la bienvenue sur cette terre du Canada, et c'est avec une profonde satisfaction que j'ai vu les populations se joindre partout aux autorités, pour donner à nos nobles visiteurs le témoignage sincère du respect et de l'affection qu'elles éprouvent pour notre très Gracieux Souverain et pour tous les membres de la famille royale.

L'œuvre de la colonisation est, de l'aveu de tous, une des plus importantes pour le développement de cette province. L'unanimité d'opinions qu'il est si facile de constater sur ce point, fait cependant place à des divergences non moins évidentes lorsqu'il s'agit des méthodes à suivre pour arriver au but que tous veulent atteindre. Le système actuellement suivi est souvent critiqué, des changements sont réclamés et nombre d'autres systèmes sont même proposés. Convaincu que, sur une question aussi exclusivement nationale, toutes les opinions émises sont de bonne foi et que chacun n'a en vue que l'avantage de la chose publique, mon gouvernement a cru qu'il serait de l'intérêt de la province de profiter de ces bonnes dispositions de tous et de la somme de travail et de réflexion qu'ont déjà coûté ces projets nouveaux, pour confier à une commission spéciale la recherche des moyens les plus propres à faire disparaître tout ce qui peut être de nature à gêner ou à retarder la colonisation dans notre province. Un projet de loi vous sera en conséquence soumis pour la nomination d'une telle commission chargée :

1^o De faire une étude critique de la loi actuelle et de rechercher les moyens de l'améliorer.

2^o D'examiner les projets ou système nouveaux qui pourraient lui être soumis.

3^o Enfin, de prendre en considération tout ce qui se rapporte à la colonisation, à la concession et à l'exploitation des terres publiques, sans perdre de vue l'exiguïté des ressources financières de la province et les intérêts de son industrie forestière.

Les négociations entamées, il y a quelque temps, avec le gouvernement de la Puissance pour faire reconnaître notre droit sur les pêcheries des eaux territoriales de la province, ont été continuées. Mon gouvernement a, de plus, soumis aux autorités fédérales deux réclamations importantes se rattachant à cette question des pêcheries : l'une demandant le remboursement à la province des sommes perçues depuis 1867 et provenant des baux et permis de pêche ; l'autre revendiquant la partie qui nous revient, proportionnellement, dans l'indemnité payée, par les États-Unis, pour le privilège accordé aux citoyens de ce pays, par le traité de Washington, d'exploiter les pêcheries de notre littoral.

Les diverses réformes apportées, dans ces dernières années, à notre système éducationnel ont produit des résultats satisfaisants. L'œuvre de la gratuité des livres et des cartes murales a été bien accueillie par le peuple de la province. J'ai la satisfaction de vous annoncer, à ce sujet,

qu'un grand nombre de municipalités scolaires et de maisons d'éducation se sont prévaluées de l'offre de mon administration et que plus de cent mille exemplaires de " Mon Premier Livre " ont déjà été distribués.

L'aide accordée aux conseils municipaux pour améliorer les chemins a éveillé l'attention de la population rurale sur cette importante question, et, c'est avec plaisir, que je constate un progrès réel dans la construction et l'entretien des voies publiques.

Mon gouvernement continue de favoriser le progrès de nos institutions agricoles et de l'industrie laitière en s'occupant de l'amélioration de nos races d'animaux domestiques, en octroyant des primes pour les fromageries et en vulgarisant les connaissances requises au moyen de publications spéciales et de conférences publiques.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics pour l'année écoulée le 30 juin dernier, et les estimations budgétaires vous seront soumis, sans délai, de manière que leur considération ne retarde pas vos travaux.

Malgré plusieurs dépenses imprévues, la balance entre les mains du Trésorier, au premier juillet dernier, était encore plus considérable que l'année précédente.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Grand nombre de projets de loi vous seront sans doute soumis. Le travail du législateur, à quelque sujet qu'il s'applique, est toujours de première importance. Je n'ai aucun doute que vous apporterez à l'accomplissement de cette tâche, l'attention, le zèle et le dévouement que la province attend de vous.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Dechène, et il est,

Ordonné.—Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province prononcé devant les deux branches de la Législature, soit pris en considération demain.

Résolu.—Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ;
2. Ordres permanents ;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ;
4. Bills privés ;
5. Législation et lois expirantes ;
6. Comptes publics ;
7. Agriculture, immigration et colonisation ;
8. Différentes branches d'industrie en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières

et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur, quatre messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, comme suit :

(Tous les députés se tenant debout, la tête découverte)

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts,

(Document de la session No. 12).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, ce 13 février 1902.

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant la distribution de la *Gazette Officielle*.

(Document de la session No 13).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, ce 13 février 1902.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil.

(Document de la session No. 14.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 13 février 1902.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 16 octobre 1901, et approuvé par lui le 17 octobre 1901, concernant la Commission de l'Economie interne de l'Assemblée législative.

(Document de la session No 15).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Ce 13 février 1902.

Les rapports suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit, savoir :

Par l'honorable M. Parent,—Rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1901.—(*Document de la session No 5*).

Par l'honorable M. Dechène,—Rapport du Commissaire de l'Agriculture de la province de Québec pour 1901.—(*Document de la session No 8*).

Par l'honorable M. Turgeon,—Rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec pour l'exercice du 1er juillet 1900 au 30 juin 1901.—(*Document de la session No 6*).

Et statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1900.—(*Document de la session No 16*).

Et, aussi, le trente-unième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec pour l'année 1900.—(*Document de la session No 4*).

Par l'honorable M. Gouin,—Rapport du Commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec pour l'année 1901.—(*Document de la session No 8*).

Par l'honorable M. Gouin,—Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1901.—(*Document de la session No 7*).

Par l'honorable M. Duffy,—Etat des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1901.—(*Document de la session No 2*).

Par l'honorable M. Turgeon,—Etat tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au Secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618, S. R. P. Q.—(*Document de la session No 9*).

Aussi, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1901, pour la production de copie de toutes requêtes, et de toute correspondance, au sujet des commissions de J. A. Marquis, de St-Jérôme de Matane, comme commissaire *per dedimus potestatem*, comme juge de paix, et comme percepteur du revenu, et de la révocation de ces commissions. (*Document de la session No 11*).

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1901, pour copie de tous rapports, requêtes et de toutes correspondances au sujet d'infractions, depuis deux ans, à la loi de chasse et de pêche dans la région de la Métapédia, dans les comtés de Matane et de Bonaventure. (*Document de la session No 10*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 14 février 1902.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cherrier,—la pétition de "The Transit Insurance Company, of Montreal, Canada," et la pétition de T. A. Brisson et autres, de Laprairie.

Par M. Cochrane,—la pétition de la révérende Sœur Dalton et autres, de Montréal.

Par l'honorable M. LeBlanc,—la pétition de Rodolphe Beaudry et autres, de Montréal.

Par M. Blouin,—la pétition de la Corporation de la ville de Lévis.

Par M. Major,—la pétition du curé et des marguilliers de la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle.

Par M. Tellier,—la pétition du Très Révérend Paul Bruchési et autres, de Montréal, et la pétition de la ville de Joliette

Par M. Taschereau,—la pétition de Georges Cloutier et autres, de Saint-Georges, Beauce.

Par M. Hutchinson,—la pétition de Percy Claire Duboyce, de Montréal, et la pétition de la "Liverpool and London and Globe Insurance Company", de Montréal.

Par M. Pelletier (Sherbrooke),—la pétition du "Compton Ladies College") et la pétition de Herbert Alexander McCrea, d'Hemmingford, Huntingdon.

Par M. Lacombe,—la pétition de Médard Paquette et autres, de Montréal; la pétition de la Compagnie Zoologique et autres; la pétition de la Compagnie de Papier Rolland; de l'honorable Damien Rolland et autres, de Montréal, et de la corporation des huissiers du district de Montréal.

Par M. Robitaille,—la pétition de la cité de Québec, la pétition de Archange Racine et autres, de Québec, et la pétition du révérend John Forbes et autres, de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport des bibliothécaires-conjoints de l'Assemblée législative, pour l'année 1901-1902, qui se lit comme suit :

A l'Honorable Orateur

et aux Honorables Députés à l'Assemblée législative.

Les bibliothécaires ont l'honneur de soumettre le rapport de leur gestion pour la vacance de 1901-1902.

Depuis la dernière session de la Législature, la bibliothèque s'est accrue de 3,700 volumes reliés et de 3,965 brochures, par achats, échanges et dons.

Cet accroissement, presque inusité, est dû, surtout, au fait que le gouvernement fédéral de la grande République Américaine nous a gracieusement envoyé par l'intermédiaire de l'Institut Smithsonian, un nombre considérable de documents officiels.

Cette heureuse innovation, dans l'histoire de notre système d'échanges, mérite plus qu'une mention ordinaire. Aussi les bibliothécaires ne sauraient trop remercier les nobles personnages qui ont conçu l'idée de renouer la chaîne interrompue de nos relations d'amitié et de courtoisie avec le gouvernement des Etats-Unis.

En 1856, sous l'Union, la Chambre d'Assemblée canadienne résolut d'envoyer à Washington un délégué spécial, dans le but d'établir un service régulier d'échanges avec le gouvernement central et avec les législatures des divers Etats. Ce fut l'Honorable M. Moore, conseiller législatif, qui reçut la nomination. Le délégué canadien fut accueilli à bras ouverts par le Président et les sommités du Congrès et du Sénat. Après de courts pourparlers, cette question d'échanges de documents parlementaires fut résolue à la satisfaction générale.

Le système fonctionna sans interruption jusqu'à l'époque de la Confédération. Washington continua d'échanger ses documents avec ceux du gouvernement d'Ottawa, et la province de Québec resta oubliée.

Ce n'est donc qu'après une période de trente-cinq ans que nous sommes enfin parvenus à nous mettre sur le même pied qu'autrefois, et dorénavant, nous en avons la plus ferme assurance, la bibliothèque aura l'avantage inappréciable de pouvoir échanger les documents officiels de la province avec ceux du gouvernement américain.

Le nombre de volumes reçus de ce chef comporte tous les documents publiés depuis 1869, c'est-à-dire environ 2,550 volumes reliés et 3 650 brochés.

Les bibliothécaires en ont fait un département spécial dans une vaste pièce située sous les toits, et aménagée de manière à ce que le public puisse les consulter à l'aise, en attendant le jour où ces livres précieux seront incorporés à la masse dans une bibliothèque de construction nouvelle.

Les bibliothécaires ont aussi reçu de Paris, par l'entremise de l'Honorable M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés, la belle collection de volumes publiés à l'occasion de la célèbre enquête Ribot sur l'enseignement secondaire en France. Les matériaux réunis de cette enquête comprennent six forts volumes grand in-quarto.

La bibliothèque renferme actuellement 62,200 volumes reliés et 17,500 brochures mises en ordre et faciles à consulter à la faveur d'un catalogue manuscrit par cartes.

Le tout humblement soumis

Signé }

N. E. DIONNE,
A. E. DOUGHTY.

Québec, le 13 février 1902.

M. Blouin propose, secondé par M. Walker, et il est,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, dans les termes suivants :

A Son Honneur

L'honorable Sir LOUIS-AMABLE JETTÉ, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu de l'honorable François Langelier, juge de la Cour Supérieure, le jugement suivant, dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Chambly, savoir :

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE

In re :

Election d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Chambly, dans le district judiciaire de Montréal, tenue le trentième jour de novembre et le septième jour de décembre (1900), étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt-troisième jour d'avril, mil neuf cent un.

PRÉSENT :—L'honorable juge L'ANGELIER.

PIERRE-ÉLIE STE-MARIE, cultivateur, de la paroisse de St-Hubert, district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire ;

et

MAURICE PERRAULT, architecte, de la ville de Longueuil, district judiciaire de Montréal, de la province de Québec,

Défendeur.

La Cour ayant entendu les parties par leurs avocats respectifs sur la motion du Défendeur à l'effet qu'il soit déclaré que la pétition d'élection en cette cause est éteinte, périmée, nulle et de nul effet, et qu'elle soit en conséquence renvoyée avec dépens ; ayant de plus examiné la procédure et les pièces du dossier, et notamment le certificat du Protonotaire de cette cour, constatant que la dite pétition d'élection n'a pas encore été inscrite pour l'instruction au mérite, et ayant sur le tout délibéré ;

Considérant, que la législature de la province de Québec, par une loi passée à la dernière session de cette législature, et sanctionnée le 28 mars dernier (1901), a décrété comme suit : " l'instruction au mérite de toute " pétition d'élection maintenant pendante, ou qui le sera à l'avenir, devra " avoir été commencée, dans les trois mois qui ont suivi la publication, en " vertu de l'article 213 de la loi électorale de Québec de 1895, dans la " *Gazette Officielle de Québec*, de l'avis d'élection du député, par le Greffier " de la Couronne en Chancellerie ; sinon la pétition sera absolument " éteinte, périmée, nulle et de nul effet ".

Considérant que par une autre disposition de la même loi, il est décrété qu'icelle loi doit prendre effet et vigueur le jour de sa sanction.

Considérant que l'avis de l'élection du Défendeur, donné par le Greffier de la Couronne en Chancellerie, a été publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, le 13 décembre dernier (1900) ; que la pétition d'élection en

cette cause a été produite le 14 janvier dernier (1901), et que l'instruction au mérite d'icelle n'a pas été commencée dans les trois mois du délai fixé par la dite loi, laquelle rétroagit en termes exprès et s'applique à la présente pétition d'élection ;

Considérant que les tribunaux de cette province, et la présente Cour en particulier, sont maintenant désaisis, à toutes fins quelconques, de la dite pétition d'élection, laquelle est éteinte, périmée, nulle et de nul effet, par le seul effet de la loi ;

Donne acte aux parties en conséquence sans frais.

Vraie copie,

L. H. COLLARD,

Député protonotaire

Cour Supérieure.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Gouin et

Résolu — Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, — Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Dechêne et

Résolu, — Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, — Que les honorables MM. Parent, Dechêne, Flynn, Pelletier, Duffy, Guerin, et MM. Mackenzie, Tessier (Rimouski), Robitaille, Roy (Montmagny) et De Grosbois composent ce comité.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi.

Lundi, 17 février 1902.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cooke,—de la " North Shore Power Company ", des Trois-Rivières.

Par M. Décarie,—de Léonidas Villeneuve et autres, de Montréal.

Par M. Roy (St-Jean),—de Amable Bisailon et autres, de St-Jean d'Iberville.

Par M. Taschereau,—de L. D. E. Rousseau, de Québec; de A. F. Hunt et autres, de St-Malo, Québec; de Victor Guertin et autres, de Montréal; de " The New Richmond Lumber Company, limited "; de Joachim Reid, de St-Ambroise de la Jenne Lorette, Québec; de J. B. Morneau et autres, de Notre-Dame du Lac, Fraserville.

Par l'honorable M. Guerin,—du curé et des marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De T. A. Brisson et autres, de Laprairie, demandant le partage des biens de feu Léon Benoit Alfred Charlebois;

De " The Transit Insurance Company of Montreal," demandant des amendements à sa charte;

De M. Percy Clare Duboyce, de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

De " The Liverpool and London and Globe Insurance Company," demandant un acte amendant l'acte 45 Vict., ch. 64;

De M. Rodolphe Beaudry et autres, de Montréal, demandant des amendements à la loi concernant la succession de feu F. X. Beaudry;

De M. Georges Cloutier et autres, de St-Georges de Beauce, demandant un acte d'incorporation sous le nom " La Compagnie Electrique de Beauce, limitée ";

De la corporation de la ville de Joliette, demandant une loi refondant sa charte;

De Mgr Paul Bruchesi, archevêque de Montréal, et des habitants catholiques romains de la paroisse de St-Charles Borromée, dans le diocèse de Montréal, demandant une loi pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection de marguilliers en la dite paroisse et pour d'autres fins;

De M. Herbert Alexander McOrea, d'Hemmingford, demandant l'autorisation de pratiquer l'art dentaire ;

De " The Compton Ladies College ", demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Lévis, demandant des amendements à sa charte ;

Du curé et des marguilliers de la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, demandant une loi érigeant civilement la dite paroisse et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie ;

De " La Compagnie de papier Rolland, " demandant une loi pour changer la qualification des directeurs de leur compagnie ;

De M. Médard Paquette et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de " L'Association bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal " ;

De M. M. O. Champagne et autres, de Montréal, demandant un amendement à la loi 57 Vict., chap. 57 ;

De la Corporation des huissiers du district de Montréal, demandant une loi revisant les lois organiques de la Corporation des huissiers du district de Montréal ;

De Archange Racine et autres, de Québec, demandant à être incorporés sous le nom, " La compagnie de Pulpe de Metabetchouan " ;

De Révd. John Forbes et autres, Pères Blancs, demandant de les incorporer sous le nom " Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique " ;

Et de la Cité de Québec, demandant des amendements à sa charte.

M. l'Orateur met devant la Chambre :—L'état des affaires des institutions suivantes : de l'Hospice Ste Anne, de la Baie St-Paul ; de l'Hôtel-Dieu St Valier, de Chicoutimi ; de l'Hospice St Jérôme ; de l'Hôpital St Jean d'Iberville ; de la Salle d'asile de St Jean d'Iberville ; de l'Hôtel-Dieu de Nicolet ; de l'Hôpital-Général de Sorel ; de l'Hôtel-Dieu de St Hyacinthe ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité de St Thomas, Montmagny ; des Sœurs de la Charité de l'Hospice St Joseph de la Délivrance, de Lévis ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité, de Rimouski ; de " The Distributing Home, " Knowlton ; de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; de " The St Bridget's Asylum, " Québec ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Québec, pour les orphelins ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Québec, pour les vieillards ; de l'Hospice de la Miséricorde, Québec ; de l'Asile du Bon-Pasteur, Québec ; de l'Orphelinat des Sœurs de la Charité de Québec ; de l'Association des Dames Charitables de Québec ; de " The Shelting Home ", Montréal ; de " St Margaret's Home for Incurables ", Montréal ; de " The Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society, " Montréal ; de " The Ladies Hebrew Benevolent Society ", Montréal ; du Monastère de Notre Dame de Charité du Bon-Pasteur, Montréal ; du " Montreal Protestant Orphan Asylum " ; des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal ; de l'Hospice de la Maternité et des enfants abandonnés, de Montréal ; de " The Montreal Ladies Benevolent Society " ; de l'Hôpital St Patrick, Montreal ; de l'Hôpi-

tal Notre-Dame, Montréal; de "The Montreal Homeopathic Association" —tous pour l'année 1901. De la Salle d'Asile St Joseph, Montréal, pour l'année 1900. De l'Hôtel-Dieu de St Joseph d'Arthabaskaville; de l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke; de "The Church of England Female Orphan Asylum," Québec; de "The Ladies Protestant Home," Québec, — pour l'année 1901.

(Document de la session No 17.)

M. l'Orateur dépose aussi devant la Chambre, l'état des affaires de "The Royal Trust Company of Montreal." pour 1901.

(Document de la session No 18.)

L'hon. M. Duffy, Trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre, l'état suivant des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis durant la vacance, entre la session close le 28 mars 1901 et l'ouverture de la session suivante, le 13 février 1902, en vertu des Statuts refondus de la province de Québec, article 785, savoir :

ETAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province tel que requis, durant la vacance entre la session close le 28 mars 1901, et l'ouverture de la session suivante, le 13 février 1902.

Nos	SERVICES	Rapport du Conseil.			Mandats spéciaux.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants dépensés.	Balance non dépensée.	
6	Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure de solder d'ici à la fin de l'exercice en cours les dépenses se rattachant à deux services publics : les crédits budgétaires affectés à ces fins se trouvant insuffisants, savoir : Gouvernement civil : Dépenses contingentes..... \$ 3,800 00 Réparties comme suit : Bureau du Lieutenant-Gouverneur..... 600 00 Département du Secrétaire-Provincial..... 1,200 00 " de l'Instruction publique..... 1,000 00 " de la Colonisation et des Mines... 1,000 00 \$ 3,800 00 Travaux et Edifices publics. Ordinaires : Assurance des édifices publics en général..... \$1,741 88	349	7 juin 1901.....	4,841 88	4,841 88	4,792 11	49 77

7 Administration de la Justice:	Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure de solder d'ici à la fin de l'exercice en cours les dépenses s'attachant au service de l'administration de la Justice : les crédits budgétaires affectés à ce service se trouvant insuffisants.....	376 20 juin 1901.....	6,106 00	6,106 00	6,106 00	49 77
1 Services divers :	Réception du Duc et de la Duchesse de Cornwall et d'York. Montant requis d'urgence afin de pourvoir au paiement immédiat des dépenses qui ont été encourues par le Gouvernement de la Province, à l'occasion de la réception à Québec de leurs AltesSES Royales le Duc et la Duchesse de Cornwall et d'York, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de dispositions à cette fin.	568 24 septembre 1901.....	10 930 00	10 930 00	10 930 00	33,888 11
2 Agriculture :	Montant requis d'urgence afin de mettre le Trésor en mesure d'honorer sans retard l'engagement pris par le Gouvernement de mettre cette somme à la disposition de la Compagnie d'Exposition de Québec pour être distribuée en prix aux exposants de l'exposition tenue de 16 au 21 septembre courant, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de disposition à cette fin...	568 24 septembre 1901.....	12,000 00	12,000 00	12,000 00	33,888 11
3 Travaux et édifices publics :	Montant requis pour permettre au Trésor de rencontrer les dépenses relatives à trois services publics qu'il est urgent de solder pour lesquelles la législature n'a pas voté de crédits, le dit montant devant être imputé comme suit, savoir :	A reporter.....	33,937 88	33,937 88	33,937 88	49 77
3 Travaux et édifices publics :	(Ordinaires)	Assurance des Palais de Justice et Prisons.....	\$500 00	\$500 00	\$500 00	\$500 00

ÉTAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province tel que requis, durant la vacance entre la session close le 28 mars 1901, et l'ouverture de la session suivante, le 13 février 1902.

Nos	SERVICES	Rapport du Conseil.			Mandats spéciaux.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants dépensés.	Balance non dépensée.	
				\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
	<i>Services divers :</i>						
	Réception de Leurs Altesse Royales le Duc et la Duchesse d'York et Cornwall (Balance).....			4,839 97	4,742 95	116 95	
	<i>Chemins de fer :</i>			38,797 78	38,797 78	166 72	
	Chemin de fer Québec Montréal, Ottawa & Occidental (construction).—Mémoire de frais de Messrs Gwyn et Eng'land, avocats, Montréal, Messrs Molsons & Co, les Commissaires du Havre de Montréal.....	668	17 octobre 1901	1,819 00			

Département du Trésor,

Bureau de l'Auditeur,

Québec, 15 février 1902.

A. H. VERNET,

Auditeur de la Province.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un bill (No 4) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Proposé par M. Delaney, secondé par M. Taschereau, et.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou ses membres, et certaines personnes des Iles-de-la-Madeleine et d'ailleurs, au sujet de la nomination d'un percepteur du revenu, pour le district des Iles de la Madeleine.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 18 février 1902

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Champagne,—la pétition de Edouard Bastien et autres, de Montréal.

Par M. Major,—de Louis de Gonzague Routhier et autres, de Hull.

Par M. Cardin,—de Eugène Lafontaine et autres, de Montréal ; et de Roch Moïse Samuel Mignault et autres, de Yamaska.

Par M. Prévost,—de Matthew Moody et autres, de Terrebonne.

Par M. Chênevert,—de J. A. Germano, de Montréal.

Par M. Décarie,—de la corporation de la ville de St-Henri ; et de la corporation de la ville de Westmount.

Par M. Allard,—de Dame Susan Walker et autres, de Montréal.

Par M. Dion,—de la corporation de la ville de Fraserville

Par M. Caron, (Matane),—de Donat Caron et autres, de St-Octave de Métis.

Par l'honorable M. LeBlanc,—de Edgar M. McDougall et autres, de Montréal.

Par M. Fiset,—de Vivian Burrill et autres, de Shawinigan Falls ; et de la corporation du village de Shawinigan Falls.

Par M. de Grosbois,—de Dame L. St Pierre et autres, de St-Benoit, comté des Deux-Montagnes.

Par M. Smith,—de N. P. Tanguay et autres, de King Ville, Mégantic.

Par M. Taschereau,—de la compagnie de Téléphone du comté de Montmorency.

Par M. Bergevin,—de Jos. B. Robert et autres, de Beauharnois ; et de J. Alex. Legault, de Québec.

Par M. Hutchinson,—de l'Hôpital protestant des aliénés, Montréal ; de Dame Helen J. O'Gilvie et autres, de Montréal ; de la Banque de Montréal ; de "The Canada Switch and Spring Company", Montréal ; de "The Montreal Rolling Mills Company," de S. H. Thompson et autres, de Birmingham, Angleterre ; de J. R. Henderson et autres, d'Halifax, Nouvelle-Ecosse et de "The Church Home," Montréal.

Par M. MacKenzie,—de G. E. Armstrong et autres, de Montréal; de la ville de Richmond et du canton de Melbourne; de "The Shawinigan Water and Power Company", et de "The Shawinigan Carbide Company, limited."

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De la révérende Sœur Dalton et autres, de Montréal, demandant une aide pour l'Asile Nazareth de Montréal.

M. l'Orateur décide que cette pétition ne peut pas être reçue, parce qu'elle a une demande d'argent pour objet, et n'est pas recommandée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

L'honorable M. Déchène, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, présente le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Déchène comme son président.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre, comme suit :

Ordres permanents :—Les honorables MM. Duffy, LeBlanc. MM. Allard, Bourbonnais, Champagne, Chauret, Chicoyne, Duhamel, Godbout, Perrault, Pilon, Robitaille, Smith, Tellier et Weir.

Bills privés :—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Guerin, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Tessier (Portneuf), Turgeon, MM. Allard, Bergevin, Bissonnette, Blouin, Cooke, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chenevert, Chicoyne, Cochrane, Daignault, Delaney, DeGrosbois, Duhamel, Dupuis, Fiset, Giard, Gosselin (Missisquoi), Hutchinson, Kennedy, Lacombe, Lemay, Lane, Mackenzie, Major, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Tessier (Rimouski), Taschereau, Tellier, Tourigny, Walker et Weir.

Comptes publics :—Les honorables MM. Déchène, Duffy, Flynn, Guerin, Gouin, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Tessier (Portneuf), MM. Allard, Bergevin, Bourbonnais, Cardin, Chauret, Chicoyne, Clapperton, Cochrane, Cooke, Delâge, Delaney, Dion, Fiset, Gillies, Gosselin

(Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Laferté, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Perrault, Prévost, Roy (St-Jean), Roy (Kamouraska), Tellier, Tourigny, Walker et Weir.

Agriculture et Immigration :—L'honorable M. Déchène, MM. Allard, Bergevin, Blanchard, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cooke, Daignault, Décarie, Dion, Doris, Delâge, Delaney, Duhamel, Dupuis, Fiset, Giard, Gillies, Godbout, Gosselin (Iberville), Kennedy, Lemay, Major, McKenzie, Morin (Charlevoix), Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Prévost, Pilon, Roy (Montmagny), Petit, Smith, Tanguay, Tellier, Tessier (Rimouski), Tourigny et Walker.

Industries :—Les honorables MM. Déchène, Duffy, Turgeon, MM. Blouin, Caron (Matane), Cochrane, Dion, Doris, Fiset, Giard, Girard, Gosselin (Missisquoi), Hearn, Hutchinson, Laferté, Lemay, Morin (Saint-Hyacinthe), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Petit, Smith et Tourigny.

Privilèges et élections :—Les honorables MM. Déchène, Duffy, Flynn, Gouin, Pelletier (Dorchester). MM. Champagne, McKenzie, Robitaille, Tellier, Tessier (Rimouski) et Weir.

Chemins de fer et canaux :—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Gouin, LeBlanc, Parent, Pelletier (Dorchester), Turgeon, Tessier (Portneuf), MM. Blouin, Bergevin, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Caron (Matane), Champagne, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cochrane, Cooke, Daignault, Décarie, DeGrosbois, Delâge, Duhamel, Gillies, Girard, Gosselin (Iberville), Gosselin (Missisquoi), Hearn, Kennedy, Lacombe, Lane, Laferté, Mackenzie, Major, Morin (Charlevoix), Neault, Pelletier (Sherbrooke), Perrault, Petit, Prévost, Pilon, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay, Taschereau, Walker et Weir.

Législation et lois expirantes : Les honorables MM. Duffy, Flynn, Gouin, LeBlanc, Pelletier (Dorchester), Turgeon, MM. Champagne, Chênevert, Chicoyne, Cooke, Dupuis, Godbout, Hutchinson, Lacombe, Lane, Mackenzie, Morin (Saint-Hyacinthe), Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tellier, Tessier (Rimouski) et Weir.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des honorables juges Tait, Loranger et Robidoux, le jugement dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Vaudreuil et il en donne communication ainsi qu'il suit :

J'ai l'honneur d'informer cette Chambre que j'ai reçu la copie du jugement suivant dans la cause de l'élection contestée de Vaudreuil:

Province de Québec,
District de Montréal.

COUR SUPÉRIEURE

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES ET AMENDEMENTS.

In re—Election d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Vaudreuil, dans le district judiciaire de Montréal, tenue les vingt-quatrième et trentième jours d'octobre derniers (1901), étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le sixième jour de février mil neuf cent deux.

PRÉSENTS :—L'honorable juge TAIT,

L'honorable juge LORANGER,

L'honorable juge ROBIDOUX.

JOSEPH ARCHER-BERTRAND, cultivateur, de la paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud, dans le district électoral de Vaudreuil, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire ;

vs.

HORMISDAS PILON, médecin vétérinaire, de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal, député élu à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Vaudreuil,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties, par leurs avocats, sur le mérite de la pétition d'élection en cette cause ;

Considérant que le dit pétitionnaire n'a offert aucune preuve au soutien de sa dite pétition d'élection, et avoir examiné la procélure et délibéré,—

Renvoie la dite pétition d'élection, avec dépans.

(Signé) M. M. TAIT, A. C. J.

" L. O. LORANGER, J. C. S.

" J. E. ROBIDOUX, J. C. S.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,
Député-protonotaire C. S.

Ordonné.—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 81) modifiant l'article 5435 des Statuts refondus de Québec relatif aux sociétés de construction.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 4) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

L'honorable M. Turgeon, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 19 Février, 1902

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Pelletier, (Sherbrooke),—de John Foster et autres, de Montréal.

Par M. Décarie,—de la corporation de la ville de Ste-Cunégonde de Montréal.

Par M. Smith,—de G. M. Bowen, de Connecticut, Etats-Unis d'Amérique.

Par M. Bergevin,—de l'honorable S. P. Stearns et autres, de Montréal.

Par M. Chauret,—de la corporation de la ville de Lachine ; et de Dame M. Auclair et autres, de Montréal.

Par M. Delâge,—de Louis Savard, de Québec.

Par M. Taschereau,—de la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.

Par M. Allard,—de l'Union St-Pierre de Montréal.

Par l'honorable M. LeBlanc,—de Dame W. Brennan et autres, de Montréal.

Par M. Dupuis,—de J. C. Aldred et autres, de Shawinigan Falls ; et de la Compagnie de chemin de fer St-Chrysostôme.

Par M. Cardin,—de Eugène Alex. Dorion, de St-Ours, Richelieu.

Par M. deGrosbois,—de Wm K. McKeown, de Cowansville, Bedford.

Par M. Major,—de la Corporation de la cité de Hull.

Par M. Cherrier,—de "The Canada Mutual Fire Insurance Company."

Par l'honorable M. Tessier (Portneuf),—du Très Rév. H. Têtu, et autres, de Québec.

Par M. Roy (Montmagny),—de J. N. Thibodeau et autres, de Mégantic ; et de l'Association des barbiers de la province de Québec.

Par M. Weir,—de "The Montreal Bridge Company" ; de W. C. Mills, de Chateaugay, et de Ernest Vipond, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

D'Amable Bisailon et autres, contribuables de la ville de St-Jean, demandant une loi incorporant " La Compagnie d'exposition agricole et industrielle de St-Jean P. Q. " ;

De Victor Guertin et autres, demandant une loi pour incorporer " La Compagnie d'Assurance Mont Royal " ;

Des curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandant une loi relative au cimetière de Notre-Dame des Neiges ;

De Léonidas Villeneuve et autres, demandant une loi concernant le testament et la succession de feu l'hon. J. O. Villeneuve ;

De la " North Shore Power Co.," demandant une loi amendant la loi 60 Vict., chap., 77 ;

De " The New-Richmond Lumber Company," demandant une loi lui accordant certains pouvoirs ;

De J. B. Morneau et autres, demandant une loi pour incorporer la Compagnie dite " Kamou-Tem-Littoral Electrique " ;

De L. D. E. Rousseau, demandant une loi autorisant la Chambre des Notaires à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Joachim Reid, demandant une loi l'autorisant à pratiquer comme chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

De A. F. Hunt et autres, demandant une loi divisant la municipalité de St-Malo ;

De l'hon. D. Rolland et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " Société d'Administration Générale " ;

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a choisi M. Jules Allard pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres " ;

Résolu.—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a élu l'honorable M. Duffy comme son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres."

Résolu.—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Duffy, du comité des compte publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Hutchinson son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

L'honorable M. Gouin, du comité des industries, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Smith son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Champagne, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi M. Champagne comme président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. Duffy, du comité des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Auguste Tessier (Rimouski) comme son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné,—Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un Bill (No 80) concernant les syndicats agricoles.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 85) amendant la loi 50 Victoria, ch. 16, sect. 1.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Flynn :—1. Combien d'exemplaires le gouvernement a-t-il fait imprimer du livre d'école : " Mon Premier Livre " ?

2. A-t-il été imprimé dans les deux langues ?

3. Combien d'exemplaires en chaque langue ?

4. Combien d'exemplaires ont été distribués aux écoles ?

5. Toutes les écoles élémentaires ont-elles reçu des exemplaires ?

6. Quel est le coût de l'impression et de la publication de ce livre ?

7. Y a-t-il d'autres dépenses se rattachant à la publication de ce livre, et dans l'affirmative, pour quel montant ?

8. Le gouvernement a-t-il payé le montant de ces dépenses, et dans l'affirmative, à même quel crédit ou disposition législative, et à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :— 1. Cent mille exemplaires. 2. Non. 3. Cent mille exemplaires de chaque partie, en français. 4. Cent seize mille neuf cent dix-huit (116,918) exemplaires. 5. Oui. Toutes les écoles élémentaires qui en ont fait la demande. 6. Seize mille dollars. 7. Six mil neuf cent soixante-dix-neuf dollars et quatre-vingt-dix-huit cents, comprenant les droits d'auteur, correction des épreuves, impression de cinquante exemplaires pour le Conseil de l'instruction publique et frais généraux de distribution dans les écoles. 8. En partie à même le crédit voté par le 60 Vict., ch. 3, aux dates qui suivent : 24 novembre 1899, 4 juillet 1900, 14 septembre 1900, 28 décembre 1900, 1er février 1901 et 16 août 1901.

Par M. Delaney.—Dans le cas où le gouvernement de cette province obtiendrait du gouvernement du Canada le montant de sa réclamation représentant sa part de l'indemnité payée par le gouvernement des Etats-Unis, en vertu de la décision de la commission d'Halifax, le gouvernement de cette province continuera-t-il à appliquer les intérêts de cette somme au paiement des primes que les pêcheurs et les propriétaires de bateaux de pêche reçoivent actuellement du gouvernement du Canada ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Lorsque le gouvernement de cette province aura obtenu des autorités fédérales le montant de cette réclamation, il se fera un devoir de rendre aux pêcheurs et aux propriétaires de bateaux de pêches la plus grande somme de justice à laquelle ils peuvent être en droit de s'attendre.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et—

Ordonné, —Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé de la somme de \$53,900 mentionnée dans les comptes publics de 1901, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état des recettes et des dépenses de toutes sources, depuis le premier juillet 1901, jusqu'à date.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 4) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social ; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 20 février 1902

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Blouin,—d'Alfred Colyer et autres, de Montréal; et de Taschereau-Fortier et autres, de Beauce.

Par l'honorable M. LeBlanc,—de l'honorable G.-A. Nantel, de Montréal.

Par M. Cochrane,—de Hirsch Cohen et autres, de Montréal.

Par M. Doris,—de Napoléon Landry, de la ville de St-Henri, Montréal.

Par M. Tanguay,—de H.-E.-A. Menier, de Paris, France.

Par M. Taschereau,—de J.-B. Bélanger et autres, de Grand'Mère.

Par M. Robitaille,—de " The Canadian Electric Light Company," de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De " The Beauharnois Light, Heat & Power Company " demandant une loi la constituant en corporation ;

De Louis de Gonzalve Routhier et autres, demandant un bill donnant des pouvoirs plus étendus à " l'Union Mutuelle Universelle " ;

De Roch Moise-Samuel Mignault et autres demandant une loi constituant en corporation " La Compagnie Electrique de Sorel " ;

De J.-Alexandre Legault, demandant une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres :

De N. P. Tanguay et autres, demandant une loi constituant en corporation " La Compagnie Hydraulique St-François " ;

De J. R. Henderson et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Henderson & Potts Company, limited " ;

De la cité de St-Henri demandant une loi amendant sa charte ;

De Donat Caron et autres demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " La Compagnie de chemin de fer Matane et Gaspé " ;

De Matthew Moody et autres, de la ville de Terrebonne demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " Matthew Moody & Sons Company " ;

De "The Shawinigan Water & Power Company" demandant une loi amendant sa charte ;

De "The Shawinigan Carbide Company, Limited," demandant une loi lui accordant des pouvoirs additionnels ;

De Dame veuve Léocadie St-Pierre et autres demandant une loi pour ratifier et valider deux actes de vente ;

De la municipalité de Shawinigan Falls demandant une loi constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls ;

De S. H. Thompson et autres demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "B. & S. H. Thompson Company, Limited" ;

De "The Montreal Rolling Mills Company" demandant des amendements à sa charte ;

De "The Canada Switch & Spring Company, Limited," demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Richmond et du village ou canton de Melbourne demandant une loi les autorisant à construire un pont de péage sur la rivière St-François ;

De "The Montreal Medico-Chirurgical Society" demandant une loi d'incorporation ;

De E. B. Greenshields demandant une loi confirmant et ratifiant le règlement numéro 263 de la ville de Montréal et le contrat intervenu entre cette dernière et la Banque de Montréal, le 18 juillet 1900 ;

D'Edouard Bastien et autres demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "l'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal" ;

De J. A. Germano demandant d'être admis à la pratique du notariat, sans examen ;

De Helen J. O'Gilvie et autres demandant une loi définissant les droits des enfants de Dame Helen Johnston et ratifiant certains actes ;

De "The Protestant Hospital for Insane" demandant l'incorporation de l'Hôpital Protestant des aliénés ;

De la ville de Westmount demandant une refonte de sa charte et une loi la constituant en corporation de ville ;

De Susan Walker et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable J. O. Villeneuve ;

D'Edgar McDougall et autres, héritiers de feu John McDougall, demandant certains pouvoirs ;

Des citoyens de la ville de Fraserville demandant de reviser et refondre leur charte ;

De Vivian Burrell et autres demandant une loi divisant les comtés de St-Maurice et de Champlain, pour les fins de l'enregistrement, et établissant une cour de circuit dans la ville de Shawinigan Falls ;

D'Eugène Lafontaine et autres demandant une loi constituant en corporation " La Maison des Etudiants " ;

Et d'Elzéar Fortier et autres demandant une loi amendant la charte de la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency.

La pétition de " The Church Home " est lue.—M. l'Orateur décide que cette pétition ne peut être recue, parcequ'elle a pour objet une demande d'argent et n'est pas recommandée par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De " The Transit Insurance Company, of Montreal " ;

De la ville de Lévis ; du " Compton Ladies College " ;

De la compagnie de Papier Rolland ;

De la " North Shore Power Company," demandant, respectivement, des amendements à leur charte ;

De T. A. Brisson et autres, demandant le partage des biens de feu Léon-Benoit-Alfred Charlebois ;

Des curé et marguilliers de la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, demandant une loi érigeant civilement la dite paroisse et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie ;

De Mgr Bruchesi, archevêque de Montréal, et des habitants catholiques romains de la paroisse de St-Charles-Borromée, dans le diocèse de Montréal, demandant une loi pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection des marguilliers en la dite paroisse, et pour d'autres fins ;

De Percy Clare Duboyce, et de L.-D.-E. Rousseau, demandant, respectivement, une loi autorisant la Chambre des Notaires à les admettre au nombre de ses membres ;

De Herbert Alexander McCrea demandant l'autorisation de pratiquer l'art dentaire ;

De la compagnie de Pulpe de Métabetchouan ; des " Pères Blancs, missionnaires d'Afrique " ; de la Compagnie d'exposition agricole et industrielle de St Jean, P. Q., demandant, respectivement, une loi les constituant en corporation ;

De la ville de Joliette demandant une loi refondant sa charte ;

Du Jardin Zoologique de Montréal et de O. Champagne et autres demandant un amendement à la loi 57 Vict. ch. 57 ;

Et de Léonidas Villeneuve et Pierr. Terreault demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable J. O. Villeneuve.

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. de Grosbois comme son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu, — Que cette Chambre adopte ce rapport.

M. Décarie, du comité d'agriculture, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Déchéne comme son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu, — Que cette Chambre adopte ce rapport.

Ordonné, — Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 32) concernant la succession de Léon-Benoit-Alfred Charlebois.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 55) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau à la pratique de la profession de notaire.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 33) constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 68) constituant en corporation la Cie de Pulpe Métabetchouan.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier, (Sherbrooke), ait la permission de présenter un Bill (No 81) autorisant Herbert-Alexander McCrea à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 126) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de papier Rolland.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 49) amendant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bécarie ait la permission de présenter un Bill (No 57) amendant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un bill (No 59) érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie dans la dite paroisse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 60) pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection des marguilliers dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée, dans le diocèse de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un bill (No 128) amendant la charte de la ville de Lévis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (No 84) amendant la loi concernant l'hygiène publique de Québec, 1901.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 83) concernant le flottage du bois de pulpe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter un bill pour rappeler la loi 1 Edouard VII, chapitre 7, intitulé : "Loi amendant la loi concernant les élections contestées" ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—La modification des dispositions des actes électoraux en général est soumise à l'étude par le gouvernement.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour être en état de déterminer la quantité de bois coupé dans la province de Québec que l'on exporte annuellement aux États-Unis ou ailleurs ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—C'est le gouvernement fédéral qui possède ces données et peut en contrôler l'exactitude.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder une subvention en argent à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent entre la cité de Montréal et la ville de Longueuil ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Le gouvernement considèrera cette question lorsque demande de telle subvention lui sera faite.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par M. Giar, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés du Conseil, tous rapports et toute correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de la province, ou aucun des départements, au sujet des droits de pêche, dans les eaux maritimes et fluviales de la province de Québec, et cela depuis deux ans.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous arrêtés du Conseil, rapports, requêtes et correspondance, depuis quatre ans, ayant trait au système de colonisation de la province ou aux lois et règlements touchant la vente et l'établissement des terres publiques et l'exploitation de nos forêts, en autant que cela touche à la colonisation.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous arrêtés du Conseil, rapports et correspondance touchant les deux réclamations soumises au gouvernement du Canada, par celui de la province de Québec, et mentionnées dans le discours d'ouverture de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur; l'une demandant le remboursement à la province des sommes perçues depuis 1867, et provenant des baux et permis de pêche, et l'autre revendiquant une partie de la somme payée par les Etats-Unis, pour l'indemnité dite des pêcheries.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 21 février 1902

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Blouin,—de la corporation du comté de Lévis ;

Par M. Taschereau,—de la "Provincial Heat Light and Power Company" ; de Napoléon Lemay et de Oscar Ordway, de Beaupré, Montmorency ;

Par l'honorable M. Tessier,—De "The Québec and Lake St. John Railway Company" ;

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De "The Montreal Bridge Co." demandant une loi autorisant les municipalités ou corporations à lui venir en aide ;

De William Charles Mills demandant la passation d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

D'Ernest E. Vipond demandant la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De la ville de Lachine demandant une loi amendant sa charte ;

De M. Auclair et autres, demandant une loi pour faire ratifier l'acte de vente par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette, en date du 5 septembre 1885 ;

De L'Association des Barbiers de la province de Québec demandant une loi amendant sa charte ;

De J.-N. Thibodeau et autres demandant une loi pour détacher certains cantons du comté de Compton ;

De John Foster et autres demandant une loi incorporant la "Power, Pulp and Paper Company of North America" ;

De la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi demandant une loi lui accordant certains pouvoirs ;

De la cité de Ste-Cunégonde de Montréal demandant une loi amendant sa charte ;

De Louis Savard demandant une loi autorisant la Chambre des Notaires à l'admettre à la pratique du notariat, après examen ;

De J. E. Aldred et autres, demandant une loi les incorporant sous le nom de "Shawinigan Falls Terminal Railway Company" ;

De la Compagnie de chemin de fer de St-Chrysostôme demandant une loi pour extension du délai et autres fins ;

De Gilbert Martin Bowen demandant la passation d'une loi l'autorisant à pratiquer la profession de dentiste dans la province de Québec ;

De l'honorable Seargent Prentiss Stearns et autres demandant certains amendements à la charte de la Compagnie Hypothécaire ;

De M. Alexandre Dorion demandant une loi l'autorisant à ajouter à son nom les mots " de St-Ours " ;

De la cité de Hull demandant une loi amendant sa charte ;

De Dame W. Brennan et autres demandant une loi incorporant les " Disciples de St-Antoine de Padoue " ;

De L'Union St-Pierre de Montréal demandant une loi pour la refonte de sa loi organique et des lois qui l'amendent ;

De la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada, demandant une loi leur accordant certains pouvoirs ;

De William K. McKeown demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De Mgr Têtu et autres demandant une loi incorporant la société de St-Vincent de Paul.

M. Ailard, du comité des Ordres Permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie hydraulique St-François ;

De la " Henderson and Potts Company " ;

De la " Matthew Moody & Sons Company " ;

De la ville de Shawinigan Falls ;

De la " B and S. H. Thompson Company, Limited " ;

De la " Montreal Medico Chirurgical Society " ;

De la " Maison des Etudiants, " demandant, respectivement, une charte.

De la " Montreal Rolling Mills Company " ;

De la ville de Westmount ;

De la " Canada Switch and Spring Company ", demandant, respectivement, des amendements à leur charte.

Du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal demandant une loi relative au cimetière de Notre-Dame des Neiges ;

De J. A. Legault demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De Dame Vve M. Beaubien et autres demandant une loi pour ratifier certains actes de vente ;

De la ville de Richmond et autres municipalités demandant une loi les autorisant à construire un pont de péage sur la rivière Saint-François ;

Et de Helen J. Ogilvie et autres, demandant une loi définissant les droits des enfants de Dame Helen Johnston, et ratifiant et confirmant certains contrats."

Ordonné,—Que l'honorable M. Guerin ait la permission de présenter un Bill (No 56) concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill (No 46) confirmant les ventes faites à Raymond Savage et Joseph-Léopold Dozois de certains immeubles appartenant à la succession de feu Mathilde Beaubien.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 43) amendant la charte de la "Montreal Rolling Mills Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 42) amendant la charte de "The Canada Switch and Spring Company, Limited."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 47) à l'effet de définir les droits des enfants de Dame Helen Johnston, existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari ainsi qu'à l'effet de ratifier et confirmer certains contrats.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. McKenzie ait la permission de présenter un Bill (No 34) autorisant la construction d'un pont de péage sur la rivière Saint-François entre la ville de Richmond et le village ou canton de Melbourne

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. McKenzie ait la permission de présenter un Bill (No 52) constituant en corporation "The Montreal Medico-Chirurgical Society."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Smith ait la permission de présenter un Bill (No 36) constituant en corporation la compagnie hydraulique de Saint-François.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 79) constituant en corporation la Maison des Etudiants.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 7) amendant la loi de l'Instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 86) amendant l'article 304 du Code civil de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 87) amendant la loi relative aux ingénieurs civils.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier :—1. Quel est le montant qui a été dépensé et payé par le gouvernement pour chemins de colonisation dans toute la Province, depuis le 30 juin dernier jusqu'à ce jour ?

2. Quel a été la part du comté de Joliette dans le montant ainsi dépensé et payé, et à qui a-t-elle été payée ?

3. Le gouvernement a-t-il reçu du comté de Joliette d'autres demandes d'octrois de colonisation que celles qu'il a jugé à propos d'accorder ?

4. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas accordé au comté de Joliette, pour ses chemins et ponts de colonisation, plus qu'il ne lui a accordé depuis le 30 juin dernier ?

5. Le gouvernement, dans la distribution qu'il fait des deniers de colonisation, s'applique-t-il à favoriser les comtés représentés par des députés ministériels et à priver d'octrois les comtés représentés par des députés de l'opposition ?

Réponse par l'honorable M. Gouin. — 1. \$77,952.61. 2. \$745.00 payées aux conducteurs dont les noms suivent : MM. Edmond Bazin, Joseph Basinet, Israël Jubinville, Xavier Roy, Charles Pagette, Euclide Rocheleau et Alfred Laporte. 3. Oui. 4. La part faite au comté de Joliette est en proportion de celles faites aux autres comtés. 5. Non.

M. Tellier.—1. Les instructions données à J.-D.-A. Fitzpatrick, arpenteur de Joliette, à l'effet de faire l'arpentage d'un nouveau canton dans le voisinage du lac L'Assomption, dans le comté de Joliette, ont-elles été révoquées ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date l'ont-elles été ?

3. Le gouvernement est-il disposé à faire procéder à l'arpentage de ce nouveau canton et à mettre ensuite les lots en vente pour les colons ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui. 2. Le 2 juin 1897. 3. A l'étude.

Par M. Tellier.—1. Les terres non encore concédées du canton Cartier, dans le comté de Joliette, sont-elles en vente ?

2. Dans la négative, pourquoi ne le sont-elles pas ?

3. Dans l'affirmative, combien en a-t-il été concédé depuis le 1er mai 1897 jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—No 1 et 2. Ces lots de terre sont en vente. 3. Quatre lots.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Combien chaque district judiciaire de la province de Québec a-t-il, pour sa part, rapporté par la vente de timbres judiciaires, dans le montant de \$187,723.40, sous l'item "Timbres judiciaires," à la page 4 des comptes public, pour l'année finissant le 30 juin 1901 ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—Regardez à la page 59 des comptes publics.—Etat No 15.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés-du-Conseil, rapports, circulaires, correspondance touchant la publication, la distribution du livre d'école "Mon Premier Livre" et concernant la distribution gratuite de livres de classe en général.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres-du-Conseil, correspondance et documents quelconques se rapportant à la nomination d'un régistrateur conjoint pour le comté de Montmagny, et aussi copie de l'enquête faite contre M. Robertson.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item \$9413, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé à Vézina & Moisan, pour les funérailles de l'honorable F. G. Marchand.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item \$375, mentionné à la page 185 des comptes publics, pour réparation au pont sur la Rivière-Noire, dans le comté de l'Islet.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item \$84, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé au journal le *Quebec Daily Telegraph*.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$500, mentionné à la page 185 des comptes publics, pour réparation au pont sur la rivière Jacques-Cartier, dans le comté de Portneuf.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails concernant l'item de \$600, pour la construction d'un pont sur le bras Saint-Nicholas, dans le comté de l'Islet, mentionné à la page 185 des comptes publics.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails, au sujet de l'item de \$2443.06, mentionné à la page 273 des comptes publics, comme ayant été payé à A. Swindlehurst.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$2688.85, mentionné à la page 255 des comptes publics, pour installation de lumière électrique par Charles Vézina.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$3,163.38, mentionné à la page 254 des comptes publics, pour installation de lumière électrique par O. Picard & Fils.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$3,890, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé à N. W. Trenholme, écrivain, C. R.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, documents, comptes et tous détails au sujet de l'item de \$47.25, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payés au journal *Le Soleil*.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, documents, comptes et tous détails au sujet de l'item de \$50, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé pour des fleurs à madame Lemieux.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé et montant total de toutes sommes payées, pour toutes raisons quelconques, à J. A. Langlais & Fils, depuis le 30 juin 1900 au 30 juin 1901.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item \$75, mentionné à la page 264 des comptes publics, comme ayant été payé pour des fleurs à madame Lemieux.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé et montant total de toutes les sommes payées pour toutes raisons quelconques à L. J. Cannon, Ecr., Assistant-Procureur-Général, en outre de son traitement régulier, depuis le 30 juin 1900 au 30 juin 1901.

Les bills suivants sont lus séparément une deuxième fois et référés au comité des bills privés :

Bill (No 33) constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique.

Bill (No 49) amendant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

Bill (No 57) concernant la succession de l'honorable J. O. Villeneuve.

Et Bill (No 59) érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie dans la dite paroisse.

L'honorable M. Gouin, par ordre du Lieutenant-Gouverneur, dépose sur le bureau de la Chambre :

Etats, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 30 juin 1901, en conformité des articles 5176, paragraphe 4, 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session No 19.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 24 février 1902.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Xavier Gingras et autres demandant une loi pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère ;

De Napoléon Landry demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De H. E. A. Menier demandant une loi pour séparer l'Île d'Anticosti du comté de Saguenay pour les fins municipales ;

De M. Taschereau-Fortier et autres demandant l'incorporation de " The St Lawrence and Megantic Railway Company " ;

D'Alfred Colyer et autres demandant une loi constituant en corporation " La Compagnie de chemin de fer du comté de Lévis " ;

De Hirsch Cohen et autres demandant d'être constitués en corporation sous le nom de " Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas " ;

De la " Canadian Electric Light Co. " demandant une loi amendant sa charte ;

De l'honorable G. A. Nantel demandant le rappel de l'Acte 1 Édouard VII, chap. 7.

De Oscar W. Ordway et autres demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de " St. Ann Company " ;

De Napoléon Lemay demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

De " The Provincial Light, Heat & Power Company " demandant une loi lui accordant certains pouvoirs additionnels et confirmant ceux qu'elle possède déjà ;

De " The Quebec & Lake St. John Railway Co. " demandant une loi ratifiant et confirmant un acte de vente passé devant M^{re} Panet, notaire, le 24 décembre 1901 ;

Et de Michel Roberge demandant une loi à l'effet d'amender la section 1842a de la loi 52 Vict., chap. 22.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 67), revisant et refondant la charte de la ville de Westmount et constituant en cité la dite ville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cooke ait la permission de présenter un Bill (No 51), amendant la loi constituant en corporation la "North Shore Power Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 48), constituant en corporation "The Matthew Moody & Sons Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 91), amendant la loi concernant les dentistes

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Clapperton ait la permission de présenter un Bill (No 92), amendant la loi électorale de Québec, 1895.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 98), amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (No 88), amendant l'article 499 de la loi de l'Instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 80), amendant la loi relative aux arpenteurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 94), amendant les lois relatives aux privilège des ouvriers.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un Bill (No 96), amendant la loi électorale de Québec, 1895.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 6), refondant la loi concernant les asiles d'aliénés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. L'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu de l'honorable Juge Robidoux, le jugement suivant dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Nicolet :

J'ai l'honneur d'informer cette Chambre que j'ai reçu le jugement suivant, dans la cause de l'élection contestée de Nicolet :

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières. }

COUR SUPÉRIEURE.

No. 2.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Nicolet, dans le district judiciaire des Trois-Rivières, tenue le trente novembre et sept décembre derniers, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

JOSEPH BOURGEOIS, commerçant, de la paroisse de Ste-Angèle de Laval,

Pétitionnaire;

vs

L'honorable EDMOND JAMES FLYNN, avocat, de la cité de Québec,

Défendeur.

Nous, soussigné, juge de la Cour supérieure de la province de Québec, administrant la justice dans et pour le district des Trois-Rivières, après avoir entendu les parties, par leurs avocats respectifs, au mérite de la motion du défendeur en date du 20 mai courant, demandant qu'il soit déclaré que la pétition d'élection en cette cause est éteinte, périmée, nulle et de nul effet et qu'elle soit, en conséquence, renvoyée avec dépens, et demandant en outre qu'ordre soit donné au protonotaire de cette cour de remettre à qui de droit, le dépôt fait sur la présentation de la dite pétition d'élection, ayant examiné les pièces au dossier et notamment le certificat

du protonotaire constatant que l'instruction au mérite de la dite pétition d'élection n'a pas encore été commencée, et délibéré.

En ce qui concerne la partie de la dite motion, par laquelle il est demandé qu'il soit déclaré que la pétition d'élection en cette cause est éteinte, périmée, nulle et de nul effet.

Considérant qu'en vertu de l'article 213 de la loi électorale de Québec, 1895, le Greffier de la Couronne en Chancellerie doit donner avis de l'élection des députés dans la *Gazette Officielle de la province de Québec* ;

Considérant qu'il appert par la pétition d'élection que le Greffier de la Couronne en Chancellerie pour la province de Québec, a publié l'avis de l'élection du défendeur dans la *Gazette Officielle de Québec*, le 29 décembre dernier, conformément à la loi ;

Considérant que le trente mars dernier (1901), Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a sanctionné une loi amendant la loi des élections contestées ;

Considérant que par la dite loi, il est édicté que l'instruction au mérite de toute pétition d'élection alors pendante devra avoir été commencée dans les trois mois après la publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, sinon que la dite pétition sera absolument éteinte, périmée, nulle et de nul effet ;

Considérant que plus de trois mois se sont écoulés depuis la publication d'icelui avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, par le Greffier de la Couronne en Chancellerie ;

Considérant que la dite loi du trente mars dernier s'applique à la pétition d'élection dans cette cause ;

Considérant que nous sommes désaisi à toutes fins que de droit de la dite pétition d'élection, laquelle en vertu de la dite loi du trente mars dernier, est éteinte et périmée ;

Donnons actes aux parties, en conséquence.

En ce qui concerne cette partie de la dite motion par laquelle il est demandé qu'ordre soit donné au Protonotaire de cette Cour de remettre à qui de droit, le dépôt fait sur la présentation de la pétition d'élection en cette cause au dit Protonotaire ;

Accordons cette partie de la dite motion, le défendeur ne s'y opposant pas, et Ordonnons au Protonotaire de cette Cour de remettre à qui de droit le dit dépôt, le tout sans frais.

Daté à Trois-Rivières, ce vingt-deuxième jour de mai, mil neuf cent un.

(Signé)

J. E. R.

J. C. S.

Certifiée véritable copie de la minute du présent jugement.

A. PROVENCHER,

Député-protonotaire, C. S.

District des Trois-Rivières.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur (*tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte.*)

L. A. JETTÉ,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et vous en remercie bien sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
24 février 1902.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 31) autorisant Herbert Alexander McCrea à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Bill (No 55) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau à la pratique de la profession de notaire.

Bill (No 60) pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection de marguilliers dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée, dans le diocèse de Montréal.

Bill (No 68) constituant en corporation la Compagnie de Pulpe de Métabetchouan.

Et Bill (No 42) amendant la charte de "The Canada Switch and Spring Company, Limited".

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Tellier.—1. Quels sont les membres du Conseil d'hygiène de la province de Québec, et quelle est la date de la dernière nomination de chacun d'eux ?

2. Combien le gouvernement a-t-il payé, chaque année, à chaque membre du dit Conseil d'hygiène, depuis la date de sa dernière nomination jusqu'à ce jour ?

3. Le gouvernement sait-il que le dit Conseil d'hygiène a adressé des lettres circulaires à certains conseils municipaux pour leur enjoindre de rendre la vaccination obligatoire dans leurs municipalités respectives, et

pour les menacer de les mettre à l'amende s'ils ne se conformaient pas à cette injonction ?

4. Les lettres circulaires mentionnées en la question précédente, ont-elles été adressées à tous les conseils municipaux indistinctement, ou si elles ne l'ont été qu'à un certain nombre d'entre eux ?

5. Le gouvernement a-t-il approuvé ou condamné l'envoi de ces lettres circulaires ?

6. Le gouvernement se propose-t-il d'empêcher le dit Conseil d'hygiène de continuer ou de répéter l'envoi de ses dites lettres circulaires aux conseils municipaux ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Le Dr E.-P. Lachapelle et Henry-R. Gray, de la cité de Montréal, nommés le 20 octobre 1899 ; le Dr Arthur Simard, de la cité de Québec, nommé le 5 février 1900 ; le Dr P.-J.-L. Bissonnette, de Saint-Esprit, et le Dr L. Catellier, de la cité de Québec, nommés le 17 mars 1900 ; le Dr Robert Craik, de Montréal, et le Dr P. Pelletier, de Sherbrooke, nommés le 26 juin 1901.

2. Au Dr Lachapelle :

D'octobre 1899 à juillet 1900.....	\$45 00
De juillet 1900 à juillet 1901.....	55 00
De juillet 1901 à ce jour.....	45 00
Et de plus \$400.00 par année comme président, en vertu d'une disposition statutaire.	

A. M. Gray :

D'octobre 1899 à juillet 1900.....	40 00
De juillet 1900 à juillet 1901.....	55 00
De juillet 1901 à ce jour.....	40 00

Au Dr Catellier :

De mars 1900 à juillet 1900.....	5 00
De juillet 1900 à juillet 1901.....	10 00
De juillet 1901 à ce jour.....	20 00

Au Dr Simard :

De février 1900 à juillet 1900.....	5 00
De juillet 1900 à juillet 1901.....	20 00
De juillet 1901 à ce jour.....	20 00

Au Dr Craik :

De juillet 1901 à ce jour.....	40 00
--------------------------------	-------

Les docteurs Pantaléon Pelletier et Bissonnette étant députés ne reçoivent aucune rétribution.

3, 4, 5, 6. Le gouvernement n'a pas d'informations à ce sujet. Les pouvoirs du Conseil d'hygiène sont définis par la loi.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Tellier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous Ordres-en-Conseil, correspondance et documents quelconques se rapportant à la nomination d'un bibliothécaire conjoint pour la bibliothèque de cette Législature.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous Ordres-en-Conseil, correspondance et documents quelconques se rapportant à la nomination d'un protonotaire conjoint pour le district de Kamouraska.

Ordonné :—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province

Résolu,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, documents, comptes et tous détails pour l'item de \$300, mentionné à la page 265 des comptes publics, comme ayant été payé à E. E. Cinq-Mars, pour dépenses de voyage à Buffalo en qualité de représentant de la galerie de la Presse.

Résolu,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, papiers et documents quelconques, ayant rapport au vol où à la disparition du dossier dans la contestation d'élection de M. Ethier, député du comté des Deux-Montagnes, à la Chambre des Communes du Canada.

Proposé par l'hon. M. Pelletier, secondé par l'hon. M. Flynn, et

Résolu,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes lettres, correspondance et documents adressés à l'honorable Premier ministre, ou à tout autre membre du gouvernement par M. Alexandre Messervey, ayant rapport à sa résignation comme employé sessionnel.

Résolu,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes de \$10,490 et de \$3,099.40, en rapport avec la réception du Duc et de la Duchesse de Cornwall et York, indiquant comment, à qui, et pourquoi ces montants ont été payés.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous Ordres-en-Conseil révoquant la nomination de Taschereau-Fortier, comme registrateur dans le comté de Beauce, nommant Taschereau-Fortier et Joseph Godbout, registrateurs conjoints, révoquant la commission conjointe des dits Taschereau-Fortier et Joseph Godbout et renommant Taschereau-Fortier registrateur, seul ; ainsi que copie de toute correspondance, papiers et documents reçus par le gouvernement ou aucun de ses membres de Taschereau-Fortier et J. Godbout, de Sir Wilfrid Laurier et de toute autre personne, en rapport avec les dits Ordres-en-Conseil et de tout ce qui s'y rattache.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Tessier, secondé par M. Lacombe, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant,

1. Le nombre d'instituteurs et d'institutrices d'écoles modèles et élémentaires qui ont été mis à la retraite.

2. Le nom et la résidence des dites institutrices et le nombre d'années qu'elles ont accompli

3. Le montant de pension payé dans chaque cas.

4. Les noms de ceux à qui la pension a été retirée.

Proposé par M. Cardin, secondé par M. Tessier (Rimouski), et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie d'une liste,

—1. Des noms de tous les inspecteurs de chaudières à vapeur des manufactures de la province de Québec, ainsi que l'indication de leur résidence, depuis le 2^e février 1901 à ce jour.

2. Les noms des examinateurs qui leur ont conféré leur certificat, ainsi que l'indication de leur résidence.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 85), amendant la loi 50 Vict. ch. 15, section 1.

M. Robitaille appuyé par M. Roy (Kamouraska), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur.—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 86), amendant l'article 304 du Code civil de la Province de Québec.

M. Taschereau, appuyé par M. Robitaille, propose que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 83), concernant le flottage du bois de pulpe.

Le bill est en conséquence lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Duffy, Trésorier de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre :—La liste des cautionnements fournis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 13 de février 1901 jusqu'au 20 février 1902, inclusivement, tel que requis par l'article 653 des S. R. P. Q.—(*Document de la session No 20.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 25 février 1902.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Tellier,—La pétition de Hilaire Corbeil, de la ville de St Louis, Montréal.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été publiés dans chaque cas, savoir :

De l'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal; des disciples de Saint-Antoine de Padoue; de la compagnie de chemin de fer Saint-Laurent et Mégantic demandant, respectivement, une charte; de la corporation des huissiers du district de Montréal; de l'Hôpital Protestant des Aliénés; de la cité de Sainte-Cunégonde; de la Compagnie Hypothécaire; de l'Union Saint-Pierre de Montréal demandant, respectivement, des amendements à leur charte;

De Susan Walker et autres, demandant une loi concernant a succession de feu l'hon. J. O. Villeneuve;

De M. Auclair et autres, demandant une loi ratifiant un acte de vente;

D'Ernest E. Vipond, et de Wm. R. McKeown, demandant, respectivement, une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen;

De Louis Savard demandant une loi autorisant la Chambre des Notaires à l'admettre à la pratique du notariat, après examen;

De Napoléon Thibodeau et autres demandant une loi détachant certains cantons du comté de Compton;

Et d'Eugène Alexandre Dorion demandant une loi l'autorisant à ajouter à son nom les mots “ de St-Ours ”.

Ordonné.—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 54) amendant la charte de “ The Transit Insurance Company of Montreal, Canada ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 114) permettant à Eugène Alexandre Dorion d'ajouter à son nom patronymique les mots: “ de St-Ours ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 85) amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 61) amendant la charte de la Compagnie hypothécaire.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 39) autorisant le Parreau de la province de Québec à admettre J. Alexandre Legault au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 153) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer St-Laurent et Mégantic.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 136) détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de comté du Lac Mégantic, pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 38) autorisant la Chambre des notaires à admettre Louis Savard à la pratique du notariat, après les examens requis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 115) concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Ville-neuve.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 40) constituant en corporation, "The B & S. H. Thompson & Co. Limited".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 45) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Ernest E. Vipond, au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 41) constituant en corporation la "Henderson & Potts Company Limited".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 53) autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec à admettre Percy Clare DuBoys à l'exercice de la pratique du notariat, après examen

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 44) amendant la loi constituant en corporation l'hôpital des aliénés protestants.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Saint-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 155) constituant en corporation la Compagnie d'exposition agricole et industrielle de Saint Jean, P. Q.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 74) revisant la loi concernant la Corporation des huissiers du district de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 116) constituant en corporation l'Association littéraire musicale et athlétique de tempérance de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour subir la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 73) ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895 par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellet.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour subir la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill (No 131) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre W. R. McKeown au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour subir la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (No 134) constituant en corporation les Disciples de Saint-Antoine de Padoue.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour subir la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 82) concernant les sténographes de la cour supérieure.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour subir la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 95) amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour subir la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 97) amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour subir la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Parent; secondé par l'honorable M. Déchène, et

Ordonné,—Qu'un comité spécial, composé des honorables MM. Duffy, Flynn, Guerin et Pelletier (Dorchester), et de MM. Blanchard, Champagne, Cherrier, Chauret, Chicoyne, Delâge, Morin (Saint-Hyacinthe), Décarie, Gosselin (Iberville), Lacombe, Tellier, Pelletier (Sherbrooke), Lemay, Roy (Saint-Jean), Walker, de Grosbois, Roy (Kamouraska), Mackenzie, Duhamel et Dupuis, soit nommé pour prendre en considération certains amendements relatifs au Code municipal.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Déchène et

Ordonné,—Que le nom de M. Prévost soit ajouté à ceux des membres du comité de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 81) modifiant l'article 5435 des Statuts refondus de Québec.

M. Hutchinson, appuyé par M. Laferté, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 80) concernant les syndicats agricoles.

M. Chicoyne, appuyé par M. Tellier, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de l'agriculture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par l'honorable M. Pelletier.—Le gouvernement a-t-il été informé que, dans un grand nombre de municipalités scolaires, le volume " Mon Premier Livre " n'est pas en usage, mais qu'il est resté empilé dans le bureau du secrétaire-trésorier des écoles, parce que beaucoup d'institutrices n'entendent rien à cette méthode d'enseignement, qui ne leur a pas été apprise, et que plusieurs inspecteurs d'écoles hésitent à recommander l'emploi du livre en question ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Sur au delà de 600 municipalités scolaires qui ont demandé et reçu le manuel " Mon Premier Livre ", une seule a donné cette information : celle de St-Bernard, dans le comté de Dorchester.

Proposé par M. Caron (Maskinongé), secondé par M. Lacombe, et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous documents, requêtes, lettres, rapports d'ingénieur civil, touchant une demande d'octroi pour égouttement de terrain dans la paroisse de Maskinongé.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie des documents suivants : 1. Tableau ou liste des grands jurés assignés et ayant servi, pendant le terme de la Cour du Banc du Roi, siégeant au criminel, durant le mois de janvier 1902, dans et pour le district de Chicoutimi.

2. Etat donnant une énumération des causes soumises aux dits grands jurés, avec les noms des plaignants, à l'enquête préliminaire, dans chaque cas, et le jugement ou décision du grand jury.

3. Etat donnant une énumération des causes susdites soumises au petit jury, avec le verdict, dans chaque cas, ou le sort de la cause.

4. Tous comptes produits par toutes personnes ou compagnies, entre les mains du shérif, du greffier de la Couronne, du juge ou de toutes autres personnes, en rapport avec la présence et les services des dits grands jurés, en la ville de Chicoutimi, montrant séparément les montants réclamés pour pension, boissons, voitures, etc., avec le nom du réclamant, dans chaque cas.

5. Le nom du substitut du procureur-général pour le dit terme et le montant du compte réclamé par lui pour ses services.

Les bills suivants sont lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 51) amendant la loi constituant en corporation "The North Shore Power Company."

Bill (No 48) constituant en corporation "The Matthew Moody & Sons Company".

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 17 février courant, pour la copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou ses membres et certaines personnes des Iles-de-la-Madeleine et d'ailleurs, au sujet de la nomination d'un percepteur du revenu pour le district des Iles-de-la-Madeleine.—(*Document de la session No 21*).

Et le rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1900-1901.—(*Document de la session No 22*).

L'hon M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy :—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et la motion étant soumise, un débat s'élève.

L'honorable M. Pelletier soulève la question d'ordre :—que l'honorable député de Terrebonne n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur en adressant la parole sur la motion d'ajournement de la Chambre.

M. l'Orateur maintient la question d'ordre.

M. Prévost soulève une question de privilèges et fait allusion à un article du *Journal de Montréal*.

L'honorable M. LeBlanc soulève la question d'ordre :—que la question n'en est pas une de privilèges.

L'honorable M. Pelletier soulève aussi la question d'ordre :—qu'une question de privilèges ne peut pas être soulevée à l'occasion d'une motion d'ajournement de la Chambre.

M. l'Orateur cite l'article 113 du Code des Règles et Usages de la Chambre des Communes anglaise, suivis par cette Chambre, qui se lit comme suit :—"Une motion d'urgence, ayant trait directement aux privilèges de la Chambre, a la priorité sur toute autre motion, ainsi que sur les articles de l'ordre du jour," et ajoute : L'honorable député de Terrebonne n'a proposé aucune motion ayant trait aux privilèges de la Chambre, et n'a pas encore expliqué la nature de la question de privilèges qu'il soulève. Je ne puis donc pas décider avant que l'on sache ce dont la Chambre est saisie.

M. Prévost retire alors sa question de privilèges, du consentement unanime de la Chambre.

Et la question principale étant proposée, il est—

Résolu :—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant, jusqu'à demain.

Mercredi, 26 février 1902

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Hutchinson,—de "The Quebec Provincial Woman's Christian Temperance Union".

Par M. Walker,—de "The Quebec Provincial Woman's Christian Temperance Union", et de "The Huntingdon Temperance and Reform Association."

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le Bill (No 81) amendant l'article 5435 des Statuts refondus concernant les sociétés de construction, et l'a adopté sans amendement."

M. Smith, président *pro tem.* du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la cité de Québec ;

De la "Canadian Electric Light Company" demandant, respectivement, des amendements à leur charte ;

De Gilbert Martin Bowen demandant une loi l'autorisant à pratiquer la profession de dentiste dans la province de Québec ;

Et de Mgr Têtu et autres demandant une loi constituant en corporation La Société de St-Vincent de Paul.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le Bill (No 33) constituant en corporation les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité recommande que le rapport de M. Charles Lanctôt, officier spécial en loi, sur le Bill (No 59) "érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse," soit imprimé pour les membres de votre honorable Chambre, vu l'importance des questions qui y sont traitées".

Résolu,—Que la Chambre adopte ce rapport.

Le rapport de M. Lanctôt se lit comme suit :

" J'ai examiné le Bill (No 59) intitulé : " Loi érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse," et j'ai l'honneur de faire rapport comme suit :

Ce projet satisfait aux exigences des règles de l'Assemblée législative

La section 1 du projet qui érige civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, après la seule procédure de l'érection canonique, déroge aux articles 3373 à 3382 des Statuts refondus qui permettent aux intéressés de s'opposer au crédit canonique et qui requièrent que l'entrée en vigueur de ce décret soit reconnue par les commissaires pour l'érection civiles des paroisses et soit approuvée par le Lieutenant-Gouverneur. La première partie de la section 2 et la section 3 dérogent à plusieurs dispositions de la loi, notamment aux articles 3396, 3397 et 3400 des Statuts refondus, en permettant que les syndics soient élus sans l'autorisation des commissaires et en dispensant cette élection de la formalité de l'approbation par ces derniers. Ces dispositions ont pour conséquence d'enlever aux intéressés le droit qu'ils ont, en vertu de l'article 3400 des Statuts refondus, de s'opposer à l'élection des syndics.

La section 4, qui déclare que le curé et le marguillier en charge feront *ex-officio* partie du bureau des syndics, donne à ces personnes un droit qu'ils n'ont pas en vertu de la loi existante.

La dernière partie de la section 2, qui fixe au maximum de \$20,000 le montant à prélever pour la construction d'une église et d'une sacristie, déroge à l'article 3400 S. R., qui exige que les commissaires autorisent au préalable les syndics à faire une cotisation. (Voir aussi, S. R., 3408)

La section 6, qui fixe l'époque du paiement des versements de la cotisation, déroge à l'article 3414, S. R., d'après lequel cette époque doit être déterminée par les commissaires dans leur jugement d'homologation de la cotisation.

La section 7, introduit une disposition nouvelle permettant de taxer les occupants sans titre des terres de la Couronne (squatters.)

Elle dispense, ensuite, contrairement aux prescriptions de l'article 3408, s. 3, l'acte de cotisation de la formalité de l'homologation par les commissaires.

Les sections 9 et 12, prescrivent que l'acte de cotisation sera déposé au presbytère et qu'il entrera en vigueur un mois après ce dépôt. Elles mettent fin au droit qu'ont les intéressés, en vertu de l'article 3408, S. R., de contester l'acte de cotisation et de le faire modifier ou rejeter, s'il y a lieu, et constituent, en ce qui concerne l'entrée en vigueur de cet acte, une dérogation à l'article 3411, S. R.

La section 14, autorise les syndics à contracter des emprunts sur la garantie des cotisations, contrairement à la loi existante.

Il est de même de la section 15 qui confère le pouvoir d'emprunter à la fabrique sans l'autorisation des paroissiens. (S. R., 3435.)

Les autres sections de ce projet ne requièrent pas d'observations particulières."

(Signé)

CHARLES LANCTOT.

Québec, 4 février 1902.

Ordonné,—Que M. Smith ait la permission de présenter un Bill (No 110) autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (No 65) refondant la charte de la ville de Joliette.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un Bill (No 148) constituant en corporation La Société de St-Vincent de Paul de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 68) amendant la charte de la "Canadian Electric Light Co."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 58) amendant la charte de la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Guerin ait la permission de présenter un Bill (No 29) amendant l'article 232 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 89) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Kennedy ait la permission de présenter un Bill (No 102) amendant le Code municipal au sujet de l'érection des municipalités.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 90) amendant l'article 698 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Daignault,—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que l'Union Franco-Canadienne subit une crise financière causée par le départ de son président pour des lieux inconnus?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de nommer une commission d'enquête à ce sujet et de faire punir les coupables, s'il s'en trouve?

3. Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la loi qui régit les sociétés mutuelles de bienfaisance de manière à offrir plus de garanties aux porteurs de polices et autres intéressés?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. Oui.

2. Deux comptables experts, MM. Kent & Turcotte, font actuellement l'audition des livres, sous la surveillance de l'inspecteur du gouvernement. La loi suivra son cours?

3. A l'étude.

Proposé par l'honorable M. Tessier, secondé par M. Lacombe, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie du dossier et de la correspondance au sujet de la réclamation de Madame L. Brière Langlois, institutrice de Portneuf, ayant rapport à sa pension.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Duhamel, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance entre Monseigneur Labelle et les départements de Colonisation, des Terrés de la Couronne et des Travaux publics, depuis 1887 à 1891 inclusivement, touchant :

1. Divers projets de refonte de la loi de colonisation ;
2. La construction du chemin de fer Montréal et Occidental, entre Saint-Jérôme et Labelle.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie d'un état détaillé de toutes les sommes payées à Joseph Gauthier & Frères, peintres, de Saint-Roch de Québec, pour quelque raison que ce soit, depuis le 30 juin 1900 au 1er février 1902.

Ordonné,—Que l'ordre de la Chambre de lundi, 24 février courant, ordonnant que le Bill (No 93) amendant le Code municipal soit lu la deuxième fois, soit rescindé.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont respectivement lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 44) amendant la loi constituant en corporation L'Hôpital des aliénés protestants.

Bill (No 61) amendant la charte de la Compagnie Hypothécaire.

Bill (No 115) concernant la succession de feu l'honorables Jos. Octave Villeneuve.

Bill (No 38) autorisant la Chambre des notaires à admettre Louis Savard, à la pratique du notariat, après les examens requis.

Bill (No 116) constituant en corporation l'Association littéraire, musical et athlétique de tempérance de Montréal.

Bill (No 134) constituant en corporation les Disciples de St-Antoine de Padoue.

Bill (No 39) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J. Alexandre Legault au nombre de ses membres, après examen.

Bill (No 41) constituant en corporation la "Henderson & Potts Company, Limited".

Bill (No 53) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Percy Clare Duboyce à l'exercice de la profession du notariat, après examen.

Et, Bill (No 114) permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom patronymique les mots "de St-Ours".

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :—Une partie de la réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 21 février 1902, demandant copie de tous arrêtés-en-conseil, rapports circulaires, correspondance touchant la publication, la distribution du livre d'école "Mon Premier Livre" et concernant la distribution gratuite de livres de classe, en général.

(Document de la session No 23).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 27 février 1902

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cochrane,—de la corporation des juifs allemands et polonais, de Montréal.

Par M. Dupuis,—de E. A. D. Morgan, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de Hilaire Corbeil, de St-Louis du Mile-End, s'opposant à certaines clauses du bill (No 57) concernant la succession de l'honorable J. O. Villeneuve, est lue et reçue.

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé demandant une charte ;

De la “ New Richmond Lumber Company ” ;

De la cité de St-Henri ;

Et de l'Association des Barbiers de la province de Québec demandant, respectivement, des amendements à leur charte ”.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 156) amendant la charte de l'Union Saint-Pierre de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (Matane) ait la permission de présenter un Bill (No 37) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Matane et Gaspé.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 125) amendant la charte de l'Association des Barbiers de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Clapperton ait la permission de présenter un Bill (No 122) accordant certains pouvoirs à la “ New-Richmond Lumber Company (Limited) ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 129) amendant la charte de la cité de St-Henri.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (No 109) amendant l'article 1543 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill (No 108) amendant l'article 1675 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 171) amendant l'article 857 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

— — —

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif, comme membre du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque et que ce comité a été composé des honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Lancôt, Mathieu, Ouimet, Rolland, McCorkill et Ward.

— — —

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Dechêne, et

Résolu.—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Parent, Turgeon, Flynn, Gouin, Pelletier, Guerin, LeBlanc, Tessier (Portneuf) et MM. Tellier, Tessier (Rimouski), Chauret, Chicoyne, Roy (Kamouraska), Cardin, Weir et Allard, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de bien vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, en informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Parent, Flynn, Dechêne, Duffy, Pelletier et LeBlanc, et MM. Robitaille, Champagne, Delâge, Lacombe et Walker, agiront comme membres du dit comité des impressions.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Tellier — Est-ce l'intention du gouvernement de faire modifier la loi de l'Instruction publique de manière à laisser aux municipalités scolaires la liberté d'imposer ou de ne pas imposer la rétribution mensuelle ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—Non.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier :

Vu que le 20 février courant, la pétition suivante de l'honorable G.-A. Nantel a été présentée, savoir : .

“ L'humble requête de Guillaume Alphonse Nantel, avocat et journaliste, de la cité de Montréal,

Expose respectueusement :

Qu'il est sujet britannique et a droit à la protection des lois du pays spécialement des lois de la province de Québec où il réside ;

Qu'il a été député à la Chambre d'Assemblée de la Législature de Québec depuis juillet 1882 à décembre 1900 ;

Qu'il a été l'un des membres du Conseil Exécutif de Sa Majesté pour la province de Québec, du 16 décembre 1892 au 17 de mai 1897 ;

Qu'il a été candidat à l'élection tenue le 7 décembre 1900, dans le district électoral de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne, lors du renouvellement, par élection générale, de la Chambre d'Assemblée de la province de Québec ;

Que son adversaire F.-J.-B. Prévost, avocat, de la ville de Saint-Jérôme, lors du dépouillement du scrutin, par l'officier-rapporteur, a été déclaré élu par 56 voix de majorité ;

Que, lors de, et après la révision du dit scrutin, par l'honorable juge Henri Taschereau, de la Cour Supérieure de la province de Québec, le dit Prévost a été déclaré élu par vingt voix, beaucoup d'erreurs ayant été

constatées dont il pouvait être tenu compte, suivant la loi, au cours de la dite révision, par l'honorable juge, et beaucoup d'autres erreurs ayant aussi, lors d'icelles révision, été découvertes dont il ne pouvait être tenu compte qu'au cours d'une contestation ou pétition d'élection régulièrement instituée et poursuivie ;

Que, de fait, le Requérant, sans tenir compte des votes illégalement et frauduleusement donnés à la suite des manœuvres du dit F. T. B. Prévost et de ses agents, a raison de croire qu'il a obtenu, à la dite élection, la majorité réelle, légale et libre des voix enrégistrées aux divers bureaux de votation lors de la tenue de la dite élection, laquelle majorité doit s'augmenter d'autant de votes qu'il en a été accordé au dit Prévost, à la suite de ses manœuvres électorale et de ses agents ;

Que, partant de cette conviction, le Requérant, comme c'était son droit, a attaqué l'élection du dit Prévost par voie de pétition et contestation, alléguant tous faits de manœuvres frauduleuses, d'illégalité et de corruption, qui sont venus à sa connaissance et qu'il croit consciencieusement avoir été commis délibérément par le dit Prévost personnellement et ses agents, dans le but arrêté de corrompre le vote de grand nombre de ses électeurs du dit district électoral, de vicier le suffrage populaire et de remporter, comme de fait il paraît l'avoir remportée, la dite élection, par des manœuvres frauduleuses, par l'illégalité et par la corruption.

Que la dite pétition a été instituée dans les délais voulus par la loi du pays, c'est-à-dire la "Loi des élections contestées de Québec", article 464 et suivants des Statuts Révisés de Québec 1888 ; qu'elle a été produite le 26 de janvier 1901, et que la contestation d'icelle a été liée par la production d'objections préliminaires, tel qu'il est prescrit par l'article 499 des dits Statuts :

Quelle a été poursuivie avec toute la diligence voulue et que si votre pétitionnaire n'a pu commencer l'instruction d'icelle au mérite, c'est qu'il en a été empêché par des obstacles insurmontables, savoir :

1. La production des dites objections préliminaires dont il lui fallait disposer avant de procéder au mérite (articles 500 et 501 des dits Statuts).
2. La convocation de la Législature en session pour le 14 février (1901), pendant laquelle session le Requérant Pétitionnaire ne pouvait procéder. (Voir article 576a introduit par l'acte 52 Victoria, chapitre 11.) Que d'ailleurs, la loi 52 Victoria, chapitre 11, section 1ère, lui accordait six mois pour procéder à l'instruction de la dite pétition, à compter du jour de sa présentation, savoir : le 26 janvier 1901, le temps de la session ne devant pas être computé dans ces six mois. (Voir ce même article de la 52 Victoria, chapitre 11, section 1ère.) Que le 28 mars, une loi intitulée : "Loi amendant la loi concernant les élections contestées", a été sanctionnée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, et quelle est insérée aux Statuts de la province de Québec comme étant le chapitre 7 des Statuts de Québec, de l'an 1er du règne d'Edouard VII ;

Qu'immédiatement après la clôture de la session de la Législature de Québec, votre requérant a demandé au juge de la cour supérieure pour le district de Terrebonne de fixer un jour pour audition sur les objets préliminaires du défendeur, et le 13 avril l'honorable juge Taschereau a rejeté cette motion sans frais, pour les raisons mentionnées dans ce jugement, dont copie est produite au soutien de la présente requête comme annexe A.

Que le même jour, savoir le 13 avril, le défendeur présenta une motion basée sur la loi sanctionnée le 28 mars précédent, à l'effet de faire déclarer la dite pétition éteinte, périmée et de nul effet, et renvoyée avec dépens ;

Que le 20 avril, l'honorable juge Taschereau a rendu jugement déclarant le tribunal "dessaisi à toutes fins quelconques de la dite pétition " d'élection, laquelle est éteinte, périmée, nulle et de nul effet par le " seul effet de la loi," ainsi qu'il appert également au dit jugement dont copie est produite comme annexe B.

Votre requérant demande humblement à la Législature de la province de Québec le rappel de cette loi pour les raisons d'ordre public et privé qui suivent :

1. La dite loi enlève à votre Requérant le droit d'attaquer par pétition une élection entachée de faussetés, d'illégalité et de corruption.

Or, ce droit de pétition contre une telle élection a été considéré, de temps immémorial, comme inhérent et essentiel au régime parlementaire pour assurer la liberté, la vérité et la sincérité du suffrage, ainsi que l'indépendance des Chambres populaires.

S'enquérir de la tenue des élections est une des prérogatives des Communes dont celles-ci se sont dépouillées à regret, pour en revêtir d'abord des comités, puis les tribunaux—non pour mettre fin aux contestations d'élections, mais pour en assurer la poursuite avec plus de soin et d'indépendance des influences des partis politiques.

2. Parce que cette loi supprime l'action des tribunaux pour y substituer la décision finale du pouvoir législatif. C'est la Législature qui rend un jugement et non une loi qu'elle laisse à l'interprétation des tribunaux, juges à bon escient, renseignés par la preuve et les documents formant le dossier du procès. Cette loi crée un véritable état d'anarchie en liant les mains aux juges réguliers et en attribuant au pouvoir législatif une fonction dont il s'est départi et qui ne peut être exercée sans moyens d'informations par enquête et production des papiers, documents, etc., etc.

Elle enlève à des particuliers l'une de ces libertés britanniques considérées comme primordiales, celle de s'adresser aux tribunaux constitués pour le redressement de griefs d'autant plus importants qu'ils sont à la fois politiques et privés ;

3. Elle est contraire à tout principe de saine législation pour les raisons suivantes :

(a) Elle supprime une cause pendante devant les tribunaux, cause dont elle dispose elle-même arbitrairement, sans audition de témoins et sans production de documents à l'enquête.

(b) Elle met de côté, par son effet rétroactif, des droits privés acquis au pétitionnaire, votre requérant, en vertu des lois existantes, lors de la dite élection et de l'institution de la contestation d'icelle; et ce, sans la moindre compensation; ce qui est contraire à toute notion de justice et de droit commun.

4. Elle est immorale en ce sens qu'elle absout tous les cas de corruption dont sont accusés le défendeur Prévost et ses agents reconnus; elle les réhabilite sans jugement de la cour et elle déclare non avenue toute recherche des manœuvres électorales et frauduleuses dont lui et ses agents sont accusés.

5. Elle est contraire à l'ordre public et à toute notion de législation en ce qu'elle édicte une prescription de trois mois qui devenait acquise en faveur du dit F. J. B. Prévost le jour même que la loi était sanctionnée, et fait remonter la computation des délais de prescription, non pas au jour de la présentation de la pétition, tel que décrété par l'acte 52 Vict., chap. 11, s. 1, mais bien au jour de la proclamation du député dans la *Gazette Officielle*.

6. Cette loi a pratiquement, pour le Requérent, l'effet d'un bill privé dont avis n'a jamais été donné, bien qu'il soit lésé dans ses biens personnels, puisqu'il sera au moins obligé de payer ses propres frais, quoiqu'il n'ait encouru par son fait aucune prescription, péremption ou déchéance.

7. Cette loi a été passée aux dernières heures de la session, et votre requérant est en état de prouver, au cours d'une enquête parlementaire, ou autre, qu'il lui serait accordée et qu'il sollicite instamment, que la majorité des membres des deux Chambres n'ont pu en prendre connaissance, et que ce n'est que sur les représentations intéressées des députés dont l'élection était contestée et de leurs agents, que cette loi était agréée par les chefs des deux partis, qu'ils ont été amenés à la voter, qu'elle est aussi le fruit de l'erreur et de représentations erronées.

8. Que la Législature de la province de Québec n'a pu vouloir prononcer une déchéance de cette nature contre votre requérant; que tout ce qu'elle voulait était de raccourcir certains délais de procédure, non de supprimer des causes pendantes devant les cours et de remettre certaines amendes ou pénalités, non de charger de frais non justifiés et non justifiables, des personnes qui s'étaient régulièrement adressés aux tribunaux pour obtenir justice.

9. Que la Législature de la province de Québec, dans la précipitation des affaires, des dernières heures de la session, n'a pu connaître les faits relatifs à la dite contestation; qu'il lui a été absolument impossible de savoir où en était rendue la procédure en icelle et qu'elle s'est trouvée dans l'impossibilité absolue, pour la majorité de ses membres de se rendre compte de la portée rétroactive, injuste et oppressive de la dite législation; que de fait, la dite majorité de ses membres a été trompée par les députés siégeant dont l'élection était contestée et qui ont représenté le dit bill comme ne faisant que remettre certaines offenses et pénalités pendant qu'il prononçait une déchéance contre le soussigné, votre humble requérant, et lui mettait à charge des frais et déboursés considérables, sans qu'il ait jamais encouru par son fait aucune condamnation judiciaire,

aucune prescription, péremption, déchéance politique ou légale, en rapport avec la dite élection de Terrebonne ou pour toute autre cause quelconque.

Pourquoi votre requérant demande à la Législature de la province de Québec, que le dit bill portant le No 162, sanctionné le 28 mars 1901 et inséré dans les Statuts de cette province comme le chapitre 7 des Statuts de Québec, de l'an 1er du règne d'Edouard VII, soit rappelé à toutes fins que de droit; que votre requérant soit rétabli dans tous les droits et immunités légales et politiques dont il jouissait lors de la passation et de la sanction de la dite loi; qu'à cette fin, la loi rappelant ou devant rappeler le dit chapitre 7, 1er Edouard VII, de Québec, soit rédigée, passée et sanctionnée de manière à statuer que votre requérant, sera à même d'exercer tous les droits qu'il possédait avant la sanction de la dite loi, tout comme si cette loi, Québec chap. VII, 1er Edouard VII, n'eût jamais été adoptée par les Chambres et sanctionnée par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur; que les délais pour procéder sur la dite contestation soient calculés et computés comme s'ils avaient à courir, et qu'ils courent effectivement, de la date de la sanction de la loi qui sera ainsi passée pour rappeler le dit chapitre 7, 1er Edouard VII, et que les dits délais soient de la même étendue que ceux que vos pétitionnaires possédaient en vertu de la dite loi des élections contestées de Québec, article 464 et suivants des Statuts revisés de Québec, 1888, et l'acte 52 Vict., chapitre 11, section 1ère et autres; ou au moins qu'ils soient suffisants pour lui permettre de procéder, sans retard ni négligence de sa part, jusqu'à la disposition finale de la dite cause en invalidation de l'élection du dit Prévost, par jugement devant la Cour de Révision, suivant la loi.

Que tout jugement de la Cour Supérieure ou de la Cour de Révision qui a pu adjuger sur la dite pétition ou contestation d'élection, en vertu de la dite loi, chapitre 7, 1er Edouard VII, soit déclaré nul et de nul effet et ne comportant aucun effet de chose jugée, tout comme s'il n'avait jamais été prononcé; qu'en conséquence, votre requérant soit relevé, par la loi qu'il plaira à la Législature de la province de Québec de passer, de toute déchéance, prescription, péremption légale et judiciaire qui a pu être prononcée contre lui par toute ordonnance, adjudication ou jugement de quelque nature qu'il soit, émané d'aucune des cours de Sa Majesté, siégeant dans et pour la province de Québec.

Et l'honorable Législature de la province de Québec fera justice à votre humble pétitionnaire qui ne cessera de prier."

(Signé) G.-A. NANTÉL.

Que le 24 février aussi courant, cette pétition a été lue et reçue.

Que la dite pétition est d'une importance extraordinaire, qu'elle mérite une considération toute spéciale et devrait faire l'objet d'une étude particulière.

Que la dite pétition soit en conséquence référée à un comité spécial chargé de l'étudier, d'entendre les témoins sous serment, d'envoyer quérir personnes, papiers et recueils et de faire rapport en temps utile pour que cette Chambre décide pendant la cours de la présente session, s'il y a lieu, d'en accorder les conclusions.

Que le dit comité spécial ait à cet effet tous les pouvoirs que possèdent les comités permanents de cette Chambre.

Que le dit comité spécial soit composé comme suit: l'honorable M. Pelletier (Dorchester), l'honorable M. Tessier (Portneuf), et MM. Hutchinson, Tellier et Lane.

Et un débat s'élevant ;

L'honorable M. LeBlanc soulève la question d'ordre que l'honorable député de Terrebonne n'a pas le droit de citer un document non produit devant la Chambre.

M. l'Orateur maintient l'objection.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre,

M. Roy (Montmagny) propose comme amendement, appuyé par M. MacKenzie :

Que tous les mots après " Que ", soient retranchés et remplacés par les suivants : " L'ordre de réception de la pétition de l'honorable G. A. Nantel, en date du vingt-quatrième jour de février courant, soit rescindé, la dite pétition contenant des expressions inconvenantes à l'adresse de cette Chambre et de certains membres de cette Chambre."

Et un débat s'élevant ;

L'honorable M. LeBlanc soulève la question d'ordre que l'avis n'a pas été donné de cette proposition pour rescinder l'ordre de réception de la pétition, et que l'amendement n'est pas *relevant*.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Motion peut être faite, sans avis préalable, pour rescinder l'ordre de réception, par inadvertance, d'une pétition rédigée en termes inconvenants. C'est une question de privilège qui doit être considérée immédiatement. Les précédents au parlement anglais sont nombreux

" La Chambre constatant par la motion même de l'honorable député de Laval, que la pétition en question contient des expressions qui portent atteinte à sa dignité, je considère que la question de privilège peut être soulevée par un amendement pour rescinder l'ordre de réception de la pétition

Je décide donc que l'amendement est dans l'ordre." (Bourinot, pages 240 et 326.—May, pages 497 et 498.)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,	Décarie,	Gouin,	Pilon,
Bergevin,	Dechêne,	Guerin,	Prévost,
Bissonnette,	Delaney,	Hutchinson,	Roy (Montmagny),
Cardin,	Doris,	Kennedy,	Roy (St-Jean),
Caron (Maskin.),	Duffy,	Lacombe,	Smith,
Caron (Matane),	Duhamel,	Laferté,	Tanguay,
Champagne,	Dupuis,	Mackenzie,	Tessier (Portneuf),
Châurel,	Fiset,	Morin (St-Hyac.)	Tessier (Rim),
Cherrier,	Girard,	Parent,	Tourigny,
Clapperton,	Godbout,	Pelletier (Sherb.)	Turgeon, et
Cochrane,	Gosselin (Iberv.),	Perrault,	Walker.—47.
Daigault,	Gosselin (Missis.)	Petit,	

CONTRE :

Messieurs

Giard, LeBlanc, Pelletier (Dor.), et Tellier.—4.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale, ainsi amendée, est soumise à la Chambre et résolue dans l'affirmative sur la même division que la précédente.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 26) amendant la loi constituant en corporation La Compagnie de papier Rolland.

Bill (No 79) constituant en corporation la Maison des Etudiants.

Bill (No 45) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre après examen, Ernest E. Vipond, au nombre de ses membres.

Bill (No 110) autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Bill (No 58) amendant la charte de la cité de Québec.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1902, pour la production d'un état des recettes et des dépenses de toutes sources, depuis le premier juillet 1901, jusqu'à date.

(Document de la session No 24.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 20 février 1902, demandant copie de tous arrêtés-en-conseil, rapports et correspondance touchant les deux réclamations soumises au gouvernement du Canada, par celui de la province de Québec, et mentionnées dans le discours d'ouverture de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur; l'une demandant le remboursement à la province des sommes perçues depuis 1867, et provenant des baux et permis de pêche, et l'autre revendiquant une partie de la somme payée par les Etats-Unis, pour l'indemnité dite des pêcheries.

(Document de la session No 25.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, documents, comptes et tous détails au sujet de l'item de \$17.25, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé au journal *Le Soleil*.

(Document de la session No 26.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, documents, comptes et tous détails au sujet de l'item de \$50, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé pour des fleurs à madame Lemieux.

(Document de la session No 27.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item \$75, mentionné à la page 264 des comptes publics, comme ayant été payé pour des fleurs à madame Lemieux.

(Document de la session No 28.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1902, pour copie d'une liste,—1. Des noms de tous les inspecteurs de chaudières à vapeur des manufactures de la province de Québec, ainsi que l'indication de leur résidence, depuis le 28 février 1901 à ce jour.

2. Les noms des examinateurs qui leur ont conféré leur certificat, ainsi que l'indication de leur résidence. *(Document de la session No 29.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 février 1902, pour copie de tous documents, requêtes, lettres, rapports d'ingénieur civil, touchant une demande d'octroi pour égouttement de terrain dans la paroisse de Maskinongé.

(Document de la session No 30.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item \$9,413, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé à Vézina & Moisan, pour les funérailles de feu l'honorable F. G. Marchand. *(Document de la session No 31.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$84, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé au journal le "Quebec Daily Telegraph".

(Document de la session No 32.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne, jusqu'à demain.

Vendredi, 28 février 1902

Sur la proposition de M. Robitaille, appuyé par M. de Grosbois, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est

Résolu,—Que la règle 49 de cette Chambre soit suspendue en ce qui concerne la pétition de Dame Alice Auger et autres, de Montréal.

Et la dite pétition est présentée et déposée sur la table.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De Mary E. Sanderson et autres demandant une loi amendant la loi des licences ;

De Mary E. Sanderson et autres demandant une loi à l'effet de défendre la vente de tabac et cigarettes aux personnes au-dessous de dix-huit ans ;

De l'Association de Réforme municipale de Montréal suggérant une loi amendant la loi des licences.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 60) “ Loi pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection des marguilliers dans la paroisse de Saint-Charles Borromée, dans le diocèse de Montréal, ” et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement. ”

M. Morin (St-Hyacinthe), du comité de législation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 83) : Loi concernant le flottage du bois de pulpe et l'a adopté sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (No 85) : Loi amendant la loi 50 Vic., ch. 15, sec. 1, et l'a adopté avec un amendement. ”

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie d'assurance Mont-Royal.

De la Compagnie Ste-Anne demandant respectivement une charte

De Joachim Reid demandant une loi l'autorisant à pratiquer la profession de chirurgien-dentiste ;

De A. F. Hunt et autres demandant une loi divisant la municipalité de St-Malo ;

D'Edgar M. McDougall et autres, héritiers de feu John McDougall, demandant certains pouvoirs ;

Et de la " Provincial Light, Heat & Power Company ", aux fins de demander de nouveaux pouvoirs et de confirmer ceux qu'elle possède déjà."

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 119) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Mont-Royal,

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 117) constituant en corporation La Compagnie Sainte Anne.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 123) divisant la municipalité de St-Malo.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 121) autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (No 77) concernant la succession de feu John McDougall et de feu Dame Maud Mary McDougall.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (No 98) amendant l'article 2161 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Clapperton ait la permission de présenter un Bill (No 100) amendant le Code de procédure civile concernant la Cour des magistrats de district.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill (No 101) détachant du comté de Saguenay le canton Dumas, et l'annexant au comté de Chicoutimi pour toutes les fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 108) amendant la loi relative à l'admission et à la pratique de la médecine, en certains cas.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Déchène, et il est

Résolu,—Que, lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaine résolution concernant l'hôpital protestant des aliénés

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—1. M. Jean Bussièrès, de St-Henri, comté de Lévis, a-t-il obtenu de l'argent en rapport avec un pont de péage ?

2. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il obtenu jusqu'à présent ?

3. Doit-il recevoir d'autre argent pour ce même pont ?

4. Cet argent a-t-il été accordé et doit-il être donné à cause d'accidents survenus au pont en question ; et, dans la négative, pour quelle raison a-t-il été donné de l'argent pour ce pont ?

5. A-t-il été convenu que l'argent était donné à condition que les gens y passent gratuitement pour aller à la fromagerie ; dans l'affirmative, le gouvernement sait-il que la plupart des gens qui vont à la fromagerie ne passent pas sur ce pont, et que ceux qui y passent pour aller à la fromagerie sont abonnés à des taux considérables ?

6. Le gouvernement est-il informé que depuis que M. Bussièrès a ainsi reçu de l'argent, il a augmenté le prix des abonnements et des péages sur le dit pont ?

7. Y a-t-il des raisons pour lesquelles le gouvernement refuserait d'entretenir le pont Garneau et pour lesquelles M. Bussièrès recevrait de l'argent, et dans l'affirmative, quelles sont ces raisons ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui,

2. \$500.00.

3. Question pendante.

4. Pour aider à sa reconstruction.

5. L'octroi a été fait à condition que le pont soit ouvert gratuitement aux patrons de beurreries et fromageries.

6. Non.

7. En octroyant ce montant, le gouvernement a été inspiré par le désir de favoriser une industrie agricole importante.

Par M. Giard.—Y a-t-il eu des demandes d'exemplaires de "Mon Premier Livre" venant de la part de La Patrie, de Notre-Dame des Bois et de Chartierville ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1o Notre-Dame des Bois et Chartierville. 2o A Notre-Dame des Bois 85 ex., 1ère partie et 90 ex., de la seconde ; au secrétaire-trésorier des écoles.

Chartierville 111 ex., 1ère partie et 115 ex., de la seconde ; au secrétaire-trésorier.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de tous documents, correspondance, requêtes et autres papiers en rapport avec l'octroi d'une somme de \$500.00 donnée à M. Jean Bussièrès, de Saint-Henri, pour un pont de péage et de toute autre somme que le dit Jean Bussièrès doit encore recevoir pour cet objet.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 32) concernant la succession Léon Benoit Alfred Charlebois.

Bill (No 56) concernant le cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

Bill (No 74) revisant la loi constituant la corporation des huissiers du district de Montréal.

Bill (No 85) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde.

Bill (No 128) amendant la charte de la ville de Lévis.

Bill (No 54) amendant la charte de la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada".

Bill (No 148) constituant en corporation La Société Saint-Vincent de Paul de Québec.

Bill (No 129) amendant la charte de la cité de Saint-Henri.

Bill (No 125) amendant la charte de l'Association des barbiers de la province de Québec.

Bill (No 122) accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Company, limited".

Bill (No 46) confirmant les ventes faites à Raymond C. Savage et Joseph Léopold Dozois de certains immeubles appartenant à la succession de feue Mathilde Beaubien.

Bill (No 36) constituant en corporation la Compagnie Hydraulique St-François.

Bill (No 40) constituant en corporation "The B. & S. H. Thompson Co., Limited"

Bill (No 43) amendant la charte de la "Montreal Rolling Mills Company".

Bill (No 47) à l'effet de définir les droits des enfants de Dame Helen Johnston existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari, ainsi qu'à l'effet de ratifier et confirmer certains contrats.

Bill (No 34) autorisant la construction d'un pont de péage sur la rivière St-François, entre la ville de Richmond et le village ou canton de Melbourne.

Bill (No 52) constituant en corporation "The Montreal Medico Chirurgical Society".

Conformément à l'ordre du jour, le bill suivant est lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc;

Bill (No 37) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Matane et Gaspé.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 février 1902, pour copie de toute correspondance, documents, comptes et tous détails pour l'item de \$300, mentionné à la page 265 des comptes publics, comme ayant été payés à E. E. Cinq-Mars, pour dépenses de voyage à Buffalo, en qualité de représentant de la galerie de la Presse.

(Document de la session No 32.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 3 mars 1902

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre:

Par M. Tellier. — De Léonidas Villeneuve et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

D'Edouard Andrew D. Morgan demandant une loi concernant la succession de Henry Mathias Balcer;

De la " Corporation of German and Polish Jews of Montreal " demandant à amender sa charte;

Et de Dame Alice Auger et autres demandant une loi pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 105) amendant l'article 5512 des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill (No 106) amendant l'article 2547 des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un Bill (No 173) amendant les articles 699, 1147, 1069 et 716 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un Bill (No 172) amendant les articles 730 et 760 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 175) concernant les médecins vétérinaires.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 33) constituant en corporation Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 60) pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection de marguilliers dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée, dans le diocèse de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 73) ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895 par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette.

Bill (No 123) divisant la municipalité de Saint-Malo.

Et Bill (No 77) concernant la succession de feu John McDougall et de feu Dame Maud Mary McDougall.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier :—1. A quelle date M. A.-G. Bourbonnais, député de Soulanges, a-t-il été nommé commissaire des incendies ?

2. Pendant combien de temps M. Bourbonnais a-t-il rempli les fonctions de commissaire des incendies ?

3. A-t-il été destitué, et dans l'affirmative, à quelle date ?

4. Pourquoi a-t-il été destitué ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. Le 4 mai 1899.—2. Pendant deux ans et six mois.—3. Oui, le 5 novembre 1901.—4. Parce que son utilité comme tel commissaire avait cessé.

Par l'honorable M. Pelletier: 1. Y a-t-il devant le gouvernement une demande d'incorporation par un nommé J. E. Saucier, seul ou conjointement avec d'autres, pour la formation d'une compagnie minière sous le nom de "Gold Copper Mines of Matane", ou sous un autre nom?

2. Cette incorporation a-t-elle été accordée ou doit-elle l'être?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—Non.

Par l'honorable M. Flynn:—1. Le gouvernement a-t-il fait aucune concession ou réserve de terres en faveur d'un M. Nordin, ou à une compagnie de ce nom ou à aucune compagnie organisée par lui?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'étendue de cette concession ou réserve, où est-elle située et quelles en sont les conditions?

Réponse par l'hon. Parent:—Non.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de l'enquête du coroner du comté de Matane, au sujet de la mort de Raphaël Boucher, ainsi que de toute correspondance et comptes produits ou approuvés en rapport avec cette enquête.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 83) concernant le flottage du bois de pulpe et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 85) amendant la loi 50 Victoria, ch. 15, sect. 1; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 87) amendant la loi relative aux ingénieurs civils.

M. Taschereau, appuyé par M. de Grosbois, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 91) amendant la loi concernant les dentistes.

M. Allard, appuyé par M. Major, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

M. Clapperton, appuyé par M. Blouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 30) amendant la loi relative aux arpenteurs.

M. Taschereau, appuyé par M. de Grosbois, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 97) amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

M. Pelletier (Sherbrooke), appuyé par M. Fiset, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 29) amendant l'article 332 du Code de procédure civile.

L'honorable M. Guerin, appuyé par l'hon. M. Duffy, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 109) amendant l'article 1543 du Code civil.

M. Tellier, appuyé par l'hon. M. LeBlanc, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 108) amendant l'article 1675 du Code civil.

M. Tellier, appuyé par l'hon. M. LeBlanc, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 171) amendant l'article 857 du Code civil.

M. Delâge, appuyé par M. Caron (Matane), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 7) amendant la loi de l'Instruction publique

L'hon. M. Turgeon, appuyé par l'hon. M. Déchêne, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails, au sujet de l'item de \$2,443.04, mentionné à la page 273 des comptes publics, comme ayant été payé à A. Swindlehurst.

(Document de la session No 34.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$3 890, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé à N. W. Trenholme, Ecr. C. R.

(Document de la session No 35.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1902, pour copie de toute correspondance, papiers et documents quelconques, ayant

rapport au vol ou à la disparition du dossier dans la contestation d'élection de M. Ethier, député du comté des Deux-Montagnes, à la Chambre des Communes du Canada. *(Document de la session No 36.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 février 1902, pour copie d'un état détaillé de toutes les sommes payées à Joseph Gauthier & Frères, peintres, de Saint-Roch de Québec, pour quelque raison que ce soit, depuis le 30 juin 1900 à venir au 1er février 1902.

• *(Document de la session No 37.)*

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1902, pour copie d'un état détaillé des sommes de \$10,990 et de \$3,096.40, en rapport avec la réception du Duc et la Duchesse de Cornwall et York, indiquant comment, à qui, et pourquoi ces montants ont été payés.

(Document de la session No 38.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 4 mars 1902.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants, et les a adoptés sans amendement, savoir :

Bill (No 87).—Loi amendant la loi concernant les ingénieurs civils.

Et Bill (No 108).—Loi amendant l'article 1675 du Code civil.

Votre comité a aussi examiné le Bill (No 92).—Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895, et l'a adopté avec un amendement.

Enfin, votre comité a examiné le Bill (No 109).—Loi amendant l'article 1543 du Code civil et l'a rejeté."

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Lévis.

De " The Beth Hamedrash Haggodol Chevra Saas," demandant, respectivement, une charte ;

De l'Union Mutuelle universelle ;

De la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi ;

De la Corporation de " The German & Polish Jews " de Montréal, demandant, respectivement, des amendements à leur charte ;

De Vivian Burrill et autres demandant une loi concernant la division des comtés de Saint-Maurice et de Champlain pour les fins d'enregistrement et l'établissement d'une Cour de Circuit à Shawinigan Falls ;

De J. B. Bélanger et autres demandant une loi pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une Cour de Circuit dans la ville de Grand'Mère ;

De E. B. Greenshield et autres demandant une loi ratifiant un certain contrat passé entre la cité de Montréal et la Banque de Montréal ;

Et d'Edouard A. D. Morgan demandant une loi concernant la succession de H. M. Balcer."

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 114) Loi permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom patronymique les mots " de St-Ours " ;

Bill (No 44) Loi amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital des aliénés protestants ;

Bill (No 38) Loi autorisant la Chambre des notaires à admettre Louis Savard à la pratique du notariat, après les examens requis ;

Bill (No 53) Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Percy Clare Duboyce à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 51) Loi amendant la loi constituant en corporation la " North Shore Power Company " ;

Bill (No 116) Loi constituant en corporation l'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal ;

Bill (No 61) Loi amendant la charte de la Compagnie Hypothécaire ;

Bill (No 41) Loi constituant en corporation la " Henderson & Potts Company, limited " ;

Et Bill (No 128) Loi amendant la charte de la ville de Lévis. "

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 62) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du comté de Lévis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 142) amendant la charte de la corporation " German and Polish Jews of Montreal ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 50) ratifiant un certain contrat passé entre la cité de Montréal et la banque de Montréal et le règlement 263 de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cochrane ait la permission de présenter un Bill (No 148) constituant en corporation "Beth Hamedrash Haggodol Chevra Suas".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un Bill (No 70) concernant la division des comtés de Saint-Maurice et de Champlain pour les fins d'enregistrement, et concernant l'établissement d'une cour de circuit à Shawinigan Falls.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 132) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 120) accordant certains pouvoirs à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 137) concernant l'Union Mutuelle universelle.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 182) amendant la loi 53 Victoria, chapitre 2, relative à la délimitation de certaines divisions électorales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 99) amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No 107) amendant l'article 1622 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 181) amendant les articles 930 et 931 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 7) amendant la loi de l'Instruction publique et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—que le bill passe.

Ordonné,—que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 85) amendant la loi 50 Victoria, chap. 15, section 1, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 81) amendant l'article 5435 des Statuts refondus concernant les sociétés de construction, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu,—que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 84) amendant la loi concernant l'hygiène publique de Québec, 901.

M. Tellier, appuyé par l'hon. M. LeBlanc, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 96) amendant la loi électorale de Québec, 1895

M. Fiset, appuyé par M. Petit, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 98) amendant l'article 2161 du Code civil.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn:—1. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil a-t-il nommé, les trois membres des conseils d'arbitrage mentionnés dans la section 15, du chapitre 31, 1 Ed. VII —“ Loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels ” ?

2. Dans l'affirmative, le membre représentant les employés a-t-il été nommé conformément à la loi, sur la recommandation des employés ? (section 15, paragraphe 3 et section 16b) ?

3. Et s'il y a eu des recommandations et des nominations des trois membres de ces conseils, le Commissaire des travaux publics a-t-il publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, “ le résultat de ces recommandations et les noms des personnes nommées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, membres du Conseil d'Arbitrage ; ainsi que les noms et le nombre de recommandations données en faveur des cinq personnes qui ont reçu le plus grand nombre de recommandations pour chaque conseil, de la part des patrons et des employés, respectivement ”,—le tout conformément à la section 16m de la loi citée. Dans l'affirmative, à quelle date ?

4. Et s'il y a eu telles nominations, quels sont les noms des personnes nommées pour représenter : 1. les patrons ; 2. les employés ; 3. pour être le troisième membre et président du conseil ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—1. Oui. 2. Oui. 3. Il y a eu des recommandations, et le résultat de ces recommandations, ainsi que les noms des personnes nommées membres du conseil d'arbitrage, ont été publiés dans la *Gazette Officielle* du 7 décembre 1901. 4. Oui, M. Georges Darveau, courtier, de la cité de Québec, a été nommé pour représenter les patrons des établissements industriels ; M. Joseph Tanguay, cordonnier-monteur, aussi de la cité de Québec, a été nommé pour représenter les ouvriers, et M. Joseph X. Perreault, de la cité de Montréal, a été nommé troisième membre et président du conseil.

Sur la proposition de M. Perrault, et avec le consentement unanime de la Chambre, et par ordre spécial, la motion suivante de M. Perrault, inscrite comme avis de motion sur les ordres du jour, devra être présentée mercredi prochain, le 12 mars courant.

Résolu,—" Que, dans l'opinion de cette Chambre, les revenus attribués aux provinces par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord sont insuffisants pour leur permettre de faire face aux besoins du service public, et en même temps de donner l'aide nécessaire à la colonisation, à l'agriculture, au développement de nos industries et à l'amélioration de notre système éducationnel :

Résolu,—" Que l'interprétation donnée à diverses clauses de la constitution à mis en danger l'existence de nos institutions locales ; et

Résolu,—" Que le gouvernement du Canada et ceux des autres provinces devraient être invités à se joindre au gouvernement de la province de Québec, pour demander au Parlement du Royaume Uni d'apporter à l'acte fédératif, des modifications destinées à changer la base sur laquelle est calculé le subside fédéral, à assurer aux provinces un contrôle exclusif sur les propriétés publiques et sur les chemins de fer dans leurs limites, à leur permettre d'imposer des droits d'exportation sur les produits de leurs forêts et de leurs mines, et à conférer au gouvernement de la Grande Bretagne le droit de désaveu des lois provinciales exercé maintenant par le gouvernement du Canada ".

Proposé par M. Hutchinson, secondé par M. Weir, et

Ordonné,—"Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie d'un état de tout argent payé par le gouvernement provincial depuis 1875, en prime, à l'industrie du sucre de betteraves et en subventions pour l'encouragement et le développement de cette industrie, depuis cette date.

Proposé par M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Cardin, et

Ordonné,—"Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de tous documents et correspondance se rapportant à l'établissement d'une école normale à Rimouski.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay, et la motion étant soumise ;—"Que la cinquante-septième règle de la Chambre soit suspendue en autant qu'elle s'applique au Bill (No 55)—Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau à la pratique de la profession de notaire ;—la Chambre se divise—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Weir propose, appuyé par M. Tessier (Rimouski),—et la motion étant soumise par M. l'Orateur :—Que la cinquante-septième règle de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 45)—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Ernest E. Vipond au nombre de ses membres, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 4)—Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

M. Smith propose, appuyé par M. Décarie,—et la motion étant soumise par M. l'Orateur :—Que la cinquante-septième règle de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 110)—Loi autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;—la Chambre se divise—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Weir propose, appuyé par M. Hutchison, et la motion étant soumise par M. l'Orateur :—Que la 57ème règle de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 157)—Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William Charles Mills à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Pelletier (Sherbrooke) propose, appuyé par M. Daigneault,—et la motion étant soumise par M. l'Orateur :—Que la 57ème règle de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 31) Loi autorisant Herbert Alexander McCrea à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec ;—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Dupuis propose, appuyé par M. Morin (St Hyacinthe)—et la motion étant soumise par M. l'Orateur :—Que la 57ème règle de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 121)—Loi autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec ;—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. de Groshois propose, appuyé par M. Walker,—et la motion étant soumise par M. l'Orateur :—Que la 57ème règle de la Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 131) Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre W.-K. McKeown au nombre de ses membres, après examen,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 136) détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce et les unissant ensemble pour former un nouveau comté du Lac Mégantic, pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture.

Bill (No 63) amendant la charte de la " Canadian Electric Light Company."

Bill (No 119) constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Mont-Royal.

Bill (No 117) constituant en corporation la Compagnie Sainte Anne

Le Bill suivant, (No 153) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Saint Laurent et Mégantic, est lu une deuxième fois, et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc.

L'honorable M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails, au sujet de l'item de \$2,688.85, mentionné à la page 255 des comptes publics pour installation de lumière électrique par Charles Vézina.

(Document de la session No 39.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour un état détaillé et montant total de toutes les sommes payées pour toutes raisons quelconques à L. J. Cannon, l.c., assistant procureur général, en outre de son traitement régulier, depuis le 30 juin 1900 au 30 juin 1901.

(Document de la session No 40.)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, en date du 20 février 1902, pour copie de tous arrêtés-en-conseil, rapports requêtes et correspondance, depuis quatre ans, ayant trait au système de colonisation de la province ou aux lois et règlements touchant la vente et l'établissement des terres publiques et l'exploitation de nos forêts, en autant que cela touche à la colonisation.

(Document de la session No 41.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1902, pour la production d'un état détaillé de la somme de \$53,000 mentionnée dans les comptes publics de 1901, comme ayant été dépensée en vertu de l'Acte 60 Victoria, chapitre 3.

(Document de la session No 42.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 5 mars 1902.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de Léonidas Villeneuve, Pierre Terrault et Hilaire Corbeil demandant que le Bill No 115 ne devienne pas loi, est lue et reçue.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill No 96.—Loi amendant l'acte électoral de Québec, 1895, et l'a adopté sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill No 91.—Loi amendant la loi des dentistes, et l'a adopté avec un amendement.

Enfin, votre comité a examiné les bills suivants et les a rejetés, savoir :

Bill No 86 —Loi amendant l'article 304 du Code civil ;

Et Bill No 29.—Loi amendant l'article 332 du Code de procédure civile."

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De Rodolphe Beaudry et autres demandant une loi concernant la succession de feu Frs. X. Beaudry.

De J. A. Germano demandant une loi l'autorisant à pratiquer le notariat, sans examen.

De la " Montreal Bridge Co.," demandant une loi autorisant les municipalités ou corporations à leur venir en aide.

De la Compagnie de téléphone de Montmorency.

De la cité de Hull, demandant, respectivement, des amendements à leur charte.

De H. E. A. Menier demandant une loi séparant l'Ile d'Anticosti du comté de Saguenay pour les fins municipales.

De Dame Alice Auger et autres demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable J. L. Beaudry.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Napoléon Lemay demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, et a trouvé qu'il n'en a pas été donné avis, cependant, votre comité recommande à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle."

M. Allard, appuyé par M. Major, propose que la Chambre adopte la recommandation du rapport demandant la suspension de la 51ème règle pour ce qui concerne la pétition de Napoléon Lemay.

La motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre savoir :

Bill (No 55) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau à la pratique de la profession de notaire.

Bill (No 36) constituant en corporation La Compagnie Hydraulique de Saint-François.

Aussi les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill (No 40) constituant en corporation la “ B & S. H. Thompson Co., Limited ”.

Bill (No 40) constituant en corporation la “ Montreal Medico Chirurgical Society ” ;

Bill (No 56) concernant le cimetière de Notre Dame des Neiges ;

Bill (No 148) constituant en corporation la Société de Saint-Vincent de Paul de Québec ;

Et Bill (No 126) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de papier Rolland.

Ordonné,—Que M. Lacombe, ait la permission de présenter un Bill (No 124) accordant certains pouvoirs additionnels à “ The Provincial Light, Heat and Power Company ” et confirmant ceux qu'elle possède déjà.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (No 75) amendant la loi concernant la succession de feu F.-X. Beaudry.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 112) concernant la "Montreal Bridge Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Fiset ait la permission de présenter un Bill (No 69) constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill (No 130) amendant la charte de la cité de Hull.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 144) concernant la succession de Henri Mathias Balcer.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 76) pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable J. L. Beaudry et pour d'autres fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 158) autorisant Napoléon Lemay à exercer la profession de notaire dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (118) amendant la charte de la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill (No 64) autorisant J. A. Germano à exercer la profession de notaire dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay ait la permission de présenter un Bill (No 135) pour séparer l'Ile d'Anticosti du comté de Saguenay quant aux fins municipales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (No 174) amendant les Statuts refondus concernant les notaires et les registrateurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 178) amendant le Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 180) amendant la loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorders en matière de taxes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

“ Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé les honorables Messieurs Audet, Berthiaume, Bryson, N. Garneau, Gilman, Lanctôt, McCorkill, Pérodeau et Sylvestre, pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité conjoint des deux Chambres concernant les impressions, tel que demandé par l'Assemblée législative, dans son message à ce sujet.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier:—Quelle est la raison d'intérêt public qui fait que l'utilité de M. A.-G. Bourbonnais, comme commissaire des incendies, a cessé ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

Le gouvernement a été déjà interpellé, à la séance du 3 mars, sur la raison de la destitution de M. A. G. Bourbonnais, comme commissaire des incendies, et a fait à cette question une réponse complète.

L'honorable M. Pelletier soulève la question d'ordre que la réponse n'en est pas une.

M. l'Orateur décide qu'il ne peut pas être appelé à juger de l'insuffisance d'une réponse à une interpellation.

Par l'honorable M. Pelletier:—M. Edmond Déry, qui tient l'hôtel Bellevue, sur le chemin Ste-Foye, a-t-il une licence?

Dans l'affirmative, quelle espèce de licence?

Dans la négative, y a-t-il une licence d'accordée à quelque club ou à quelqu'autre personne pour cet hôtel ou pour un club du nom de Aiguebelle, dont l'enseigne se trouve sur la maison en question?

S'il y a une licence d'accordée, quel montant a été payé pour l'obtenir?

Réponse par l'honorable M. Duffy:

Aucune licence n'a été demandée ou accordée cette année pour la maison située chemin Ste-Foye, connue autrefois sous le nom de Hôtel Bellevue ou Club Aiguebelle, et le gouvernement ignore si l'on y vend des liqueurs spiritueuses, cette année.

Edmond Déry, qui avait une licence pour cette maison, l'année dernière,—cette licence lui ayant été accordée le 16 mai 1900,—a pris cette année une licence pour un hôtel situé rue St-Jean, cité de Québec, et cette licence lui a été accordée le 7 mai 1901, sur paiement du plein prix requis par la loi des licences de Québec, \$305 00.

Proposé par l'hon. M. Tessier, secondé par M. Lacombe, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie des documents relatifs au rejet de la demande de pension faite par Mademoiselle Malvina Hudon, institutrice, de Kamouraska.

Proposé par l'hon. M. Flynn, secondé par l'hon M. Pelletier, et

Ordonné.—qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet des travaux de chemins de colonisation, dans le comté de Nicolet, et spécialement dans la paroisse de St Samuel d'Horton.

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

Copie de tous arrêtés-en-conseil, rapports, requêtes et correspondance touchant la démission de J. A. Marquis, de Matane, comme inspecteur du revenu, et la nomination de Christophe Chouinard, de Sanday Bay, à ses lieu et place.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 87) amendant la loi relative aux ingénieurs civils, et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 108) amendant l'article 1675 du Code civil, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'hon. M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 92) amendant la loi électorale de Québec, 1895, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 82) concernant les sténographes de la cour supérieure.

M. Dupuis, appuyé par M. Bergevin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise.—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 89) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations.

M. Prévost, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise.—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 100) amendant le Code de procédure civile concernant la cour des magistrats de district.

M. Clapperton, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise.—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 105) amendant l'article 5512 des Statuts refondus.

M. Duhamel, appuyé par M. Clapperton, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 106) amendant l'article 2547 des Statuts refondus.

M. Duhamel, appuyé par M. Clapperton, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 41) constituant en corporation la "Henderson and Potts Company, Limited"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 114) permettant à Eugène Alexandre Dorion, d'ajouter à son nom patronymique les mots: "de St-Ours"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 44) amendant la loi constituant en corporation L'Hôpital des Aliénés Protestants, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 38) autorisant la Chambre des notaires à admettre Louis Savard à la pratique du notariat, après les examens requis, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dion fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 53) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Percy Clare Duboyce à l'exercice de la profession de notaire, après examen; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 51) amendant la loi constituant en corporation "The North Shore Power Company;" et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 61) amendant la charte de la Compagnie Hypothécaire; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 116) constituant en corporation l'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours,

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 128) amendant la charte de la ville de Lévis; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Giard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir:

Bill (No 67) revisant et refondant la charte de la ville de Westmount et constituant en cité la dite ville.

Bill (No 50) ratifiant le contrat entre la cité de Montréal et la banque de Montréal.

Bill (No 70) concernant la division des comtés de St Maurice et de Champlain pour les fins d'enregistrement et concernant l'établissement d'une cour de circuit à Shawinigan Falls.

Bill (No 132) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère.

Bill (No 137) concernant l'Union Mutuelle Universelle.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 62) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

L'hon. M. Turgeon, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février dernier pour un état indiquant : 1. Le nombre d'instituteurs et d'institutrices d'écoles modèles et élémentaires qui ont été mis à la retraite.

2. Le nom et la résidence des dites institutrices et le nombre d'années d'enseignement qu'elles ont accomplies.

3. Le montant de pension payé dans chaque cas.

4. Les noms de ceux à qui la pension a été retirée.

(Document de la session No. 43)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902 pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous documents et tous détails au sujet de l'item de \$3.163,38, mentionné à la page 254 des comptes publics, pour installation de lumière électrique par O. Picard & Fils.

(Document de la session No. 44)

Et, la chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 6 mars 1902.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Cardin,—de la Chambre de commerce de Sorel.

M. deGrosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné bill No 37 —Loi constituant en corporation La compagnie de Chemin de fer de Matane et Gaspé, et l'a adopté avec plusieurs amendements.”

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport du comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie Electrique de Beauce, limitée ;

De la “ Beauharnois Light, Heat & Power Company ” ;

De la Compagnie Electrique de Sorel, demandant, respectivement, une charte ;

De Wm. Chs. Mills demandant une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

Et de la compagnie de chemin de fer Québec & Lac St-Jean, demandant une loi ratifiant et confirmant un certain acte de vente.

Votre comité recommande à Votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au quatorze mars courant et que celui pour la réception des rapports concernant ces bills soit prolongé au 21 du dit mois de mars.”

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport

M. Champagne, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Chauret comme son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'hon. M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés, sans amendement, savoir :

Bill No. 105—Loi amendant l'article 5512 des Statuts refondus, relatif au rachat des rentes seigneuriales ;

Bill No. 106—Loi amendant l'article 2547 des Statuts refondus

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés, savoir :

Bill No. 84—Loi amendant la loi d'hygiène publique de Québec, 1901 ;

Et bill No. 100—Loi amendant le Code de procédure civile, concernant la Cour de Magistrat de district. ”

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement, savoir :

Bill (No 49) amendant la loi 57 Victoria chap. 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

Bill (No 47) définissant les droits des enfants de Dame Helen Johnston, existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari, ratifiant et confirmant certains contrats.

Bill (No 32) concernant la succession Léon-Benoit-Alfred Charlebois.

Bill (No 45) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Ernest E. Vipond au nombre de ses membres.

Bill (No 110) autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre honorable Chambre :

Bill (No 42) amendant la charte de “ The Canada Switch and Spring Company, Limited.”

Bill (No 59) érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse.

Bill (No 43) amendant la charte de “ The Montreal Rolling Mills Company.”

Bill (No 79) constituant en corporation la Maison des Etudiants.

Bill (No 31) autorisant Herbert-Alexander McCrea à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec.

Quant au Bill (No 74) revisant la loi constituant la corporation des huissiers du district de Montréal, votre comité le renvoie à Votre honorable Chambre, afin qu'elle décide s'il doit être renvoyé au comité de législation.

Le promoteur du Bill (No 134) constituant en corporation les Disciples de St-Antoine de Padoue ayant déclaré qu'il ne désirait pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à Votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill.

Votre comité recommande à Votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au quatorze mars courant, et que celui pour la réception des rapports concernant ces bills soit prolongé jusqu'au 21 du dit mois de mars courant."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 127) constituant en corporation la Compagnie Electrique de Beauce, limitée.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 150) constituant en corporation la Compagnie électrique de Sorel.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (No 72) constituant en corporation la "Beauharnois Light Heat and Power Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 157) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Williams-Charles Mills au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (No 66) ratifiant et confirmant la vente de certains terrains dans le canton de Gosford, faite par la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, à la "Quebec and Lake St. John Lumbering and Trading Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chaurét ait la permission de présenter un Bill (No 104) amendant la loi relative aux corporations de ville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke) ait la permission de présenter un Bill (No 179) amendant l'article 203 du Code municipal,

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 19) amendant l'article 857 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 20) amendant l'article 535 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 21) accordant certains pouvoirs aux corporations municipales dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 22) amendant la loi d'incorporation des compagnies à fonds social.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Kamouraska) ait la permission de présenter un Bill (No 183) amendant le Code municipal relativement aux appels à la cour de circuit.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (No. 23) abrogeant la loi I Edouard VII, chapitre VII, intitulé : "Loi amendant la loi des élections contestées."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (St-Jean) ait la permission de présenter un Bill (No. 27) amendant les articles 549 et 554 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Proposé par M. Tessier (Rimouski), appuyé par M. Cardin, et

Ordonné,—Que le Bill (No 74) revisant la loi constituant la corporation les huissiers de Montréal, soit renvoyé au comité de législation

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Fiset.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il perçu pour la vente des chutes Shawinigan ?

2. A quelles conditions a-t-il cédé ces pouvoirs d'eau ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. \$60,100.00. 2. Dépenser \$100,000 dans les 18 mois de la vente, pour le développement du pouvoir d'eau ; \$2,000,000 dans les 30 mois ; et, dix-huit mois après l'expiration des 30 mois, dépenser deux autres millions.

Par M. Gosselin (Missisquoi).—1. Le gouvernement connaît-il le fait que Levi A. Perkins, percepteur du revenu de la province pour le district de Bedford, a son domicile et son bureau au village de Mansonville, dans le canton de Potton, sur la frontière des États-Unis d'Amérique ?

2. Le gouvernement sait-il que cet endroit est situé à l'extrémité du district ?

3. Le gouvernement sait-il que Sweetsburg, le chef-lieu du district, est un endroit beaucoup plus accessible que Mansonville, et que si le percepteur demeurait et tenait son bureau en cet endroit, ce serait plus commode pour les gens du district de Bedford ?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de remédier à cet inconvénient ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Oui. 2. Oui. 3. Oui. 4. A l'étude.

M. Chênevert, appuyé par M. de Grosbois, propose que la 57^{me} règle de cette Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 64) autorisant J. A. Germano à exercer la profession de notaire dans cette province.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative

M. Dorris, appuyé par M. Clapperton, propose que la 57ème règle de cette Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 154) autorisant Napoléon Landry à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay, que la 57ème règle de cette Chambre soit suspendue en ce qui concerne le Bill (No 158) autorisant Napoléon Lemay à exercer la profession de notaire dans la province de Québec.

Et la motion étant soumise par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Proposé par M. Roy (Montmagny), secondé par M. Dorris, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des documents et de la correspondance relatifs à la demande de pension faite par Dame Emilie Couillard-Dumas, institutrice, de Montmagny, et au rejet de cette demande.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 96) amendant la loi électorale de Québec, 1895 ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier (Sherbrooke), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 88) amendant l'article 499 de la loi de l'Instruction publique.

L'hon. M. Tessier, appuyé par M. Carou (Maskinongé), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 103) amendant la loi relative à l'admission et à la pratique de la médecine en certains cas.

M. Roy (Montmagny), appuyé par M. McKenzie, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

L'honorable M. Guerin, propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Duffy,—Que le mot "maintenant" soit retranché et les mots "dans six mois", soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin, (Iberv.),</i>	<i>Morin, (Charlev.),</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gosselin, (Missisq),</i>	<i>Morin (St-Hyac),</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delège,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Giard,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tessier (Rimous.)</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Walker.—45</i>
<i>Décarie,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Girard,</i>	<i>Roy (Montm.),</i>	<i>Tessier, (Portu.)</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>	<i>Turgeon.—15</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Tanguay,</i>	

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors, la motion principale, ainsi amendée, étant soumise à la Chambre, il est

Ordonné.—Que ce bill soit lu, une deuxième fois, dans six mois.

L'ordre du jour appelle le seconde lecture du Bill (No 107) amendant l'article 1622 du Code civil.

M. Roy (St-Jean), appuyé par M. Chênevert, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'Hôpital protestant des aliénés.

L'hon. M. Turgeon propose, secondé par l'hon. M. Déchêne, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Cette motion est adoptée.

L'honorable M. Turgeon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

“ Attendu qu'il est nécessaire que l'Hôpital protestant des Aliénés, constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, construise un nouveau bâtiment destiné aux patients, une nouvelle cuisine, ainsi que des appareils frigorifiques et une boulangerie pour leur asile de Verdun, et relie au fleuve par des tuyaux de fer les égouts de leurs édifices ; et attendu que l'exécution de ces travaux coûtera \$ 5,000 qu'il lui faudra emprunter ;

Attendu que l'Hôpital n'est pas en position de négocier un pareil emprunt sans la garantie du gouvernement ; et, attendu que, dans l'intérêt public, il est à propos de donner cette garantie ; qu'il soit en conséquence—

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur-en-conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, du nouvel emprunt de \$65,000 qui sera fait par l'Hôpital protestant des Aliénés, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en-conseil pour les dites constructions, pourvu :

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû au dit Hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés, tant que durera ce contrat ;

(b) Que le dit Hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, sur les dites constructions nouvelles, et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront ; et

(c) Que le dit Hôpital assure les dites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte les polices constatant cette assurance au gouvernement.”

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a adopté une résolution.

O donné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Chênevert, en conséquence, rapporte la résolution, ainsi qu'il suit :

(EN COMITÉ)

" Attendu qu'il est nécessaire que l'Hôpital protestant des Aliénés, constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, construise un nouveau bâtiment destiné aux patients, une nouvelle cuisine, ainsi que des appareils frigorifiques et une boulangerie pour leur asile de Verdun, et relie au fleuve par des tuyaux de fer les égouts de leurs édifices ; et attendu que l'exécution de ces travaux coûtera \$65,000, qu'il lui faudra emprunter ;

Attendu que l'Hôpital n'est pas en position de négocier un pareil emprunt sans la garantie du gouvernement ; et attendu que, dans l'intérêt public, il est à propos de donner cette garantie ; qu'il soit en conséquence—

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant Gouverneur-en-conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent par an, du nouvel emprunt de \$65,000, qui sera fait par l'Hôpital protestant des Aliénés, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur-en-conseil pour les dites constructions, pourvu :

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû au dit Hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés, tant que durera ce contrat ;

(b) Que le dit Hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, sur les dites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèveront ; et

(c) Que le dit Hôpital assure les dites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transporte les polices constatant cette assurance au gouvernement."

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 3) concernant l'Hôpital protestant des aliénés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 36) constituant en corporation la compagnie hydraulique de St. François ; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe, et que le titre soit amendé en retranchant le mot " de " dans la version française.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 40) constituant en corporation " B. & S. H. Thompson Company, Limited " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 52) constituant en corporation " The Montreal Medico Chirurgical Society " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 55) autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau, à la pratique de la profession du notariat ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dorris fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il lu la troisième fois ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 56) concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M.

Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 126) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de Papier Rolland ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Maskinongé) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 148) constituant en corporation la Société de St-Vincent de Paul de Québec, et les actes qui l'amendent ; et, après avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné —Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément une deuxième fois, et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 120) accornant certains pouvoirs à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

Bill (No 143) constituant en corporation " Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas."

Bill (No 142) amendant la charte de la corporation " German and Polish Jews of Montreal."

Bill (No 75) amendant la loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Bill (No 76) pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins.

Bill (No 118) amendant la charte de la compagnie de téléphone du comté de Montmorency.

Bill (No 130) amendant la charte de la cité de Hull.

Bill (No 135) pour séparer l'île d'Anticosti du comté de Saguenay quant aux fins municipales.

Et Bill (No 144) concernant la succession de feu Henri-Mathias Balcer.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 112) concernant la "Montreal Bridge Company."

Ce bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 173) amendant les articles 699, 1147, 1069 et 716 du Code de procédure civile.

M. Morin (St-Hyacinthe), appuyé par M. Daignault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans la négative.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 21 février 1902, pour copie de tous ordres-en-conseil, correspondance et documents quelconques se rapportant à la nomination d'un registrateur conjoint pour le comté de Montmagny, et aussi copie de l'enquête faite contre M. Robertson. (*Document de la session No 45.*)

Réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 25 février 1902, pour copie des documents suivants :

1. Tableau au liste des grands jurés assignés et ayant servi pendant le terme de la Cour du Banc du Roi, siégeant au criminel, pendant le mois de janvier 1902, dans et pour le district de Chicoutimi.

2. Etat donnant une énumération des causes soumises aux dits grands jurés, avec les noms des plaignants, à l'enquête préliminaire, dans chaque cas, et le jugement ou décision du grand jury.

3. Etat donnant une énumération des causes susdites, soumises au petit jury, avec le verdict dans chaque cas, ou le sort de la cause.

4. Tous comptes produits par toutes personnes ou compagnies, entre les mains du shérif, du greffier de la couronne, du juge ou de toutes autres personnes, en rapport avec la présence et les services des dits grands jurés, en la ville de Chicoutimi, montrant, séparément, les montants réclamés pour pension, boissons, voitures, etc., avec le nom du réclamant dans chaque cas ?

5. Le nom du substitut du procureur-général pour le dit terme et le montant du compte réclamé par lui pour ses services.

(*Document de la session No 46.*)

Et, réponse à un Ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1902, pour copie de l'enquête du coroner du comté de Matane, au sujet de la mort de Raphaël Boucher, ainsi que toute correspondance et comptes produits ou approuvés en rapport avec cette enquête.

(*Document de la session No. 47.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 7 mars 1902.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de l'Œuvre du Patronage de Québec, pour l'année 1900; de "The Montreal Homeopathic Hospital"; de "The Church Home," Montréal; de "The Women's Christian Association", de Québec, tous pour l'année 1901; de l'Hôpital protestant de Sherbrooke, pour l'année 1901.

(Document de la session No 17.)

M. l'Orateur met aussi devant la Chambre l'état des affaires de la compagnie des chemins à barrière de Terrebonne, pour l'année 1901.

(Document de la session No 48.)

Et, aussi, l'état des affaires de la compagnie des chemins à barrière de l'Île Jésus, dans le comté de Laval, pour l'année 1901.

(Document de la session No 49.)

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été publiés, dans chaque cas, savoir :

De l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal ;

De la "Kamou-Tem-Littoral Electrique"

De la "Shawinigan Falls Terminal Railway Company," demandant respectivement une charte ;

De la "Shawinigan Carbide Company," demandant de nouveaux pouvoirs ;

Et de Michel Roberge, demandant une loi amendant la section 1842 (a) 52 Vict. ch. 22."

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 122).—Loi accordant certains pouvoirs, à la "New-Richmond Lumber Company, limited ;"

Et Bill (No 115).—Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve.

Aussi les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill (No 77).—Loi concernant la succession de feu John McDougall et de feue Dame Maud Mary McDougall ;

Bill (No 7).—Loi ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895, par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette ;

Bill (No 39).—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J. Alexandre Legault au nombre de ses membres, après examen.

Quant au Bill (No 57).—Loi concernant la succession de l'honorable J. O. Villeneuve, le comité trouve que le préambule n'a pas été prouvé."

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 133) constituant en corporation l'association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 140) constituant en corporation le "Kamou-Tem Littoral Electrique."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill (No 146) concernant la "Shawinigan Carbide Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un Bill (No 147) constituant en corporation la "Shawinigan Falls Terminal Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (St-Jean), ait la permission de présenter un Bill (No 26) amendant les articles 67 et 68 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill (No 25) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 18) amendant l'article 1834 du Code civil, concernant l'enregistrement des contrats de mariage.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

— — —

L'hon. M. Duffy, Trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, signé par Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur (*tous les députés se tenant debout le tête découverte*):

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, les estimations supplémentaires des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1902 et celles des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1903, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces estimations à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 7 mars 1901.

Ordonné,—Que ce message et les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 82)—Loi concernant le flottage du bois de pulpe, sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 85) amendant la loi 50 Victoria, chapitre 50, section 1; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska) fait rapport que le comité a fait quelques progrès. M. Robitaille propose, appuyé par M. Taschereau, et il est

Ordonné,—Que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 105) amendant l'article 5512 des Statuts refondus relatif au rachat des rentes seigneuriales; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 106) amendant l'article 2547 des Statuts refondus concernant la qualification foncière des juges de paix; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Prévost fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 174) amendant les Statuts refondus concernant les notaires et les registrateurs.

M. l'révost, appuyé par M. Cardin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 178) amendant le Code de procédure civile.

M. Cardin, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 180) amendant la loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matière de taxes.

M. Roy (Kamouraska), appuyé par M. Cardin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 104) Loi amendant la loi relative aux corporations de ville.

M. Chauret, appuyé par M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 27) amendant les articles 549 et 554 du Code de procédure civile.

M. Roy (St-Jean), appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELIATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Prévost.—Est-il à la connaissance du gouvernement que le palais de justice du district de Terrebonne requiert des réparations urgentes ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :

M. Woods, inspecteur des bureaux publics, etc., a fait le rapport suivant, à la date du 28 décembre 1901, au sujet du Palais du Justice et de la prison du district de Terrebonne, à Ste-Scholastique :

“ Le Palais de Justice et la prison sont tenus en parfait état de propreté, mais le mauvais air vient de certains lieux d'aisance qui semblent être défectueux quant à leur approvisionnement d'eau et leur système de ventilation. De nouvelles fissures continuent à se former en différents endroits des murs et dans la voûte du shérif, mais elles sont généralement bouchées avec du mortier et du ciment, aussitôt qu'elles se forment.”

Des instructions ont été données au shérif, le 30 janvier dernier, de faire faire aux cabinets les réparations nécessaires.

Les réparations aux voûtes avaient été ordonnées précédemment. Le rejointement de certains murs sera exécuté cette année, dans la belle saison.

Par l'honorable M. Pelletier.—Combien y a-t-il, dans la cité de Québec :

1. De licences d'hôtel ?
2. De licences de restaurant ?
3. De licences de club ?
4. De licences d'épicerie en gros et en détail ?

Réponses par l'honorable M. Duffy :

1. 34 ; 2. 116 ; 3. 2 ; 4. 113.

Par M. Tellier.—Le tarif pour publication des annonces et avis dans la *Gazette Officielle de Québec* a-t-il été augmenté ?

Dans l'affirmative, à quelle date et de combien par cent ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. O i.
2. Le 13 juillet 1901.
3. 33 pour cent.

Par M. Giard.—1. Le gouvernement actuel a-t-il fait des démarches auprès du gouvernement fédéral pour obtenir une augmentation du subside par tête que cette province retire annuellement de la confédération ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces démarches et quand ont-elles été faites ?

Réponse par l'honorable M. Parent :

1 et 2. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître maintenant les démarches qui ont été faites relativement à cette matière.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet de l'emploi et de l'introduction, sur le marché, dans l'intérêt de la classe agricole, d'une invention nouvelle pour arracher, transporter et mettre en clôture la grosse pierre

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé de la somme de \$44 674.05, mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1901 au 19 février 1902, comme ayant été dépensée pour écoles élémentaires, en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés-en-conseil, requêtes, résolutions, recommandations, protestations, et de toute correspondance, au sujet de la nomination des membres des conseils d'arbitrage mentionnée dans la loi chapitre 31, 1. Ed VII :—Loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés-en-conseil, rapports, contrats et de toute correspondance entre le gouvernement et la Compagnie du Pont de Québec, depuis le 21 février 1901, ayant trait à la construction de ce pont.

2. Un état indiquant les sommes payées par le gouvernement à cette compagnie, avec les dates de tels paiements.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Flynn propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur :—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet des titres ou honneurs impériaux offerts ou conférés en cette province, —

Et un débat s'élevant, —

L'honorable M. Flynn propose, et du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Duhamel, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Copie de tous documents relatifs au changement de chef-lieu du district de Terrebonne, de Ste-Scholastique à St-Jérôme.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre: Un état démontrant combien il y a, à Québec:

1.—De licences d'hôtel?

2.—De licences de restaurants?

3.—De licences de club?

4.—De licences d'épiceries en gros et en détail.

Le prix de chaque licence, le quartier, la rue, le numéro de chaque maison et le nom du porteur de chaque licence et à quelle date elle a été prise et combien il a été payé pour chaque licence.

M. Bergevin propose, secondé par M. Dupuis,—et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur:—Que la cinquante-septième règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle s'applique au Bill (No 39).—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J. Alexandre Legault au nombre de ses membres, après examen; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 37) constituant en corporation La Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu: Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 47) à l'effet de définir les droits des enfants de Dame Helen Johnston existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari, ainsi qu'à l'effet de ratifier et confirmer certains contrats; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu: Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 59) érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie dans la dite paroisse et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 79) constituant en corporation la Maison des Etudiants ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 110) autorisant Gilbert-Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 31) autorisant Herbert Alexander McCrea à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 32) concernant la succession de Léon-Benoit-Alfred Charlebois ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et motion étant faite :—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 42) amendant la charte de "The Canada Switch and Spring Company, Limited" ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier (Sherbrooke), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 43) amendant la charte de la "Montreal Rolling Mills Company" ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 45) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Ernest E Vipond au nombre de ses membres ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Hutchinson fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et motion étant faite :—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (No 155) constituant en corporation la Compagnie d'exposition agricole et industrielle de Saint-Jean, P. Q. ;

Bill (No 65) refondant la charte de la ville de Joliette ;

Bill (No 69) constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls ;

Bill (No 124) accordant certains pouvoirs additionnels à " The Provincial Light Heat and Power Company ", et confirmant ceux qu'elle possède déjà ;

Bill (No 72) constituant en corporation la " Beauharnois Light, Heat and Power Company ; "

Bill (No 127) constituant en corporation La Compagnie Electrique de Beauce, limitée ;

Bill (No 150) constituant en corporation La Compagnie Electrique de Sorel.

Conformément aussi à l'ordre du jour, le bill suivant est renvoyé au comité des chemins de fer, etc. :

Bill (No 66) ratifiant et confirmant la vente de certains terrains, dans le canton de Gosford, faite par la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean à la " Quebec and Lake Saint John Railway Lumbering and Trading Company ".

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi.

Lundi, 10 mars 1902.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de la Chambre de Commerce de Sorel demandant l'intervention du gouvernement auprès du Pacifique Canadien pour l'engager à réouvrir son chemin de fer depuis Sorel jusqu'à Acton, est lue.

M. l'Orateur décide que cette pétition ne peut pas être reçue parce que la prière est adressée à "Son Excellence en Conseil" et non à l'Assemblée Législative.

Ordonné,—Que M. Morin (St-Hyacinthe) ait la permission de présenter un Bill (No 184) concernant les marguilliers.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 77) concernant la succession de feu John McDougall et de feu dame Maud Mary McDougall; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés:

Bill (No 156) amendant la charte de l'Union Saint-Pierre de Montréal;

Bill (No 146) concernant la "Shawinigan Carbide Company";

Bill (No 133) constituant en corporation l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 147) constituant en corporation la "Shawinigan Falls Terminal Railway Company";

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Prévost.—Est-il à la connaissance du gouvernement que les justiciables du district de Terrebonne se plaignent de la difficulté des communications avec le chef-lieu de ce district?

Réponse par l'honorable M. Duffy:—Le gouvernement n'a reçu aucune communication à ce sujet.

Par M. de Grosbois:—1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes contre Lévis A. Perkins, percepteur du revenu provincial du district de Bedford, au sujet de l'impossibilité de découvrir où il tient son bureau?

2. Le gouvernement sait-il qu'il ne demeure pas et ne tient pas de bureau au chef-lieu du district?

3. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures quelconques pour satisfaire la population du district?

Réponses par l'honorable M. Duffy:—1. Oui; 2. Oui; 3. A l'étude.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (B) intitulé:—Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation le "Compton Ladies' College", pour lequel il demande son concours.

M. McKenzie propose, appuyé par M. Blouin, et il est

Ordonné,—Que le bill (B)—Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation le "Compton Ladies' College", soit lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et renvoyé à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: Copie de tous arrêtés-du-Conseil et de toute correspondance, depuis deux ans, ayant trait à des demandes de subventions pour chemins de fer.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. de Grosbois, secondé par M. Taschereau et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de toute correspondance, pétitions et adresses au gouvernement au sujet de la nomination de syndics des écoles protestantes dissidentes de Lévis, depuis le 1er mai 1900 au 1er mai 1901.

Proposé par M. Kennedy, secondé par M. Lane, et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de toute correspondance, rapports, etc., concernant la vente de certains lots du canton Rameau à M. Cabot, de Boston, ainsi que le prix de vente exigé pour ces lots et les conditions auxquelles cette vente a été faite.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier et
Ordonné,—Que l'honoraire de \$200.00 payé pour le bill (No 134) constituant en corporation les Disciples de St-Antoine de Padoue, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 175) concernant les médecins vétérinaires.

M. Delâge, appuyé par M. Girard, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 février 1902, demandant la copie de tous ordres-en-conseil révoquant la nomination de Taschereau-Fortier comme réistrateur dans le comté de Beauce, nommant Taschereau-Fortier et Joseph Godbout, régistrateurs conjoints; revoquant la commission conjointe des dits Taschereau-Fortier et Joseph Godbout et renommant Taschereau-Fortier, registrateur seul; ainsi que copie de toute correspondance, papiers et documents reçus par le gouvernement, ou aucun de ses membres, de Taschereau-Fortier et J. Godbout, de Sir Wilfrid Laurier et de toute autre personne, en rapport avec les dits ordres-en-conseil et de tout ce qui s'y attache.—(*Document de la session No 50*).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars courant, pour copie de tous documents relatifs au changement de chef-lieu du district de Terrebonne, de Sainte-Scholastique à Saint-Jérôme.—(*Document de la session No 51*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 11 mars 1902.

M. Cardin, président *pro tem* du comité des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 59) amendant la charte de la cité de Québec ;

Bill (No 63) amendant la charte de la " Canadian Electric Light Company " ;

Bill (No 123) divisant la municipalité de Saint-Malo ;

Bill (No 118) amendant la charte de la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency ;

Bill (No 144) concernant la succession de feu Henry-Mathias Balcer.

Aussi, les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill (No 46) confirmant les ventes faites à Raymond C. Savage et Joseph-Léopold Dozois, de certains immeubles appartenant à la succession de feue Mathilde Beaubien ;

Bill (No 50) ratifiant un certain contrat entre la banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement No 263 de la cité de Montréal ;

Bill (No 120) accordant certains pouvoir à la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi ;

Bill (No 143) constituant en corporation " Beth Hamedrash Haggodol Chevra Saas " ;

Bill (No 142) amendant la loi de " The Corporation of the German and Polish Jews of Montreal " ;

Bill (No 75) amendant la loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry ;

Bill (No 135) pour séparer l'île d'Anticosti du comté de Saguenay, quant aux fins municipales."

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie d'Assurance " Liverpool and London and Globe,"

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada, demandant respectivement des amendements ;

De Napoléon Landry demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

Et de la Société d'Administration Générale, demandant une charte."

M. Roy (St-Jean), du comité de législation, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill (No 97).—Loi amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, et l'a adopté avec plusieurs amendements."

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (No 89) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cités, de villes et autres corporations ;

Bill (No 180) amendant la loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matière de taxe.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement ;

Bill (No 171) amendant l'article 857 du Code civil.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill (No 107) pour amender l'article 1622 du Code civil ;

Bill (No 27) amendant les articles 549 et 554 du Code de procédure civile."

M. Champagne, du comité d'agriculture, présente à la Chambre, le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le Bill (No 80) concernant les syndicats agricoles, et l'a adopté avec certains amendements."

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 111) conférant certains pouvoirs additionnels à la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill (No 141) constituant en corporation la Société d'Administration générale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 78) amendant la loi 45 Victoria, chapitre 64, concernant la "Liverpool and London and Globe Insurance Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dorris ait la permission de présenter un Bill (No 154) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Napoléon Landry au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 149) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 28) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 15) amendant l'article 840 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 24) autorisant les conseils municipaux à prohiber la vente des liqueurs enivrantes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 16) amendant l'article 212 de la loi de l'Instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 17) concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 101) détachant du comté de Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi pour toutes les fins.

M. Petit, appuyé par M. Champagne, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 25) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

M. Champagne, appuyé par M. Cardin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder un subside pour la construction d'un pont sur la rivière Jésus ou des Mille-Iles, reliant la ville de Terrebonne à la paroisse de St-François-de-Sales, dans l'île Jésus, tel pont devant être ouvert gratuitement à la circulation ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—A l'étude.

M. Bissonnette, appuyé par M. Duhamel, propose et il est

Ordonné,—Qu'un comité composé des honorables MM. Duffy et Turgeon et de MM. Allard, Bissonnette, Caron (Maskinongé), Chicoyne, Cherrier, Daigneault, Dupuis et Tourigny, soit formé pour les raisons suivantes :

1. Faire une étude critique de la loi actuelle régissant les sociétés de secours mutuels et de bienfaisance dans cette province et de rechercher les moyens de l'améliorer.

2. D'examiner les projets ou systèmes nouveaux d'administration qui pourront être soumis au dit comité et à la Chambre ;

3. Enfin, de prendre en considération tout ce qui se rapporte aux sociétés de secours mutuels et de bienfaisance, à leur administration et aux garanties qu'elles peuvent offrir à leurs membres, aux porteurs de polices et à tous autres intéressés.

Proposé par M. Giard, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement actuel et le gouvernement fédéral au sujet de l'augmentation du subside, par tête, que cette province retire annuellement de la Confédération, et tous autres documents se rapportant à cette question.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres-en-conseil et de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres et la Compagnie du Pont de Montréal (Montreal Bridge Company) ou toutes autres compagnies ou toutes personnes demandant un subside pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, entre la ville de Montréal et la ville de Longueuil ou tout autre point sur la rive sud du Saint-Laurent et tous documents se rapportant à cette question.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 60).—Loi pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection de marguilliers, dans la paroisse de Saint-Charles Borromée, dans le diocèse de Montréal ;

Bill (No 87).—Loi amendant la loi concernant les ingénieurs civils.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 49) amendant la loi 57 Victoria, ch 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

A six heures, M. l'Orateur reprend le fauteuil, pour le quitter, ensuite, jusqu'à sept heures et demie p. m.

Sept heures et demie, p. m.

En vertu de la 19^e règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 49) amendant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 73) ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895 par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le Bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le Bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 39) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J. Alexandre Legault au nombre de ses membres, après examen; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et motion étant faite: Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le Bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés:

Bill (No 121) autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Bill (No 64) autorisant Joseph-Antoine Germano à exercer la profession de notaire dans la province de Québec.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 158) autorisant Napoléon Lemay à exercer la profession de notaire dans la province de Québec.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 49) amendant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal. et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent treize piastres et quarante et un centins, soit accordée à Sa Majesté pour les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu.—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se constituera de nouveau en comité des subsides.

M. Robitaille rapporte alors, du comité des subsides, une résolution qui est lue comme suit:

1. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent treize piastres et quarante et un centins, soit accordée à Sa Majesté, pour les frais d'administration de la dette publique pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Ordonné.—Que cette résolution soit lue une deuxième fois, demain

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 12 mars 1902.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre:

Par M. Allard,—la pétition de F. A. Stevenson et autres, de Montréal.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit:

" Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (No 25) amendant la loi électorale de Québec, 1895 ;

Bill (No 101) détachant du comté de Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi, pour toutes les fins ;

Bill (No 85) amendant la loi 50 Victoria, chapitre 15, section 1 ;

Bill (No 175) concernant les médecins vétérinaires ;

Bill (No 30) amendant la loi relative aux arpenteurs. "

L'honorable M. Tessier (Portneuf), du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec un amendement :

Bill (No 66) ratifiant et confirmant la vente de certains terrains, dans le canton de Gosford, faite par la compagnie du chemin de fer Québec & Lac St-Jean à la " Quebec and Lake St. John Railway, Lumbering and Trading Company ".

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 68) constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan ;

Bill (No 84) autorisant la construction d'un pont de péage sur la rivière St-François, entre la ville de Richmond et le village ou le canton de Melbourne ;

Bill (No 48) constituant en corporation la " Matthew Moody & Sons Company " ;

Bill (No 130) amendant la charte de la cité de Hull.

M. Bourbonnais, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis sont suffisants, dans chaque cas, savoir :

De la ville de Fraserville ;

De la ville de Lachine ;

De la compagnie du chemin de fer de St-Chrysostôme demandant, respectivement, des amendements à leur charte.

Et de la " Power, Pulp & Paper Company of North America ", demandant une charte."

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 113) concernant la compagnie de chemin de fer de Saint-Chrysostôme.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, Que M. Dion ait la permission de présenter un Bill (No 139) amendant la charte de la ville de Fraserville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 138) amendant les lois concernant la ville de Lachine.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 10) amendant la loi de chasse de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRES ET RÉPONSES.

Par M. Lane.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'une bibliothèque publique avait été établie à St-Roch de Québec, par le gouvernement Mercier, et qu'elle a été abolie par ses successeurs ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de rétablir cette bibliothèque à St-Roch de Québec, ou d'en établir une nouvelle ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :— Une société privée a fondé, en 1890, à St-Roch de Québec, une bibliothèque publique et gratuite pour la classe ouvrière. Le gouvernement Mercier lui a fait voter une

subvention par la Législature. Depuis plusieurs années, la société a été liquidée, les livres vendus et le local fermé.

2. Le gouvernement actuel n'a reçu aucune demande à ce sujet.

Par M. Lane.—Le gouvernement a-t-il reçu pendant la présente session, une requête du Conseil central des Métiers et du Travail de Québec demandant un amendement aux lois scolaires, en vue de rendre les commissaires d'écoles de la cité de Québec éligibles par le peuple, comme dans les autres municipalités de la province ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire amender la loi scolaire dans ce sens ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui.—2. A l'étude.

Par M. Pelletier, (Sherbrooke).—1. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il existe dans le Dominion des sanatoria dans le but de guérir les tuberculeux ?

2. Est-il à la connaissance du gouvernement que plusieurs provinces subventionnent ces institutions ?

3. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'il en existe un dans la province de Québec et, dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention d'aider cette institution ?

4. Une demande d'octroi a-t-elle été faite au gouvernement pour cette institution et, dans l'affirmative, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oûi.—2. Non.—3. Le gouvernement est informé de son existence, mais quant à l'octroi, aucune décision n'a été prise.—4. Oui, sans définir le montant.

M. Perrault propose, appuyé par M. Roy (St-Jean), et la motion est soumise à la Chambre :

"Que, dans l'opinion de cette Chambre, les revenus attribués aux provinces par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord sont insuffisants pour leur permettre de faire face aux besoins du service public, et en même temps de donner l'aide nécessaire à la colonisation, à l'agriculture, au développement de nos industries et à l'amélioration de notre système éducationnel ;

Que l'interprétation donnée à diverses clauses de la constitution a mis en danger l'existence de nos institutions locales ; et

Que le gouvernement du Canada et ceux des autres provinces devraient être invités à se joindre au gouvernement de la province de Québec, pour demander au Parlement du Royaume-Uni d'apporter à l'acte fédératif, des modifications destinées à changer la base sur laquelle est calculé le subside fédéral, à assurer aux provinces un contrôle exclusif sur leurs propriétés publiques et sur les chemins de fer dans leurs limites, à leur permettre d'imposer des droits d'exportation sur les produits de leurs forêts et de leurs mines, et à conférer au gouvernement de la Grande Bretagne le droit de désaveu des lois provinciales exercé maintenant par le gouvernement du Canada."

M. Allard propose, en amendement, appuyé par M. Major :—Que tous les mots après “système éducationnel” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“Que la Chambre tenant compte de la déclaration du Premier Ministre à l'effet que des démarches ont été faites auprès des autorités fédérales, aux fins d'améliorer les relations financières entre le gouvernement du Canada et celui de cette province, a confiance dans le patriotisme et la sagesse du gouvernement pour mener ces négociations à bonne fin.”

M. Champagne propose alors, en sous-amendement, appuyé par M. Cherrier : Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement :

“Que, de plus, cette Chambre espère que le gouvernement du Canada prendra en considération les modifications suggérées par celui de cette province, et y donnera une solution favorable dans un avenir rapproché.”

Et un débat s'élevant ;

L'honorable M. Pelletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de la Chambre :

Bill (No 33) intitulé : “Loi constituant en corporation les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique” ;

Bill (No 116) intitulé : “Loi constituant en corporation l'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal.”

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 33) constituant en corporation les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 116) constituant en corporation l'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, demain.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: Copie de tous ordres-en-conseil nommant A. G. Bourbonnais, écr., député de Soulanges, comme commissaire des incendies, copie de tous ordres-en-conseil le destituant, et aussi copie de tous documents, correspondance et papiers quelconques en rapport avec cette nomination et cette destitution.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 59) amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

M. Lacombe, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 21) accordant certains pouvoirs aux corporations municipales dans la province de Québec.

M. Weir, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 18) amendant l'article 1834 du Code civil concernant l'enregistrement des contrats de mariage.

M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 184) concernant les marguilliers.

M. Morin (St. Hyacinthe), appuyé par M. Hutchinson, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 182) amendant la loi 53 Victoria, chapitre 2, relative à la délimitation de certaines divisions électorales.

M. Lacombe, appuyé par M. Morin (St. Hyacinthe), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Proposé par l'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et

Résolu,—Que cette Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer certaines résolutions concernant les mines.

Résolu,—Que cette Chambre se forme en comité général, demain, pour considérer certaines résolutions concernant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Duffy, et

Résolu,—Qu'à partir de jeudi prochain, le 18 mars courant, il y ait deux séances distinctes par jour; la première de trois heures à six heures; la seconde de huit heures p. m. jusqu'à l'ajournement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 80) concernant les syndicats agricoles; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés:

Bill (No 140) constituant en corporation la Kamou-Tem-Littoral-Électrique;

Bill (No 111) conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada;

Bill (No 78) amendant la loi 45 Victoria, chapitre 54, concernant la " Liverpool and London and Globe Insurance Company " ;

Bill (No 149) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 123) divisant la municipalité de St-Malo ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 63) amendant la charte de la " Canadian Electric Light Company " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 58) amendant la charte de la cité de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 4 mars 1902, pour copie d'un état de tout argent payé par le gouvernement provincial depuis 1875, en prime, à l'industrie du sucre de betteraves et, en subventions, pour l'encouragement et le développement de cette industrie depuis cette date.

(Document de la session No 52.)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 5 mars 1902, pour copie de tous arrêtés-en-conseil, rapports, requêtes et correspondance touchant la démission de J.-A. Marquis, de Matane, comme inspecteur du revenu, et la nomination de Christophe Chouinard, de Sandy Bay, en ses lieu et place.

(Document de la session No 58.)

Et, réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en date du 7 mars 1902, demandant la production: 1. de copie de tous arrêtés-en-conseil, rapports, contrats et de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie du Pont de Québec, depuis le 21 février 1901, ayant trait à la construction de ce pont.

2. Un état indiquant les sommes payées par le gouvernement à cette compagnie, avec les dates de tels paiements.—(Document de la session No 54.)

L'honorable M. Gouin dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur:—Les rapports pour l'année expirant le 30 juin 1901, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec et adressés à l'honorable Ministre de la Colonisation et des Travaux publics de la province de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Edouard VII chapitre 2.

(Document de la session No 55.)

Sept heures et demie p. m.

La Chambre prend en considération les bills privés, conformément à la règle 19.

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke), ait la permission de présenter un Bill (No 152) constituant en corporation la " Power, Pulp and Paper Company of North America ".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 118) amendant la charte de la compagnie de téléphone du comté de Montmorency; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 144) concernant la succession de Henry-Mathias Balcer; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Daignault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 46) confirmant les ventes faites à Raymond C. Savage et Joseph-Léopold Dozois de certains immeubles appartenant à la succession de feu Mathilde Beaubien; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 50) ratifiant un certain contrat entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement No 263 de la cité de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 120) accordant certains pouvoirs à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 143) constituant en corporation "Beth Hamedrash Haggodol

Chevra Shaas"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 142) amendant la charte de la corporation des juifs allemands et polonais de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Clapperton fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 75) amendant la loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Giard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 135) pour séparer l'île d'Anticosti du comté de Saguenay quant aux fins municipales; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 49) amendant la loi 57 Victoria, chapitre 57,

concernant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et la modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que la troisième lecture du bill soit renvoyée à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 115) concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (B) du Conseil législatif, amendant la loi 39 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation le " Compton Ladies' College."

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 131) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre K. McKeown au nombre de ses membres, après examen.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 122) accordant certains pouvoirs à la " New Richmond Lumber Company, Limited " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dorris fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée :

Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 171) amendant l'article 857 du Code civil ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Champagne, proposé à l'amendement de M. Allard, fait à la motion de M. Perrault, laquelle motion se lisant comme suit : —“ Que, dans l'opinion de cette Chambre, les revenus attribués aux provinces par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord sont insuffisants pour leur permettre de faire face aux besoins du service public, et en même temps de donner l'aide nécessaire à la colonisation, à l'agriculture, au développement de nos industries et à l'amélioration de notre système éducationnel ;

“ Que l'interprétation donnée à diverses clauses de la constitution à mis en danger l'existence de nos institutions locales, et

“ Que le gouvernement du Canada et ceux des autres provinces devraient être invités à se joindre au gouvernement de la province de Québec pour demander au Parlement du Royaume-Uni d'apporter à l'acte fédératif des modifications destinées à changer la base sur laquelle est calculé le subside fédéral, à assurer aux provinces un contrôle exclusif sur leur propriétés publiques et sur les chemins de fer dans leurs limites, à leur permettre d'imposer des droits d'exportation sur les produits de leurs forêts et de leurs mines, et à conférer au gouvernement de la Grande-Bretagne le droit de désaveu des lois provinciales exercé maintenant par celui du Canada” ;

Lequel amendement est ainsi conçu :

“ Que tous les mots après “ éducationnel ” soient remplacés par les suivants :

“ Que la Chambre tenant compte de la déclaration du Premier Ministre, à l'effet que des démarches ont été faites auprès des autorités fédérales, aux fins d'améliorer les relations financières entre le gouvernement du Canada et celui de cette province, a confiance dans le patriotisme et la sagesse du gouvernement pour mener ces négociations à bonne fin ” ;

Et lequel sous amendement se lit comme suit :

“ Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :

“ Que, de plus, cette Chambre espère que le gouvernement du Canada prendra en considération les modifications suggérées par celui de cette province et y donnera une solution favorable dans un avenir rapproché ”.

Et la Chambre continue de siéger après minuit.

Jeudi, 13 mars 1902.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gosselin (Missis.),</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Major,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin (Gharlev.),</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin (Iberville)</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Weir.—41.</i>
<i>Delâge,</i>			

CONTRE

Messieurs :

<i>Flynn,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Pelletier (Dorc.) et</i>	<i>Tellier.—6.</i>
<i>Giard,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

Le sous amendement est adopté.

L'amendement, ainsi modifié, étant ensuite soumis, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que précédemment.

Et la motion principale, ainsi amendée, étant alors soumise, la Chambre l'adopte sur la même division que la précédente.

La Chambre ayant siégé jusqu'à une heure et demie, jeudi matin, s'ajourne alors à trois heures aujourd'hui.

Jeudi, 13 mars 1902.

Trois heures p. m.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Giard,—de J. A. McAuley et autres, de Marston, Compton ; et de H. Roberge et autres, de Chesham, Compton.

M. Cardin, président *pro tem.* du comité des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement, savoir :

Bill (No 54) amendant la charte de la “Transit Insurance Company.”

Bill (No 76) pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins.

Aussi les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 35) amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal.

Bill (No 72) constituant en corporation la “Beauharnois Light, Heat & Power Company.”

Bill (No 119) constituant en corporation “The Mount Royal Insurance Company.”

Bill (No 137) concernant l'Union Mutuelle Universelle.

Et Bill (No 150) constituant en corporation la Compagnie Electrique de Sorel.

Le promoteur du bill No 125.—“Loi amendant la charte de l'Association des barbiers de la province de Québec” ayant déclaré qu'il ne désirait pas procéder avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit bill.”

M. Allard, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie dite “The Shawinigan Water & Power Company,” demandant une loi la constituant en corporation et a trouvé que les avis donnés sont suffisants.”

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec un amendement :

Bill (No 184) concernant les marguilliers.

“ Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill (No 18) amendant l'article 1824 du Code civil concernant l'enregistrement des contrats de mariage ;

Bill (No 174) amendant les Statut refondus concernant les notaires et les registrateurs ;

Bill (No 104) amendant la loi relative aux corporations de villes ;

Et Bill (No 182) amendant la loi 53 Victoria, chapitre 2.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés, savoir :

Bill (No 82) amendant la loi concernant les sténographes de la Cour supérieure ;

Et Bill (No 99) amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal. (Ce dernier bill ayant été retiré.)”

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le Bill (No 62) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis, et l'a adopté avec certains amendements.”

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un Bill (No 14) amendant la loi du Barreau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 187) amendant l'article 535 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill (No 145) amendant la loi constituant en corporation la “ Shawinigan Water and Power Company.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Giard.— 1. A quelle date le Gouvernement a-t-il modifié le tarif en ce qui regarde les droits de coupe sur le bois dit de pulpe de manière à le fixer à 65 cts la corde, avec une réduction de 25 cts pour le bois converti en pulpe, en Canada ?

2. A-t-il appliqué ce nouveau tarif au bois coupé antérieurement à ce changement et pour lequel il n'y avait pas paiement ou règlement de compte ?

3. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Le 1er juin 1901.—2. Oui pour certains bois impropres au sciage et partiellement manufacturés dans la province, avant exportation.—3. Pour un montant de \$855.40.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, appuyé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Copie du rapport du comité judiciaire du Conseil Privé, en date du 8 décembre 1901, au sujet de l'appel de la cour du Banc du Roi, pour la province de Québec, siégeant en appel, entre la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, appelante, et Adrien Roy, intimé ;

2. Copie de tout arrangement ou convention en vertu de laquelle la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien a payé les frais dans la dite cause, malgré qu'elle l'ait gagnée.

3. Copie de toutes pièces ou documents sur lesquels le Conseil Privé a déclaré se baser pour décider la dite cause quant aux frais.

Proposé par M. Lane, secondé par M. Blanchard, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, requêtes, pétitions, correspondance, etc., relativement à l'érection civile de la paroisse de St-Alphonse de Liguori, dans le comté de Bonaventure et relativement au rapport des commissaires civils touchant l'érection civile de la dite paroisse.

Proposé par l'honorable M. Flynn, appuyé par l'honorable M. LeBlanc, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance au sujet d'un octroi ou concession de terre en faveur des volontaires qui ont servi en 1866 ou en 1870, à l'occasion des incursions sur la frontière canadienne.

Proposé par M. Giard, secondé par M. Tellier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet de la question de l'élection par le peuple des commissaires d'écoles pour la cité de Québec.

Proposé par M. Gillies, secondé par M. Walker, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état des limites à bois vendues ou sous licence, dans la province de Québec ; des noms des acheteurs primitifs, des propriétaires actuels, ainsi que des dates et prix d'achat.

Proposé par M. Caron (Maskinongé), secondé par M. Lacombe, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état démontrant les sommes d'argent qui ont été payées à certaines municipalités, pour creusage de rivière, égouttement ou drainage de terrain, depuis 1880 ; aussi les rapports qui ont pu être faits sur ces travaux.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé du montant de \$17,438.50 dépensé pour arpentages et explorations en rapport avec les chemins de colonisation durant l'année finissant le 30 juin dernier (comptes publics 1901, page 226), avec indication du nom et de la résidence de chaque personne qui a touché aucune partie de ce montant et de l'objet pour lequel chaque somme a été dépensée et payée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 38) intitulé : " Loi autorisant la Chambre des notaires à admettre Louis Savard à la pratique du notariat, après les examens requis."

Bill (No 51) intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la " North Shore Power Company."

Bill (No 53) intitulé : " Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Percy Clare Duboyce à l'exercice de la profession de notaire, après examen."

Bill (No 55) intitulé : " Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau à la pratique de la profession de notaire."

Bill (No 61) intitulé : " Loi amendant la charte de la Compagnie hypothécaire."

Bill (No 3) intitulé : " Loi concernant l'Hôpital protestant des aliénés."

Bill (No 7) intitulé : " Loi amendant la loi de l'Instruction publique."

Bill (No 105) intitulé : " Loi amendant l'article 5512 des Statuts refondus relatif au rachat des rentes seigneuriales."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 40) intitulé : "Loi constituant en corporation "The B. & S. H. Thompson & Co., Limited."

Bill (No 41) intitulé : Loi constituant en corporation la "Henderson & Potts Company, Limited."

Bill (No 42) intitulé : "Loi amendant la Charte de la "Canada Switch and Spring Company, Limited."

Bill (No 45) intitulé : "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Ernest E. Vipond au nombre de ses membres."

Bill (No 52) intitulé : "Loi constituant en corporation "The Montreal Medico Chirurgical Society."

Bill (No 126) intitulé : "Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de Papier Rolland."

Bill (No 98) intitulé : "Loi amendant l'article 2161 du Code civil."

Et Bill (No 106) intitulé : "Loi amendant l'article 2547 des Statuts refondus, concernant la qualification foncière des juges de paix."

Et, aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 56) intitulé : "Loi concernant le cimetière Notre Dame des Neiges".

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 56) concernant le cimetière de Notre Dame des Neiges et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné, Que la considération de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

M. Prévost, député de Terrebonne, se lève de son siège et appelle l'attention de la Chambre sur le passage suivant, extrait d'un article publié le sept mars courant par un journal de Montréal, intitulé : *The Montreal Herald* et qui se lit comme suit :

(TRADUCTION)

"La corruption effrénée qui règne à Québec a été encore très clairement démontrée et le prix des votes varie toujours de \$25 à \$500. Un des membres de la délégation civique a déclaré que si la cité avait voulu combattre le feu par le feu, \$30,000 auraient à peine suffi. La cité n'a pas les moyens de rencontrer l'ennemi sur son propre terrain, puisque, jusqu'à présent, elle ne dispose même pas des fonds nécessaires pour faire face aux dépenses légitimes d'une délégation à Québec."

M. Prévost propose, appuyé par M. Duhamel et il est

Résolu, — Que cette partie de l'article paru dans le dit *Montreal Herald* le sept mars courant constitue une grave violation des privilèges de cette Chambre.

Ordonné, — Que M. J. S. Brierley, directeur-gérant du *Montreal Herald*, soit appelé à comparaître à la barre de cette Chambre, mardi, le 18 courant, à trois heures et demie de l'après-midi.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre: La réponse supplémentaire à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 21 février 1902, demandant copie de tous arrêtés-en-conseil, rapports, circulaires, correspondance, touchant la publication, la distribution du livre d'école "Mon Premier Livre" et concernant la distribution gratuite de livres de classe, en général.

(Document de la session 23 a).

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures, ce soir.

Huit heures, p. m.

Ordonné, — Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 13) concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (No 189) amendant l'article No 291 du Code municipal, concernant la qualification électorale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné, — Que M. Hutchinson ait la permission de présenter un Bill (No 190) amendant l'article 4705 des Statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 49) amendant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal.

M. Lacombe, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 68) constituant en corporation la Compagnie de Pulpe de Métabetchouan ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement,

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 84) autorisant la construction d'un pont de péage sur la rivière Saint-François, entre la ville de Richmond et le village ou canton de Melbourne ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 48) constituant en corporation " The Matthew Moody & Sons Company " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (No 180) amendant la charte de la cité de Hull ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 66) ratifiant et confirmant la vente de certains terrains, dans le canton de Gosford, faite par la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean à la "Quebec and Lake Saint-John Railway Lumbering and Trading Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Saint-Hyacinthe) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 150) constituant en corporation la Compagnie électrique de Sorel; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 54) amendant la charte de la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin (Missisquoi) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 76) pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry et pour autres fins; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M.

Tanguay fait rapport que le comité a examiner le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 72) constituant en corporation la "Beauharnois Light, Heat and Power Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 35) amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 119) constituant en corporation la Compagnie d'assurance Mont-Royal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 137) concernant l'Union Mutuelle Universelle; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 62) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 33) constituant en corporation les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique, et les dits amendements sont de nouveau lus et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 116) constituant en corporation l'Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal. et les dits amendements sont de nouveau lus et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 56) concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Les bills suivants sont lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (No 157) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William-Charles Mills à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill (No 141) constituant en corporation la Société d'administration générale ;

Bill (No 138) amendant la charte de la ville de Lachine ;

Bill (No 152) constituant en corporation " The Power Pulp and Paper Company of North America."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 113) concernant la compagnie du chemin de fer de St-Jean Chrysostôme.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 154) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Napoléon Landry à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

M. Doris, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général.

Proposé par M. Chicoyne, secondé par M. Tellier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—1. Copie d'une liste aussi complète que possible des sociétés de secours mutuel organisées en vertu des lois de la province de Québec et y faisant des opérations.

2. D'une liste de telles sociétés qui ont transmis à l'inspecteur du gouvernement le rapport exigé par l'Acte 62 Victoria, chapitre 32.

3. D'un résumé de tels rapports faisant connaître le nom corporatif de chaque société, le nombre de ses membres, sa principale place d'affaires et l'adresse de ses principaux officiers.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 91) amendant la loi concernant les dentistes ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 97) amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 180) amendant la loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matière de taxes; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le le Bill (No 25) amendant la loi électorale de Québec, 1895; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 101) détachant du comté de Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi pour toutes les fins; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Doris fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 184) concernant les marguilliers; et, après avoir siégé quelque

temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 18) amendant l'article 1834 du Code civil concernant l'enregistrement des contrats de mariage; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 174) amendant les Statuts refondus concernant les notaires et les registrateurs; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 104) amendant la loi relative aux corporations de ville; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 95) amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires.

M. Blanchard propose, appuyé par M. Neault,—et la proposition étant soumise à la Chambre:—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy, (Kamour.)</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy, (Montmag.)</i>
<i>Caron, (Maski.)</i>	<i>Gosselin, (Iberv.)</i>	<i>Morin, (St-Hyac.)</i>	<i>Roy, (St-Jean,)</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gosselin, (Missis.)</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier, (Rim.) et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tourigny.—34.</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Lacombe,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Delaney,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier, (Dorch.)</i>	<i>Taschereau,</i>	<i>Walker.—19.</i>
<i>Gillies,</i>	<i>Pelletier, (Sherb.)</i>		

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et motion étant faite : Que ce bill soit renvoyé au comité général de la Chambre, à la prochaine séance ;

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guerin, propose en amendement, que ce bill ne soit pas renvoyé au comité général de la Chambre, à sa prochaine séance, mais qu'il soit renvoyé au comité de législation, etc.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Morin, (St-Hyac.),</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Tessier (Rim.), et</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>	<i>Walker.—21.</i>
<i>Dion,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Major,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Gosselin (Missisq.)</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pelletier (Dorch.)</i>	<i>Tourigny.—26.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Perrault,</i>	
<i>Delaney,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Petit,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise et elle est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 24) autorisant les conseils municipaux à prohiber la vente des liqueurs enivrantes.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois

M. Dupuis, appuyé par M. Bissonnette, propose que ce bill soit immédiatement renvoyé au comité général.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise, et les noms étant appelé, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bissonnette,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Pelletier, (Dorc.),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Cochrane,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Weir.—27.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Neault,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin (Miss.)</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier (Portn.),</i>
<i>Delaney,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Tessier (Rim.) et</i>
<i>Fiset,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy, (Kam.),</i>	<i>Tourigny.—26.</i>

La proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 115) concernant la succession de feu l'honorable J. O. Villeneuve.

M. Allard propose, appuyé par M. Major,—et la motion étant soumise à la Chambre :—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Taschereau propose, en amendement, secondé par M. Tanguay : "Attendu que l'objet principal du bill (No 115) est de priver les petits enfants de feu l'honorable J. O. Villeneuve des rentes viagères et des autres biens qu'il leur a légués par son testament. Attendu qu'il est de la plus haute importance de réagir contre la tendance à changer les testaments, laquelle s'accroît d'avantage de session en session.

Il soit résolu que cette Chambre considère qu'il est de son devoir de résister à cette tendance et que ce bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il ne le soit que dans six mois."

Et la Chambre continue de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin

Vendredi, 14 mars 1902.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Chicoyne, Flynn,	Giard, Pelletier (Dorc.),	Roy (Kamour.), Tanguay,	Taschereau et Tessier (Rim.)—8.
---------------------	------------------------------	----------------------------	------------------------------------

CONTRE :

Messieurs

Allard, Bergevin, Bissonnette, Bourbonnais, Cardin, Chauret, Chênevert, Cherrier, Clapperton, Décarie, Déchêne,	Delaney, Dion, Dupuis, Fiset, Gillies, Girard, Godbout, Gosselin (Iberv.), Gosselin (Missis.), Guerin,	Kennedy, Lacombe, Laferté, Lane, Major, Morin (St-Hyac.), Neault, Parent, Pelletier (Sherb.), Petit,	Pilon, Prévost, Robitaille, Roy (Montmag.), Roy (St-Jean), Smith, Tessier (Portn.), Tourigny, Walker et Weir.—41.
---	---	---	--

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors proposée.

La Chambre se divise et, les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (St-Hyac.)</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier (Portn.),</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin (Miss.)</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	<i>Walker et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—41.</i>
<i>Déchêne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Chicoyne,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Roy (Kam.),</i>	<i>Tuschereau et</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>	<i>Tanguay,</i>	<i>Tessier (Rim.)—8.</i>

La proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 28) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Dorris, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 91) amendant la loi concernant les dentistes ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant faite : Que ce bill soit lu maintenant la troisième fois.

M. Prévost propose, appuyé par M. Bergevin, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois" soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bergevin,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Prévost et</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy (Montm.)—8.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorc.),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—30.</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy, (Kam.),</i>	
<i>Delaney,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Roy, (St-Jean)</i>	

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

La motion principale est alors soumise à la Chambre et elle est résolue dans l'affirmative sur la même division prise en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à une heure et demie du matin, elle s'ajourne à trois heures, aujourd'hui.

Vendredi, 14 Mars 1902

Trois heures p. m.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De F. A. Stevenson et autres, de Montréal, demandant que le bill (No 91) amendant la loi des dentistes ne devienne pas loi ;

De E. Roberge et autres, du township de Chesham et de J. A. McAuley et autres, du township de Marston, demandant respectivement que le bill (No 186) détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de " Comté du Lac Mégantic " pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture, ne devienne pas loi.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le Bill (No. 74) revisant la loi constituant en corporation les huissiers du district de Montréal,—et l'a adopté avec certains amendements.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté, savoir :

Bill (No 178) amendant le Code de procédure civile. "

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 129) amendant la charte de la cité de St-Henri ;

Bill (No 124) concernant la " Provincial Light, Heat and Power Company " ;

Bill (No 117) constituant en corporation la Compagnie Sainte-Anne ;

Bill (No 155) constituant en corporation la Compagnie d'Exposition agricole et industrielle de Saint-Jean, P. Q. ;

Bill (No 132) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère ;

Bill (No 67) revisant et consolidant la charte de la ville de Westmount et constituant la dite ville en cité.

Aussi les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill (No 156) refondant la charte de l'Union St-Pierre de Montréal ;

Bill (No 146) concernant la " Shawinigan Carbide Company " ;

Bill (No 133) constituant en corporation l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal ;

Bill (B) amendant la loi 39 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation " The Compton Ladies' College " ;

Au sujet du bill (No 136) détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de " comté du Lac Mégantic " pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture, votre comité désire appeler l'attention de votre honorable Chambre sur le fait que cette mesure implique une dépense de deniers publics et qu'elle est en conséquence sujette à l'article 41 des règles de l'Assemblée législative qui en exige l'examen en comité général et le consentement du Lieutenant-Gouverneur avant qu'elle ne soit prise en considération par votre comité ".

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (No 185) amendant l'article 121 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Proposé par M. Roy (Montmagny), secondé par M. Cochrane, et—

Ordonné,—Que le Bill (No 125) amendant la charte de l'Association des barbiers de la province de Québec soit retiré et que l'honoraire du dit bill soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 10) amendant la loi de chasse de Québec.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé en comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 175) concernant les médecins vétérinaires ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 30) amendant la loi relative aux arpenteurs ; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois,

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 22) amendant la loi d'incorporation des compagnies à fonds social.

M. Weir, appuyé par M. Hutchinson, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 16) amendant l'article 212 de la loi de l'Instruction publique.

M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 17) concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales.

M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lacombe.—M. Cochrane, maire de Montréal, membre de cette Chambre, a-t-il, à propos du bill No 49 : " Loi amendant la charte de la cité de Montréal " jamais fait à quelqu'un les déclarations suivantes, contenues dans un journal intitulé : "*The Montreal Herald*," en date du 3 mars courant :

" Mayor Cochrane says that the bill of the Notre-Dame Street East property-owners, fostered by those who are anxious to have the city assume a portion of their indebtedness, certainly should not pass the Legislature, but that is about as far as his limited faith in the sense of justice possessed by some of the legislators will permit him to go.

" It is not merely a matter of \$186,000," said His Worship, in conversation with a "*Herald*" reporter this morning ; " If it were that would be a comparatively small matter. The passage of the bill in question would be the signal for a general raid on the civic treasury and the city would be literally put back twenty years—it would be in the position of not having a cent to its name. It is, therefore, not a matter of hundreds of thousands, it is a matter of millions.

" If the property-owners in Notre-Dame Street East obtain the passage of their bill, they will not only be in a position to refuse the payment of the \$186,000 still outstanding on account of the expropriation, but they will be enabled to demand a refund of the amount already paid with interest. The city has been charging them 6 per cent per annum on the amount outstanding. Would they not, therefore, be right in demanding a similar amount of interest on the refund ?

" But the bill has effects more far-reaching even than that. Immediately upon its passage, we would have similar demands made by property-owners in all the other streets upon which expropriations have taken place—in Lagauchetière, in St. Lawrence main, etc. I have myself paid \$30,000 out on account of expropriations. Would I not be entitled to get that amount back with interest ? And every body, you may be assured, would feel the same way.

" In the meantime, however, I am doing everything in my power to prevent the passage of the measure. The worst of it is that our past experience does not afford us much faith in the disposition of the Legislature to accord Montreal justice. Anybody, seemingly, can get any kind of a measure passed down there. You could go to Quebec to-morrow and secure a bill to dispossess me of my property, and no one would think of

ever expressing surprise over your success. That is about the way things stand at Quebec. It would be fatuous to prophesy what will be done ; no one can tell until after the event."

Ou quelques déclarations analogues.

Réponse par M. James Cochrane : J'ai eu une entrevue, à Montréal, avec des reporters au sujet du Bill No 49, mais le rapport du "Herald", n'est pas exact. J'ai toujours été et je suis encore consciencieusement opposé à ce bill et j'ai fait de mon mieux pour le combattre, mais je n'ai jamais eu l'intention de mettre en doute la dignité de cette Chambre ou de ses membres.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 145) amendement la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company."

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 11 mars 1902, pour copie de tous ordres-en-conseil et de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec, ou aucun de ses membres, et la Compagnie du Pont de Montréal (Montreal Bridge Company) ou toutes autres compagnies ou toutes personnes demandant un subside pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, entre la ville de Montréal et la ville de Longueuil ou tout autre point sur la rive sud du Saint-Laurent et tous documents se rapportant à cette question.

(Document de la session No 56.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1902, pour copie de toute correspondance, pétitions adressées au gouvernement au sujet de la nomination des syndics des écoles protestantes dissidentes de Lévis, depuis le 1er mai 1900 au 1er mai 1901.

(Document de la session No 57.)

Proposé par M. Allard, secondé par M. Major, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, requêtes et autres documents, en la possession du gouvernement, concernant la mise en opération de la ligne du chemin de fer entre Drummondville et Sorel, dans les comtés de Drummond, Yamaska, Richelieu, depuis le 1er janvier 1892.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Déchêne, et

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à quatre heures moins cinq minutes, s'ajourne à huit heures, ce soir.

Huit heures p. m.

Proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Tessier (Portneuf), et

Ordonné,—Que toutes les règles de cette Chambre relatives aux pétitions pour bills privés et aux bills privés, y compris celles relatives aux dépôts et aux frais d'impression soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal, ainsi qu'un bill basé sur la dite pétition, amendant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.

Et la dite pétition demandant des amendements à la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal est lue et reçue.

M. Lacombe présente alors le Bill (No 159) amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital Notre-Dame de Montréal, et ce bill est lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

M. Prévost, député de cette Chambre se lève de son siège et se plaint de certains articles publiés dans le journal "*The Montreal Star*" de Montréal, en date du 12 et du 13 Mars courant, et portant atteinte à la dignité de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 13) concernant le bureau d'enregistrement du comté de Wright.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 74) revisant la loi constituant en corporation les huissiers du district de Montréal; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 124) accordant certains pouvoirs additionnels à "*The Provincial Light, Heat and Power Company*" et confirmant ceux qu'elle possède

déjà ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 117) constituant en corporation la Compagnie Sainte-Anne ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 67) revisant et refondant la charte de la ville de Westmount, et constituant en cité la dite ville ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 155) constituant en corporation la Compagnie d'exposition agricole et industrielle de St-Jean, P. Q. ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 156) amendant la charte de l'Union St-Pierre de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Montmagny) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 146) concernant la "Shawinigan Carbide Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 133) constituant en corporation l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour considérer le Bill (B) du Conseil législatif.—Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation le Collège des Dames de Compton; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kennedy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le dit bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 139) revisant la charte de la ville de Fraserville.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement a-t-il reçu du conseil municipal de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis, une demande d'argent pour la reconstruction de plusieurs ponts qui auraient été emportés par les eaux, l'automne dernier?

2. Dans l'affirmative, cette demande a-t-elle été accordée, ou doit-elle l'être, et pour quel montant?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—Non.

Par M. Giard.—1. Le ministre des Terres, Mines et Pêcheries a-t-il accordé, dans le courant de l'été dernier, à M. Alexandre Taschereau, député de Montmorency, un permis pour faire la chasse dans la province de Québec pour des fins scientifiques ?

2. Dans l'affirmative, quelle était la forme et la durée de ce permis et par qui a-t-il été remis à M. Taschereau ?

3. M. Taschereau a-t-il fait au département des Terres, Mines et Pêcheries un rapport du nombre d'animaux ou de la quantité de gibiers pris ou tués en vertu de tel permis, comme le veut la loi ?

Réponse par l'honorable S. N. Parent :—1. Oui ; 2. Un permis spécial a été accordé à M. Taschereau par le ministre des Terres, Mines et Pêcheries pour quelques jours seulement—ces sortes de permis ont, de temps à autre, été donnés sous les administrations précédentes ; 3. Non.

Par M. Fiset.—Le gouvernement se propose-t-il de continuer l'établissement d'écoles du soir dans différents centres manufacturiers, notamment dans la ville de Shawinigan ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—C'est la politique du gouvernement, en thèse générale, d'établir des écoles du soir dans les centres industriels.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 17 mars 1902.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (No 121) autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill (No 131) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Kenneth McKeown au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 157) autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre William Charles Mills à exercer la médecine et la chirurgie ;

Bill (No 154) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Napoléon Landry à exercer la profession de médecin et de chirurgien dans la province de Québec ;

Bill (No 159) amendant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.

Aussi les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 64) autorisant Joseph Antoine Germano à exercer la profession de notaire dans cette province ;

Bill (No 153) autorisant Napoléon Lemay à exercer la profession de notaire dans cette province ;

Bill (No 149) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts”.

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le Bill (No 147) constituant en corporation la “Shawinigan Falls Terminal Railway Company”, et l'a adopté avec un amendement”.

Ordonné—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill (No 195) amendant les articles 59a et 130 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Laferté ait la permission de présenter un Bill (No 194) amendant la loi concernant la cour de circuit du comté de Drummond.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (C) intitulée: "Loi amendant l'article 683 du Code de procédure civile pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 128) amendant la charte de la ville de Lévis ;

Bill (No 44) amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital des aliénés protestants.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill No (148) constituant en corporation la société de Saint Vincent de Paul de Québec, sans amendement.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 128) amendant la charte de la ville de Lévis, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 44) amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital des aliénés protestants et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Déchêne, et

Ordonné.—Que le Bill (C) du Conseil législatif amendant l'article 683 du Code de procédure civile soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (117) constituant en corporation la compagnie Sainte-Anne.

M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 132) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

L'honorable M. Pelletier—1. Les propriétaires de l'hôtel connu sous le nom de Château Saguenay, à Chicoutimi, ont-ils pris une licence pour la vente des liqueurs enivrantes pour l'année courante ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date a été prise cette licence, et quand a-t-elle été payée ?

3. Pendant combien de temps a-t-il été vendu de liqueurs enivrantes au Château Saguenay, depuis le 1er mai 1901 ?

4. Y a-t-il eu des plaintes de faites pour la vente de boissons sans licence, contre le Château Saguenay, depuis le 1er mai 1901 ?

5. Dans l'affirmative, a-t-il été procédé sur ces plaintes ?

6. Y a-t-il eu une licence d'accorder au Château Saguenay pour la vente de liqueurs enivrantes pour l'année 1900-1901 ?

7. Dans l'affirmative, à quelle date cette licence a-t-elle été prise, et combien a-t-il été payé pour l'obtenir ?

1. Réponse par l'honorable M. Duffy :—Oui.

2. La licence a été payée et émise sur réception des droits entiers fixés par la loi (\$180.00 et \$5.00 d'honoraires) le 24 février dernier.

3. Le gouvernement n'a reçu aucun renseignement sur ce point.

4. Non.

5. Répondu par No. 4.

6. Oui.

7. Le 16 juillet 1900.—Prix entier \$180.00 et \$5.00 d'honoraires.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Quel est le montant qui a été dépensé et payé par le gouvernement pour chemins de colonisation dans toute la province, depuis le 30 juin dernier jusqu'à ce jour ?

2. Quelle a été la part du comté de Dorchester dans le montant ainsi dépensé et payé, et à qui a-t-elle été payée ?

3. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas accordé au comté de Dorchester pour ses chemins et ponts de colonisation, plus qu'il ne lui a accordé depuis le 30 juin dernier ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : — 1. \$78,236.24 y compris l'item " Visites et explorations — 2. \$1000.00 plus \$500 00 à même le subside des sociétés de colonisation — 3. La part faite au comté de Dorchester est en proportion de celle faite aux autres comtés.

Par M. Chauret. — 1. La municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1 a-t-elle, par son secrétaire-trésorier, fait une demande pour une distribution gratuite de " Mon Premier Livre " ?

2. Dans l'affirmative, quand et combien d'exemplaires lui ont été adressés ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : — Non.

Proposé par l'hon. M. Pelletier, secondé par l'hon. M. Flynn, et
Résolu, — Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : — Copie de tous ordres du conseil, papiers, documents, correspondances, rapports d'inspecteurs du revenu et des autres documents ayant rapport à la vente des liqueurs enivrantes au Château Saguenay, dans la ville de Chicoutimi, pour les années 1900-1901, 1901-1902.

Ordonné, — Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 25) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

Ordonné, — Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, — Que le dit bill soit renvoyé au comité de législation pour être de nouveau pris en considération.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 24) autorisant les conseils municipaux à prohiber la vente des liqueurs enivrantes.

Ordonné, — Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, — Que le bill soit renvoyé au comité de législation afin de le reconsidérer.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 85) amendant la loi 50 Victoria, ch. 15, section 1; et, après avoir

siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 14) amendant la loi du Barreau.

M. Dupuis, appuyé par M. Roy (St-Jean), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 24 février 1902, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents quelconques se rapportant à la nomination d'un protonotaire conjoint pour le district de Kamouraska.

(Document de la session No 58.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 mars 1902, pour la copie de tous documents et correspondance se rapportant à l'établissement d'une école normale à Rimouski.

(Document de la session No 59.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1902, pour la production d'un état détaillé de la somme de \$44.674.05, mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1901 au 19 février 1902, comme ayant été dépensée pour écoles élémentaires en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3.

(Document de la session No 60.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du treize mars 1902, pour copie : 1. D'une liste aussi complète que possible des sociétés de secours mutuel organisées en vertu des lois de la province de Québec et y faisant des opérations.

2. D'une liste de telles sociétés qui ont transmis à l'inspecteur du gouvernement le rapport exigé par l'Acte 62 Victoria, chapitre 32.

3. D'un résumé de tels rapports faisant connaître le nom corporatif de chaque société, le nombre de ses membres, sa principale place d'affaires et l'adresse de ses principaux officiers.

(Document de la session No 61.)

L'hon. M. Parent propose, secondé par l'hon. M. Déchène et il est
Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à six heures moins dix minutes,
s'ajourne à ce soir

Huit heures p. m.

Ordonné,—Que M. Tessier (Rimouski) ait la permission de présenter un bill (No 192) amendant l'article 536 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dupuis ait la permission de présenter un bill (No 191) amendant l'article 2621 des statuts refondus concernant les jurés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (No 199) amendant l'article 2006 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 124) accordant certains pouvoirs additionnels à " The Provincial Light, Heat and Power Company " et confirmant ceux qu'elle a déjà.

M. Lacombe, appuyé par M. Blanchard, propose que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 132) pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère.

M. Taschereau, appuyé par M. Lacombe, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 147) constituant en corporation la "Shawinigan Falls Terminal Railway Company"; et, après avoir siégé quelque temps. M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 131) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre K. McKeown au nombre de ses membres, après examen; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant soumise à la Chambre: Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 157) autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William Charles Mills à la pratique de la médecine et de la chirurgie; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que ce bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la motion étant soumise à la Chambre: Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 154) autorisant Napoléon Landry à exercer la profession de médecin et de chirurgien dans la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (Charlevoix) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la motion étant soumise : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 159) amendant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 64) autorisant Joseph-Antoine Germano à exercer la profession de notaire dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée à la Chambre par M. l'Orateur.—Ce bill sera-t-il lu une troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 158) autorisant Napoléon Lemay à exercer la profession de notaire dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy (Kamouraska), fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (No 174) amendant les Statuts refondus concernant les notaires et les registrateurs ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 182) amendant la loi 53 Victoria, chapitre 2, relative à la délimitation de certaines divisions électorales ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Kennedy, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 89) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 185) amendant l'article 121 du Code de procédure civile.

M. Robitaille, appuyé par M. Roy (Kamouraska), propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divisa,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (C du Conseil législatif) amendant l'article 683 du Code de procédure civile.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. LeBlanc fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les mines.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Déchène, —et la motion étant soumise à la Chambre: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Parent informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de déterminer pour chaque minéral, lorsqu'il s'agit de métaux inférieurs, l'étendue de terrain qui pourra être concédée à une même personne.

Résolu, 2. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer les prix des concessions minières lorsqu'il s'agit de l'exploitation de métaux inférieurs.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Robitaille rapporte alors les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de déterminer pour chaque minéral, lorsqu'il s'agit de métaux inférieurs, l'étendue de terrain qui pourra être concédée à une même personne.

Résolu, 2. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer le prix des concessions minières lorsqu'il s'agit de l'exploitation de métaux inférieurs.

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues, une deuxième fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général les résolutions proposées concernant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Déchène : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Parent informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance des dites résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se constitue alors en comité général.

(EN COMITÉ.)

Attendu que la colonisation et l'industrie forestière sont des facteurs puissants du progrès de la province et du bien-être de ses habitants, et qu'il importe de rechercher les moyens les plus propres à faire disparaître ce qui peut être de nature à les gêner ou retarder.—qu'il soit—

Résolu, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer une commission composée de trois commissaires et d'un secrétaire qui sera chargée :

1. De faire une étude critique de la loi et des règlements concernant les terres publiques, les bois et forêts, les sociétés, travaux et chemins de colonisation et la protection des colons, ainsi que de la mise à exécution de ces lois et règlements ;
2. De s'enquérir du nombre et des causes des conflits entre les colons et les porteurs de licences de coupe de bois, et d'aviser au moyen de les prévenir et de les faire disparaître ;
3. De rechercher quelles sont les régions les plus avantageuses pour la colonisation ;
4. De s'assurer si les chemins de colonisation existants suffisent pour donner accès aux bonnes terres à culture, si l'étendue des terres arpentées est assez considérable, et si le travail des sociétés de colonisation mérite d'être encouragé ;
5. De constater s'il est opportun, dans l'intérêt de la colonisation et de la province, de contribuer à la construction de certains ponts et d'accorder des subsides en terres à certaines compagnies de chemin de fer ;
6. D'étudier les projets ou systèmes nouveaux qui pourraient lui être soumis, et de recommander, tout en tenant compte de l'exiguité des ressources pécuniaires de la province, ceux qui seront de nature à apporter des modifications aux lois et règlements propres à activer l'œuvre de la colonisation et le développement de l'industrie forestière.

Résolu, 2.—Que cette commission procédera, avec toute la diligence possible, à remplir les fins pour lesquelles elle est constituée, et que dans les matières pour lesquelles il ne sera pas prévu par la loi qui sera basée sur ces résolutions, elle se guidera d'après les instructions du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que la dite commission tiendra ses réunions dans toute localité de la province où des renseignements pourront être recueillis ; qu'elle sera autorisée à s'enquérir des faits sur lesquels s'étend son action par tous les moyens propres à l'éclairer ; et que, s'il est nécessaire, elle

pourra assigner devant elle des témoins, leur faire rendre témoignage sous serment, soit de vive voix, soit par écrit, et leur faire produire les documents et choses qu'elle jugera requis pour la parfaite investigation des objets dont elle sera chargée de s'enquérir, et que, dans ce dernier cas, les articles 598, 598b, 598c et 598d des Statuts refondus s'appliqueront.

Résolu, 4.—Que la commission fera rapport au Lieutenant-Gouverneur en conseil de ses constatations et pourra en même temps faire toutes recommandations et suggestions qu'elle jugera à propos.

Résolu, 5.—Que les commissaires et le secrétaire recevront, chacun, pour leurs services une indemnité fixée par arrêté du Lieutenant-Gouverneur en conseil, laquelle ne pourra, cependant, excéder dix piastres par jour.

Résolu, 6.—Que l'indemnité des commissaires et du secrétaire et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, papeterie et autres choses nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions, seront payés par mandats du Lieutenant-Gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter.

— — —

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Robitaille rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que la colonisation et l'industrie forestière sont des facteurs puissants du progrès de la province et du bien-être de ses habitants et qu'il importe de rechercher les moyens les plus propres à faire disparaître ce qui peut être de nature à les gêner ou retarder,—qu'il soit

Résolu, 1.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer une commission, composée de trois commissaires et d'un secrétaire, qui sera chargée :

1. De faire une étude critique de la loi et des règlements concernant les terres publiques, les bois et forêts, les sociétés, travaux et chemins de colonisation et la protection des colons, ainsi que de la mise à exécution de ces lois et règlements ;
2. De s'enquérir du nombre et des causes des conflits entre les colons et les porteurs de licences de coupe de bois, et d'aviser au moyen de les prévenir et de les faire disparaître ;
3. De rechercher quelles sont les régions les plus avantageuses pour la colonisation ;
4. De s'assurer si les chemins de colonisation existants suffisent pour donner accès aux bonnes terres à culture, si l'étendue des terres arpentées est assez considérable, et si le travail des sociétés de colonisation mérite d'être encouragé ;

5. De constater s'il est opportun, dans l'intérêt de la colonisation et de la province, de contribuer à la construction de certains ponts et d'accorder des subsides en terres à certaines compagnies de chemin de fer ;
6. D'étudier les projets ou systèmes nouveaux qui pourraient lui être soumis, et de recommander, tout en tenant compte de l'exiguité des ressources pécuniaires de la province, ceux qui seront de nature à apporter des modifications aux lois et règlements propres à activer l'œuvre de la colonisation et le développement de l'industrie forestière.

Résolu, 2.—Que cette commission procédera, avec toute la diligence possible, à remplir les fins pour lesquelles elle est constituée, et que, dans les matières pour lesquelles il ne sera pas prévu par la loi qui sera basée sur ces résolutions, elle se guidera d'après les instructions du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que la dite commission tiendra ses réunions dans toute localité de la province où des renseignements pourront être recueillis ; qu'elle sera autorisée à s'enquérir des faits sur lesquels s'étend son action par tous les moyens propres à s'éclairer ; et que, s'il est nécessaire, elle pourra assigner devant elle des témoins, leur faire rendre témoignage sous serment, soit de vive voix, soit par écrit, et leur faire produire les documents et choses qu'elle jugera requis pour la parfaite investigation des objets dont elle sera chargée de s'enquérir, et que, dans ce dernier cas, les articles 598, 598b, 598c et 598d des Statuts refondus s'appliqueront.

Résolu, 4.—Que la commission fera rapport au Lieutenant-Gouverneur en conseil de ses constatations et pourra en même temps faire toutes recommandations et suggestions qu'elle jugera à propos.

Résolu, 5.—Que les commissaires et le secrétaire recevront, chacun, pour leurs services une indemnité fixée par arrêté du Lieutenant-Gouverneur en conseil, laquelle ne pourra cependant excéder dix piastres par jour.

Résolu, 6.—Que l'indemnité des commissaires et du secrétaire et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, papeterie et autres choses nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions, seront payés par mandats du Lieutenant-Gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Ordonné.—Que les dites résolutions soient lues, une deuxième fois, à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 18 mars 1902.

Trois heures, p. m.

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 70) concernant la division des comtés de Saint-Maurice et de Champlain pour les fins d'enregistrement et concernant l'établissement d'une cour de circuit à Shawinigan Falls ;

Pour ce qui concerne le Bill (No 136) détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce, et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de “ Comté du Lac Mégantic, ” pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture, le promoteur ayant retranché la clause qui exigeait le consentement du Lieutenant-Gouverneur, votre comité rapporte le bill avec certains amendements ;

Bill (No 111) conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada ;

Bill (No 152) constituant en corporation la “ Power, Pulp and Paper Company of North America. ”

Aussi, le Bill (No 141) constituant en corporation la Société d'Administration Générale, et a l'honneur de le rapporter sans amendement. ”

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 153) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Saint-Laurent et Mégantic, et l'a adopté avec un amendement. ”

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements :

Bill (No 21) accordant certains pouvoirs aux corporations municipales ;

Bill (No 83) amendant l'article 499 de la loi de l'Instruction publique ;

Bill (No 14) amendant la loi du Barreau ;

Bill (No 24) autorisant les conseils municipaux à prohiber la vente des liqueurs enivrantes.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés ;

Bill (No 25) amendant la loi des élections de Québec, 1895 ;

Bill (No 16) amendant l'article 212 de la loi de l'Instruction publique."

M. l'Orateur donne lecture à la Chambre, de l'ordre ci-après, qu'il a émis, conformément à la résolution de la Chambre, en date du 13 mars courant, enjoignant à J. S. Brierley, écuyer, éditeur du journal *The Montreal Herald*, de comparaître aujourd'hui, à trois heures et demie, à la barre de cette Chambre, savoir :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 15 mars 1902.

" A Gédéon LaRoque, Ecr.

Sergent-d'Armes

de l'Assemblée législative.

Nous vous donnons instruction, par les présentes, d'assigner J.-S. Brierley, éditeur gérant du journal *The Montreal Herald*, à comparaître à la barre de la Chambre, inardi, le 18 mars courant à 3.30 p. m., conformément aux résolutions de l'Assemblée législative adoptées dans le procès-verbal ainsi qu'il suit :

" M. Prévost, député de cette Chambre, se lève de son siège et déclare que l'entre-filet suivant a paru dans un journal, *The Montreal Herald*, publié à Montréal, le 7 mars courant :

(Traduction)

" La corruption effrénée qui règne à Québec a été encore très clairement démontrée et le prix des votes varie toujours de \$25 à \$500. Un des membres de la délégation civique a déclaré que si la cité avait voulu combattre le feu par le feu, \$30,000 auraient à peine suffi. La cité n'a pas les moyens de rencontrer l'ennemi sur son propre terrain, puisque, jusqu'à présent, elle ne dispose même pas des fonds nécessaires pour faire face aux dépenses légitimes d'une délégation à Québec."

M. Prévost propose, appuyé par M. Duhamel, et il est

Résolu,—Que la partie du dit article à laquelle objection est faite et qui a été publiée dans le dit *Montreal Herald*, le 7 de mars courant, constitue une grave violation des privilèges de cette Chambre.

Résolu,—Que J. S. Brierley, éditeur-gérant du journal *The Montreal Herald*, soit assigné à comparaître à la barre de cette Chambre, à trois heures et demie de l'après-midi, le 18 du mois courant."

H.-B. RAINVILLE,
Orateur de l'Assemblée législative.

Attesté :

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée législative.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

A. J. S. Brierley, Ecr.,
Editeur-Gérant du journal
" *The Montreal Herald*."

" Monsieur

Conformément à l'ordre ci-dessus, vous êtes, par les présentes, requis de comparaître à la barre de l'Assemblée législative, mardi, le dix-huit mars courant, à trois heures et demie de l'après-midi.

Québec, ce quinzième jour de mars, mil neuf cent deux."

G. LAROCQUE,
Sergent d'Armes.

" Je, soussigné, Gédéon LaRoque, Sergent-d'Armes de l'Assemblée législative de la province de Québec, certifie et fais rapport à l'honorable Assemblée législative de la province de Québec, que, m'étant transporté à Montréal le 17 mars courant, j'ai, en conformité de l'ordre de cette honorable Chambre, sommé et assigné, à dix heures de l'avant-midi du même jour, J. S. Brierley, éditeur-gérant du journal *The Montreal Herald*, parlant à lui-même, au bureau du dit journal, à comparaître à la barre de l'Assemblée législative, mardi, le 18 mars courant (1902) à trois heures et demie de l'après-midi, et en lui laissant un duplicata de l'ordre et de l'avis ci-joints.

Québec, ce dix-huit mars (à 10 hrs A. M.), 1902."

G. LAROCQUE,
Sergent d'Armes, Ass. Lég.

Le sergent d'armes informe la Chambre de la présence de M. Brierley, dans les termes suivants :

“ Monsieur l'Orateur,

J'ai l'honneur de vous informer que James S. Brierley, éditeur-gérant du journal “ *The Montreal Herald* ” conformément à l'ordre que je lui ai transmis, en date du 13 mars courant (1912), est en ce moment à la barre de la Chambre où il se tient à la disposition de l'honorable Orateur et des honorables membres de cette Chambre.”

G. LA ROQUE,

Sergent d'Armes,

Assemblée Législative.

M. Prévost propose, appuyé par M. Duhamel,—et la motion est soumise à la Chambre :—Que M. Brierley se retire en attendant que la Chambre décide quelles questions lui seront posées.

Un débat s'élève.

M. Prévost propose, appuyé par M. Duhamel, et du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

M. Prévost prépose, et il est

Ordonné,—Que la question suivante soit posée à M. Brierley :

“ Etes-vous l'éditeur-gérant du “ *Montreal Herald* ” publié à Montréal ? ”

M. l'Orateur pose alors la dite question à laquelle M. Brierley répond : “ Oui ”.

Sur la proposition de l'honorable M. Duffy, il est

Ordonné,—Que la question suivante soit posée à M. Brierley :

“ Désirez-vous avoir quelqu'un pour vous assister dans votre défense ? ”

M. l'Orateur pose cette question à M. Brierley qui répond :

“ M. l'Orateur, je vous remercie ; je crois que ce n'est pas nécessaire.”

Sur la proposition de M. Prévost, il est

Ordonné,—Que la question suivante soit posée à M. Brierley :

“ L'article incriminé vous a-t-il été envoyé par le correspondant de votre journal de la galerie de la presse ? ”

M. l'Orateur pose la dite question à M. Brierley qui répond : “ Non ”

Sur la proposition de M. Prévost, il est

Ordonné,—Que la question suivante soit posée à M. Brierley :

“ Avez-vous quelque chose à dire ou à offrir à cette Chambre pour expliquer ou excuser l'article incriminé ? ”

La dite question est alors posée, par M. l'Orateur, à M. Brierley qui fait la réponse suivante :

“ Monsieur l'Orateur,

Je demande la permission d'exprimer sincèrement combien je regrette que l'article dont on se p'aint ait été publié dans le *Herald*. Voici dans quelles circonstances cet article a été publié. Un de nos reporters qui était sorti dans la matinée, revint au bureau entre une heure et deux heures de l'après-midi, avec ce qui paraissait être un *interview* à propos du Bill No 49. Ce qu'il y avait de repréhensible dans son rapport échappa à l'attention de tous les rédacteurs responsables jusqu'à ce que le journal fut sous presse. C'est alors que j'en pris connaissance, et je donnai immédiatement l'ordre d'arrêter les presses et de supprimer le paragraphe en question.

J'espère, monsieur, que cette explication vous convaincra que le paragraphe incriminé résultait d'une erreur, et qu'il n'était pas l'expression de l'opinion du *Herald*.

Je n'hésite pas à vous assurer que le *Herald* n'avait pas l'intention, en cette occurrence, de porter atteinte à l'honneur de la Chambre ni d'aucun de ses membres.”

M. Prévost propose, secondé par M. Duhamel, — et la motion est soumise à la Chambre, — que la question suivante soit posée à M. Brierley :

“ Les insultes à l'adresse des membres de cette Chambre et à l'adresse de cette Chambre, reproduites dans l'article incriminé, ont-elles été dictées ou répétées à l'un de vos correspondants par un membre de la délégation civique à Québec, et, si tel est le cas, pouvez-vous le prouver? Quel est ce correspondant et quel est le membre de cette délégation civique? ”

L'honorable M. Pelletier propose comme amendement, appuyé par l'honorable M. Flynn : “ Que tous les mots après “ que ” dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre étant satisfaite des explications de M. Brierley, il lui soit permis de se retirer.”

M. Dupuis soulève la question d'ordre que l'amendement ne se rapporte pas à la motion principale.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Je trouve à la page 235 des Journaux de l'Assemblée législative, séance du 4 mai 1885, une décision sur le même point d'ordre que celui actuellement soulevé. C'était dans le cas de l'interrogatoire de M. J. G. Gingras, éditeur-propriétaire du journal “ Le Nouvelliste ” qui avait reçu ordre de comparaître à la barre de la Chambre.

Motion fut faite pour poser une question à M. Gingras, laquelle fut suivie d'un amendement concluant à la mise en liberté du dit Gingras. Un amendement fut proposé à cet amendement, pour substituer une autre question à celle de la motion principale. La question étant soulevée que les deux amendements n'étaient pas dans l'ordre, l'honorable M. Wurtèle, alors l'Orateur de la Chambre, décida comme suit :

“ Je ne puis pas être appelé à exprimer une opinion sur le sous-amendement tant que je n'aurai pas décidé si l'amendement est dans l'ordre ou ne l'est pas. Car, si l'amendement est contraire à l'ordre, le sous-amendement tombe avec lui.

“ La Chambre procède actuellement à l'interrogatoire d'une personne à la barre, et la motion principale propose une question à poser à cette personne. L'amendement n'a pas pour but de modifier les termes de la question proposée, non plus que de lui en substituer une autre, mais elle a pour objet de décider du mérite de la plainte en vertu de laquelle la personne à la barre a été mise sous garde, et d'ordonner sa relaxation. Par conséquent, cet amendement est *irrelevant* et pour le moment irrégulier, mais il pourra à une phase convenable des procédures, être proposé, soit comme motion originale, soit comme amendement.”

“ Je déclare donc cet amendement contraire à l'ordre, et je procède à mettre la question aux voix sur la motion primitive.

Ce précédent s'applique à la présente question.

Je décide, en conséquence, que l'amendement n'est pas dans l'ordre.”

Et la motion principale étant soumise, la Chambre se divise,—et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Gosselin, (Iberv.),</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lucombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy (Kamour.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy (Montm.),</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dion,</i>	<i>Morin, (Charlev.),</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin (St-Hyac),</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Pelletier (Sherb),</i>	<i>Tessier, (Portn.)</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Tessier (Rim.) et</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tourigny.—40.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Blouin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier (Dorch.),</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin, (Missisq),</i>	<i>Mckenzie,</i>	<i>Walker et</i>
<i>Déloge,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—25</i>
<i>Dorris,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Alors, M. l'Orateur pose la dite question à M. Brierley, dans les termes ci-dessus. Ce dernier fait à cette question, la réponse suivante :

" Monsieur l'Orateur,

Du moment que l'article en question nous a été remis par notre reporter, nous devons en assumer la responsabilité en le publiant. Pour l'erreur que nous avons commise, j'ai essayé de donner une explication complète et de faire des excuses, et j'espère que la Chambre les trouvera satisfaisantes. Si des propos du caractère de ceux qui ont été publiés ont été tenus par quelqu'un à notre reporter, cela a dû être en confidence, et il ne me serait pas permis de chercher à pallier la faute de notre reporter en donnant le nom de la personne que l'on a fait causer, lors même que je connaitrais ce nom, mais je ne le connais pas."

L'honorable M. Duffy, propose, appuyé par M. Prévost, et il est
Résolu,—Que cette Chambre est satisfaite des réponses de M. Brierley et qu'il est en conséquence libéré.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 31) autorisant Herbert Alexandre McCrea à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, sans amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 77) concernant les successions de feu John McDougall et de feu Dame Maud Mary McDougall.

Bill (No 110) autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 77) concernant les successions de feu John McDougall et de feu Dame Maud Mary McDougall, et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 110) autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ; et, ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions concernant les mines, rapportées du comité général, lundi le 17 mars courant.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy,—et la motion est soumise à la Chambre,—que ces résolutions soient maintenant lues la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues, une deuxième fois.

Ordonné,—Que la Chambre adopte ces résolutions.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 11) amendant la loi des mines de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions concernant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière, rapportées du comité général, lundi le 17 mars courant

L'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Duffy, propose que ces résolutions soient maintenant lues, une deuxième fois. La motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur.

Un débat s'élève.

L'honorable M. l'elletier propose, appuyé par l'honorable M. Flynn, et il est

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Il est six heures, M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures, ce soir, suivant l'ordre à cet effet.

Huit heures, p. m.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 161) amendant l'article 125 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 129) amendant la charte de la cité de Saint-Henri; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Maskinongé) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 70) concernant la division des comtés de St-Maurice et de Champlain pour les fins d'enregistrement, et concernant l'établissement d'une cour de circuit à Shawinigan Falls ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 136) détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de : " Comté du Lac Mégantic " pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cochrane fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 111) conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No. 152) constituant en corporation la " Power, Pulp and Paper Company of North America " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cooke fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu, la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 141) constituant en corporation la Société d'administration générale; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 153) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Saint-Laurent et Mégantic; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 77) concernant les successions de feu John McDougall et de feu Dame Maud Mary McDougall et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 110) autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec; et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer, de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 44) amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital des aliénés protestants; et les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (C du Conseil législatif) amendant l'article 683 du Code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a fait quelques progrès.

Ordonné,—Que ce bill soit renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 21) accordant certains pouvoirs aux corporations municipales dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 83) amendant l'article 499 de la loi de l'Instruction publique ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 14) amendant la loi du Barreau ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 23) abrogeant la loi 1^{re} Edouard VII, chapitre VII, intitulée : "Loi amendant la loi des élections contestées."

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, que ce bill soit lu la deuxième fois, maintenant.

La motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur.

M. Girard propose en amendement, appuyé par M. Neault :—Que le mot "maintenant" soit retranché et remplacé par les suivants : "dans six mois."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs :

<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chaufet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>MacKenzie,</i>	<i>Roy (Montmag.),</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Smith,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier (Portn.) et</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny.—37.</i>
<i>Delâge,</i>			

CONTRE

Messieurs :

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Giard,</i>	<i>Pelletier (Dorc.) et Tellier.—6.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	

Ainsi, la proposition, en amendement, est résolue dans l'affirmative. La motion principale, ainsi amendée, est alors proposée, et il est —
Ordonné,—Que ce bill soit lu, la deuxième fois, dans six mois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 11) amendant la loi des Mines de Québec.

L'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Duffy, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre considère de nouveau la résolution rapportée du comité des subsides, mardi, le 11 mars courant, et, alors, ajournée, et cette résolution est lue la deuxième fois ainsi qu'il suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent treize piastres et quarante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Cette résolution est alors agréée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 19 mars 1902.

Trois heures p. m.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 69) constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls ;

Bill (No 140) constituant en corporation la compagnie “ Kamou-Tem Littoral Electrique ” ;

Bill (No 138) amendant la loi concernant la ville de Lachine ;

Bill (No 78) amendant la loi 45 Victoria, chapitre 64 concernant la “ Liverpool and London and Globe Insurance Company ”.

Quant au Bill (No 145) amendant la loi constituant en corporation la “ Shawinigan Water and Power Company,” votre comité trouve que le préambule n'a pas été prouvé ”.

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements, savoir :

Bill (No 185) amendant l'article 121 du Code de procédure civile ;

Bill (No 14) amendant la loi du Barreau.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill (No 25) amendant l'acte électoral de Québec, 1895.”

M. Chauret, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (No 102) amendant le Code municipal relativement à l'érection des municipalités ;

Bill (No 172) amendant le Code municipal ;

Bill (No 90) amendant l'article 698 du Code municipal ;

“ Votre comité a aussi examiné le Bill (No 93) amendant le Code municipal et l'a rejeté.

Votre comité a cru devoir adopter plusieurs suggestions jointes à ce rapport, et demande qu'elles soient mises à l'étude.”

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un Bill (No 162) abrogeant le chapitre 27 du Code de procédure civile.

M. Cardin, appuyé par M. Décarie, propose que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et renvoyé à la prochaine séance, pour sa deuxième lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Lane.—Le gouvernement a-t-il accordé quelques-unes des demandes à lui faites par la délégation du Congrès Ouvrier de la Puisse et du Conseil central des Métiers et du Travail de Québec, le 20 mars 1901 ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les demandes qui ont été accordées ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—La requête du congrès des Métiers et du Travail du Canada était adressée non seulement à l'exécutif de la province, mais aussi aux Membres de l'Assemblée législative.

Quelques-unes des résolutions sont du ressort du Parlement Fédéral, quelques autres, des pouvoirs municipaux et du Conseil de l'Instruction publique. Ceux qui sont de la compétence de cette Législature sont à l'étude.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (E) amendant la loi concernant les jours fériés pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Guerin, et il est

Ordonné,—Que le Bill (E du Conseil législatif) amendant la loi concernant les jours fériés soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour sa deuxième lecture.

Proposé par M. Lane, secondé par M. Blanchard, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous documents, requêtes, correspondance, etc., relativement à l'augmentation des émoluments accordés aux magistrats de district.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous documents, requêtes, papiers, correspondance, etc., relativement aux demandes formulées devant le gouvernement par la délégation du Congrès Ouvrier de la Puissance et du Conseil central des Métiers et du Travail de Québec.

Proposé par M. Pelletier (Sherbrooke), secondé par M. Blanchard, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous documents relativement à la prévention de la tuberculose, et aux moyens à prendre pour enrayer la maladie.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 14) amendant la loi du Barreau; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 95) amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Daignault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir:

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1902, pour copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet des travaux de chemins de colonisation, dans le comté de Nicolet, et spécialement dans la paroisse de Saint-Samuel d'Horton.

(Document de la session No 62.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1902, pour la production d'un état démontrant combien il y a, à Québec:

- 1.—De licences d'hôtel ;
- 2.—De licences de restaurants ;
- 3.—De licences de clubs ;
- 4.—De licences d'épicerie en gros et en détail ;

Le prix de chaque licence, le quartier, la rue, le numéro de chaque maison et le nom du porteur de chaque licence et à quelle date elle a été prise et combien il a été payé pour chaque licence.

(Document de la session No. 63.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1902, pour une copie de toute correspondance, requêtes et autres documents, en la possession du gouvernement, concernant la mise en opération de la ligne de chemin de fer entre Drummondville et Sorel, dans les comtés de Drummond, Yamaski, Richelieu, depuis le 1er janvier 1892.

(Document de la session No 64.)

Il est six heures, p. m. la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

Huit heures, p. m.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 152) constituant en corporation la "Power, Pulp and Paper Company of North America."

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 149, amendement à la loi 53 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Clapperton fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 69) constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin (St-Hyacinthe) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 140) constituant en corporation le "Kamou-Tem-Littoral Electrique"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 138) amendant la loi concernant la ville de Lachine; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné —Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 121) autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée par M. l'Orateur: Ce bill sera-t-il lu la troisième fois? La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 200) amendant la loi concernant les bibliothèques publiques.

En conséquence il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 174) amendant les Statuts refondus concernant les notaires et les registrateurs; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 95) amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 24) autorisant les conseils municipaux à prohiber la vente des liqueurs enivrantes; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 185) amendant l'article 121 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 191) amendant l'article 2621 des Statuts refondus concernant les jurés.

M. Dupuis, appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 192) amendant l'article 536 du Code de procédure civile.

M. Tessier (Rimouski), appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 172) amendant le Code municipal.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi, le 18 mars courant, sur la motion alors proposée—que les résolutions rapportées du comité général, le 17 mars courant, concernant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière, soient lues maintenant une deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois et agréées.

Ordonné,—Que l'hon. M. Parent ait la permission de présenter un Bill (No 9) concernant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 39) autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J. Alexandre Legault, au nombre de ses membres, après examen ;

Bill (No 43) amendant la charte de la " Montreal Rolling Mills Company " ;

Bill (No 10) amendant la loi de la chasse ;

Bill (No 91) amendant la loi concernant les dentistes ;

Bill (No 114) permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom patronymique les mots " de St-Ours ".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 32) concernant la succession Léon-Benoit-Alfred Charlebois ;

Bill (No 47) définissant les droits des enfants de Dame Helen Johnston, existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari, et ratifiant et confirmant certains contrats ;

Bill (No 58) amendant la charte de la cité de Québec ;

Bill (No 63) amendant la charte de la " Canadian Electric Light Company ".

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 58) amendant la charte de la cité de Québec et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 32) concernant la succession de Léon-Benoit-Alfred Charlebois ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné —Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 47) définissant les droits des enfants de Dame Helen Johnston, existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari, et ratifiant et confirmant certains contrats ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 63) amendant la charte de la " Canadian Electric Light Company " ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. LeBlanc et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 60) intitulé : Loi pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection de marguilliers dans la paroisse de Saint-Charles-Borromée, dans le diocèse de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill se rapporte à une corporation constituée pour des fins religieuses.

M. Major propose, appuyé par M. Allard, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 59) érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill se rapporte à une corporation constituée pour des fins religieuses.

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 20 mars 1882.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (E du Conseil législatif) amendant la loi concernant les jours fériés.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui en enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et demi, s'ajourne à trois heures, aujourd'hui.

Jeudi, 20 mars 1902

Trois heures p. m.

M. Cardin, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No. 65) révisant et refondant la chartre de la ville de Joliette, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du Bill (No. 139) amendant la chartre de la ville de Fraserville, ayant déclaré qu'il désirait de pas procéder sur ce bill, votre comité recommande à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de le retirer.

Quant au bill (No 127) constituant la Compagnie électrique de Beauce, votre comité est convenu de le mettre de côté parce que les pétitionnaires ne se sont pas conformés à la règle 58 qui exige que le dépôt de \$200 sur tout bill privé soit fait après sa seconde lecture.”

L'honorable M. Duffy, du comité de législation, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant, et l'a adopté sans amendement :

Bill (No 192) amendant l'article 536 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec certains amendements :

Bill (C du Conseil) amendant l'article 683 du Code de procédure civile.

Votre comité a enfin examiné le Bill (No 191) amendant l'article 2621 des Statuts refondus, concernant les jurés et jurys, et l'a rejeté.”

L'honorable M. Duffy, du comité spécial des sociétés de bienfaisance, présente aussi à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit, savoir :

“ Votre comité a choisi l'honorable M. Duffy pour son président et recommande que pouvoir lui soit donné de siéger aux endroits qu'il jugera convenable en cette province, durant la vacance, en dehors de la session, de manière à faire rapport à la prochaine session.

“ Votre comité est aussi d'opinion qu'il est très important, pour la sécurité du public de cette province, de voir les différentes sociétés mutuelles se conformer strictement à la loi et aux règlements qui les régissent et spécialement en ce qui regarde l'obligation de faire un rapport annuel à l'inspecteur du gouvernement, et, dans ce but, votre comité suggère au gouvernement de cette province de sévir immédiatement contre telles sociétés qui ne se seront pas conformées à toutes et chacune des exigences de la loi.”

M. Chauret, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le Bill (No 183) amendant le Code municipal, relativement aux appels à la cour de circuit, et l'a adopté avec plusieurs amendements.”

Ordonné,—Que M. Pelletier (Sherbrooke), ait la permission de présenter un Bill (No 188) concernant les halles aux beurres et aux fromages.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain, pour la seconde lecture.

Proposé par M. Blouin, secondé par M. Clapperton, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de correspondance et de tous documents concernant une demande d'aide à l'Hôtel-Dieu de Lévis et à l'Hospice de St-Joseph de la Délivrance, de Lévis.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 172) amendant le Code municipal, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 90) amendant l'article 698 du Code municipal.

M. Prévost propose, appuyé par M. Chauret, que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme, maintenant, en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général. et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 102) amendement le Code municipal relativement à l'érection des municipalités.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. MacKenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 9) concernant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Duffy, que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—la motion est soumise à la Chambre qui se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la motion étant faite,—que ce bill soit lu la troisième fois,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (No 185) amendant l'article 12 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 78) amendant la loi 45 Victoria, ch. 64, concernant la " Liverpool and London and Globe Insurance Company "; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général des résolutions concernant un certain dépôt à la banque Union.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—et la motion étant soumise, la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance des dites résolutions et les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(N COMITÉ)

" Attendu que les lois 49-50 Victoria, chapitre 77, section 5, et 51-52 Victoria, chapitre 91, section 6, ont autorisé le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder à la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental une subvention pour la construction d'un chemin de fer entre le village d'Yama-ka et Doucet's Landing, ainsi que la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, à Saint-Grégoire ;

Attendu que, le 18 janvier 1890, un montant de trente-deux mille piastres, à prendre sur cette subvention, a été transféré à la Banque Union par W.-L. Chipman, gérant de la succursale de Montréal de la Banque Ontario, cessionnaire des droits de la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental dans la dite subvention ;

Attendu que, sur preuve que des travaux avaient été exécutés pour un montant de vingt mille piastres sur le chemin de fer Grand-Oriental, depuis la Baie-du-Fèvre jusqu'à Pierreville, et des matériaux fournis pour un chiffre considérable sur cette partie du chemin, le Trésorier de la province a déposé trente-deux mille piastres à la Banque Union du Canada, pour faciliter l'obtention par la Compagnie du chemin de fer susmentionnée d'un prêt pour un égal montant de la dite banque ;

Attendu qu'il fut stipulé que la somme ainsi déposée ne serait remboursée au gouvernement qu'après qu'il aurait été déclaré par le Lieutenant-Gouverneur en conseil que la dite compagnie avait droit à des subsides pour un semblable montant, et que ces subsides auraient été payés à la dite banque ;

Attendu que, lors de l'entrée en vigueur de la loi 57 Victoria, chapitre 5, qui a déclaré périmés les subsides à la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, le paiement d'aucune partie d'iceux n'avait été autorisé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, quoique des travaux eussent été exécutés et des matériaux fournis sur le chemin de fer Grand-Oriental comme susdit, et que, en conséquence, la somme de trente-deux mille piastres ainsi déposée par le Trésorier de la province à la Banque Union était et est demeurée déposée à cette banque, sujette aux conditions sus-décrites ;

Attendu qu'il importe d'obtenir la remise des trente-deux mille piastres déposées comme susdit à la Banque Union et que, pour cet objet, il est nécessaire d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à payer à cette banque une égale somme ; — Qu'il soit, en conséquence —

Résolu, — Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé des chemins de fer, une somme de trente-deux mille piastres à la Banque Union du Canada contre remise par cette dernière, au Trésorier de la province, de la somme de trente-deux mille piastres déposée comme susdit."

Et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, — Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quinze cent vingt-trois piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas dix mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'impression et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 153, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme secours aux victimes de l'incendie de septembre 1901, dans les paroisses de St-Bruno, Hébertville, St-Joseph d'Alma, St-Jérôme et St-André, comté du Lac St-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la balance due sur le contrat pour construction de la voute du palais de justice et de la prison du district de Kamouraska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante et une piastres et neuf centins soit accordée à Sa Majesté pour solder divers comptes dus en rapport avec le palais de justice et la prison du district d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les cercles agricoles et comme encouragement à l'agriculture en général et à l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, aux concours de produits laitiers, inspecteurs de beurreries et fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Mérite agricole provincial, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'hygiène provincial (1 Ed. VII, chap. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le règlement de réclamations résultant de la mise en séquestre du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (56 Victoria, chap. 36), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue de nouveau, à la prochaine séance, en comité des subsides.

M. Robitaille rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas quinze cent vingt-trois piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas dix mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'impression et la reliure, pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme secours aux victimes de l'incendie de septembre 1901, dans les paroisses de St-Juno, Hébertville, St-Joseph d'Alma, St-Jérôme et St-André, comté du Lac St-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la balance due sur le contrat pour construction de la voûte du palais de justice et de la prison du district de Kamouraska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante et une piastres et neuf centins soit accordée à Sa Majesté pour solder divers comptes dus en rapport avec le palais de justice et la prison du district d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les cercles agricoles et comme encouragement à l'agriculture en général et à l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, aux concours de produits laitiers, inspecteurs de beurrieres et fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Mérite agricole provincial, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'hygiène provincial (I Ed. VII, chap. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le règlement de réclamations résultant de la mise en séquestre du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (5^e Victoria, chap. 36), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois, il est —

Ordonné. — Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars courant, demandant : 1. Copie du rapport du comité judiciaire du Conseil Privé, en date du 8 décembre 1901, au sujet de l'appel de la cour du Banc du Roi, pour la province de Québec, siégeant en appel, entre la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, appelante, et Adrien Roy, intimé.

2. Copie de tout arrangement ou convention en vertu de laquelle la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien a payé les frais dans la dite cause, malgré qu'elle l'ait gagnée.

3. Copie de toutes pièces ou documents, sur lesquels le Conseil Privé a déclaré se baser pour décider la dite cause quant aux frais.

(Document de la session No 65.)

Et, réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 17 mars courant, demandant la production de copie de tous ordres-du-conseil, papiers, documents, correspondance, rapports d'inspecteurs du revenu et des autres documents ayant rapport à la vente des liqueurs enivrantes au Château Saguenay, dans la ville de Chicoutimi, pour les années 1900-1901, 1901-1902.

(Document de la session No 66.)

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Déchêne, que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et étant cinq heures et quinze minutes, la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

Huit heures p. m.

Ordonné,—Que M. Delaney ait la permission de présenter un Bill (No 16ⁿ) amendant le Code de procédure concernant la cour de révision.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 160) amendant l'article 482 de la loi de l'Instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Bissonnette :—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire droit à la demande de la société d'agriculture du comté de Montcalm, afin de l'exempter d'avoir un concours des fermes les mieux tenues, pour l'année courante ?

Réponse par l'honorable M. Déchène :—Le gouvernement n'a pas discrétion en cette matière. Le Conseil d'agriculture a seul le droit de décider les différents cas qui lui sont soumis.

Proposé par M. Robitaille, secondé par M. Perrault et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie du rapport du Surintendant de l'Instruction publique aux honorables membres du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec, en mai 1901.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (C du Conseil législatif) amendant l'article 683 du Code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 192) amendant l'article 586 du Code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 200) amendant la loi concernant les bibliothèques publiques ;

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Doris fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Déchêne, et

Résolu.—Qu'à partir de vendredi prochain, inclusivement, il y ait trois séances distinctes par jour : la première, d'onze heures A. M., à une heure P. M. ; la deuxième, de trois à six heures P. M. ; la troisième, de huit heures P. M., jusqu'à l'ajournement.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à prendre en considération les résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides, et elles sont lues, de nouveau, comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze cent vingt-trois piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et les dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme secours aux victimes de l'incendie de septembre 1901, dans les paroisses de St-Bruno, Hébertville, St-Joseph d'Alma, St-Jérôme et St-Anré, comté du Lac St-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la balance due sur le contrat pour construction de la voûte du palais de justice et de la prison du district de Kamouraska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante et une piastres et neuf centins soit accordée à Sa Majesté pour solder divers comptes dus en rapport avec le palais de justice et la prison du district d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les cercles agricoles et comme encouragement à l'agriculture en général et à l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme encouragement à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromage, aux concours de produits laitiers, inspecteurs de beurreries et fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Mérite agricole provincial, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'hygiène provincial (1 Ed. VII, chap. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le règlement de réclamations résultant de la mise en séquestre du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, (56 Victoria, chap. 36), pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolu.—Que la Chambre adopte ces résolutions.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 13) concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin (Iberville) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (No 78) amendant la loi 45 Victoria, chapitre 64, concernant la "Liverpool and London and Globe Insurance Company."

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 26) amendant les articles 67 et 68 du Code de procédure civile.

M. Roy (St-Jean), appuyé par M. Perrault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Un débat s'élève.

Et la Chambre siège jusqu'après minuit.

Vendredi, 21 mars 1902.

Proposé par M. Roy (St-Jean), appuyé par M. Perrault, et, du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 79) constituant en corporation La Maison des Etudiants.

Bill (No 36) constituant en corporation la Compagnie Hydraulique Saint-François.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 79) constituant en corporation La Maison des Etudiants et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 36) constituant en corporation la Compagnie Hydraulique St-François, et les dits amendements sont lus la première fois et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Weir, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 44) amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital des aliénés protestants, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill se rapporte à une corporation constituée pour des fins de charité.

Et, la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et vingt minutes, s'ajourne à onze heures, ce matin.

Vendredi, 21 mars 1902.*Onze heures, a. m.*

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (No 113) concernant la compagnie du chemin de fer de St-Chrysostôme, et l'a adopté avec un amendement.”

Aussi le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit : “ Le promoteur du Bill (No 112) concernant la “ Montreal Bridge Company” ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de le retirer.”

— — —

Proposé par M. Weir, appuyé par M. Hutchinson et, du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que le Bill (No 112) concernant “ The Montreal Bridge Company ” soit retiré.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un Bill (No 186) amendant la loi électorale 1895, relativement aux liste électorales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guerin, et

Résolu,—Que cette Chambre, à sa prochaine séance, se constituera en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le Monument National de Montréal.

Résolu,—Que cette Chambre, à sa prochaine séance, se constituera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la construction d'un palais de justice pour le district de St-François, dans la cité de Sherbrooke.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Turgeon, et

Résolu,—Que cette Chambre, à sa prochaine séance, se constituera en comité général pour prendre en considération des résolutions concernant certains subsides.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (D) amendant le Code de procédure civile, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 75) amendant la loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry, sans amendement.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Weir, et
Ordonné,—Que le Bill (D) du Conseil législatif) amendant le Code de procédure civile, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour sa deuxième lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 183) amendant le Code municipal relativement aux appels de la cour de circuit.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Proposé par M. Giard, secondé par M. Tellier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous rapports, correspondance et autres documents, etc., en vertu desquels le gouvernement aurait pu être informé de défalcatons dans certains bureaux d'enregistrement, donnant les noms de ces bureaux d'enregistrement.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre: Copie de tous arrêtés-du-conseil, règlements, documents et la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, ou aucun de ses officiers ou employés, et les colons ou habitants du canton de Montigny, dans le comté d'Ottawa, ou toutes autres personnes, concernant les difficultés survenues entre les dits colons et les détenteurs ou propriétaires de limites à bois, dans le dit canton, à propos des droits de propriétés respectifs de ces colons et de ces propriétaires de limites à bois, dans le dit canton de Montigny.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 188) concernant les halles aux beurre et aux fromages.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 65) refondant la charte de la ville de Joliette ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit : " Loi amendant la charte de la ville de Joliette."

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 128) amendant la charte de la ville de Lévis, et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Cardin.—Jusqu'à quel point le gouvernement est-il responsable des accidents qui peuvent arriver provenant de l'explosion de bouilloires ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Le gouvernement n'assume aucune responsabilité financière.

A une heure p. m., suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à trois heures p. m., aujourd'hui.

Trois heures p. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le "Monument National" de Montréal.

L'hon. M. Duffy propose, appuyé par l'hon. M. Guerin,—et la question étant soumise à la Chambre:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, la proposition est acceptée.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de cette résolution et la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue alors en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Que le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, pourra, sujet aux conditions de l'ordre en conseil No 187, du 29 mai 1896, accorder la somme de deux mille cinq cents piastres pour le "Monument National," de Montréal, afin de venir en aide à cette entreprise, qui est contrôlée par l'*Association St-Jean-Baptiste* de Montréal.

Résolution à rapporter.

— — —

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

M. Allard rapporte alors la dite résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Que le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, pourra, sujet aux conditions de l'ordre en conseil No 187, du 29 mai 1896, accorder la somme de deux mille cinq cents piastres pour le "Monument National," de Montréal, afin de venir en aide à cette entreprise, qui est contrôlée par l'*Association St-Jean-Baptiste* de Montréal.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 193) concernant le "Monument National" de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill à la Chambre qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 160) amendant l'article 482 de la loi de l'Instruction publique.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergerin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent—et la motion est soumise : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, Un débat s'élève.

L'honorable M. Flynn propose, appuyé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Il est six heures p. m., la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

Huit heures, p. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la construction d'un palais de justice pour le district de St-François, dans la cité de Sherbrooke.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Guerin,—et la proposition étant soumise à la Chambre : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance des dites résolutions et les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 188) concernant les halles aux beurres et aux fromages; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée ce jour: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

Et le débat se continuant,—

L'honorable M. Flynn propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier, que tous les mots après "que" dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Maj-sté, mais regrette de dire que l'exposé budgétaire de l'honorable Trésorier n'est pas satisfaisant tant au point de vue de l'agencement des chiffres qu'au point de vue de la véritable situation financière, en même temps qu'il est souverainement injuste à l'égard des administrations conservatrices."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

POUR:

Messieurs

Chicoyne,
Flynn,

Giard,
LeBlanc,

Pelletier (Dorc.),
Tellier.—6.

CONTRE:

Messieurs

Allard,
Cardin,
Caron, (Matane.)
Chênevert, :
Cherrier,
Clapperton,
Déchène,
Delage,
Delaney,

Dion,
Duffy,
Fiset,
Girard,
Godbout,
Gouin,
Hutchinson,
Kennedy,
Lacombe,

Laferté,
Lane,
Lemay,
Mackenzie,
Major,
Morin, (Charlev.)
Parent,
Petit,
Robitaille,

Roy, (Kamour.)
Roy (Montm.),
Roy (St-Jean),
Tanguay,
Taschereau,
Tessier (Portn.),
Tessier (Rim.), et
Turgeon. - 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise, et il est
Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille deux cent quatre-vingt-neuf piastres et quarante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour solder le compte en suspens du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant

Résolu, Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte alors la dite résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille deux cent quatre-vingt-neuf piastres et quarante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour solder le compte en suspens du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

La dite résolution est lue la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance.

M. Lane propose, appuyé par M. Kennedy,—et la motion est soumise à la Chambre :—Qu'il soit résolu : " Que cette Chambre croit de son devoir de se prononcer contre ce que l'on appelle le Nouvel Impérialisme et ses tendances dangereuses."

Un débat s'élève.

La Chambre siège jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 22 mars 1902.

Sur la proposition de M. Lane, secondé par M. Kennedy, et, du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement.

Bill (No 118) amendant la charte de la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency.

Bill (No 123) divisant la municipalité de St-Malo.

Bill (No 135) pour séparer l'Isle d'Anticosti du comté de Saguenay, quant aux fins municipales.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill (No 59) érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse :

Bill (No 119) constituant en corporation la compagnie d'assurance Mont Royal ;

Bill (No 120) accordant certains pouvoirs à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 59) érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 119) constituant en corporation la compagnie d'assurance Mont Royal ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 120) accordant certains pouvoirs à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars courant, pour la production de copie de tous documents, requêtes, correspondance, etc., relativement à l'augmentation des émoluments accordés aux magistrats de district.—(*Document de la session No 67.*)

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à une heure a. m., samedi matin, s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 24 mars 1902

Onze heures a. m.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Dion,—la pétition de F. N. Faber, de Québec.

M. Diou propose, appuyé par M. DeLâge, et il est

Ordonné,—Que le Bill (No 139) revisant la charte de la ville de Fraser-ville, soit retiré et que l'honoraire payé pour ce bill soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 5) amendant la loi des licences de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. MacKenzie ait la permission de présenter un Bill (No 163) amendant l'article 1080 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 115) concernant la succession de feu l'honorable J. O. Villeneuve, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 115) concernant la succession de feu l'honorable J. O. Villeneuve.

Et la proposition étant soumise : Que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ces amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dupuis.—1. Le gouvernement est-il informé que M. U.-E. Archambault, de Montréal, occupe actuellement et depuis plusieurs années, la position de directeur général des écoles, sous le contrôle des commissaires d'écoles de Montréal ?

2. Dans l'affirmative, depuis combien d'années ?

3. Le gouvernement est-il informé que, depuis que M. U.-E. Archambault occupe ainsi cette position, qui d'après la loi le met au nombre des fonctionnaires de l'enseignement, il retire une somme du fonds de pension des instituteurs de cette province ?

4. Dans l'affirmative, quel montant retire-t-il ainsi ?

5. Si M. U.-E. Archambault a ainsi retiré une somme considérable du dit fonds de pension, est-ce l'intention du gouvernement de voir à ce que les moyens nécessaires soient adoptés pour la lui faire rembourser au dit fonds de pension ?

6. Le gouvernement est-il informé que M. U.-E. Archambault, depuis qu'il émarge au fonds de pension des instituteurs, occupe plusieurs positions dans l'enseignement ?

7. Dans l'affirmative, quelles sont-elles, et quels émoluments en retire-t-il ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. Oui ;

2. Le gouvernement l'ignore ;

3. La commission administrative du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire lui a accordé, en 1892, une pension qu'il a reçue, chaque année, depuis cette date ;

4. Cette pension est de \$1050.00 ;

5. La commission administrative du fonds de pension règle toutes les questions relatives à ce fonds. Elle seul peut adopter les moyens nécessaires pour faire rembourser la pension qu'elle aurait accordée indûment à un fonctionnaire de l'enseignement primaire

6. M. Archambault est secrétaire-trésorier de la commission scolaire catholique de la cité de Montréal et directeur général des écoles du soir.

7. Pour les écoles du soir \$300.00 ; quant à l'autre position, le gouvernement l'ignore.

Par M. Daignault.—1. Est-ce pour le compte du gouvernement provincial ou de l'Union Franco-Canadienne que M. Kent fait une enquête sur l'état des affaires de l'Union Franco-Canadienne ?

2. De qui M. Kent est-il le mandataire ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon ; 1. et 2. M. Kent agit pour le compte de l'Union Franco-Canadienne, sous la surveillance de l'inspecteur du gouvernement.

Par M. Morin (Charlevoix).—1. Le gouvernement est-il informé que des poursuites ont été intentées par le garde-chasse, contre des prétendus braconniers, dans le Parc des Laurentides, et le gouvernement en connaît-il le résultat ?

2. Quelle conduite le gouvernement entend-t-il suivre au sujet des personnes poursuivies ?

3. Prendra-t-il de nouvelles procédures contre les personnes incriminées dans les premières poursuites ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1, 2 et 3. Deux poursuites ont été prises dernièrement par le gardien du Parc des Laurentides contre des braconniers et ces actions ont été renvoyées.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, depuis le 21 mars 1901, au sujet de l'extention de juridiction de la cour de circuit de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province.

L'honorable M. Guerin propose, appuyé par l'honorable M. Déchène et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 56) concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une corporation religieuse.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par M. Lacombe et il est

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le Bill (No 148) constituant en corporation la Société St-Vincent de Paul de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution de charité.

M. Décarie propose, secondé par M. Godbout et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 57) concernant la succession de feu l'honorable J. O. Villeneuve, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

M. de Grosbois propose, appuyé par M. Chênevert et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 145) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company;" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon et il est

Résolu,—1. Que les paragraphes 2 et 3 de l'article 58 des règles de cette Chambre soient remplacés par les suivants :

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération. (B. 729).

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, [ou d'amender une charte de cité ou de ville,] et de trois cents piastres dans les autres cas.

["3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités"]

2. Que le paragraphe suivant soit inséré dans l'article 57 après le paragraphe 5 :

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales." (Journal Assemblée Lég. 1888 p. 222).

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Parent, et il est

Résolu,—Que la Chambre se formera en comité général, à sa prochaine séance, pour considérer une certaine résolution concernant les licences.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 195) amendant les articles 59a et 130 du Code civil.

M. Weir appuyé par M. Hutchinson, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans la négative.

Conformément à l'ordre, la Chambre procède à prendre en considération la résolution rapportée du comité des subsides, vendredi, le 21 mars courant, et elle est de nouveau lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille deux cent quatre-vingt-neuf piastres et quarante et un centins soit accordés à Sa Majesté pour solder les comptes en suspens du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

Résolu,—Que cette Chambre adopte cette résolution.

Conformément à l'ordre, la Chambre se constitue de nouveau en comité général pour considérer une résolution concernant un certain dépôt à la banque Union.

(EN COMITÉ)

Attendu que les lois 49-50 Victoria, chapitre 77, section 5, et 51-52 Victoria, chapitre 91, section 6, ont autorisé le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder à la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental une subvention pour la construction d'un chemin de fer entre le village d'Yamaska et Doucet's Landing, ainsi que la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, à Saint-Grégoire ;

Attendu que, le 18 janvier 1890, un montant de trente-deux mille piastres, à prendre sur cette subvention a été transféré à la Banque Union par W. L. Chipman, gérant de la succursale de Montréal de la Banque Ontario, cessionnaire des droits de la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental dans la dite subvention ;

Attendu que, sur preuve que des travaux avaient été exécutés pour un montant de vingt mille piastres sur le chemin de fer Grand-Oriental, depuis la Baie-du-Fèvre jusqu'à Pierreville, et des matériaux fournis pour un chiffre considérable sur cette partie du chemin, le trésorier de la province a déposé trente-deux mille piastres à la Banque Union du Canada, pour faciliter l'obtention par la compagnie du chemin de fer susmentionnée d'un prêt pour un égal montant de la dite banque ;

Attendu qu'il fut stipulé que la somme ainsi déposée ne serait remboursée au gouvernement qu'après qu'il aurait été déclaré par le Lieutenant-Gouverneur en conseil que la dite compagnie avait droit à des subsides pour un semblable montant, et que ces subsides auraient été payés à la dite banque ;

Attendu que, lors de l'entrée en vigueur de la loi 57 Victoria, chapitre 5, qui a déclaré périmés les subsides à la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, le paiement d'aucune partie d'iceux n'avait été autorisé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, quoique des travaux eussent été exécutés et des matériaux fournis sur le chemin de fer Grand-Oriental comme susdit, et que, en conséquence, la somme de trente-deux mille piastres ainsi déposée par le trésorier de la province à la Banque Union était et est demeurée déposée à cette banque, sujette aux conditions sus-décrites ;

Attendu qu'il importe d'obtenir la remise des trente-deux mille piastres déposées comme susdit à la Banque Union et que, pour cet objet, il est nécessaire d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à payer à cette banque une égale somme ;—qu'il soit en conséquence—

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé des chemins de fer, une somme de trente-deux mille piastres à la Banque Union du Canada contre remise par cette dernière, au trésorier de la province, de la somme de trente-deux mille piastres déposée comme susdit ;

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, — Que le rapport soit maintenant reçu.

En conséquence. M. Robitaille rapporte, alors, la dite résolution, comme suit :

Attendu que les lois 49-50 Victoria, chapitre 77, section 5, et 51-52 Victoria, chapitre 91, section 6, ont autorisé le Lieutenant-Gouverneur en conseil à accorder à la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental une subvention pour la construction d'un chemin de fer entre le village d'Yamaska et Doucet's Landing, ainsi que la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, à Saint-Grégoire ;

Attendu que, le 18 janvier 1890, un montant de trente-deux mille piastres, à prendre sur cette subvention, a été transféré à la Banque Union par W. L. Chipman, gérant de la succursale de Montréal de la Banque Ontario, cessionnaire des droits de la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, dans la dite subvention ;

Attendu que, sur preuve que des travaux avaient été exécutés pour un montant de vingt mille piastres sur le chemin de fer Grand-Oriental, depuis la Baie-du-Fèvre jusqu'à Pierreville, et des matériaux fournis pour un chiffre considérable sur cette partie du chemin, le trésorier de la province a déposé trente-deux mille piastres à la Banque Union du Canada, pour faciliter l'obtention par la Compagnie du chemin de fer susmentionnée d'un prêt pour un égal montant de la dite banque ;

Attendu qu'il fut stipulé que la somme ainsi déposée ne serait remboursée au gouvernement qu'après qu'il aurait été déclaré par le Lieutenant-Gouverneur en conseil que la dite compagnie avait droit à des subsides pour un semblable montant, et que ces subsides auraient été payés à la dite banque ;

Attendu que, lors de l'entrée en vigueur de la loi 57 Victoria, chapitre 5, qui a déclaré périmés les subsides à la Compagnie du chemin de fer Grand-Oriental, le paiement d'aucune partie d'iceux n'avait été autorisé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, quoique des travaux eussent été exécutés et des matériaux fournis sur le chemin de fer Grand-Oriental comme susdit, et que, en conséquence, la somme de trente-deux mille piastres ainsi déposée par le trésorier de la province à la Banque Union était et est demeurée déposée à cette banque, sujette aux conditions susdécrites ;

Attendu qu'il importe d'obtenir la remise des trente-deux mille piastres déposées comme susdit à la Banque Union et que, pour cet objet, il est nécessaire d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil à payer à cette banque une égale somme ; — qu'il soit en conséquence —

Résolu, — Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé des chemins de fer, une somme de trente-deux mille piastres à la Banque Union du Canada contre remise par cette dernière, au trésorier de la province, de la somme de trente-deux mille piastres déposée comme susdit.

Et la motion étant soumise à la Chambre : — Que cette résolution soit maintenant lue la première fois ; — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, lue la première fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre : Que cette résolution soit maintenant lue la deuxième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la résolution est lue la deuxième fois.

Et la motion étant faite : Que cette Chambre concoure maintenant dans cette résolution, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Resolu,— Que cette Chambre adopte cette résolution.

Ordonné,— Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 12) concernant un certain dépôt à la banque Union.

En conséquence, il présente le bill, et la motion étant soumise : Que ce bill soit maintenant lu la première fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour sa deuxième lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général certaines résolutions concernant la construction d'un palais de justice dans le district de St-François, dans la cité de Sherbrooke ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,— Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'honorable M. Parent propose, appuyé par l'honorable M. Déchêne, et il est

Ordonné,— Qu'à partir de la prochaine séance de la Chambre jusqu'à la fin de la session, les ordres du gouvernement aient priorité, sur l'ordre du jour.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 20 février 1902, demandant copies de tous arrêtés-en-conseil, tous rapports et toute correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de la province ou aucun des départements, au sujet des droits de pêche, dans les eaux maritimes et fluviales de la province de Québec, et cela depuis deux ans.

(Document de la session No 68.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mars 1902, pour production de copie du rapport du Surintendant de l'Instruction publique aux honorables membres du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec, en mai 1901.

(Document de la session No 69.)

Il y a réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1902, pour la production de copie de tous documents, requêtes, papiers, correspondance, etc., relativement aux demandes formulées devant le gouvernement par la délégation du Congrès Ouvrier de la Puissance et du Conseil central des Métiers et du Travail de Québec. (Document de la session No 70.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 35) amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde, de Montréal ;

Bill (No 37) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Matane et Gaspé ;

Bill (No 50) ratifiant un certain contrat entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement No 263 de la cité de Montréal ;

Bill (No 66) ratifiant et confirmant la vente de certains terrains dans le canton de Gosford, faite par la compagnie du chemin de fer du Lac-St-Jean à la " Quebec & Lake St-John Railway Lumbering & Trading Company ;"

Bill (No 76) pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins ;

Bill (No 137) concernant l'Union Mutuelle Universelle ;

Bill (No 143) constituant en corporation " The Beth Hamedrash Hag-godol Chevra Shaas."

Bill (No 171) amendant l'article 857 du Code civil ;

Bill (No 62) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 35) amendant la charte de la cité de Ste-Cunégonde de Montréal ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 37) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Matane et Gaspé ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 66) ratifiant et confirmant la vente de certains terrains, dans le canton de Gosford, faite par la compagnie du chemin de fer du Lac-St-Jean à la " Quebec & Lake St. John Railway Lumbering & Trading Company ;" et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 76) pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'Honorable Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 50) ratifiant un certain contrat entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement No 263 de la cité de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 137) concernant l'Union Mutuelle Universelle, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 143) constituant en corporation *Beth Hamedrash Haggadol Chevra Shaus*, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill (No 62) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Lévis, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

O donné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 171) amendant l'article 857 du Code civil, et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

A une heure p. m., la Chambre s'ajourne à trois heures, cet après-midi.

Trois heures p. m.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la construction d'un palais de justice pour le district de St-François, dans la cité de Sherbrooke; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer les résolutions concernant certains subsides.

L'honorable M. Gouin appuyé par l'hon. M. Déchêne, propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la proposition étant soumise à la Chambre, elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance des dites résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de la Vallée de l'Ottawa et de la Gatineau, maintenant le chemin de fer Ottawa, Northern & Western, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1903, à condition que la balance de \$118,892.00 des subventions votées en faveur de ce chemin de fer sera payée, quand elle sera gagnée de la manière suivante, savoir : \$31,340.33 sur les travaux qui seront exécutés suivant la loi depuis la rive nord de la rivière Pickanock jusqu'au soixante-deuxième mille de la ligne ; \$39,182.55 sur les travaux qui seront exécutés depuis le soixante-deuxième mille jusqu'au soixante-douzième mille de la ligne ; \$45,869.12 sur les travaux exécutés depuis le

soixante-douzième mille jusqu'au village de Notre-Dame-du-Désert, et \$2,500.00, retenues sur le coût de la station de Hull-Est, lorsque l'ingénieur du gouvernement aura constaté dans un rapport officiel que les travaux sur tout le chemin sont terminés et que la ligne entière est en parfait état d'exploitation et munie d'un matériel roulant suffisant.

2. *Résolu*.—Que le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le chemin de fer de la montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1903, sujet aux conditions exprimées dans la loi 62 Victoria, chapitre 4, section 4.

3. *Résolu*.—Que la subvention de \$5,000.00 par an pendant douze ans, accordée par la loi 63 Victoria, chapitre 2, section 3, pour aider à la construction d'un chemin de fer entre Labelle et le lac Nominigue, soit portée à \$8,000.00 par an pendant douze ans à compter du premier juillet 1902, et soit payée de la manière indiquée dans la dite loi à la compagnie du chemin de fer de la Colonisation du Nord.

4. *Résolu*.—Que, pour aider à payer le coût de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, à Portage du Fort, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention n'excédant pas \$5,000.00 à condition que le gouvernement d'Ontario contribue pour une pareille somme pour cet objet, et que le gouvernement du Canada paye l'excédent des dépenses que cette construction pourra occasionner, et que le coût total du pont s'élève à une somme d'au moins \$20,000.00.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duhamel rapporte alors les dites résolutions qui sont les comme suit :

1. *Résolu*.—Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de la Vallée de l'Ottawa et de la Gatineau, maintenant le chemin de fer Ottawa, Northern & Western, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1903, à condition que la balance de \$118,842.00 des subventions votées en faveur de ce chemin de fer sera payée, quand elle sera gagnée, de la manière suivante, savoir : \$31,340.33 sur les travaux qui seront exécutés suivant la loi depuis la rive nord de la rivière Pickanock jusqu'au soixante-deuxième mille de la ligne ; \$39,182.55, sur les travaux qui seront exécutés depuis le soixante-deuxième mille jusqu'au soixante-douzième mille de la ligne ; \$45,869.12 sur les travaux exécutés depuis le soixante-douzième mille jusqu'au village de Notre-Dame-du-Désert, et \$2 500.00 retenues sur le coût de la station de Hull-Est, lorsque l'ingénieur du gouvernement aura constaté dans un rapport officiel que les travaux sur tout le chemin sont terminés et que la ligne entière est en parfait état d'exploitation et munie d'un matériel roulant suffisant

2. *Résolu*.—Que le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le chemin de fer de la montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1903, sujet aux conditions exprimées dans la loi 62 Victoria, chapitre 4, section 4.

3. *Résolu*,—Que la subvention de \$5,000.00 par an pendant douze ans, accordée par la loi 63 Victoria, chapitre 2, section 3, pour aider à la construction d'un chemin de fer entre Labelle et le lac Nominique, soit portée à \$8,000.00 par an pendant douze ans à compter du premier juillet 1904, et soit payée de la manière indiquée dans la dite loi à la compagnie du chemin de fer de la Colonisation du Nord.

4. *Résolu*,—Que, pour aider à payer le coût de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, à Portage du Fort, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention n'excédant pas \$5,000.00 à condition que le gouvernement d'Ontario contribue pour une pareille somme pour cet objet, et que le gouvernement du Canada paye l'excédent des dépenses que cette construction pourra occasionner, et que le coût total du pont s'élève à une somme d'au moins \$20,000.00.

Ces résolutions ayant été lues une deuxième fois sont agréées.

Ordonné,—Que l'hon. M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 198) concernant certains subsides.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 182) amendant la loi 53 Victoria, chapitre 2 ;

Bill (No 88) amendant l'article 499 de la loi de l'Instruction publique ;

Bill (No 11) amendant la loi des mines de Québec ;

Bill (No 180) amendant la loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matière de taxes ;

Bill (No 80) concernant les syndicats agricoles ;

Bill (No 175) concernant les médecins vétérinaires ;

Bill (No 130) amendant la charte de la cité de Hull ;

Bill (No 54) amendant la charte de la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada" ;

Bill (No 34) autorisant la construction d'un pont de péage sur la Rivière St-François, entre la ville de Richmond et le village ou le canton de Melbourne ;

Bill (No 133) constituant en corporation l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal ;

Bill (No 142) amendant la charte de la corporation des Juifs allemands et polonais de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements faits par l'Assemblée législative au Bill (C) amendant l'article 683 du Code de procédure civile.

Et, aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (F) amendant la loi relative aux jurés, pour lequel il demande son concours.

L'honorable M. Duffy propose, appuyé par l'honorable M. Guerin, et il est —

Ordonné,—Que le Bill (F du Conseil législatif) amendant la loi relative aux jurés, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'honorable M. Turgeon, Secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1902, pour copie de toute correspondance, rapports, etc., concernant la vente de certains lots du canton Rameau, à M. Cabot, de Boston, ainsi que le prix de vente exigé pour ces lots et les conditions auxquelles cette vente a été faite.

(Document de la session No 71).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1902, pour la production d'un état démontrant les sommes d'argent qui ont été payées à certaines municipalités, pour creusage de rivières, égouttement ou drainage de terrain depuis 1880 ; aussi les rapports qui ont pu être faits sur ces travaux

(Document de la session No 73).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mars 1902 pour copie de la correspondance et de tous documents concernant une demande d'aide à l'Hôtel-Dieu de Lévis et à l'Hospice de St-Joseph-de-la-Délivrance de Lévis.

(Document de la session No 72).

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir.

Huit heures p. m.

Sur motion de l'honorable M. Déchène, secondé par l'honorable M. Turgeon, il est

Résolu,—Que cette Chambre, à sa prochaine séance, se constituera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les expositions.

Résolu,—Que cette Chambre, à sa prochaine séance, se constituera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école de laiterie, à St-Hyacinthe.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 5) amendant la loi des licences de Québec;

L'hon. M. Duffy, appuyé par l'hon. M. Parent, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis, pour être considéré en comité général, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général une certaine résolution concernant les licences.

L'hon. M. Duffy propose, appuyé par l'hon. M. Parent, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de la dite résolution et la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'au lieu des droits payables en vertu de la clause a du paragraphe 8 de l'article 64 de la loi des licences de Québec, il soit payé pour chaque licence de magasin de liqueurs de détail :

Dans la cité de Montréal, vingt-sept piastres et cinquante centins, et cent trente-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas au-dessous de deux cent vingt piastres ou n'excèdent pas quatre cent quarante piastres.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Robitaille, en conséquence, fait rapport de la dite résolution, qui est lue comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'au lieu des droits payables en vertu de la clause a du paragraphe 8 de l'article 64 de la loi des licences de Québec, il soit payé pour chaque licence de magasin de liqueurs de détail :

Dans la cité de Montréal, vingt-sept piastres et cinquante centins, et cent trente-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas au-dessous de deux cent vingt piastres ou n'excèdent pas quatre cent quarante piastres.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois, est adoptée.

Ordonné.—Que la dite résolution soit renvoyée au comité général chargé de la considération du Bill (No 5) concernant les licences.

La Chambre est appelée à considérer en comité général le Bill (No 5) concernant les licences ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 193) concernant certains subsides.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise.—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est adoptée.

Le bill, en conséquence, est lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent.—et la motion est soumise à la Chambre :—que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Pelletier propose en amendement, secondé par l'honorable M. Flynn : " Que tous les mots après " que " dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre constate que lorsque le parti maintenant au pouvoir était dans l'opposition, il reprochait au gouvernement conservateur de dépenser pour dépenses ordinaires une moyenne de \$3,978, 24.91 sur quatre exercices de 1892-3 à 1896 inclusivement, (voir journaux de l'Assemblée législative du 21 décembre 1896, page 212), et que maintenant

qu'il est au pouvoir, il a dépensé pour cinq années, y inclus l'année courante, une moyenne de \$4,377,870.09, faisant une augmentation de \$399,445.09 sur la somme qu'il reprochait au parti conservateur, et que, par là, il s'engageait à ne pas excéder."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Flynn, *LeBlanc,* *Pelletier (Dorch.), et Tellier,—5.*
Giard,

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Blouin,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Roy (Montmag.),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Dupuis,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Morin (Charlev.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Godbout,</i>	<i>Morin (St-Hyac.),</i>	<i>Tessier (Portn.),</i>
<i>Cooke,</i>	<i>Gosselin (Iberv.),</i>	<i>Neault,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Déchêne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Walker et</i>
<i>De'âje,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Weir.—49.</i>
<i>Delaney,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors proposée et il est —

*Ordonné,—*Que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante neuf mille trois cent quatre-vingt deux piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour acheter des livres pour la bibliothèque de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour la préparation et l'impression d'un catalogue des livres de la bibliothèque, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires, les contingents, etc., de la bibliothèque, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le salaire du greffier de la Couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'impression, la reliure et la distribution des statuts pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent et \$10,000 seront payés à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 28, art. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université Laval, Québec, comme compensation pour mettre fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$3,000 en sus de \$10,000 ci-dessus sera payée à l'École Polytechnique de Montréal, et la somme de \$2,000 sera payée pour l'éducation chez les protestants de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'Instruction publique.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour les "High Schools" de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école des sourds-muets du Mile-End Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille soixante quatre piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 7ième et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 19 3.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile St-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Montreal Maternity", pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Magdalen Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile de Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Montreal Ladies Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Infant's Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Church Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Ladies Hebrew Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et " Hebrew Benevolent Society of Montreal ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Sheltering Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Montreal Foundling and Sick Baby Hospital ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

67. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

79. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

80. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

81. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

84. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

96. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

97. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

98. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

99. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

100. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

101. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

102. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home," Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

103. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

104. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

105. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

106. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

107. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

108. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

109. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et Hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

110. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

111. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

112. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

113. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

114. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

115. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles de réforme et industrielles, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

116. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour la Retraite Belmont, Institut McKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Hutchinson fait rapport que le comité a pas-é plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu.—Que cette Chambre se constituera de nouveau, à la prochaine séance, en comité des subsides.

M. Hutchinson rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante neuf mille trois cent quatre-vingt deux piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour acheter des livres pour la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour la préparation et l'impression d'un catalogue des livres de la bibliothèque, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires, les contingents, etc., de la bibliothèque, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le salaire du greffier de la Couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

14. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent et \$15,000 seront payés à même cette part du dit fonds à l'Ecole polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université Laval, Québec, comme compensation pour mettre fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$3,000 en sus de \$10,000 ci-dessus sera payée à l'Ecole Polytechnique de Montréal, et la somme de \$2,000 sera payée pour l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'Instruction publique.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour les "High Schools" de Québec et de Montréal", pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille soixante quatre piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la succursale de l'Université Laval à Montréal, 7ième et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile St-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Montreal Maternity", pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au "Magdalen Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile de Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infant's Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montréal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies' Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

79. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

80. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

81. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

82. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

83. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

84. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus pour les enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Christian Association ", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

96. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

97. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

98. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

99. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

100. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

101. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

102. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home," Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

103. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

104. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

105. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

106. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

107. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

108. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

109. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et Hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

110. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

111. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

112. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

113. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

114. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

115. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles de réforme et industrielles, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

116. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour la Retraite Belmont, Institut McKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Les dites résolutions ayant été lues une deuxième fois, il est—

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance.

Ordonné,—Que l'hon. M. Flynn ait la permission de présenter un Bill (No 168) abrogeant la loi 63 Victoria, chapitre 19, concernant les procès par jury, en matière civile, dans le comté de Gaspé.

En conséquence, il présente le bill qui est reçu et lu la première fois.

Et la question étant faite: Ce bill sera-t-il lu la deuxième fois?—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 113), concernant la Compagnie du chemin fer de St-Jean Chrysostôme; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain

Mardi, 25 mars 1902

Onze heures a. m.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de Frs-N. Faber demandant une enquête pour constater les effets produits sur les industries des imprimeurs par la concurrence faite par les différentes communautés religieuses, est lue et reçue.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill (No 14) amendant la loi du Barreau ;

Bill (No 21) accordant certains pouvoirs aux corporations municipales ;

Bill (No 24) autorisant les conseils municipaux à prohiber la vente des liqueurs enivrantes ;

Bill (No 9) autorisant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière ;

Bill (No 102) amendant le Code municipal relativement à l'érection des municipalités ;

Bill (No 160) amendant l'article 482 de la loi de l'instruction publique ;

Bill (No 188) concernant les halles aux beurres et aux fromages ;

Bill (No 185) amendant l'article 121 du Code de procédure civile ;

Bill (No 193) accordant une subvention au " Monument National " de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (G) concernant les juges des sessions de la paix pour la cité de Montréal, pour lequel il demande son concours.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 48) constituant en corporation " The Matthew Moody & Sons Company."

Bill (No. 73) ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895, par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette.

Bill (No 85) amendant la loi portant exemption de taxes en faveur des commis-voyageurs.

Bill (No 97) amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.

Bill (No 146) concernant la "Shawinigan Carbide Company."

Bill (No 155) constituant en corporation la compagnie d'exposition agricole et industrielle de Saint-Jean, P. Q.

Bill (No 156) refondant la charte de l'Union Saint Pierre de Montréal.

Bill (No 124) concernant la "Provincial Light, Heat and Power Company."

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 4-) constituant en corporation "The Matthew Moody & Sons Company," et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 73) ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895, par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette, et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 146) concernant la "Shawinigan Carbide Company" et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 124) concernant la "Provincial Light Heat and Power Company." et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 97) amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 155) constituant en corporation la compagnie d'exposition agricole et industrielle de Saint-Jean, P. Q., et les amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 156) refondant la charte de l'Union Saint-Pierre de Montréal, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 85) amendant la loi portant exemption de taxes en faveur des commis-voyageurs, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois.

Et la motion étant faite :—Que cette Chambre adopte ces amendements.

M. Robitaille propose, appuyé par M. Chauret, et il est

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs :—Que cette Chambre n'adopte pas les amendements faits au Bill (No 85) amendant la loi portant exemption de taxes en faveur des commis-voyageurs, parce que les dits amendements auraient pour effet d'entraver les ventes des instruments aratoires et autres objets intéressant la classe agricole.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs de la présente résolution.

L'honorable M. Duffy proposé, appuyé par l'honorable M. Guerin et il est

Ordonné,—Que le Bill (G du Conseil législatif) concernant les juges des sessions de la paix pour la cité de Montréal, soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, ce bill est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné, que M. Hutchinson ait la permission de présenter un bill (No 167) amendant la loi concernant les compagnies à fonds social.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre, la Chambre procède à prendre, de nouveau, en considération les résolutions rapportées du comité des subsides, le 24 mars courant, et elles sont lues, de nouveau, comme suit :

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas cinquante neuf mille trois cent quatre-vingt deux piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

5. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour acheter des livres pour la bibliothèque de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

6. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour la préparation et l'impression d'un catalogue des livres de la bibliothèque, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

7. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires, les contingents, etc., de la bibliothèque, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

8. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

9. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le salaire du greffier de la Couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

10. *Résolu*. — Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'impression, la reliure et la distribution des statuts pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université Laval, Québec, comme compensation pour mettre fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$3,000 en sus de \$10,000 ci-dessus sera payée à l'Ecole Polytechnique de Montréal, et la somme de \$2,000 sera payée pour l'éducation chez les protestants de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'Instruction publique.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour les "High Schools" de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école des sourds-muets du Mile-End Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille soixante quatre piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 7ième et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

32. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

33. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

34. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

35. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

36. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

37. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

38. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile St-Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

39. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

40. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

41. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Montreal Maternity", pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

42. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au "Magdalen Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

43. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

44. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

45. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

46. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile de Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Montreal Ladies Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Infant's Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Church Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Ladies Hebrew Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde, pour l'entretien d'enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1902.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

65. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

66. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

67. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Western Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

84. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour veuves et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association". Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur Hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

96. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

97. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

98. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

99. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

100. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

101. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

102. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home," Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

103. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

104. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

105. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaskaville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

106. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

107. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

108. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

109. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et Hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

110. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

111. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

112. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

113. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

114. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

115. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles de réforme et industrielles, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

116. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour la Retraite Belmont, Institut McKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces résolutions

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'hon. M. Duffy propose, appuyé par l'hon. M. Parent : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Sa motion est soumise à la Chambre.

M. Tellier propose, comme amendement, appuyé par M. Chicoyne.— Que tous les mots après " que," dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants .

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement actuel se laisse guider souvent dans la distribution des deniers votés pour les chemins de colonisations, plutôt par des considérations de parti que par l'intérêt public et les besoins des colons ; et cette Chambre espère que la distributions de ces deniers se fera à l'avenir équitablement selon les besoins véritables de la colonisation et dans le meilleur intérêt de la Province."

Et l'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Chicoyne,
Flynn,*

*Giard,
LeBlanc,*

Pelletier, (Dorch.) Tellier.—6.

CONTRE :

Messieurs

*Allard,
Blanchard,
Bissonnette,
Blouin,
Cardin,
Caron (Mask.),
Caron, (Matane),
Champagne,
Chauret,
Cherrier,
Chénevert,
Clapperton,
Cooke,
Daignault,*

*Déchêne,
Delaney,
Duhamel,
Dion,
Dorris,
Dupuis,
Duffy,
Fiset,
Gillies,
Girard,
Godbout,
Gosselin, (Iberv.)
Gouin,
Guerin,*

*Hearn,
Hutchinson,
Kennedy,
Lacombe,
Laferté,
Mackenzie,
Major,
Morin, (St-Hyac.)
Morin(Char.),
Neault,
Parent,
Pelletier, (Sherb.)
Petit,
Perrault,*

*Pilon,
Robitaille,
Roy, (St-Jean,)
Roy, (Montmag.)
Smith,
Tanguay,
Taschereau,
Tessier, (Portn.)
Tessier (Rim.)
Tourigny,
Turgeon,
Walker,
Weir.—55.*

Ainsi l'amendement est réjeté.

La motion principale étant soumise, il est —

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'immigration, bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à "The Women's National Immigration Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration Society", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les assurances sur les palais de justice et les prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize cents soit accordée à Sa Majesté, pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur édifices publics en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction du nouveau palais de justice de Sherbrooke, nouveau vote du montant périmé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une annexe à l'Ecole Normale Laval, chemin Ste-Foye, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une bâtisse à Montréal pour l'usage des bureaux d'enregistrement et autres bureaux publics de cette cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général et amélioration aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de 60 Vict. Chap. 4, et 63 Vict., Chap. 2, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastre soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'agriculture de l'Assomption, troisième et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'Association laitière de la Province de Québec, et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. art. 1753a et 1753e, (54 Vict. Chap. 20, et O. C. No 75, du 24 janvier 1891,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753e (54 Vict., Chap. 20, et 63 Vict., Chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subventions à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, et pour concours de produits laitiers, inspecteurs de beurreries et de fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme contribution au coût de l'entretien de l'Institut impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Champagne rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'immigration ; bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's National Immigration Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Women's Protective Immigration Society", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les assurances sur les palais de justice et les prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize cents soit accordée à Sa Majesté, pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur édifices publics en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction du nouveau palais de justice de Sherbrooke, nouveau vote du montant périmé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une annexe à l'École Normale Laval, chemin Ste-Foye, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une bâtisse à Montréal pour l'usage des bureaux d'enregistrement et autres bureaux publics de cette cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux cercles agricoles, encouragement à l'agriculture, en général, et amélioration aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu de 60 Vict., Chap. 4, et 63 Vict., Chap. 2, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent-cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'Agriculture pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'agriculture de l'Assomption, troisième et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'association laitière de la Province de Québec et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753e, (54 Vict., Chap. 0, et O. C. No 75, du 24 janvier 1891), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753e (54 Vict., Chap. 20, et 63 Vict., Chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme subventions à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la province, etc, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association," pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme contribution au coût de l'entretien de l'Institut impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Les dites résolutions étant lues une deuxième fois, il est—

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit renvoyée à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 163) amendant l'article 1080 du Code municipal.

M. MacKenzie, appuyé par M. Blouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois—et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 171) amendant l'article 857 du Code civil et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 168), abrogeant la loi 63 Vict. chapitre 19, concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A une heure p. m., suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à 3 heures p. m.

Trois heures, p. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer les résolutions concernant la construction d'un palais de justice pour le district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke.

L'hon. M. Duffy propose, appuyé par l'hon. M. Guérin.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance du changement proposé et recommande les résolutions, ainsi modifiées, à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Attendu que le palais de justice du district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke, tombe en ruines, qu'il est dangereux et impropre à l'usage, ayant été occupé comme palais de justice depuis plus de soixante ans, et que vu l'augmentation de la population et des affaires dans ce district, il est devenu insuffisant pour les besoins judiciaires du district, et attendu qu'il est nécessaire de construire un nouvel édifice ; qu'il soit en conséquence,—

1. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire construire un palais de justice convenable dans la cité de Sherbrooke, sur le site récemment choisi et désigné pour cet objet.

2. *Résolu*,—Que ce palais de justice devra contenir des pièces suffisantes pour toutes les cours tenues dans le district de Saint-François, et pour les autres bureaux publics se rattachant à l'administration civile de la province pour le district de Saint-François, qui y seront placés sur instructions du ministre des travaux publics, et qu'il sera construit conformément aux plans, spécifications et devis qui devront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

3. *Résolu*,—Que le coût de construction de ce palais de justice ne sera pas payé à même le fonds consolidé du revenu de la province, mais qu'afin de faire face à ce paiement, le Lieutenant-Gouverneur sera autorisé à contracter un emprunt n'excédant pas soixante-quinze mille piastres ; que cet emprunt sera fait sur obligations qui seront émises dans ce but sur le crédit de la province, et que le capital et l'intérêt d'icelui grèveront le fonds spécial ci-après créé.

4. *Résolu*,—Que les obligations seront faites pour une période de vingt ans, à compter de leur date, et porteront intérêt au taux de quatre pour cent par an, payable chaque année, et seront émises suivant telle forme, pour un montant et payables, capital et intérêt, à tel endroit, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra déterminer.

5. *Résolu*,—Que pour le rachat de ces obligations il sera créé un fonds d'amortissement de deux mille sept cent quatre-vingt-onze piastres, qui sera déposé entre les mains du trésorier de la province, et que cette somme, ajoutée aux intérêts annuels des obligations, constituera une

dette annuelle de cinq mille sept cent quatre-vingt-onze piastres, et que les obligations devront être rachetées, capital et intérêt, par le paiement de telle annuité, pendant vingt ans, au moyen de paiements annuels.

6. *Résolu*.—Que pour réaliser le montant de l'annuité ci-dessus mentionnée, destiné au paiement des obligations, capital et intérêt, il devra, jusqu'au rachat de ces obligations, être prélevé sur et payé par la corporation de la cité de Sherbrooke et des corporations de comté des comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, y compris toutes les corporations de villes ayant des chartes spéciales et situées dans les dits différents comtés susmentionnés, une somme annuelle de cinq mille sept cent quatre-vingt-onze piastres répartie dans les proportions suivantes : la cité de Sherbrooke devra payer pour sa part de telle annuité la proportion qui sera due et exigible sur la somme de trente mille piastres ; le reste de l'annuité due et exigible sur la balance de quarante-cinq mille piastres devra être payé par les dits comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, au prorata du montant de leurs rôles d'évaluation respectifs, y compris ceux de toutes les corporations de villes, tel que susdit.

7. *Résolu*.—Que le trésorier de la province devra, chaque année, dans le mois d'avril, et jusqu'au rachat final des dites obligations, répartir le montant qui devra être imposé sur et payé par chacune des dites corporations, tel que prescrit dans la résolution précédente ; et que les secrétaires-trésoriers des dites corporations devront en effectuer le paiement conformément à la résolution suivante ;

Que la corporation de la cité de Sherbrooke devra inclure sa part de la dite annuité dans le montant des taxes imposées chaque année par le conseil sur les contribuables et les biens imposables de la cité, et la percevoir en même temps que les taxes générales de la cité ; et que les secrétaires-trésoriers des comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond devront inclure la part de la dite annuité due par chacun d'eux, telle que déterminée ci-dessus, et en percevoir le montant des corporations locales et de toutes les corporations de ville dans chaque comté, à l'époque où les conseils de comté des dits comtés font leurs répartitions annuelles, conformément à et en vertu de l'article 940 du Code municipal.

8. *Résolu*.—Que les contributions annuelles payables par les corporations susdites devront être payées au trésorier de la province, le premier jour juridique du mois d'octobre de chaque année.

9. *Résolu*.—Qu'à défaut de paiement de telle contribution de la part de quelqu'une des dites corporations, le trésorier de la province devra recouvrer sur poursuites intentées au nom du percepteur du revenu de la province du district, la part due par la corporation ainsi en défaut, ainsi que les intérêts à six pour cent depuis la date de ce défaut.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend son fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné.—Que le rapport soit maintenant reçu. M. Champagne rapporte, en conséquence, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Attendu que le palais de justice du district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke, tombe en ruines, qu'il est dangereux et impropre à l'usage, ayant été occupé comme palais de justice depuis plus de soixante ans et que vu l'augmentation de la population et des affaires dans ce district, il est devenu insuffisant pour les besoins judiciaires du district, et attendu qu'il est nécessaire de construire un nouvel édifice ; qu'il soit en conséquence—

1. *Résolu.*—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire construire un palais de justice convenable dans la cité de Sherbrooke, sur le site récemment choisi et désigné pour cet objet.

2. *Résolu.*—Que ce palais de justice devra contenir des pièces suffisantes pour toutes les cours tenues dans le district de Saint-François, et pour les autres bureaux publics se rattachant à l'administration civile de la province pour le district de Saint-François, qui y seront placés sur instructions du ministre des travaux publics, et qu'il sera construit conformément aux plans, spécifications et devis qui devront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

3. *Résolu.*—Que le coût de construction de ce palais de justice ne sera pas payé à même le fonds consolidé du revenu de la province, mais qu'afin de faire face à ce paiement, le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à contracter un emprunt n'excédant pas soixante quinze mille piastres ; que cet emprunt sera fait sur obligations qui seront émises dans ce but sur le crédit de la province, et que le capital et l'intérêt d'icelui grèveront le fonds spécial ci-après créé.

4. *Résolu.*—Que les obligations seront faites pour une période de vingt ans, à compter de leur date, et porteront intérêt au taux de quatre pour cent par an, payable chaque année, et seront émises suivant telle forme, pour tel montant et payables, capital et intérêt, à tel endroit, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra déterminer.

5. *Résolu.*—Que pour le rachat de ces obligations il sera créé un fonds d'amortissement de deux mille sept cent quatre-vingt-onze piastres, qui sera déposé entre les mains du trésorier de la province, et que cette somme, ajoutée aux intérêts annuels des obligations, constituera une dette annuelle de cinq mille sept cent quatre-vingt-onze piastres, et que les obligations devront être rachetées, capital et intérêt, par le paiement de telle annuité pendant vingt ans au moyen de paiements annuels.

6. *Résolu.*—Que pour réaliser le montant de l'annuité ci-dessus mentionnée, destiné au paiement des obligations, capital et intérêt, il devra, jusqu'au rachat de ces obligations, être prélevé sur et payé par la corporation de la cité de Sherbrooke et des corporations de comté des comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, y compris toutes les corporations de villes ayant des chartes spéciales et situées dans les dits différents comtés susmentionnés, une somme annuelle de cinq mille sept

cent quatre-vingt-onze piastres répartie dans les proportions suivantes : la cité de Sherbrooke devra payer pour sa part de telle annuité la proportion qui sera due et exigible sur la somme de trente mille piastres ; le reste de l'annuité due et exigible sur la balance de quarante-cinq mille piastres devra être payé par les dits comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, au prorata du montant de leurs rôles d'évaluation respectifs, y compris ceux de toutes les corporations de villes, tel que susdit.

7. *Résolu*.—Que le trésorier de la province devra, chaque année, dans le mois d'avril, et jusqu'au rachat final des dites obligations, répartir le montant qui devra être imposé sur et payé par chacune des dites corporations, tel que prescrit dans la résolution précédente ; et que les secrétaires-trésoriers des dites corporations devront en effectuer le paiement conformément à la résolution suivante :

Que la corporation de la cité de Sherbrooke devra inclure sa part de la dite annuité dans le montant des taxes imposées chaque année par le conseil sur les contribuables et les biens imposables de la cité, et la percevoir en même temps que les taxes générales de la cité ; et que les secrétaires-trésoriers des comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, devront inclure la part de la dite annuité due par chacun d'eux, telle que déterminée ci-dessus, et en percevoir le montant des corporations locales et de toutes les corporations de ville dans chaque comté, à l'époque où les conseils de comté des dits comtés font leurs répartitions annuelles, conformément à et en vertu de l'article 940 du Code municipal.

8. *Résolu*.—Que les contributions annuelles payables par les corporations susdites devront être payées au trésorier de la province, le premier jour juridique du mois d'octobre de chaque année.

9. *Résolu*.—Qu'à défaut de paiement de telle contribution de la part de quelqu'une des dites corporations, le trésorier de la province devra recouvrer sur poursuites intentées au nom du percepteur du revenu de la province du district, la part due par la corporation ainsi en défaut, ainsi que les intérêts à six pour cent depuis la date de ce défaut.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues la première fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la première fois.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues la deuxième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la motion étant soumise :

Que cette Chambre concoure dans ces résolutions la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

Ordonné.—Que l'hon. M. Duffy ait la permission de présenter un Bill (No 196), concernant la construction d'un palais de justice pour le district de St-François, dans la cité de Sherbrooke.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à considérer les résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides et ces résolutions sont lues de nouveau, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'immigration, bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Women's National Immigration Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Women's Protective Immigration Society ", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances, réparations des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les assurances sur les palais de justice et les prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-six cents soit accordée à Sa Majesté, pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes sur édifices publics en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction du nouveau palais de justice de Sherbrooke, nouveau vote du montant périmé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une annexe à l'Ecole Normale Laval, chemin Ste-Foye, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction d'une bâtisse à Montréal pour l'usage des bureaux d'enregistrement et autres bureaux publics de cette cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général et amélioration aux chemins ruraux, y compris les crédits en vertu du 60 Vict. Chap. 4, et 63 Vict., Chap. 2, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédent pas cinq mille piastre soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'agriculture de l'Assomption, troisième et dernier paiement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'Association laitière de la Province de Québec, et la mise en opération de l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. art. 1753a et 1753e, (54 Vict. Chap. 20, et O. C. No 75, du 24 janvier 1891,) pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les syndicats de beurreries et fromageries, S. R. Q. Art. 1753a et 1753e (54 Vict., Chap. 20, et 63 Vict., Chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subventions à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, et pour concours de produits laitiers, inspecteurs de beurreries et de fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme contribution au coût de l'entretien de l'Institut impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces résolutions.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (F du Conseil législatif) amendant la loi relative aux jurés.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siéger quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Major fait rapport que le comité a examiné le billet lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (G du Conseil législatif) concernant les juges des sessions de la paix pour la cité de Montréal.

L'hon. M. Duffy, appuyé par l'hon. M. Guerin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé en comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et Major fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les expositions.

L'hon. M. Déchène, appuyé par l'hon. M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Déchène informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur a pris connaissance de ces résolutions et les recommande à sa considération.

(EN COMITÉ)

Attendu que, par la tenue d'expositions, les associations agricoles et les compagnies d'exposition ci-après nommées ont encouru des dettes comme suit : la Compagnie d'exposition de Québec, \$24,355.83 ; l'Association agricole du district des Trois-Rivières, \$21,950.00 ; la Société d'agriculture du comté de Saint-Jean, \$10,000.00, formant en tout la somme de \$56,335.83 ;

Attendu qu'il est nécessaire que l'Association agricole des Cantons de l'Est emprunte une somme de trente mille piastres pour agrandir et réparer les bâtiments d'exposition actuels, améliorer son terrain et payer des dettes flottantes, et que cet emprunt pourra être contracté à des conditions plus avantageuses si le gouvernement garantit le paiement de l'intérêt ;

Attendu que ces compagnies et associations ont pour objet l'avancement de l'agriculture et de l'industrie laitière et la diffusion de la science agricole, et qu'il est dans l'intérêt de la province que le gouvernement leur vienne en aide ; qu'il soit en conséquence

Résolu,—1. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de garantir, aux termes et conditions qu'il jugera à propos, l'intérêt pour cinq années, à un taux n'excédant pas quatre pour cent, des dettes et emprunt susmentionnés ;

Résolu,—2. Que si, par suite de cette garantie, le gouvernement fait quelque paiement pour ces intérêts, il retiendra le montant ainsi payé sur l'allocation votée par la Législature pour les fins d'exposition.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Taschereau rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit ;

Attendu que, par la tenue d'expositions, les associations agricoles et les compagnies d'exposition ci-après nommées ont encouru des dettes comme suit : la Compagnie d'exposition de Québec, \$24,355.83 ; l'Association agricole du district des Trois-Rivières, \$21,980 00 ; la Société d'Agriculture du comté de Saint-Jean, \$10,000.00, formant en tout la somme de \$56,335.83 ;

Attendu qu'il est nécessaire que l'Association agricole des Cantons de l'Est emprunte une somme de trente mille piastres pour agrandir et réparer les bâtiments d'exposition actuels, améliorer son terrain et payer des dettes flottantes, et que cet emprunt pourra être contracté à des conditions plus avantageuses si le gouvernement garantit le paiement de l'intérêt ;

Attendu que ces compagnies et associations ont pour objet l'avancement de l'agriculture et de l'industrie laitière et la diffusion de la science agricole, et qu'il est dans l'intérêt de la province que le gouvernement leur vienne en aide ; qu'il soit en conséquence

Résolu,—1. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de garantir, aux termes et conditions qu'il jugera à propos, l'intérêt pour cinq années, à un taux n'excédant pas quatre pour cent, des dettes et emprunt susmentionnés ;

Résolu,—2. Que si, par suite de cette garantie, le gouvernement fait quelque paiement pour ces intérêts, il retiendra le montant ainsi payé sur l'allocation votée par la Législature pour les fins d'exposition.

Et la motion étant faite :—Que ces résolutions soient maintenant lues la deuxième fois, —la Chambre se divise, —et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la motion étant faite :—Que la Chambre adopte ces résolutions, —la Chambre se divise, —et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

Ordonné,—Que l'hon. M. Déchêne ait la permission de présenter un Bill (No 164), concernant les expositions.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Et la motion étant faite :—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la motion étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Quelle est l'étendue actuelle, en milles carrés et en acres, du territoire de cette province vendue comme "limites à bois" ?

2. Quelle proportion réelle ou approximative de cette étendue se trouve dans chacune des grandes régions de la province ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. 61,886 milles, ou 39,607,040 acres

2. Ottawa supérieur 22,230 milles ; Ottawa inférieur, 5,796 milles ; St-Maurice, 11,598 milles ; St-Charles, 1,474 milles ; Lac St-Jean, 5,876 milles ; Bonaventure et Gaspé, 3,483 milles ; Rimouski, 2,175 milles ; Saguenay, 5,030 milles ; Granville, 1,893 milles ; Montmagny, 867 milles ; Matapédia, 665 milles ; Chaudière, 688 milles ; St-François, 517 milles ; Arthabaska, 94 milles.

Par l'honorable M. Flynn.—Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre en vente, avant le 30 de juin prochain, des limites à bois ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Dans l'intérêt public, et pour se conformer à un grand nombre de demandes qu'il a par devers lui à cet effet, le gouvernement se propose de mettre en vente des limites à bois, avant le 30 juin prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 5) amendant la loi des licences de Québec, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 18) amendant l'article 1834 du Code civil, concernant l'enregistrement des contrats de mariage.

Bill (No 72) constituant en corporation la " Beauharnois Light, Heat and Power Company."

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 18) amendant l'article 1834 du Code civil, concernant l'enregistrement des contrats de mariage, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements fait par le Conseil législatif au Bill (No 72) constituant en corporation la " Beauharnois Light, Heat and Power Company " et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 48) constituant en corporation " The Matthew Moody & Sons Company ;" et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 73) ratifiant un acte de vente du 5 septembre par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 146) concernant la " Shawinigan Carbide Company " et les dits amendements sont lus de nouveau et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 124) accordant certains pouvoirs additionnels à " The Provincial Light, Heat and Power Company " et confirmant ceux qu'elle possède déjà.

M. Lacombe, appuyé par M. Neault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont en conséquence, lus la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 168) amendant l'article 1080 du Code municipal ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la motion étant faite : Que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Résolu,—Que la Chambre adopte ces amendements.

Et la motion étant faite : Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Il est six heures p. m., la Chambre s'ajourne à huit heures, ce soir, suivant l'ordre à cet effet.

Huit heures, p. m.

L'hon. M. LeBlanc propose, secondé par M. Tellier, et il est

Ordonné,—Que l'ordre de la Chambre pour le concours dans les amendements du Conseil législatif au Bill (No 73) intitulé: "Loi ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895 par Claude Gravel, à Stanislas et Ludger Ouellet", soit rescindé.

Résolu,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements en y ajoutant ce qui suit:

1. En substituant aux mots, "veuve et légataire de Claude Gravel," après le mot "Auclair" dans la première ligne du préambule les mots suivants: "Veuve de Aldéric Gravel"; 2. En substituant aux mots "veuve de Aldéric Gravel" après le mot "Nadou", dans la première ligne du préambule, les mots: "Veuve et légataire de Claude Gravel."

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 124), accordant certains pouvoirs additionnels à "The Provincial Light, Heat and Power Company," et confirmant ceux qu'elle possède déjà.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer de nouveau les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No. 72), constituant en corporation la "Beauharnois Light, Heat and Power Company," et ces amendements sont lus de nouveau.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 196) concernant la construction d'un palais de justice pour le district de St-François, dans la cité de Sherbrooke.

L'honorable M. Duffy, appuyé par l'honorable M. Guerin propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, — la Chambre se divise, — et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Et la question étant posée:

Ce bill sera-t-il lu la troisième fois?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école de laiterie, à St-Hyacinthe.

L'honorable M. Déchène propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, —et la motion étant soumise à la Chambre : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.—la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Déchène informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance des dites résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Attendu que l'école de laiterie établie à St-Hyacinthe par la Société d'industrie laitière ne répond plus aux besoins de l'industrie laitière de la province, et que, d'ailleurs, son existence est menacée par l'effondrement du terrain sur lequel elle est bâtie ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province qu'une école convenable soit construite sur le site de l'école actuelle ou dans un autre endroit ; —qu'il soit, en conséquence

1. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire construire, à St-Hyacinthe, sur le site de l'école de laiterie actuelle ou dans un endroit plus avantageux, une école de laiterie dont le coût ne devra pas excéder quinze mille piastres.

2. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'acheter le terrain requis pour cette école, et, s'il le juge à propos, de faire, avec la Société d'industrie laitière de la province de Québec et avec toute personne intéressée, des arrangements afin de devenir propriétaire de l'école de laiterie actuelle et du terrain sur lequel elle est construite, et de payer, pour ces fins, le montant qui sera convenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Champagne rapporte les résolutions qui sont lues comme suit :

Attendu que l'école de laiterie établie à St-Hyacinthe par la Société d'industrie laitière ne répond plus aux besoins de l'industrie laitière de la province, et que, d'ailleurs, son existence est menacée par l'effondrement du terrain sur lequel elle est bâtie ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province qu'une école convenable soit construite sur le site de l'école actuelle ou dans un autre endroit ; —qu'il soit, en conséquence

1 *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire construire, à St-Hyacinthe, sur le site de l'école de laiterie actuelle ou dans un endroit plus avantageux, une école de laiterie dont le coût ne devra pas excéder quinze mille piastres.

2. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'acheter le terrain requis pour cette école, et, s'il le juge à propos, de faire, avec la Société d'industrie laitière de la province de Québec et avec toute personne intéressée, des arrangements afin de devenir propriétaire de l'école de laiterie actuelle et du terrain sur lequel elle est construite, et de payer pour ces fins, le montant qui sera convenu.

Et ces résolutions sont lues une deuxième fois et agréées.

Ordonné,—Que l'hon. M. Déchéne ait la permission de présenter un Bill (No 165), concernant l'école de laiterie de St-Hyacinthe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Flynn :—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer le système de la publication et de la distribution gratuite des livres d'école ?

2. A-t-il l'intention de publier et distribuer gratuitement des livres d'école pour faire suite à " Mon premier livre ", ou pour le continuer ?

3. Dans l'affirmative, à même quel crédit ou appropriation législative se propose-t-il de rencontrer ces dépenses ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui ; 2. et 3. Le gouvernement ayant fourni les deux premières années du cours élémentaire jugera, d'après les résultats, si le système doit être continué

Par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire imprimer pour les enfants de cette province parlant la langue anglaise, un livre correspondant ou semblable à celui de " Mon Premier Livre " ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Une décision n'a pas encore été prise.

Proposé par M. Cardin, secondé par M. Chênevert et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, télégramme, documents donnés, reçus ou échangés entre le gouvernement et les compagnies d'assurance, les propriétaires de manufactures et les inspecteurs des manufactures relativement aux bouilloires à vapeur des manufactures, depuis le premier janvier 1902, à ce jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent,— que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Tellier propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Flynn :—Que tous les mots après "que" dans la motion principale soit retranchés et remplacés par les suivants :

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement du jour croit devoir, d'année en année, aliéner des portions considérables et extraordinaires de notre domaine public pour faire face aux dépenses courantes de l'administration et diminuer ses déficits réels; et elle espère que le gouvernement s'appliquera à l'avenir à administrer les affaires de cette province sans entamer notre capital et sans disposer avec autant de prodigalité de notre avoir et de notre domaine national."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Chicoyne,</i>	<i>Giard,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>et Tellier.—6.</i>
<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier, (Dorc.),</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delage,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Prévost,</i>
<i>Blouin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lane,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Lemay,</i>	<i>Roy, (Kam.)</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Mackenzie,</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffu,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin, (Charl.)</i>	<i>Tanguay,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Morin, (St-Hyac.),</i>	<i>Taschereau,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Giard → <i>Giard</i></i>	<i>Neault,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin (Iberv.)</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tourigny,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin</i>	<i>Pelletier (Sherb.)</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cochrane,</i>	<i>Hutchinson,</i>	<i>Perrault,</i>	<i>et Weir.—50.</i>
<i>Daignault,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Petit.</i>	
<i>Déchène,</i>	<i>Lacombe,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise et il est

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se constitue, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service de la chasse et de la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (cadastre), département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., en vertu de 63 Vict, chap. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des Sociétés de secours mutuel, frais de voyage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses diverses en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, S. R. Q. titre 7, chap. 3, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses exigées par l' "Acte des établissements industriels de Québec," (57 Vict., chap. 80), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer de bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mme Gaspard Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du St-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu de la loi 1, Ed. VII, chap. 31 — "Loi de Québec relative aux différends ouvriers," pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tanguay fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Résolu.—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Tanguay rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses du service de la chasse et de la pêche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens, département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le service d'enregistrement (cadastre), département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., en vertu de 63 Vict., chap. 3 pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des Sociétés de secours mutuel, frais de voyage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

13. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, S. R. Q., titre 7, chap 3, sec. 1, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses exigées par l' "Acte des établissements industriels de Québec," (57 Vict., chap. 30), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer de bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mde Gaspard Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du St-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le salaire du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu de la loi 1, Ed. VII, chap. 31.—“ Loi de Québec relative aux différends ouvriers ”, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Les dites résolutions, étant lues la deuxième fois, sont agréées.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif ou Bill (No 18) amendant l'article 1834 du Code civil concernant l'enregistrement des contrats de mariage,—et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 26 mars 1902.

Onze heures, a. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 64) autorisant Joseph-Antoine Germano à exercer la profession de notaire dans cette province.

Bill (No 65) amendant la charte de la ville de Joliette.

Bill (No 78) amendant la loi 45 Victoria, chapitre 64, concernant la "Liverpool & London and Globe Insurance Company."

Bill (No 111) conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu du Canada.

Bill (No 121) autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la Province de Québec.

Bill (No 131) autorisant le Barreau de la Province de Québec, à admettre William Kenneth-McKeown au nombre de ses membres, après examen.

Bill (No 141) constituant en corporation la Société d'administration générale.

Bill (No 154) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec à admettre Napoléon Landry, médecin et chirurgien, au nombre de ses membres.

Bill (No 157) autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec à admettre William Charles Mills à exercer la médecine et la chirurgie.

Bill (No 159) amendant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.

Bill (No 184) concernant les marguilliers.

Bill (No 198) concernant certains subsides.

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement fait au Bill (No 85) amendant la loi portant exemption de taxes en faveur des commis-voyageurs, et qu'il a retiré le dit amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 30), amendant la loi relative aux arpenteurs et aux arpentages ;

Bill (No 40), confirmant les ventes faites à Raymond-C. Savage et Joseph-Léopold Dozois de certains immeubles appartenant à la succession de feu Mathilde Beaubien ;

Bill (No 69) constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls ;

Bill (No 74) revisant la loi constituant en corporation les huissiers du district de Montréal ;

Bill (No 150) constituant en corporation la Compagnie électrique de Sorel.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 30) amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages ; et les dit amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 46), confirmant les ventes faites à Raymond-C. Savage et Joseph-Léopold Dozois de certains immeubles appartenant à la succession de feu Mathilde Beaubien ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendement.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 69), constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 74) revisant la loi constituant en corporation les huissiers du district de Montréal ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 150) constituant en corporation la Compagnie électrique de Sorel ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soient remis à la prochaine séance.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et
Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou officiers et toutes personnes, en rapport avec le dernier concours du Mérite agricole, en autant que les compétiteurs à la médaille d'or sont concernés.

Proposé par M. Prévost, secondé par M. Dupuis, et
Ordonné.—Qu'il soit mis devant de cette Chambre :—Copie de tous documents concernant un pont actuellement en construction sur la rivière du Nord, reliant les deux rives, en la ville de Saint-Jérôme.

Proposé par l'honorable M. Tessier, secondé par M. Lacombe, et
Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie du rapport de l'école de laiterie et de la Société d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, sur les derniers examens des aspirants-inspecteurs de beureries et de fromageries.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par M. Tellier, et
Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes dépêches et de toute correspondance échangées entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, ou entre le Gouverneur-Général du Canada et le Lieutenant-Gouverneur, ou entre le Premier Ministre du Canada et celui de Québec, au sujet de la représentation du gouvernement de Québec, par l'entremise du Premier Ministre ou autrement, aux fêtes du Couronnement de Sa Majesté le Roi Edouard VII, et à toutes conférences entre le gouvernement de Sa Majesté ou le Secrétaire d'Etat pour les Colonies et les Premiers Ministres des Colonies, touchant les relations politiques entre la métropole et les colonies, la défense de l'Empire, les relations commerciales et autres sujets d'un intérêt général;

2. Copie de toutes dépêches et de toute correspondance échangées entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, ou entre le Gouverneur-Général du Canada et le Lieutenant-Gouverneur ou entre le Premier Ministre du Canada et celui de Québec, au sujet de la représentation du gouvernement du Canada et ceux des Provinces, et notamment de celui de Québec, aux fêtes du jubilé de Sa Majesté la Reine Victoria, en 1897, et à toutes conférences à être tenues à cette occasion, entre le gouvernement de Sa Majesté, ou le Secrétaire d'Etat pour les colonies et les Premiers Ministres des colonies;

3. Copie des procès-verbaux des conférences entre le Secrétaire d'Etat pour les colonies et les Premiers Ministres des colonies, tenues au bureau colonial, à Londres, en juin et juillet 1897;

4. Copie des discours du Secrétaire d'Etat pour les colonies et des Premiers Ministres des colonies, prononcés à ces conférences, ou à l'occasion de ces conférences—et ayant trait aux sujets y soumis ou discutés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 13), concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 13), concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Mackenzie, et
Ordonné—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 142)—loi amendant la charte de la corporation "German and Polish Jews of Montreal," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une corporation constituée pour des fins religieuses.

Proposé par M. Cochrane, appuyé par M. Mackenzie, et
Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 143)—Loi constituant en corporation "Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une corporation constituée pour les fins religieuses.

Proposé par M. Cherrier, appuyé par M. Delaney et
Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 111)—Loi conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre feu du Canada, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que le même bill a été rejeté à la dernière session et que le dépôt n'a pas été retiré.

Proposé par M. Blouin, appuyé par M. Cochrane et
Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 149).—Loi amendant la loi 56 Vict., ch. 22, relative à l'entretien de certains ponts, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Neault, et
Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 74).—Loi revisant la loi constituant en corporation les huissiers du district de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill est un bill public.

Proposé par M. Lacombe, appuyé par M. Neault, et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 49).—Loi amendant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Proposé par M. Robitaille, appuyé par M. Champagne, et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 33).—Loi constituant en corporation " Les Pères Blancs Missionnaires d'Afrique ", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une corporation religieuse.

Proposé par M. Fiset, appuyé par M. Neault et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 70).—Loi concernant l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit à Shawinigan Falls, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 132).—Loi pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Proposé par M. Hutchinson, appuyé par M. Weir et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 67).—Loi revisant et refondant la charte de la ville de Westmount, et constituant en cité la dite ville, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill n'a pas passé.

Proposé par M. Major, appuyé par M. Allard et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 130).—Loi amendant la charte de la cité de Hull, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été nécessité par une erreur dans le bill adopté à la session précédente.

Propose par M. Allard, appuyé par M. Major et

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le Bill (No 156).—Loi amendant la charte de l'Union St-Pierre de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une association de secours mutuel et de bienfaisance.

Proposé par M. Taschereau, appuyé par M. Tanguay et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 158).—Loi autorisant Napoléon Lemay à exercer la profession de notaire dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré, au Conseil législatif.

Proposé par M. Tellier, appuyé par l'hon. M. LeBlanc et

Ordonné,—Que le dépôt fait pour le Bill (No 65).—Loi revisant et refondant la charte de la ville de Joliette, soit remis, moins les frais auxquels s'élèvent l'impression et la traduction du bill "amendant la charte de la ville de Joliette", passé par cette Chambre, vu que le bill originaire revisant et refondant la charte a été retiré.

Proposé par M. Dorris, appuyé par M. Roy (Montmagny) et

Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (No 154).—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Napoléon Landry médecin et chirurgien, au nombre de ses membres, soit remise, moins les frais de traduction et d'impression, vu l'impossibilité du promoteur, pour cause majeure, de déposer la pétition de ce bill dans les délais légaux.

Proposé par M. Weir, appuyé par M. Hutchinson et

Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (No 157).—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William Charles Mills à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remise.

M. Taschereau propose, appuyé par M. Tanguay, — Que l'amende payée pour le Bill (No 55) Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau, à la pratique de la profession de notaire, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

M. Hutchinson propose, appuyé par M. Weir, — Que l'amende payée pour le Bill (No 53) —Loi autorisant la Chambre des notaires à admettre Percy Clare Duboyce à l'exercice de la profession de notaire, après examen, soit remise, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

M. Lacombe propose, appuyé par M. Neault, —Que l'honoraire payé pour le Bill (No 133) —Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une association de bienfaisance. La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Robitaille propose, appuyé par M. Taschereau et

Ordonné,—Que l'honoraire additionnel de cent piastres payé pour le Bill (No 76).—Loi pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins, soit remis, un exemplaire du dit bill ayant été déposé entre les mains du

greffier huit jours avant l'ouverture de la session ; le dit honoraire ayant été exigé parce que la pétition n'a pu être présentée dans les délais légaux, à cause de l'absence, à ce moment, du promoteur du bill.

M. Major propose, appuyé par M. Allard,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 137)—Loi concernant l'Union Universelle, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une association de secours mutuel. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Cardin propose, appuyé par M. Chênevert et il est
Ordonné,—Que l'amende payée pour le Bill (No 150)—Loi constituant en corporation la Compagnie électrique de Sorel, soit remis, des circonstances incontrôlables ayant empêché le dépôt de ce bill huit jours avant l'ouverture de la session.

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre, la copie d'une lettre de M. Chamberlain à Lord Minto, et aussi la copie d'une lettre adressée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par le major Maude, secrétaire du Gouverneur Général.

Il est proposé par l'honorable M. Parent, appuyé par l'honorable M. Flynn et

Ordonné,—Que ces deux lettres soient insérées dans les Journaux de la Chambre, comme suit :

DE M. CHAMBERLAIN A LORD MINTO

DOWNING STREET,

27 décembre, 1901.

My Lord,

1. Vous avez appris par un télégramme du 18 octobre et ma dépêche No 388 de la même date, que le gouvernement de Sa Majesté désirait que la Puissance du Canada fut représentée, par son Premier Ministre, au couronnement de Sa Très Gracieuse Majesté Edouard VII, au mois de juin prochain.

2. Le gouvernement de Sa Majesté, tout en étant convaincu que le Canada tout entier sera parfaitement représenté officiellement, par son Premier Ministre, désirerait voir aussi les différentes Provinces du Canada être représentées, lors de ce grand événement ; et c'est pourquoi je vous prie de vous mettre en rapport avec les premiers ministres des provinces du Canada pour les informer que le gouvernement de Sa Majesté désire inviter ceux d'entre eux qui pourraient se trouver alors en Angleterre, à prendre part aux cérémonies du couronnement, avec les autres visiteurs éminents.

3. Dans le cas où des premiers ministres des provinces jugeraient à propos de profiter de cette invitation, des places leur seront réservées, pour eux et une dame de leur famille, à toutes les cérémonies du couronnement, et les mesures seront prises pour leur rendre leur visite agréable sous tous les rapports.

J'ai l'honneur, etc.,

(Signé) J. CHAMBERLAIN.

Au Gouverneur Général,
Le Très Honorable
Comte de Minto, G. C. M. G., etc.

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL.

Ottawa, 22 janvier 1902.

Monsieur,

J'ai reçu l'ordre du Gouverneur Général d'envoyer à Votre Honneur copie d'une dépêche qu'il a reçue du Secrétaire d'Etat des Colonies, donnant à entendre que le gouvernement de Sa Majesté désireraient que les différentes province du Canada fussent représentées par leurs Premiers Ministres au couronnement de sa Très Gracieuse Majesté le Roi Edouard VII, au mois de juin prochain.

Son Excellence serait donc reconnaissant à Votre Honneur de vouloir bien communiquer le contenu de la dépêche ci-incluse à Votre Premier Ministre, et de m'envoyer une réponse quand cela vous sera agréable.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur

J. S. MAUDE,

Major,

Secrétaire du Gouverneur général.

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de Québec,
Québec.

Proposé par l'hon. M. Flynn, secondé par l'hon. M. LeBlanc et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous mémoires, soumissions et correspondance depuis 1890, avec M. l'Orateur, la Commission d'économie interne ou avec le gouvernement ou aucun de ses membres, au sujet de la publication des Débats ou du *Hansard* de cette Chambre.

M. Blanchard propose, appuyé par M. Neault, et la motion étant soumise à la Chambre :—Que le Bill (No 95), amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la cour des commissaires, soit de nouveau inscrit sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général, à la prochaine séance, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité des subsides.

L'hon. M. Duffy propose, appuyé par l'hon. M. Parent,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, secondé par l'hon. M. Flynn,—Que tous les mots après " que " dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette que le gouvernement n'a pas trouvé à propos d'arranger son tarif en rapport avec l'industrie de la pulpe de bois et du papier en cette province, de manière à protéger nos intérêts nationaux."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit ;

POUR :

Messieurs

<i>Flynn,</i>	<i>Giard,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier (Dorc.), et Tellier.—5</i>
---------------	---------------	-----------------	---

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Bissonnette,</i>	<i>Cardin,</i>	<i>Champagne,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Daignault,</i>	<i>Delège,</i>
<i>Delaney,</i>	<i>Dion,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Duffy,</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Fiset,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Godbout,</i>
<i>Gosselin, (Missisq),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Hearn,</i>
<i>Hutchinson,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Laferté,</i>	<i>Mackenzie,</i>
<i>Major,</i>	<i>Morin (St-Hyac),</i>	<i>Neault,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Pelletier (Sherb.),</i>	<i>Perrault,</i>	<i>Prévost,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Roy (Montm.),</i>	<i>Roy (St-Jean),</i>	<i>Taschereau,</i>	<i>Tessier, (Portu.)</i>
<i>Tessier (Rim.)</i>	<i>Tourigny,</i>	<i>Turgeon,</i>	<i>Walker, et Weir.—41.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise, et il est

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût des impressions et de la reliure pour les deux chambres de la Législature, (S. R. P. Q. art. 158), pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-neuf mille deux cent une piastres et onze cents soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille sept cent quatre-vingt-onze piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du juge des sessions de la paix de Québec et de son assistant ; des magistrats de police de Montréal et ceux de leurs employés, les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable de Montréal et de son député, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression du rapport du surintendant de l'instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des asiles d'aliénés, et des écoles de réforme y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides à la prochaine séance.

M. Robitaille rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, (S. R. P. Q. art. 158), pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-neuf mille deux cent une piastres et onze cents soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille sept cent quatre-vingt-onze piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du juge des sessions de la paix de Québec et de son assistant ; des magistrats de police de Montréal et ceux de leursemployés, les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable de Montréal et de son député, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression du rapport du surintendant de l'instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres, Mines et Pêcheries, pour l'année financière finissant le 30 juin, 1903.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des asiles d'aliénés, et des écoles de réforme, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1903.

Les dites résolutions étant lues une deuxième fois, sont agréées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général dans le but de considérer certaines résolutions relatives aux voies et moyens à prendre pour payer les subsides accordés à Sa Majesté.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$124,638.50 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent-deux, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*,—Que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,181,055.38 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin, mil neuf cent-trois, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Robitaille rapporte, alors, les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$124,638.50 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin mil neuf cent-deux, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*.—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,181,055.38 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent-trois, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions étant lues une deuxième fois, sont agréées.

Ordonné.—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1902 et le 30 juin 1903 et pour d'autres fins du service public.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour sa seconde lecture.

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 7 mars 1902, demandant la copie de tous arrêtés en conseil, requêtes, résolutions, recommandations, protestations, et de toute correspondance, au sujet de la nomination des membres des conseils d'arbitrage mentionnée dans la loi chapitre 31, 1 Ed. VII : —“ Loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels.”

(Document de la session No 74).

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en date du 10 mars 1902, demandant la production de copie de tous arrêtés-du-conseil et de toute correspondance, depuis deux ans, ayant trait à des demandes de subventions pour chemins de fer.

(Document de la session No 75)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1902, pour copie de tous documents, requêtes, pétitions, correspondance, etc., relativement à l'érection civile de la paroisse de St-Alphonse de Liguori, dans le comté de Bonaventure, et relativement au rapport des commissaires civils touchant l'érection civile de la dite paroisse.

(Document de la session No 76).

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport du comité conjoint des impressions, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi l'honorable M. Bryson comme son président, et recommande que les documents suivants soient imprimés, savoir ” :

No 35.—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février, 1902, pour :—Copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$3,890, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé à N. W. Trenholme, écr., C. R.

No 38.—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février, 1902, pour :—Un état détaillé des sommes de \$10,990 et de \$3,090.00, en rapport avec la réception du Duc et de la Duchesse de Cornwall et York, indiquant comment, à qui, et pourquoi ces montants ont été payés.

No 41.—Réponse à une adresse, en date du 20 février, 1902, pour :—Copie de tous arrêtés du Conseil, rapports, requêtes et correspondance, depuis quatre ans, ayant trait au système de colonisation de la province ou aux lois et règlements touchant la vente et l'établissement des terres publiques et l'exploitation de nos forêts, en autant que cela touche à la colonisation.

No 42.—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février, 1902, pour :—Un état détaillé de la somme de \$53,000 mentionnée dans les comptes publics de 1901, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3.

No 51.—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars, 1902, pour :—Copie de tous documents relatifs au changement du chef-lieu du district de Terrebonne, de Ste-Scholastique à St Jérôme.

No 69.—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 mars, 1902, pour :—Copie du rapport du Surintendant de l'Instruction publique aux honorables membres du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec, en mai 1901.

No 75.—Réponse à une adresse, en date du 10 mars, 1902, pour :—Copie de tous arrêtés du Conseil et de toute correspondance, depuis deux ans, ayant trait à des demandes de subventions pour chemins de fer.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ce rapport.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Les 6,777,237 acres de terre mentionnés dans le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, comme étant la superficie du territoire de la province non aliéné et subdivisé en lots de ferme et disponibles, sont-ils compris en tout ou en partie dans le territoire désigné sous le nom de "limites à bois?"

2 Si, en partie, seulement, quelle superficie réelle ou approximative se trouve ainsi comprise dans ces limites à bois?

Réponse par l'honorable M. Parent :

1. Oui.

2. La réponse à cette question nécessite de trop longues recherches pour être donnée immédiatement vu qu'il faut constater, pour plus de 400 cantons, quels sont actuellement les lots sujets à des licences de coupe. Approximativement, la superficie comprise dans les limites à bois est de 6,000,000 d'acres.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 167) amendant la loi concernant les compagnies à fonds social.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Laferté fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 186) amendant la loi électorale, 1895.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour la prochaine séance.

A une heure p. m., la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures, p. m., suivant l'ordre à cet effet.

Trois heures, p. m.

L'hon. M. Duffy propose, appuyé par l'hon. M. Parent, et il est

Ordonné,—Que le Bill (No 2) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1902 et le 30 juin 1903, et pour d'autres fins du service public, soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par l'hon. M. Flynn, appuyé par l'hon. M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant

cette Chambre :—Copie de tous arrêtés-du-Conseil, contrats et correspondance, depuis le 29 décembre 1897, au sujet de la conversion de la dette autorisée par le Statut 60 Vict., chap. 2.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 186) amendant la loi électorale, 1895 ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les amendements étant lus la première fois, il est

Ordonné.—Que la seconde lecture de ces amendements soit remise au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 95) amendant le Code de procédure civile et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et les amendements étant lus la première fois, il est

Ordonné.—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 72) constituant en corporation "The Beauharnois Light, Heat and Power Company".

Résolu.—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à adopter les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 150) constituant en corporation la Compagnie électrique de Sorel.

Résolu.—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement.

Bill (No 5) amendant la loi des licences de Québec ;

Bill (No 164) concernant les expositions ;

Bill (No 163) amendant l'article 1080 du Code municipal ;

Bill (No 165) concernant l'école de laiterie, à Saint-Hyacinthe ;

Bill (No 196) concernant la construction d'un palais de justice pour le district de St-François, dans la cité de Sherbrooke ;

Bill (No 172) amendant le Code municipal ;

Bill (No 153) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer St-Laurent et Mégantic ;

Bill (No 147) constituant en corporation la " Shawinigan Falls Terminal Railway Company."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (No 136) détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce, et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de " Comté du Lac Mégantic ", pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture ;

Bill (No 129) amendant la charte de la cité de St-Henri ;

Bill (No 138) amendant les lois concernant la ville de Lachine ;

Bill (No 152) constituant en corporation la " Power Pulp and Paper Company of North America " ;

Bill (No 117) constituant en corporation la " Saint-Ann Power Company " ;

Bill (No 68) constituant en corporation la compagnie de pulpe de Métabetchouan ;

Bill (No 122) accordant certains pouvoirs à la " New Richmond Lumber Company (limited) " ;

Bill (No 89) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations.

Bill (No 140) constituant en corporation la compagnie Kamou-Tem Littoral Electrique ;

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 136) détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce, et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de " Comté du Lac Mégantic ", pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 129) amendant la charte de la cité de St-Henri ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 138) amendant les lois concernant la ville de Lachine ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 152) constituant en corporation la " Power Pulp and Paper Company of North America " ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 140) constituant en corporation la compagnie Kamou-Tem Littoral Electrique ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 117) constituant en corporation la " Saint-Ann Power Company " ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 68) constituant en corporation la compagnie de pulpe de Métabetchouan ; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 122) accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Company (limited)"; et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 89) amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations ; et, les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Allard propose, appuyé par M. Major, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 144) concernant la succession de feu Mathias Henry Balcer, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$500, mentionné à la page 185 des comptes publics, pour réparation au pont sur la rivière Jacques-Cartier, dans le comté de Portneuf.
(Document de la session No 71.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails au sujet de l'item de \$375, mentionné à la page 185 des comptes publics, pour réparation au pont sur la Rivière Noire, dans le comté de l'Islet.
(Document de la session No 78.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1902, pour copie de toute correspondance, comptes, documents et tous détails concernant l'item de \$600, pour la construction d'un pont sur le bras Saint-Nicholas, dans le comté de l'Islet, apparaissant à la page 185 des comptes publics.
(Documents de la session No 79.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1902, pour copie de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet de l'emploi et de l'introduction sur le marché, dans l'intérêt de la classe agricole, d'une invention nouvelle pour arracher, transporter et mettre en clôture la grosse pierre. *(Document de la session No 80.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1902, pour copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet de la question de l'élection, par le peuple, des Commissaires d'écoles pour la cité de Québec. *(Document de la session No 81.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 mars 1902, pour la production de tous documents relativement à la prévention de la tuberculose, et aux moyens à prendre pour enrayer la maladie. *(Document de la session No 82.)*

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 mars 1902, pour production de copie de toute correspondance, depuis le 21 mars 1901, au sujet de l'extention de juridiction de la cour de circuit de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province. *(Document de la session No 83.)*

M. Cherrier propose, appuyé par M. Delaney, et il est

Ordonné,—Que l'entrée faite dans les Journaux de la Chambre, ordonnant la deuxième lecture durant le cours de la séance, des amendements faits par le comité général pour l'examen du Bill (No 186) amendant la loi électorale de Québec, 1895, soit rescindée.

Ordonné,—Que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et la modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement aux amendements qu'il a faits au Bill (No 73) ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895, par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette.

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 167) amendement la loi concernant les compagnies à fonds social, sans amendement.

M. Mackenzie propose, appuyé par M. Cardin et il est
Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 113) concernant la Compagnie du chemin de fer de Saint-Chrysostôme, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (No 2) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1902 et le 30 juin 1903, et pour d'autres fins du service public.

A six heures p. m., la Chambre s'ajourne jusqu'à huit heures, ce soir.

Huit heures, p. m.

L'honorable M. Parent dépose, sur le bureau de la Chambre, un état des travaux de la présente session, au 25 mars inclusivement, comme suit :

L'ouverture de cette session a eu lieu le 13 février 1902, étant la deuxième session du dixième Parlement.

Proposeur de l'adresse en réponse au discours du Trône : M. Roy, (Montmagny).

Secondeur : M. MacKenzie.

La prorogation a eu lieu le 26 mars 1902.

Nombre de jours de session, à cette date.....	42	
Nombre de séances.....	40	
La Chambre a voté.....	15	fois
Pétitions présentées.....	109	
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés.....	83	
Documents mis devant la Chambre : réponses aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	61	

Documents ordonnés, à la dernière session.....	2
Bills présentés à l'Assemblée législative.....	196
Présentés par le gouvernement.....	17
Bills publics.....	78
Bills reçus du Conseil législatif.....	6

AVIS DE MOTIONS

Avis de motions ayant rapport aux interpellations.....	53
Avis de motions se rapportant aux bills.....	150
Avis de motions relatifs aux adresses et ordres.....	79
Avis de motions se rapportant à des résolutions.....	11
La Chambre en comité général sur résolutions.....	18 fois
La Chambre en comité général sur les subsides.....	8 fois
La Chambre en comité général pour divers projets de loi.....	170 fois

RAPPORTS FAITS PAR DES COMITÉS PERMANENTS

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents	1
Bills privés.....	15
Chemins de fer.....	8
Ordres permanents.....	14
Législation et lois expirantes.....	14
Comptes publics.....	1
Impressions.....	1
Privilèges et élections.....	1
Agriculture, immigration et colonisation.....	2
Industries.....	2

COMITÉS SPÉCIAUX

Comité pour considérer le Code municipal.....	3
Comité sur la loi régissant les sociétés de secours mutuel, etc....	1

E. R. ALLEYN,
Greffier des archives.

M. l'Orateur dépose devant la Chambre — L'Etat des affaires de l'Hôpital de Fraserville, de l'Asile de la Providence, pour les malades indigents, des Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, de l'Asile St-Vincent de Paul, de Montréal des Sœurs de la Providence, Montréal et de l'hospice de St-André-Avelin, Ottawa, tous pour l'année 1901,
(Document de la session, No 17).

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 95) amendant le Code de procédure civile.

M. Blanchard, appuyé par M. Kennedy, propose que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Frank Pennée, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

"Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif."

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

B Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation le *Compton Ladies College*.

C Loi amendant l'article 683 du Code de procédure civile.

E Loi amendant la loi concernant les jours fériés.

F Loi amendant la loi relative aux jurés.

G Loi concernant les juges des sessions de la paix pour la cité de Montréal.

3. Loi concernant l'Hôpital protestant des aliénés.

4. Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

5. Loi amendant la loi des licences de Québec.

7. Loi amendant la loi de l'Instruction publique.

9. Loi autorisant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière.

10 Loi amendant la loi de la chasse de Québec.

11. Loi amendant la loi des mines de Québec.

13. Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright.

14. Loi amendant la loi du Barreau.

18. Loi amendant l'article 1834 du Code civil concernant l'enregistrement des contrats de mariage.

21 Loi accordant certains pouvoirs aux corporations municipales.

24. Loi autorisant les conseils municipaux à prohiber la vente des liqueurs enivrantes.

30. Loi amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages.

31. Loi autorisant Herbert-Alexander McCrea à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

32. Loi concernant la succession Léon-Benoît-Alfred Charlebois.

33. Loi constituant en corporation Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique.

34. Loi autorisant la construction d'un pont de péage sur la rivière Saint-François, entre la ville de Richmond et le village ou le canton de Melbourne.

35. Loi amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.

36. Loi constituant en corporation la Compagnie Hydraulique de Saint-François.

37. Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Matane et Gaspé.

38. Loi autorisant la Chambre des notaires à admettre Louis Savard à la pratique du notariat, après les examens requis.

39. Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J.-Alexandre Legault au nombre de ses membres, après examen.

40. Loi constituant en corporation la *B. & S. H. Thompson & Co., Limited*

41. Loi constituant en corporation la *Henderson & Potts Company, Limited*.

42. Loi amendant la charte de *The Canada Switch and Spring Company Limited*.

43. Loi amendant la charte de la *Montreal Rolling Mills Company*.

44. Loi amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital protestant des aliénés.

45. Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Ernest-E. Vipond au nombre de ses membres.

46. Loi confirmant les ventes faites à Raymond-C. Savage et Joseph-Léopold Dozois, de certains immeubles appartenant à la succession de feu Mathilde Beaubien.

47. Loi définissant les droits des enfants de Dame Helen Johnston existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari et ratifiant et confirmant certains contrats.

48. Loi constituant en corporation *The Matthew Moody & Sons Company*

50. Loi ratifiant un certain contrat entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement No 263 de la cité de Montréal.

51. Loi amendant la loi constituant en corporation la *North Shore Power Company*.

52. Loi constituant en corporation *The Montreal Medico Chirurgical Society*.

53. Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Percy Clare Unboyce à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

54. Loi amendant la charte de la *Transit Insurance Company of Montreal, Canada*.

55. Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau, à la pratique de la profession de notaire.

-
56. Loi concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges.
 58. Loi amendant la charte de la cité de Québec.
 59. Loi érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie, de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse.
 60. Loi pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'érection de marguilliers dans la paroisse de Saint-Charles Borromée, dans le diocèse de Montréal.
 61. Loi amendant la charte de la Compagnie hypothécaire.
 62. Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du comté de Lévis.
 63. Loi amendant la charte de la *Canadian Electric Light Company*.
 64. Loi autorisant Joseph-Antoine Germano à exercer la profession de notaire dans cette province.
 65. Loi amendant la charte de la ville de Joliette.
 66. Loi ratifiant et confirmant la vente de certains terrains, dans le canton de Gosford, faite par la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-St-Jean à la *Quebec and Lake St. John Railway Lumbering and Trading Company*.
 68. Loi constituant en corporation La Compagnie de pulpe de Métachouan.
 69. Loi constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls.
 72. Loi constituant en corporation la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*.
 73. Loi ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895 par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette.
 74. Loi revisant la loi constituant en corporation les huissiers du district de Montréal.
 75. Loi amendant la loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry.
 76. Loi pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins.
 77. Loi concernant les successions de feu John McDonald et de feu Dame Maud Mary McDougall.
 78. Loi amendant la loi 45 Victoria, chapitre 64, concernant la *Liverpool and London and Globe Insurance Company*.
 79. Loi constituant en corporation la Maison des Etudiants.
 80. Loi concernant les syndicats agricoles.
 83. Loi concernant le flottage du bois de pulpe.
 85. Loi amendant la loi portant exemption de taxes en faveur des commis-voyageurs.
 87. Loi amendant la loi concernant les ingénieurs civils.
 88. Loi amendant l'article 499 de la loi de l'Instruction publique.
 91. Loi amendant la loi concernant les dentistes.
 97. Loi amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu.
 98. Loi amendant l'article 2161 du Code civil.
 102. Loi amendant le Code municipal relativement à l'érection des municipalités.

105. Loi amendant l'article 5512 des Statuts refondus, relatif au rachat des rentes seigneuriales.

106. Loi amendant l'article 2547 des Statuts refondus, concernant la qualification foncière des juges de paix.

110. Loi autorisant Gilbert Martin-Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

111. Loi conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada.

114. Loi permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom patronymique les mots : " de Saint-Ours."

115. Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

116. Loi constituant en corporation l'association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal.

117. Loi constituant en corporation la " Saint-Ann Power Company."

118. Loi amendant la charte de la Compagnie de Téléphone du comté de Montmorency.

119. Loi constituant en corporation La Compagnie d'Assurance Mont Royal.

120. Loi accordant certains pouvoirs à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

121. Loi autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec.

122. Loi accordant certains pouvoirs à la " New Richmond Lumber Company " (Limited).

123. Loi divisant la municipalité de Saint-Malo.

124. Loi concernant la *Provincial Light, Heat and Power Company*.

126. Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de Papier Rolland.

128. Loi amendant la charte de la ville de Lévis.

129. Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri.

130. Loi amendant la charte de la cité de Hull.

131. Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Kenneth McKeown au nombre de ses membres, après examen.

133. Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal.

135. Loi pour séparer l'île d'Anticosti du comté de Saguenay quant aux fins municipales.

136. Loi détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de " Comté du Lac Mégantic " pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture.

137. Loi concernant l'Union Mutuelle Universelle.

138. Loi amendant les lois concernant la ville de Lachine

140. Loi constituant en corporation la compagnie *Kumou-Tem-Littoral Electrique*.

141. Loi constituant en corporation la Société d'Administration Générale.

142. Loi amendant la charte de la corporation des juifs allemands et polonais de Montréal.

143. Loi constituant en corporation *Beth Hamedrash Hoggodol Chevra Shaas*.

146. Loi concernant la *Shawinigan Carbide Company*

147. Loi constituant en corporation la *Shawinigan Falls Terminal Railway Company*.

148. Loi constituant en corporation la Société de Saint-Vincent de Paul de Québec.

150. Loi constituant en corporation la compagnie électrique de Sorel.

152. Loi constituant en corporation la *Power, Pulp and Paper Company of North America*.

153. Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Saint-Laurent et Mégantic.

154. Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Napoléon Landry, médecin et chirurgien, au nombre de ses membres.

155. Loi constituant en corporation la Compagnie d'Exposition Agricole et industrielle de Saint-Jean, P. Q.

156. Loi refondant la charte de l'Union Saint-Pierre de Montréal.

157. Loi autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre William-Charles Mills à exercer la médecine et la chirurgie.

159. Loi amendant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.

160. Loi amendant l'article 482 de la loi de l'Instruction publique.

163. Loi amendant l'article 1080 du Code Municipal.

164. Loi concernant les expositions.

165. Loi concernant l'école de laiterie, à Saint-Hyacinthe.

167. Loi amendant la loi concernant les compagnies à fonds social.

171. Loi amendant l'article 857 du Code civil.

172. Loi amendant le Code municipal.

175. Loi concernant les médecins vétérinaires.

180. Loi amendant la loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matière de taxes.

182. Loi amendant la loi 53 Victoria, chapitre 2.

184. Loi concernant les marguilliers.

185. Loi amendant l'article 121 du Code de procédure civile.

188. Loi concernant les halles au beurre et au fromage.

193. Loi accordant une subvention au "Monument National" de Montréal.

186. Loi concernant la construction d'un palais de justice pour le district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke.

198. Loi concernant certains subsides.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et a présenté à Son Honneur, pour qu'il veuille y donner sa sanction, un bill intitulé :

(2) Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1902 et le 30 juin 1903, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill ".

Alors, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la deuxième session du dixième parlement par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Au moment de vous relever de vos devoirs parlementaires, je suis heureux de vous féliciter sur l'assiduité et la diligence avec lesquelles vous vous êtes occupés des sujets importants soumis à votre considération.

J'espère que le résultat de vos travaux sera de donner une nouvelle impulsion aux grandes améliorations entreprises et à maintenir le progrès continu de la province.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie pour les subsides que vous avez généreusement votés pour le service public.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif.

Messieurs de l'Assemblée Législative.

Votre loyauté et votre dévouement à Notre Très Gracieux Souverain et à la constitution qui nous régit, m'assurent, je n'en doute pas votre concours dans l'exécution des lois et dans l'administration de la chose publique.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif.

Messieurs de l'Assemblée Législative.

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette législature soit prorogée jusqu'à vendredi, le deuxième jour de mai prochain, pour y être ici tenue ; cette législature est, en conséquence, prorogée à vendredi, le deuxième jour de mai prochain.

INDEX

DU

TRENTE-SIXIEME VOLUME

2 EDOUARD VII. 1902

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD :— Motion de M. Perrault à l'effet d'amender l'acte fédératif et de changer la base sur laquelle est calculé le subside fédéral, etc.,—ordre spécial, 96. Motion proposée, 143. Amendements soumis, débat, ajourné, 144. Reprise du débat, 152. Amendements adoptés, 153.

Adresses :

Au Lieutenant-Gouverneur :—En réponse au discours du Trône à l'ouverture de la session, 16. Réponse, 54.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité de l'—, nommé, 10, 28. Premier rapport, 39 ; second, 135.

AGRICULTURE :—

1. Rapport du Commissaire de l'agriculture de la province de Québec pour 1901. Voir *Documents*, 1.

ALIÉNÉS :—Bill refondant la loi concernant les asiles d'aliénés. (L'hon. M. Turgeon.) Voir *Bills*, 6.

ANTICOSTI. ILE D'— :—Loi pour séparer l'Ile d'Anticosti du comté de Saguenay quant aux fins municipales. Voir *Bills*, 135.

ARPENTAGES :—Voir *Bills*, 30.

ARPENTEURS :—Loi amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages.
Voir *Bills*, 30.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 330.
2. La Chambre siège après minuit, 153, 169, etc.
3. Deux séances le même jour, 146. Trois séances, 224.
4. Motion d'ajournement, débat, 63.

ASILES :—Voir *Documents*, 82. Aussi *Bills*, 3, 6.

ASSOCIATION LITTÉRAIRE, MUSICALE ET ATHLÉTIQUE DE TEMPÉRANCE :
—Loi constituant en corporation l'—. Voir *Bills*, 116.

ASSURANCE MUTUELLE :—Loi amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu. Voir *Bills*, 97.

ASSURANCE MUTUELLE, CIE D'— : —Loi conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du Canada. Voir *Bills*, 111.

BALCER, SUCCESSION M. H. — : —Bill concernant la succession de feu Mathias Henry Balcer. (M. Dupuis) Voir *Bills*, 144.

BANQUE UNION :—Bill concernant un certain dépôt à la banque Union. (Hon. M. Duffy). Voir *Bills*, 12.

1. Résolutions concernant un certain dépôt à la Banque Union, 218 ; comité, progrès, 218 ; considérées de nouveau, 240 ; rapportées, lues 1ère et 2ème fois, 241 ; adoptées sur division 242.

BARBIERS, ASSOCIATION DES— : —Bill amendant la charte de l'Association des barbiers de la province de Québec. Voir *Bills*, 125. (Roy, Montmagny).

BARREAU :—Loi amendant la loi du Barreau. Voir *Bills*, 14.

BEAUBIEN, MATHILDE :—Loi confirmant les ventes faites à Raymond O. Savage et Joseph-Léopold Dozois, de certains immeubles appartenant à la succession de feu Mathilde Beaubien. Voir *Bills*, 46.

BEAUCE :—Copie de tous ordres en conseil revoquant la nomination de Taschereau Fortier, comme registrateur dans le comté de Beauce, nommant Taschereau Fortier et Joseph Godbout, registrateurs conjoints, revoquant la commission conjointe des dits Taschereau Fortier et Joseph Godbout et renommant Taschereau Fortier registrateur, seul ; ainsi que copie de tous documents reçus par le gouvernement de Taschereau Fortier, J. Godbout, de Sir Wilfrid Laurier et de toute autre personne, en rapport avec les dits ordres en conseil. Voir *Documents*, 2.

BEAUCE :—Voir *Bills*, 136.

BEAUCE, CIE ÉLECTRIQUE DE— :—Bill constituant en corporation la Compagnie électrique de Beauce, limitée. (M. Taschereau.) Voir *Bills*, 127.

BEAUDRY, F. X. :—Loi amendant la loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry. Voir *Bills*, 75.

BEAUDRY, J. L. :—Loi pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins. Voir *Bills*, 76.

"BEAUHARNOIS LIGHT, HEAT AND POWER Co." :—Loi constituant en corporation la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*. Voir *Bills*, 72.

"BETH HAMEDRASH HOGGODOL CHEVRA SHAAS" :—Loi constituant en corporation *Beth Hamedrash Hoggodol Chevra Shaas*. Voir *Bills*, 143.

BEURRE :—Voir *Bills*, 188.

BIBLIOTHÉCAIRES :—Rapport des—, 15.

BIBLIOTHÉCAIRE CONJOINT :—Documents se rapportant à la nomination d'un bibliothécaire conjoint pour la bibliothèque de cette Législature. Voir *Documents*, 3.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—Comité de la.—Membres nommés par le Conseil, 71. Par l'Assemblée, 71.

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES :—Bill amendant la loi concernant les bibliothèques publiques. (M. Lacombe). Voir *Bills*, 200.

Bills:—DIVERSES PROCÉDURES :

1. Considération d'un bill interrompue par M. l'Orateur qui reprend le fauteuil, 138.
2. Lu une première fois sur division, 207. Une deuxième fois, 105.
3. Motion pour deuxième lecture rejetée, 120.
4. Motion pour renvoyer à six mois la troisième lecture, rejetée, 169.
5. Passé sans être considéré par un comité, 117.
6. Lu une 2ème fois, considéré en comité, rapporté et passé, 96, 214.
7. Comité se lève sans faire rapport, 211, 228.
8. Bill passé avec une célérité inaccoutumée, 230.
9. Bill non rapporté du comité général remis sur l'ordre du jour, 317.
10. Bills retirés, 173, 225, 227.

Bills :

B. Bill (du Conseil législatif), amendant la loi 39 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation le "Compton Ladies, College," (M. Mackenzie), Pétition, 20 ; 1ère lecture, 132 ; 2e lecture et renvoyé en comité des bills privés, 151 ; rapporté sans amendement, 173 ; considéré en comité général, rapporté 179 ; 3e lecture et passé, 179 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 107).

C. Bill (du Conseil législatif), amendant l'article 683 du Code de procédure civile, (l'hon M. Duffy), 1ère lecture. 182 ; 2e lecture, renvoyé au comité général, 189 ; considéré en comité général et rapport de progrès, 189 ; considéré de nouveau en comité général, 189 ; rapport de progrès et renvoyé de nouveau au comité de législation, 204 ; rapport avec amendements, 215 ; considéré de nouveau en comité général, rapport, 3e lecture et passé, 223 ; sanctionné, 330. (2 Ed VII, ch. 41).

D. Bill (du Conseil législatif), amendant le Code de procédure civile, en y ajoutant les articles 389*a* et 389*b*. (M. Hutchinson), 1ère lecture, 228.

BILLS:—*Suite.*

E. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les jours fériés, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 207 ; 2e lecture, renvoyé au comité général, 214 ; considéré en comité général, rapporté, 214 ; 3e lecture passé, 214 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 12).

F. Bill (Conseil législatif) amendant la loi relative aux jurés, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 248 ; 2e lecture, renvoyé au comité général, considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 295 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII ch. 21).

G. Bill (du Conseil législatif) concernant les juges des sessions de la paix pour la cité de Montréal, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 272 ; 2e lecture, sur division, renvoyé au comité général, 296 ; considéré en comité général, rapporté, 296 ; 3e lecture et passé, 296 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 19.)

1. Bill relatif à la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 8.

2. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1902 et le 30 juin 1903 et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 320 ; 2ème lecture, 322 ; 3ème lecture et passé, 322 ; passé par le Conseil législatif, 328 ; sanctionné, 335. (2 Ed. VII, ch. 1.)

3. Bill concernant l'Hôpital protestant des aliénés, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 2ème lecture, 3ème lecture et passé, 117 ; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 157 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 4.)

4. Bill amendant la loi corporative des compagnies à fonds social, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 25 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, amendé et rapporté, 35 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 97 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 31.)

5. Bill amendant la loi des licences de Québec, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 236 ; 2ème lecture sur division, envoyé au comité général, 249, considéré amendé, adopté, passé, 298 ; passé par le Conseil législatif 324 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 13.)

6. Bill refondant la loi concernant les asiles d'aliénés, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 52.

7. Bill amendant la loi de l'Instruction publique, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 46 ; 2e lecture sur division, 89 ; passé, 94 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 157 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 16.)

BILLS:—*Suite.*

9. Bill autorisant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière, (l'hon. M. Parent), 1^{ère} lecture, 212 ; 2^e lecture sur division, 3^e lecture sur division et passé, 217 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 270 ; sanctionné, 330. (2^e Ed. VII, ch. 3.)

10. Bill amendant la loi de la Chasse de Québec, (l'hon. M. Parent), 1^{ère} lecture, 142 ; 2^e lecture et renvoyé au comité général, considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 173 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 212 ; sanctionné, 330. (2^e Ed. VII, ch. 14.)

11. Bill amendant la loi des Mines de Québec, (l'hon. M. Parent), 1^{ère} lecture, 201 ; 2^e lecture sur division, 3^e lecture et passé, 306 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247 ; sanctionné, 330. (2^e Ed. VII, ch. 15.)

12. Bill concernant un certain dépôt à la banque Union. (Hon. M. Duffy.) 1^{ère} lecture sur division, 242.

13. Bill concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright (Hon. M. Duffy.) 1^{ère} lecture, 159 ; 2^{ème} lecture, 177 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3^{ème} lecture et passé, 225 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 312 ; amendements lus 2 fois et agréés, 312 ; sanctionné, 330. (2^e Ed. VII, ch. 10.)

14. Bill amendant la loi du Barreau, (M. Dupuis,) 1^{ère} lecture, 155 ; 2^{ème} lecture sur division et renvoyé au comité de Législature, 185 ; rapporté avec amendements, 194 ; considéré en comité général et rapporté de progrès, 204 ; considéré de nouveau en comité général, amendé et rapporté, 208 ; amendements lus 2 fois, 208 ; 3^{ème} lecture et passé, 208 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 270 ; sanctionné 330. (2^e Ed. VII, ch. 23.)

15. Bill amendant l'art. 840 du Code municipal, (M. Roy, Montmagny.) 1^{ère} lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 136.

16. Bill amendant l'article 212 de la loi de l'Instruction publique, (M. Hutchinson.) 1^{ère} lecture, 136 ; 2^{ème} lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 174 ; rapporté, rejeté par le comité de législation, 195.

17. Bill concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales. (M. Hutchinson.) 1^{ère} lecture, 137 ; 2^{ème} lecture, division, renvoyé au comité de législation, 175.

BILLS :—*Suite.*

18. Bill amendant l'article 1834 du Code civil concernant l'enregistrement des contrats de mariage, (M. Hutchinson.) 1ère lecture, 122 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 145 ; rapporté sans amendement, 155 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 166 ; et passé par le Conseil législatifs avec amendements, amendements lus une 1ère fois, 299 ; amendements lus une 2ème fois et adoptés, 308 ; sanctionné, 330, (2 Ed. VII, ch. 38).

19. Bill amendant l'art. 857 du Code municipal. (M. Weir.) 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 112.

20. Bill amendant l'art. 535 du Code municipal. (M. Weir.) 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 112.

21. Bill accordant certains pouvoirs aux corporations municipales dans la province de Québec, (M. Weir.) 1ère lecture, 112 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 115 ; rapporté avec amendements, 194 ; 3ème lecture et passé, 204 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 270 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII. ch. 28.)

22. Bill amendant la loi corporative des compagnies à fonds social, (M. Weir.) 1ère lecture, 112 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 174.

23. Bill abrogeant la loi 1 Edouard VII, chapitre VII, intitulé : "Loi amendant la loi des élections contestées," (l'hon. M. LeBlanc.) 1ère lecture, 112 ; renvoyé à 6 mois pour 2ème lecture après vote de la Chambre, 204.

24. Bill autorisant les conseils municipaux à prohiber la vente des liqueurs enivrantes. (M. Dupuis.) 1ère lecture, 136 ; 2ème lecture, considéré en comité général après vote, rapport de progrès, 168 ; ordre pour comité général, rescindé, 184 ; considéré de nouveau en comité général, amendé et rapporté ; 195 ; amendements lus 2 fois, 211 ; 3ème lecture et passé, 211 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 270 ; sanctionné, 330 ; (2 Ed. VII. ch. 45.)

25. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, (M. Champagne). 1ère lecture, 122 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 137 ; rapporté aux amendements, 141 ; considéré en comité général, rapporté, 165 ; ordre du jour pour 3e lecture rescindé, au comité de législation, 184 ; examiné et rejeté par le comité de législation, 206.

26. Bill amendant les articles 67 et 68 du Code de procédure civile. (M. Roy, St-Jean.) 1ère lecture, 122 ; motion pour 2e lecture retirée, et bill retiré, 225.

BILLS:—Suite.

27. Bill amendant les articles 549 et 554 du Code de procédure civile, (M. Roy, St-Jean,) 1^{ère} lecture, 113; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 125; rapporté et rejeté, 135.

28. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, (M. Roy, Montmagny), 1^{ère} lecture, 136; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 170; rapporté et rejeté, 195.

29. Bill amendant le Code de procédure civile, article 382, (l'hon. M. Guerin), 1^{ère} lecture, 67; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 88; rapporté et rejeté, 99.

30. Bill amendant la loi relative aux arpenteurs, (M. Taschereau,) 1^{ère} lecture, 51; 2^e lecture sur division, et renvoyé au comité de législation, 88; rapporté avec amendements, 141; considéré en comité général, rapporté; 3^e lecture et passé, 174; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 310; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 26).

31. Bill autorisant Herbert Alexander McCrea à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (M. Pelletier, Sherbrooke), pétition, 20; 1^{ère} lecture, 40; 2^e lecture, et renvoyé au comité des bills privés, 54; motion pour suspendre la 57^e règle, adoptée sur division, 97; rapporté avec amendements, 110; considéré en comité général, rapporté; 3^e lecture, sur division, et passé, 128; passé par le Conseil législatif sans amendements, 200; sanctionné, 330. (2 Ed. VII ch. 126).

32. Bill concernant la succession Léon-Benoit-Alfred Charlebois, (M. Cherrier), pétition, 19; 1^{ère} lecture, 39; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83; rapporté sans amendements, 110; considéré en comité général, rapporté 129; 3^e lecture, sur division et passé, 129; passé par le Conseil législatif avec amendements, 213; amendements lus 2 fois et adoptés, 213; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 111).

33. Bill constituant en corporation, Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, (M. Robitaille), pétition, 20; 1^{ère} lecture, 39; 2^e lecture, et renvoyé au comité des bills privés, 49; rapporté avec amendement, 65; considéré en comité général, rapporté 86; 3^e lecture et passé, 86; passé par le Conseil législatif avec amendements 144; 1^{ère} lecture de ces amendements, 144; 2^e lecture, amendements, 163; honoraire remis, 313; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 106).

BILLS :—*Suite.*

34. Bill autorisant la construction d'un pont de péage sur la rivière Saint-François, entre la ville de Richmond et le village, ou le canton de Melbourne, (M. MacKenzie), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 45 ; 2^{ème} lecture, et renvoyé au comité des bills privés, 84 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré en comité général, rapporté, 160 ; 3^e lecture et passé, 160 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 91).

35. Bill amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, (M. Décarie), pétition, 43 ; 1^{ère} lecture, 58 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté avec amendements, 154 ; considéré en comité général, rapporté 162 ; 3^e lecture et passé, 162 ; Passé par le Conseil législatif avec amendements, 243 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 243 ; sanctionnés, 331. (2 Ed. VII, ch. 50).

36. Bill constituant en corporation La Compagnie hydraulique de Saint-François, (M. Smith), pétition, 36 ; 1^{ère} lecture, 46 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 84 ; rapporté avec amendements, 100 ; considéré en comité général, rapporté ; 3^e lecture et passé avec titre modifié, 118 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 226 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 226 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 76.)

37. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, (M. Caron, Matane), pétition, 36 ; 1^{ère} lecture, 70 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des chemins fer, canaux, etc., 84 ; rapporté avec amendements, 109 ; considéré en comité général, rapporté, 127 ; 3^e lecture et passé, 127 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 243 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 243 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 60).

38. Bill autorisant la Chambre des notaires à admettre Louis Savard, à la pratique du notariat, après les examens requis, (M. Delage), pétition, 43 ; 1^{ère} lecture, 59 ; 2^e lecture renvoyé au comité des bills privés, 69 ; rapporté sans amendement, 92 ; considéré en comité général et rapporté, 106 ; 3^e lecture et passé, 106 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 157 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 122).

39. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre J. Alexandre Legault au nombre de ses membres, après examen, (M. Bergevin), pétition, 36 ; 1^{ère} lecture, 59 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 69 ; rapporté sans amendement, 121 ; motion pour suspension de la 57^{ème} règle, adopté sur division, 127 ; considéré en comité général, rapporté, 139 ; 2^e lecture sur division et passé, 139 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 212 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 116).

BILLS:— Suite.

40. Bill constituant en corporation "B. & S. H. Thompson & Co. Limited," (M. Hutchinson), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 59 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 84 ; rapporté sans amendement, 100 ; considéré en comité général et rapporté, 118 ; 3^e lecture et passé, 118 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 158 ; sanctionné, 330. (2 Ed. VII, ch. 86).

41. Bill constituant en corporation la "Henderson and Potts Company, Limited", (M. Hutchinson), pétition, 36 ; 1^{ère} lecture, 60 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 69 ; rapporté un amendement, 92 ; considéré en comité général et rapporté, 105 ; 3^e lecture et passé, 105, passé par le Conseil législatif, sans amendement, 158 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 87).

42. Bill amendant la charte de "The Canada Switch and Spring Company, Limited", (M. Hutchinson), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 45 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 54 ; rapporté avec amendements, 110 ; considéré en comité général, rapporté, 129 ; 3^e lecture et passé, 129 ; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 158 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 88).

43. Bill amendant la charte de la "Montreal Rolling Mills Company". (M. Hutchinson), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 45 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 84 ; rapporté avec amendements, 110 ; considéré en comité général, rapporté 129 ; 3^e lecture et passé, 129 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 212 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 81).

44. Bill amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital des aliénés protestants, (M. Hutchinson), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 60 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 69 ; rapporté sans amendement, 92 ; considéré en comité général et rapporté, 106 ; 3^e lecture et passé, 106 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 182 ; 1^{ère} lecture des amendements, 182 ; 2^e lecture des amendements et amendements adoptés, 203 ; honoraire remis, 226 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 98).

45. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Ernest-E. Vipond, au nombre de ses membres, (M. Weir), pétition, 43 ; 1^{ère} lecture, 60 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 78 ; motion pour suspendre la 57^{ème} règle, adoptée sur division, 97 ; rapporté sans amendement, 110 ; considéré en comité général, rapporté, 129 ; 3^e lecture sur division et passé, 129 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 158 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 118).

BILLS:—*Suite.*

46. Bill confirmant les ventes faites à Raymond C. Savage et Joseph-Léopold Dozois, de certains immeubles appartenant à la succession de feu Mathilde Beaubien, (M. DeGrosbois), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 45 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 84 ; rapporté sans amendements, 134 ; considéré en comité général, rapporté, 149 ; 3^e lecture et passé, 149 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 310 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 310 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 108).

47. Bill définissant les droits des enfants de D^{me} Helen Johnston, existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari, et ratifiant et certifiant certains contrats, (M. Hutchinson), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 45 ; 2^e lecture renvoyé au comité des bills privés, 84 ; rapporté sans amendement, 110 ; considéré en comité général, rapporté, 127 ; 3^e lecture et passé, 127 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 213 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 213 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 113).

48. Bill constituant en corporation "The Matthew Moody & Sons Company," (M. Prévost), pétition, 36 ; 1^{ère} lecture, 51 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré en comité général, rapporté, 160 ; 3^e lecture et passé, 160 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 270 ; amendements lus une 1^{ère} fois, 271 ; amendements lus une 2^eme fois et adoptés 299 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 89).

49. Loi amendant la loi concernant la charte de la cité de Montréal, (M. Lacombe), pétition, 20 ; 1^{ère} lecture, 40 ; renvoyé au comité, 49 ; rapporté, 110 ; considéré, 138 ; progrès, 139 ; considéré de nouveau, 140 ; considéré, amendé, 150 ; 3^eme lecture sur division, passé, 159 ; honoraire remis, 313.

50. Bill ratifiant un certain contrat entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement No 263 de la cité de Montréal, (M. Hutchinson), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 92 ; 2^eme lecture et renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté sans amendement, 134 ; considéré en comité général, rapporté, 149 ; 3^eme lecture et passé, 149 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 243 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 244 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 49).

51. Bill amendant la loi constituant en corporation "The North Shore Power Company", (M. Cooke), pétition, 32 ; 1^{ère} lecture, 51 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 63 ; rapporté sans amendement, 92 ; considéré en comité général et rapporté, 106 ; 3^e lecture et passé, 106 ; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 157 ; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 70).

BILLS :—*Suite.*

52. Bill constituant en corporation "The Montreal Medico-Chirurgical Society", (M. MacKenzie), pétition, 37; 1^{ère} lecture, 46; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 84; rapporté sans amendement, 100; considéré en comité général, rapporté, 118; 3^e lecture et passé, 118; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 158; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 99).

53. Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Percy Clare Duboyce à l'exercice de la profession de notaire, après examen, (M. Hutchinson), pétition, 19; 1^{ère} lecture, 60; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 69; rapporté sans amendement, 92; considéré en comité général, rapporté, 106; 3^e lecture et passé, 106; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 157; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 314; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 119).

54. Bill amendant la charte de la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada", (M. Cherrier), pétition, 19; 1^{ère} lecture, 58; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83; rapporté sans amendement, 154; considéré en comité général, rapporté, 161; 3^e lecture et passé, 161; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 247; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 68).

55. Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau, à la pratique de la profession de notaire, (M. Taschereau), pétition, 32; 1^{ère} lecture, 39; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 54; 57^{ème} règle suspendue sur division, 96; rapporté avec amendements, 100; considéré en comité général, rapporté, 118; 3^e lecture sur division et passé, 118; pas-é par le Conseil législatif sans amendement, 157; motion pour remise d'honoraire rejetée sur division, 319; sanctionné, 331. (2 Ed. VII, ch. 121).

56. Bill concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges, (Hon. M. Guerin), pétition, 32; 1^{ère} lecture, 45; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83; rapporté sans amendement, 100; considéré en comité général, rapporté, 118; 3^e lecture et passé, 118; passé par le Conseil législatif avec amendements, 158; amendements lus une 1^{ère} fois, 158; amendements lus une 2^e fois et agréés, 163; honoraire remis, 238; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 92).

57. Loi concernant la succession de l'honorable J. Octave Villeneuve, (M. Décarie), pétition, 32; 1^{ère} lecture, 40; comité, 49; rapporté: préambule non prouvé, 122; honoraire remis, 233; pétition adverse, 70.

58. Bill amendant la charte de la cité de Québec, (M. Robitaille), pétition, 20; 1^{ère} lecture, 67; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 78; rapporté avec amendements, 134; considéré en comité général, rapporté, 147; 3^e lecture et passé, 147; passé par le Conseil législatif avec amendements, 213; amendements lus 2 fois et adoptés, 213; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 48).

BILLS :—*Suite.*

59. Bill érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie dans la dite paroisse. (M. Major), pétition, 20 ; 1^{ère} lecture, 40 ; 2^e lecture est renvoyé au comité des bills privés, 49 ; voir rapport du comité pour impression du rapport de Lanctot *re* ce bill, 65,110 ; rapporté avec amendements, 128 ; considérée en comité général rapporté 128 ; 3^e lecture est passé, 128 ; motion pour remise d'honoraire adoptée, 214 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 234 ; amendements, 234 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 94).

60. Bill pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'élection de marguilliers dans la paroisse de St-Charles Barromée dans le diocèse de Montréal. (M. Tellier), pétition, 19 ; 1^{ère} lecture, 40 ; 2^e lecture est renvoyé au comité des bills privés, 54 ; rapporté sous amendement, 80 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus deux fois et adoptés, 86 ; 3^e lecture est passé, 86 ; pour le Conseil législatif sans amendement, 138 ; motion pour remise d'honoraire adoptée, 214 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 93).

61. Bill amendant la charte de la Compagnie hypothécaire, (M. Bergevin), pétition, 44 ; 1^{ère} lecture, 59 ; 2^e lecture est renvoyé en comité des bills privés, 69 ; rapporté aux amendements, 92 ; considéré général, rapporté, 107 ; 3^e lecture est passé, 107 ; passé par le Conseil législatif, sous amendement, 157 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 83).

62. Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer du comté de Lévis, (M. Blouin), pétition, 50 ; 1^{ère} lecture, 92 ; 2^e lecture est renvoyé en comité des chemins de fer, canaux, 108, rapporté aux amendements, 155 ; considéré en comité général, 163 ; 3^e lecture est passé, 163 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 243 ; amendements lus deux fois et adoptés, 244 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 61).

63. Bill amendant la charte de la "Canadian Electric Light Company", (M. Robitaille), pétition, 50 ; 1^{ère} lecture, 67 ; 2^e lecture est renvoyé au comité des bills privés, 98 ; rapporté avec amendements, 134 ; considéré en comité général, rapporté, 147 ; 3^e lecture est passé 147 ; passé par le Conseil législatif avec amendements ; amendements lus deux fois et adoptés, 213 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 73).

64. Bill autorisant Joseph Antoine Germano à exercer la profession de notaire dans cette province, (M. Chênevert), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 101 ; motion pour suspendre 57^{ème} règle, adoptée sur division, 113 ; 2^e lecture est renvoyé au comité des bills privés, 139 ; considéré en comité général, rapporté, 181 ; 3^e lecture est passé par le Conseil législatif sans amendement, 309 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 120).

BILLS :—*Suite.*

65. Bill revisant et refondant la charte de la ville de Joliette, (M. Teller), pétition, 19 ; 1^{ère} lecture, 67 ; 2^e lecture est renvoyé au comité des bills privés, 130 ; rapporté avec amendements, 215 ; considéré en comité général amendé et rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3^e lecture est passé en substituant le mot "amendant" aux mots "revisant et refondant" dans le titre du bill, 229 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309 ; honoraire remis vu que le bill originaire a été retiré, 314 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 51).

66. Bill ratifiant et confirmant la vente de certains terrains dans le canton de Gosford, faite par la compagnie de chemin fer de Québec et Lac-St-Jean, à la "Quebec and Lake St John Lumbering and Trading Company." (Hon. M. Tessier), pétition 50 ; 1^{ère} lecture, 111 ; 2^e lecture, et renvoyé au comité des chemins de fer et canaux, 130 ; rapporté avec amendement, 141 ; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture est passé, 161 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 243 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 244 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 59).

67. Bill revisant et refondant la charte de la ville de Westmount et constituant en cité la dite ville, (M. Décarie), pétition, 37, 1^{ère} lecture, 50 ; 2^e lecture est renvoyé au comité des bills privés, 107 ; rapporté avec amendements, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture est passé, 178 ; honoraire remis 313.

68. Bill constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan, (M. Robitaille), pétition, 20 ; 1^{ère} lecture, 39 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 54 ; rapporté aux amendements, 141 ; considéré en comité général, rapporté, 160 ; 3^e lecture est passé, 160 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 324 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 326 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 73).

69. Constituant en corporation la ville de Shawinigan Falls (M. Fiset), pétition 37 ; 1^{ère} lecture 101 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 130 ; rapporté aux amendements, 206 ; considéré en comité général, rapporté, 209 ; 3^e lecture et passé, 209 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 310 ; amendements lus 2 fois et adopté, 310 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 56)

70. Bill concernant la division des comtés de Saint-Maurice et de Champlain, pour les fins d'enregistrement, et concernant l'établissement d'une cour de circuit à Shawinigan Falls, (M. Cooke), pétition, 38 ; 1^{ère} lecture, 93 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 108 ; rapporté avec amendements, 194 ; considéré en comité général, rapporté, 202 ; 3^e lecture et passé, 202 ; honoraire remis vu que le bill a été rejeté par le Conseil législatif, 315.

BILLS:—*Suite.*

72. Bill constituant en corporation la "Beauharnois Light, Heat and Power Company", (M. Bergevin), pétition, 86; 1^{ère} lecture, 111; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 130; rapporté avec amendements, 154; considéré en comité général, rapporté, 162; 3^e lecture et passé, 162; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une 1^{ère} fois, 299; amendements lus une 2^e fois, 301; amendements adoptés, 323; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 72.)

73. Bill ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895 par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette, (M. Chauret), pétition, 43; 1^{ère} lecture, 60; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 86; rapporté sans amendement, 121; considéré en comité général, rapporté, 139; 3^e lecture et passé, 139; passé par le Conseil législatif avec amendements, 271; amendements lus une 1^{ère} fois, 271; amendements lus une 2^e fois et adoptés, 299; ordre pour concours rescindé, motion LeBlanc pour amendement aux amendements du Conseil législatif adoptée, 301; amendement agréé par le Conseil législatif, 328; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 112).

74. Bill revisant la loi constituant la corporation des huissiers du district de Montréal, (M. Lacombe), pétition, 20; 1^{ère} lecture, 60; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83; rapporté avec recommandation de renvoyer ce bill au comité de législation, 111; motion pour renvoyer ce bill au comité de législation, adoptée, 113; rapporté avec amendements, 172; considéré en comité général, rapporté; 3^e lecture et passé, 177; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 310; honoraire remis vu que c'est un bill public, 312; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 43.)

75. Bill amendant la loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry, (Hon. M. LeBlanc), pétition, 19; 1^{ère} lecture, 100; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 119; rapporté sans amendement, 134; considéré en comité général, rapporté; 3^e lecture et passé, 150; passé par le Conseil législatif sans amendement, 228; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 109.)

76. Bill pour autoriser l'aliénation d'un immeuble dépendant de la succession de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry et pour d'autres fins, (M. Robitaille), pétition, 75; 1^{ère} lecture, 101; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 119; rapporté sans amendement, 154; considéré en comité général, rapporté, 161; 3^e lecture et passé, 161; passé par le Conseil législatif avec amendements, 243; amendements lus 2 fois et adoptés, 244; honoraire remis, 314; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 110.)

BILLS:—*Suite.*

77. Bill concernant la succession de feu John McDougall et de feu Dame Maud Mary McDougall, (Hon. M. LeBlanc), pétition, 37; 1^{ère} lecture, 81; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 86; rapporté sans amendements, 121; considéré en comité général, rapporté, 131; 3^e lecture et passé, 131; passé par le Conseil législatif avec amendements, 200; amendements lus 2 fois et adoptés, 203; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 114.)

78. Bill amendant la loi 45 Victoria, chapitre 64, concernant la "Liverpool and London and Globe Insurance Company," (M. Hutchinson), pétition, 19; 1^{ère} lecture, 136; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 147; rapporté, 206; rapporté avec amendements, 218; 3^e lecture et passé, 225; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 65.)

79. Bill constituant en corporation la Maison des Etudiants, (M. Lacombe), pétition, 38; 1^{ère} lecture, 46; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 78; rapporté avec amendements, 110; considéré en comité général, rapporté, 78; 3^e lecture et passé, 123; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois et adoptés, 226; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 104.)

80. Bill concernant les syndicats agricoles, (M. Chicoyne), 1^{ère} lecture, 33; 2^e lecture sur division, renvoyé au comité d'agriculture, 62; rapporté avec amendements, 135; considéré en comité général, rapporté, 146; 3^e lecture et passé, 146; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 33.)

81. Bill amendant l'article 5435 des Statuts refondus concernant les sociétés de construction, (M. Hutchinson), 1^{ère} lecture, 30; 2^e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 62; rapporté sans amendement, 65; considéré en comité général, rapporté, 94; 3^e lecture et passé, 94.

82. Bill amendant la loi concernant les sténographes de la Cour Supérieure, (M. Dupuis), 1^{ère} lecture, 61; 2^e lecture et sur division, renvoyé au comité de législation, 104; rapporté, rejeté, 155.

83. Bill concernant le flottage du bois de pulpe, (M. Taschereau), 1^{ère} lecture, 41; 2^e lecture et renvoyé au comité de législation, 57; rapporté sans amendement, 80; considéré en comité général, rapporté, 87; 3^e lecture et passé 87; passé par le Conseil législatif, 123; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 34.)

84. Bill amendant la loi d'hygiène publique de Québec, 1901, (M. Tellier), 1^{ère} lecture, 40; 2^e lecture et sur division et renvoyé au comité de législation, 94; rapporté, rejeté, 110.

BILLS — *Suite.*

85. Bill amendant la loi 50 Victoria, chapitre 15, section 1, (M. Robitaille), 1^{ère} lecture, 33 ; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 57 ; rapporté avec un amendement, 89 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 94 ; considéré de nouveau en comité général, renvoyé de nouveau au comité de législation, 123 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré de nouveau en comité général, amendé et rapporté, 184 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 184 ; 3^e lecture et passé, 184 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 271 ; amendements lus 2 fois ; la Chambre ne concoure pas dans ces amendements, 272 ; le Conseil législatif n'insiste pas sur ses amendements, 309 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 29.)

86. Bill amendant l'article 304 du Code civil, (M. Taschereau), 1^{ère} lecture, 46 ; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 57 ; rapporté et rejeté, 99.

87. Bill amendant la loi concernant les ingénieurs civils, (M. Taschereau), 1^{ère} lecture, 46 ; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 88 ; rapporté sans amendement, 91 ; considéré en comité général et rapporté, 104 ; 3^e lecture et passé, 104 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 138 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 25.)

88. Bill amendant l'article 499 de la loi de l'Instruction publique, (Hon. M. Tessier), 1^{ère} lecture, 51 ; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 114 ; rapporté sans amendement, 194 ; considéré en comité général, rapporté, 204 ; 3^e lecture et passé, 204 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 18.)

89. Bill amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations. (M. Prévost), 1^{ère} lecture, 68 ; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 104 ; rapporté avec amendements, 135 ; considéré en comité général, rapporté, 189 ; 3^e lecture et passé, 189 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 324 ; amendements lus une fois, 326.

90. Bill amendant l'article 698 du Code municipal, (M. Prévost), 1^{ère} lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 68 ; rapporté avec amendements, 206 ; 2^e lecture sur division, 216 ; considéré en comité général, 216 ; 3^e lecture et passé, 216.

91. Bill amendant la loi concernant les dentistes, (M. Allard), 1^{ère} lecture, 51 ; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 88 ; rapporté avec amendements, 99 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 164 ; considéré en comité général et rapporté, motion pour renvoi à six mois rejetée après vote, 3^e lecture sur division et passé, 170 ; passé par le Conseil législatif sans amendement 212, sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 24.)

BILLS:—*Suite.*

92. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, (M. Clapperton), 1ère lecture, 51 ; 2e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 88 ; rapporté avec un amendement, 91 ; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 104.

93. Bill amendant le Code municipal, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 51 ; ordre de la Chambre pour 2e lecture rescindé et bill renvoyé au comité du Code municipal 69 ; rapporté, rejeté, 207.

94. Bill amendant les lois relatives aux privilèges des ouvriers, (M. Taschereau), 1ère lecture, 51.

95. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires, (M. Blanchard), 1ère lecture, 61 ; 2e lecture après vote, 167 ; motion Duffy, pour renvoi du bill au comité de législation, rejetée, 167 ; considéré en comité général et rapport de progrès, 208 ; considéré de nouveau en comité général, le comité se lève sans faire rapport, 211 ; bill inscrit de nouveau sur l'ordre du jour, 317 ; considéré de nouveau en comité général, amendé et rapporté, amendements lus une fois, 323 ; motion pour 2e lecture des amendements, 330.

96. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, (M. Fiset), 1ère lecture, 52 ; 2e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 95 ; rapporté sans amendement, 99 ; considéré en comité général, rapporté, 114 ; 3e lecture et passé, 114.

97. Bill amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, (M. Pelletier, Sherbrooke), 1ère lecture, 61 ; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 88 ; rapporté avec amendements, 135 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, 164 ; amendements lus deux fois, adoptés, 164 ; 3e lecture et passé, 164 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 271 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 272 ; sanctionné, 332 (2 Ed. VII, chap. 35).

98. Bill amendant l'article 2161 du Code civil, (M. Tessier), 1ère lecture, 81 ; 2e lecture et renvoyé au comité général, 95 ; considéré en comité et rapporté, 95 ; 3e lecture passé, 95 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 158 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, chap. 39).

99. Bill amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal, (M. Lacombe), 1ère lecture, 93 ; 2e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 145 ; bill retiré, 155.

100. Bill amendant le Code de procédure civile concernant la cour des magistrats de district, (M. Clapperton), 1ère lecture, 81 ; 2e lecture sur division en renvoyé au comité de législation, 105 ; rapporté, rejeté, 110.

BILLS :—*Suite.*

101. Bill détachant du comté de Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi pour toutes les fins, (M. Petit), 1ère lecture, 82; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 137; rapporté avec amendements, 141; considéré en comité général, rapporté, 165; 3e lecture et passé, 165.

102. Bill amendant le Code municipal relativement à l'érection des municipalités. (M. Kennedy), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 68; rapporté avec amendements, 206; 2e lecture 217; considéré en comité général, rapporté, 217; 3e lecture et passé, 217; passé par le Conseil législatif sans amendement, 270; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 44).

103. Bill amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 83; renvoyé à six mois après vote de la Chambre, 114.

104. Bill amendant la loi relative aux corporations de villes. (M. Chauret), 1ère lecture, 112; 2e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 124; rapporté sans amendement, 155; considéré en comité général, rapporté, 166; 3e lecture et passé, 166.

105. Bill amendant l'article 5512 des Statuts refondus, relatif au rachat des rentes seigneuriales, (M. Duhamel), 1ère lecture, 85; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 105; rapporté sans amendement, 110; considéré en comité général, rapporté, 123; 3e lecture, passé, 123; passé par le Conseil législatif sans amendement, 157; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 36).

106. Bill amendant l'article 2547 des Statuts refondus, (M. Duhamel), 1ère lecture, 85; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 105; rapporté sans amendement, 110; considéré en comité général, rapporté, 124; 3e lecture, passé, 124; passé par le Conseil législatif sans amendement, 158; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 20).

107. Bill amendant l'article 1622 du Code civil, (M. Roy, St-Jean), 1ère lecture, 93; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 115; rapporté, rejeté, 135.

108. Loi amendant l'article 1675 du Code civil, (M. Tellier), 1ère lecture, 71; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 89; rapporté sans amendement, 91; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 104.

109. Bill amendant l'article 1543 du Code civil, (M. Tellier), 1ère lecture, 71; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 89; rapporté, rejeté, 91.

BILLS :—*Suite.*

110. Bill autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, (M. Smith), pétition, 44 ; 1ère lecture, 67 ; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 78 ; motion pour suspendre 57ème règle, adoptée sur division, 97 ; rapporté sans amendement, 110 ; considéré en comité général, rapporté, 128 ; 3e lecture sur division et passé, 128 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 200 ; amendements lus une 2e fois et adoptés, 203 ; sanctionné, 333. (2 Ed VII, ch. 125.)

111. Bill conférant certains pouvoirs additionnels à La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, (M. Cherrier), pétition, 44 ; 1ère lecture, 135 ; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 146 ; rapporté avec amendements, 194 ; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 202 ; passé par le Conseil législatif sans amendement 309 ; honoraire remis, vu que le même bill a été présenté à la dernière session et que le dépôt n'a pas été retiré, 312 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 66.)

112. Bill concernant la " Montreal Bridge Company," (M. Weir), pétition, 43 ; 1ère lecture, 101 ; 2e lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, 112 ; rapporté avec demande de permission de retirer le bill, motion Weir pour retirer le bill unanimement adoptée, 227.

113. Bill concernant la Compagnie du chemin de fer de Saint-Chrysostôme, (M. Dupuis), pétition, 43 ; 1ère lecture, 142 ; 2e lecture, sur division et renvoyé au comité des chemins de fer et canaux, 164 ; rapporté avec un amendement, 227 ; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 269.

114. Bill permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom patronymique les mots : " de St-Ours " (M. Champagne), pétition, 44 ; 1ère lecture, 58 ; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 69 ; rapporté sans amendement, 92 ; considéré en comité général, rapporté ; 3e lecture et passé, 105 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 213 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII ; ch. 128.)

115. Bill concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve, (M. Allard), pétition, 37 ; 1ère lecture, 59 ; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 69 ; rapporté sans amendement, 121 ; considéré en comité général, rapporté, 151 ; motion pour 3e lecture, amendement Taschereau rejeté après vote, 169 ; 3e lecture et passé, 170 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois sur division et adoptés, 236 ; sanctionné, 333 ; pétition adverse, 99 (2 Ed. VII, ch. 115).

BILLS :—*Suite.*

116. Bill constituant en corporation l' "Association littéraire, musicale et athlétique de tempérance de Montréal." (M. Champagne), pétition, 37 ; 1^{ère} lecture, 60 ; 2^e lecture, et renvoyé au comité des bills privés, 69 ; rapporté sans amendement, 92 ; considéré en comité général, rapporté ; 3^e lecture et passé, 107 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une 1^{ère} fois, 144 ; amendements lus une 2^e fois et adoptés ; 163 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 103).

117. Bill constituant en corporation la Compagnie Sainte-Anne, (M. Taschereau), pétition, 50 ; 1^{ère} lecture, 81 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 98 ; rapporté avec amendements, 172 ; considéré en comité général et rapporté, 178 ; 3^e lecture sur division et passé, 183 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 324 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 325 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 75).

118. Bill amendant la charte de la Compagnie de téléphone du comté de Montmorency, (M. Taschereau), pétition, 38 ; 1^{ère} lecture, 101 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 119 ; rapporté avec amendement, 134 ; considéré en comité général, rapporté, 148 ; 3^e lecture et passé, 148 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 234 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 80).

119. Bill constituant en corporation la Compagnie d'Assurance Mont-Royal, (M. Taschereau), pétition, 82 ; 1^{ère} lecture, 81 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 98 ; rapporté avec amendements, 154 ; considéré en comité général, rapporté, 162 ; 3^e lecture et passé, 162 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 234 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 234 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 67).

120. Bill accordant certains pouvoirs à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, (M. Taschereau), pétition, 43 ; 1^{ère} lecture, 93 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 119 ; rapporté sans amendements, 134 ; considéré en comité général, rapporté, 149 ; 3^e lecture et passé, 149 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 234 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 235 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 77).

121. Bill autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (M. Dupuis), pétition, 32 ; 1^{ère} lecture, 81 ; motion pour suspendre la 57^e règle, adoptée sur division, 97 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté sans amendement, 181 ; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture sur division et passé, 210 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 127).

122. Bill accordant certains pouvoirs à la "New Richmond Lumber Company, limited", (M. Crapperton), pétition, 32 ; 1^{ère} lecture, 70 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 84 ; rapporté avec amendement, 121 ; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture sur division et passé, 151 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 324 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 326 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 85).

BILLS:—Suite

123. Bill divisant la municipalité de Saint-Malo, (M. Taschereau), pétition, 32 ; 1^{ère} lecture, 81 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 86 ; rapporté avec amendements, 134, considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 147 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 234 ; sanctionné, 335. (2 Ed VII, ch. 57).

124. Bill concernant la " Provincial Light, Heat and Power Company ", (M. Lacombe), pétition, 50 ; 1^{ère} lecture, 100 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 130 ; rapporté avec amendements, 172 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois, adopté, 177 ; 3^e lecture sur division et passé, 186 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une 1^{ère} fois, 271 ; amendements lus une 2^e fois sur division et adoptés, 300 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 71).

125. Bill amendant la charte de l'Association des barbiers de la province de Québec, (Roy, Montmagny), pétition, 43 ; 1^{ère} lecture, 70 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; motion pour retirer le bill, adoptée, 154 ; motion pour retirer bill et pour remise d'honoraire, adoptée, 173.

126. Bill amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de Papier Rolland, (M. Lacombe), pétition, 20 ; 1^{ère} lecture, 40 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté sans amendement, 100 ; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 119 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 158 ; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 84).

127. Bill constituant en corporation " La Compagnie électrique de Beauce, Limitée ", (M. Taschereau), pétition, 19 ; 1^{ère} lecture, 111 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 130 ; rejeté par le comité des bills privés pour infraction à la règle 58, 216.

128. Bill amendant la charte de la ville de Lévis, (M. Blouin), pétition, 20 ; 1^{ère} lecture, 40 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, rapporté avec amendements, 82 ; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 107 ; passé par le Conseil législatif avec amendements ; amendements lus une 1^{ère} fois, 182 ; amendements lus une 2^e fois et adoptés, 229 ; sanctionné, 333. (2 Ed VII, ch. 53.)

129. Bill amendant la charte de la cité de Saint-Henri, (M. Décarie), pétition, 36 ; 1^{ère} lecture, 71 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté avec amendements, 172 ; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 201 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 324 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 325 ; sanctionné, 332. (2 Ed. VII, ch. 51.)

BILLS :—*Suite.*

130. Bill amendant la charte de la cité de Hull, (M. Major), pétition, 44; 1ère lecture, 101; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 119; rapporté avec amendements, 141; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 160; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247; honoraire remis vu que ce bill a été nécessité par une erreur dans le bill adopté à la session précédente, 313; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 52.)

131. Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Kenneth McKeown, au nombre de ses membres après examen, (M. De Groisbois), pétition, 44; 1ère lecture, 61; motion pour suspendre 57ème règle, adoptée sur division, 97; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 151; rapporté sans amendement, 181; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture sur division et passé, 187; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 117.)

132. Bill pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand' Mère, (M. Taschereau), pétition, 50; 1ère lecture 93; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 108; rapporté avec amendements, 172; considéré en comité général, rapporté, 183; 3e lecture, sur division, passé, 186; honoraire remis, 313.

133. Bill constituant en corporation l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal, (M. Lacombe), pétition, 20; 1ère lecture, 122; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 13; rapporté sans amendement, 173; considéré en comité général, 3e lecture et passé, 179; passé par le Conseil législatif sans amendement, 248; honoraire remis sur division, 314; sanctionné 333. (2 Ed. VII, ch. 105.)

134. Bill constituant en corporation les " Disciples de Saint-Antoine de l'adoue." (Hon. M. LeBlanc), pétition, 44; 1ère lecture, 61; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 69; rapporté retiré, 111.

135. Bill pour séparer l'île d'Anticosti du comté de Saguenay quant aux fins municipales, (M. Tanguay), pétition, 50; 1ère lecture, 102; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 120; rapporté sans amendement, 134; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 150; passé par le Conseil législatif sans amendement, 234; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 58.)

136. Bill détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce, et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de " Comté du Lac Mégantic " pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture, (M. Roy, Montmagny), pétition 43; 1ère lecture, 59; 2e lecture et renvoyé au comité des bills privés 98; rapporté sujet à la règle 41, vu que ce projet de loi implique une dépense de deniers, 173, 194; rapporté avec amendements; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 202; passé par le Conseil législatif avec amendements, 324; amendements lus 2 fois et adoptés, 325; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 11.) Pétition adverse, 172.

BILLS:—Suite.

137. Bill concernant l'Union Mutuelle Universelle, (M. Major), pétition, 36; 1^{ère} lecture, 93; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 108; rapporté avec amendements, 154; considéré en comité général, rapporté, 162; 3^e lecture et passé, 182; passé par le conseil législatif avec amendements, 243; amendements lus 2 fois et adoptés, 244; honoraire remis sur division, 315; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 100).

138. Bill amendant les loi concernant la ville de Lachine, (M. Chauret), pétition, 43; 1^{ère} lecture, 142; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité des bills privés, 164; rapporté avec amendements, 206; considéré en comité général, rapporté, 210; 3^e lecture et passé, 210; passé par le Conseil législatif avec amendements, 324; amendements lus 2 fois et adoptés, 325; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 55).

139. Bill amendant la charte de la ville de Fraserville, (M. Dion), pétition, 37; 1^{ère} lecture, 142; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 179; demande de permission de retirer le bill, 215; bill retiré et honoraire remis, 233.

140. Bill constituant en corporation la compagnie *Kamou-Tem Littoral Electrique*, (M. Taschereau), pétition, 32; 1^{ère} lecture, 122; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 146; rapporté avec amendements, 206; considéré en comité général, rapporté, 210; 3^e lecture et passé, 210; passé par le conseil législatif avec amendements, 324; amendements lus 2 fois et adoptés, 325; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 64).

141. Bill constituant en corporation La Société d'Administration Générale, (M. Chênevert), pétition, 32; 1^{ère} lecture, 136; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 164; rapporté sans amendement, 194; considéré en comité général, rapporté, 203; 3^e lecture et passé, 203; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 69).

142. Bill amendant la charte de la corporation des juifs allemands et polonais de Montréal, (M. Cochrane), pétition, 85; 1^{ère} lecture, 92; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 119; rapporté sans amendement, 134; considéré en comité général, amendé et rapporté, 150; amendements lus 2 fois et adoptés, 150; 3^e lecture et passé, 150; passé par le Conseil législatif sans amendement, 248; honoraire remis, 312; sanctionné, 333. (2 Ed. VII, ch. 95).

143. Bill constituant en corporation *Beth Hamedrash Haggadol Chevra Shaas*, (M. Cochrane), pétition, 50; 1^{ère} lecture, 93; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 119; rapporté sans amendement, 134; considéré en comité général, rapporté, 149; 3^e lecture et passé, 149; passé par le Conseil législatif avec amendements, 243; amendements lus 2 fois et adoptés, 244; honoraire remis, 312; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 96).

BILLS:—*Suite.*

144. Bill concernant la succession de feu Mathias Henri Balcer, (M. Dupuis), pétition, 85; 1^{ère} lecture, 101; renvoyé au comité, 120; rapporté avec amendements, 134; considéré en comité général, rapporté, 149; 3^e lecture et passé, 149; honoraire remis, 326.

145. Bill amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company," (M. deGrosbois), pétition, 37; 1^{ère} lecture, 155; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 176; préambule non prouvé, 206; bill retiré et honoraire remis, 238.

146. Bill concernant la "Shawinigan Carbide Company," (M. de Grosbois), pétition, 37; 1^{ère} lecture, 122; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 131; rapporté sans amendement, 173; considéré en comité général, rapporté, 179; 3^e lecture et passé, 179; passé par le Conseil législatif avec amendements, 271; amendements lus une fois, 271; amendements lus une 2^e fois et adoptés, 300; sanctionné, 334; (2 Ed. VII, ch. 82).

147. Bill constituant en corporation la "Shawinigan Falls Terminal Railway Company" (M. de Grosbois), pétition 43; 1^{ère} lecture, 122; 2^e lecture et renvoyé au comité de chemin de fer, canaux, etc., 131; rapporté avec un amendement, 181; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 187; passé par le Conseil législatif sans amendement, 324; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 63).

148. Bill constituant en corporation la Société de Saint-Vincent de Paul de Québec. (Hon. M. Tessier), pétition 44; 1^{ère} lecture, 67; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83; rapporté avec amendement, 100; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 79; passé par le Conseil législatif sans amendement, 182; honoraire et amende remis, 238; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 102).

149. Bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts. (M. Blouin), pétition 136; 1^{ère} lecture, 136, 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 147; rapporté avec amendements, 181; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture sur division et passé, 209; honoraire remis, 312.

150. Bill constituant en corporation la compagnie électrique de Sorel, (M. Cardin), pétition 86; 1^{ère} lecture, 111; 2^e lecture, renvoyé au comité des bills privés, 130; rapporté avec amendements, 154; considéré en comité général, rapporté; 3^e lecture et passé, 161; passé par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus 2 fois, 310; amendements adoptés, 323; amende remise, 315; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 74).

BILLS:—Suite.

152. Bill constituant en corporation la "Power, Pulp and Paper Company of North America," (M. Pelletier, Sherbrooke) ; pétition, 43 ; 1^{ère} lecture, 148 ; 2^e lecture sur division, et renvoyé au comité des bills privés, 163 ; rapporté avec amendements, 194 ; considéré au comité général, rapporté, 203 ; 3^e lecture et passé, 209 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 324 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 325 ; sanctionné, 334 (2 Ed. VII, ch. 79).

153. Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Saint-Laurent et Mégantic, (M. Blouin), pétition, 50 ; 1^{ère} lecture, 119 ; 2^e lecture renvoyé en comité des chemin de fer, canaux, 98 ; rapporté avec amendements, 194 ; considéré en comité général, rapporté, 203 ; 3^e lecture et passé, 203 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 324 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 62.)

154. Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Napoléon Landry, médecin et chirurgien, (M. Dorris), pétition, 50 ; motion pour suspendre 57^e règle, adoptée sur division, 114 ; 1^{ère} lecture, 136 ; 2^e lecture sur division, renvoyé au comité des bills privés, 164 ; rapporté sans amendement, 181 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés ; 3^e lecture et passé, 187 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309 ; amende remise, 314 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 123).

155. Bill constituant en corporation la Compagnie d'Exposition agricole et industrielle de Saint-Jean, P. Q. (M. Roy), pétition, 32 ; 1^{ère} lecture, 60 ; 2^e lecture renvoyé au comité des bills privés, 130 ; rapporté avec amendements, 172 ; considéré en comité général, rapporté, 178 ; 3^e lecture et passé, 178 ; passé par le Conseil législatif avec amendements 272 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 272 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 90).

156. Bill refondant la charte de l'Union Saint-Pierre de Montréal, (M. Allard), pétition, 44 ; 1^{re} lecture, 70 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 131 ; rapporté sans amendement, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture passé, 178 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 271 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 272 ; amende remise, 313 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 101).

157. Bill autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre William-Charles Mills à exercer la médecine et la chirurgie, (M. Weir), pétition, 43 ; motion pour suspendre 57^e règle adoptée sur division, 97 ; 1^{ère} lecture, 111 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 163 ; rapporté sans amendement, 181 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus deux fois et adoptés, 3^e lecture sur division et passé, 187 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309 ; amende remise, 314 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 124).

BILLS;—*Suite.*

158. Bill autorisant Napoléon Lemay à exercer la profession de notaire dans la province de Québec, (M. Taschereau), pétition, 50 ; 1^{ère} lecture, 101 ; 57^e règle suspendue, 114 ; 2^e lecture, renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté avec amendement, 181 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3^e lecture, sur division et passé, 188 ; honoraire et amende remis, 313

159. Bill amendant la loi organique de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal, (M. Lacombe), 1^{ère} lecture, 177 ; 2^e lecture et renvoyé au comité des bills privés, 181 ; rapporté sans amendement, considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 188 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 97.)

160. Bill amendant l'article 432 de la loi de l'Instruction publique, (L'hon. M. Turgeon), 1^{ère} lecture, 222 ; 2^e lecture, considéré en comité général, 3^e lecture et passé, 231 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 270 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 17.)

161. Bill amendant l'article 125 du Code civil, (M. Chauret), 1^{ère} lecture, 202.

162. Bill abrogeant le chapitre 27 du Code de procédure civile, (M. Cardin), 1^{ère} lecture, 207.

163. Bill amendant l'article 1080 du Code municipal, (M. MacKenzie), 1^{ère} lecture, 236 ; 2^e lecture sur division, 288 ; considéré en comité général, amendé et rapporté ; amendements lus 1 fois, amendements lus une 2^e fois sur division et adoptés ; 3^e lecture sur division et passé, 300 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 324 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 47.)

164. Bill concernant les expositions, (l'hon. M. Déchène), 1^{ère} lecture, 2^e lecture sur division, 3^e lecture sur division et passé, 279 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 324 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 4.)

165. Bill concernant l'école de laiterie de St-Hyacinthe, (l'hon. M. Déchène), 1^{ère} lecture, 2^e lecture, 3^e lecture et passé, 303 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 324 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 5.)

166. Bill amendant le Code de procédure civile, concernant la cour de revision, (M. Delaney), 1^{ère} lecture, 222.

167. Bill amendant la loi concernant les compagnies à fonds social, (M. Hutchinson), 1^{ère} lecture, 273 ; 2^e lecture, considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3^e lecture et passé, 3-2 ; passé par le Conseil législatif, 328 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 30.)

BILLS :—*Suite.*

168. Bill abrogeant la loi 63 Victoria, chapitre 19, concernant les procès par jury en matière civile dans le comté de Gaspé, (l'hon. M. Flynn), 1^{ère} lecture, 269; 2^e lecture sur division, 269; considéré en comité général, rapporté, 288; 3^e lecture et passé, 288.

171. Bill amendant l'article 857 du Code civil, (M. Delage), 1^{ère} lecture, 71; 2^e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 89; rapporté sans amendement, 135; considéré en comité général, rapporté, 3^e lecture et passé, 151; passé par le Conseil législatif avec amendements, 243; amendements lus une fois, 245; amendements lus une 2^e fois et adoptés, 288; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 37).

172. Bill amendant le Code municipal, (M. Morin), 1^{ère} lecture, 85; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité du Code municipal, 85; rapporté sans amendement, 206; considéré en comité général, rapporté, 212; 3^e lecture et passé, 216; passé par le Conseil législatif sans amendement, 324; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 46).

173. Bill amendant le Code de procédure civile. (M. Morin, St-Hyacinthe), 1^{ère} lecture, 85; motion pour 2^e lecture rejetée sur division, 120.

174. Bill amendant les Statuts refondus concernant les notaires et les registrateurs, (M. Prévost), 1^{ère} lecture, 102; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 124; rapporté sans amendement, rapport de progrès, 166; considéré de nouveau en comité général, 189; rapport de progrès, 211.

175. Bill concernant les médecins vétérinaires. (M. Delage), 1^{ère} lecture, 85; 2^e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 133; rapporté avec amendements, 141; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus 2 fois, 3^e lecture et passé, 174; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 27).

178. Bill amendant le Code de procédure civile. (M. Cardin), 1^{ère} lecture, 102; 2^e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 124; rapporté, rejeté, 172.

179. Bill amendant l'article 203 du Code municipal. (M. Pelletier, Sherbrooke), 1^{ère} lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 122.

180. Bill amendant la loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matière de taxes. (M. Roy Kamouraska), 1^{ère} lecture, 102; 2^e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 124; rapporté avec amendements, 135; considéré en comité général amendé et rapporté, amendements lus 2 fois et adoptés, 3^e lecture et passé, 165; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 42).

BILLS:—*Suite.*

181. Bill amendant les art. 930 et 931 du Code municipal, (M. Champagne), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 94.

182. Bill amendant la loi 53 Victoria, chapitre 2, (M. Lacombe), 1ère lecture, 93 ; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 146 ; rapporté sans amendement, 155 ; considéré en comité général, rapporté, 189 ; 3e lecture et passé, 189 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 247 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 9).

183. Bill amendant le Code municipal relativement aux appels à la cour de circuit, (M. Roy, Kamouraska), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 112 ; rapporté avec amendements, 216 ; 2e lecture renvoyé au comité général, 228 ; considéré en comité général, le comité se lève sans faire rapport, 228.

184. Bill concernant les marguilliers (M. Morin, St-Hyacinthe), 1ère lecture, 131 ; 2e lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 145 ; rapporté avec un amendement, 155 ; considéré en comité général, rapporté, 165 ; 3e lecture et passé, 165 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 22).

185. Bill amendant l'article 121 du Code de procédure civile, (M. Robitaille), 1ère lecture, 173 ; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 189 ; rapporté avec amendements, 206 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, amendements lus 2 fois, 217 ; 3e lecture passé, 217 ; passé par le conseil législatif sans amendement, 270 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 40).

186. Bill amendant la loi électorale 1895, (M. Cherrier), 1ère lecture, 227 ; 2e lecture, 322 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, 323 ; amendement lu une fois, 323 ; motion Cherrier pour renvoi au comité général, adoptée, 327 ; considéré de nouveau en comité général, amendé et rapporté, 327 ; amendement lu 2 fois et adopté, 327 ; 3e lecture et passé, 327.

187. Bill amendant l'article 535 du Code municipal, (M. Allard), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 155.

188. Bill concernant les halles au beurre et au fromage, (M. Pelletier), 1ère lecture, 216 ; 2e lecture, 229 ; considéré en comité général, rapporté, 232 ; 3e lecture et passé, 232 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 270 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 32).

189. Bill amendant l'article 291 du Code municipal, concernant la qualification électorale, (M. Walker), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 159.

BILLS:--*Suite.*

190. Bill amendant l'article 4705 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Hutchinson), 1ère lecture, 159.

191. Bill amendant l'article 2621 des Statuts refondus, (M. Dupuis), 1ère lecture, 186 ; 2ème lecture, 211 ; rapporté, rejeté, 215.

192. Bill amendant l'article 536 du Code de procédure civile, (M. Tessier), 1ère lecture, 186 ; 2e lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 211 ; rapporté sans amendement, 215 ; considéré en comité général, rapporté, 223 ; 3e lecture et passé, 223.

193. Bill concernant le " Monument National " de Montréal, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 2e lecture, 3e lecture et passé, 230 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 270 ; sanctionné, 334. (2 Ed. VII, ch. 7.)

194. Bill amendant la loi concernant la cour de circuit du comté de Drummond, (M. Laferté), 1ère lecture, 182.

195. Bill amendant les articles 59a et 130 du Code civil, (M. Weir), 1ère lecture, 181 ; motion pour 2e lecture rejetée sur division, 239.

196. Bill concernant la construction d'un palais de justice pour le district de St-François, dans la cité de Sherbrooke, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 292 ; 2e lecture sur division, 3e lecture sur division et passé, 301 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 324 ; sanctionné ; 334. (2 Ed. VII, ch. 6).

198. Bill concernant certains subsides, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 247 ; 2e lecture sur division, 3e lecture sur division et passé, 250 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 309 ; sanctionné, 334. (2 Ed. ch. 2).

199. Bill amendant l'article 2006 du Code civil, (M. Chauret), 1ère lecture, 186.

200. Bill amendant la loi concernant les bibliothèques publiques, (M. Lacombe), 1ère lecture, 210 ; 2e lecture renvoyé au comité général, considéré en comité général, rapporté, 3e lecture et passé, 223.

Bills privés :—

1. Comité des bills privés. Premier rapport, 88. Autres rapports sur divers bills : 65, 80, 91, 100, 110, 121, 134, 141, 154, etc.
 2. Rapport recommandant le retrait d'un bill, 111, 154, 215.
 3. Que le rapport de l'officier en loi soit imprimé, 65.
 4. Demandant qu'un bill soit rejeté, le dépôt exigé par la règle 58 n'ayant pas été fait, 215.
 6. Honoraires remis, 173, 214, etc.
 7. Honoraire et frais d'impression remis, 236.
 8. Que le délai pour la présentation soit prolongé, 109, 111. Pour la réception des rapports, 190, 111.
 9. Que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 122, 206.
 10. Que le promoteur désire ne pas procéder, 227.
 11. Bill renvoyé à la Chambre pour qu'elle prenne action sur ce bill, 111.
 12. Bill devant être réimprimé, 114.
 13. Renvoyé au comité après avoir été considéré en comité général, 123, 184, 204.
- BOIS DE PULPE :—Loi concernant le flottage du bois de pulpe. Voir *Bills*, 83.

BOUCHER, RAPHAEL :—Copie de l'enquête du coroner du comté de Matane au sujet de la mort de Raphaël Boucher, ainsi que de toute correspondance et comptes produits ou approuvés en rapport avec cette enquête. Voir *Documents*, 5.

BOULANGERS. ASSOCIATION DES : —Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des boulangers de la cité de Montréal. Voir *Bills*, 132.

BOURBONNAIS, A. G. :—Copie de tous ordres en conseil nommant A. G. Bourbonnais, écrl., député de Soulanges, comme commissaire des incendies, et de tous ordres en conseil le destituant, et, aussi, copie de tous documents en rapport avec cette nomination et cette destitution. Voir *Documents*, 7.

BOWEN, G. M. :—Loi autorisant Gilbert Martin Bowen à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec. Voir *Bills*, 110.

BRIERLEY, J. S. :—Ordonné de comparaitre à la barre de la Chambre, 158.

BUDGETS :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1902, et budget des dépenses pour l'année financière 1903. Voir *Documents*, 8, p. 123.

BUSSIÈRES, JEAN — : —Documents en rapport avec l'octroi d'une somme de \$500.00 donnée à M. Jean Bussières, de St-Henri, pour un pont de péage et de toute autre somme que le dit Jean Bussières doit recevoir. Voir *Documents*, 9.

CABOT, M. :—Copie de toute correspondance, rapports, concernant la vente de certains lots du canton Rameau à M. Cabot, de Boston, ainsi que le prix de vente exigé pour ces lots et les conditions auxquelles cette vente a été faite. Voir *Documents*, 10.

"CANADA SWITCH & SPRING CO." :—Loi amendant la charte de *The Canada Switch and Spring Company, Limited*. Voir *Bills*, 42.

"CANADIAN ELECTRIC LIGHT CO." :—Loi amendant la charte de la *Canadian Electric Light Company*. Voir *Bills*, 63.

CANNON, L. J. :—Etat détaillé et montant total de toutes les sommes payées, pour toute raison quelconque, à L. J. Cannon, Ecr., Assistant-Procureur-Général, en outre de son traitement régulier, depuis le 30 juin 1900 au 30 juin 1901. Voir *Documents*, 11.

CHAMBLY :—Jugement dans l'élection contestée de—, 17

CHARLEBOIS, L. B. A. — : —Loi concernant la succession Léon-Benoit-Alfred Charlebois. Voir *Bills*, 32.

CHASSE :—Loi amendant la loi de la chasse de Québec. Voir *Bills*, 10.

CHATEAU SAGUENAY, CHICOUTIMI :—Copie de tous documents ayant rapport à la vente des liqueurs enivrantes au Château Saguenay, dans la ville de Chicoutimi, pour les années 1900-1901, 1901-1902. Voir *Documents*, 10.

CHEMINS DE FER :—

1. Comité spécial permanent des—, nommé, 10, 28. Premier rapport, 39. Autres rapports, 109, 141, 155, 181, 194, 227.
2. Etats, rapports et statistiques de chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1899 et 30 juin 1901, en conformité des articles 5176, paragraphe 4, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec, Voir *Documents* 16.

CHICOUTIMI :—Loi accordant certain pouvoirs à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi. Voir *Bills*, 120.

CHICOUTIMI :—Voir *Bills*, 101.

CHICOUTIMI :—Copie du tableau des grands jurés ayant servis pendant le terme de la Cour du Banc du Roi, siégeant au criminel, pendant le mois de janvier 1902, dans et pour le district de Chicoutimi. Etat donnant une énumération des causes soumises aux dits grands jurés, et le jugement ou décision du grand jury. Etat donnant une énumération des causes susdites, soumises au petit jury, avec le verdict, dans chaque cas, ou le sort de la cause. Copie de tous comptes produits en rapport avec la présence et le service des grand jurés, en la ville de Chicoutimi, montrant séparément les montants réclamés pour pension, boissons, voitures, etc., avec le nom du réclamant. Le nom du substitut du procureur-général, pour le dit terme et le montant du compte réclamé par lui pour ses services. Voir *Documents*, 18.

CHOUINARD, C. :—Voir *Documents*, 64.

CINQ-MARS, E. E. :—Documents concernant l'item de \$300 payé à E. E. Cinq-Mars, pour dépenses de voyage à Buffalo en qualité de représentant de la galerie de la Presse. Voir *Documents*, 19

CODE CIVIL :—

- Loi amendant l'article 1834 du Code civil, concernant l'enregistrement des contrats de mariage. Voir *Bills*, 18.
- amendant l'article 2161 du Code civil. Voir *Bills*, 98.
 - amendant l'article 858 du Code civil. Voir *Bills*, 171.
 - amendant les articles 59a et 130. Voir *Bills*, 195.
 - amendant l'article 135. Voir *Bills*, 161.
 - amendant l'article 1543. Voir *Bills*, 109.
 - amendant l'article 1672. Voir *Bills*, 108.
 - amendant l'article 1675. Voir *Bills*, 86.
 - amendant l'article 1622. Voir *Bills*, 107.
 - amendant l'article 2003. Voir *Bills*, 199.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

- Loi amendant l'article 683. Voir *Bills*, C.
—amendant l'article 121. Voir *Bills*, 185.
—amendant le—concernant la cour des commissaires. Voir *Bills*, 95.
—amendant les articles 67 et 68. Voir *Bills*, 25.
—amendant les articles 549 et 554. Voir *Bills*, 26.
—amendant l'article 332. Voir *Bills*, 29.
—amendant les articles concernant la cour des magistrats. Voir *Bills*, 100.
—abrogeant le—concernant la cour de révision. Voir *Bills*, 166.
—amendant les articles 699, 1147, 1069 et 716. Voir *Bills*, 173.
—amendant les articles 550 et 697. Voir *Bills*, 178.
—amendant l'article 536. Voir *Bills*, 192.

CODE MUNICIPAL :—

- Loi amendant le Code municipal relativement à l'érection des municipalités. Voir *Bills*, 102.
—amendant l'article 1080 du Code Municipal. Voir *Bills*, 163.
—amendant le Code Municipal. Voir *Bills*, 172.
Aussi, *Bills*, 15, 19, 20, 50, 93, 179, 181, 183, 187, 189.

CODE MUNICIPAL :—Comité permanent du—. 61. Premier rapport, 109.
Deuxième, faisant certaines suggestions, 206. Troisième, 216.

COLONISATION :—Résolutions concernant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière, 146. Rapportées, lues une 1ère fois, 190. Débat sur la motion pour 2ème lecture, ajourné, 201. Reprise du débat, lues une 2ème fois sur division, agréées, 212. Bill présenté. (L'hon. M. Parent). Voir *Bills*, 9.

COLONISATION :—Voir *Documents*, 15, 20, 21, 54.

COLONISATION :—Documents, depuis quatre ans, ayant trait au système de colonisation de la Province ou aux lois et règlements touchant la vente et l'établissement des terres publiques et l'exploitation de nos forêts, en autant que cela touche à la colonisation. Voir *Documents*, 20.

COLONISATION ET MINES :—Rapport du Commissaire de la colonisation et des mines de la province de Québec pour l'année 1901. Voir *Documents*, 21.

COLONS :—Voir *Documents*, 31.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session, 10. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 18. Rapport, 27. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents, Privilèges et Elections*.
2. Comités conjoints. Voir *Bibliothèque. Impressions*.
3. Comités spéciaux. Voir *Comité concernant les sociétés de secours mutuel. Code municipal*.
4. Liste des membres devant composer les divers comités spéciaux. Rapports, 27, 137.
5. Motion pour la formation d'un comité, réjetée, 72.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :

1. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 39 ; deuxième, 185.
2. *Bills privés* :—Premier rapport, 33 ; deuxième, 65 ; troisième, 80 ; quatrième, 91 ; cinquième, 100 ; sixième, 110 ; septième, 121 ; huitième, 134 ; neuvième, 141 ; dixième, 154 ; onzième, 172 ; douzième, 181 ; treizième, 194 ; quatorzième, 206.
3. *Chemins de fer et Canaux* :—Premier rapport, 39 ; autres rapports, 109, 141, 155, 181, 194.
4. *Comptes publics* :—Premier rapport, 33.
5. *Industrie* :—Premier rapport, 33.
6. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 32 ; autres rapports, 65, 80, 91, 99, 109, 135, 141, 154, 172, 194, 206.
7. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 32, autres rapports, 38, 44, 58, 65, 70, 80, 91, 99.
8. *Privilèges et élections* :—premier rapport, 33.

COMITÉS CONJOINTS :

9. *Bibliothèque* :—Députés nommés par le Conseil, 71 ; par l'Assemblée, 71.
10. *Impression* :—Premier rapport, 320.

COMITÉS SPÉCIAUX :

11. *Code municipal* :—Premier rapport, 109, autres rapports, 206, 213.

12. *Sociétés de secours mutuel* :—Comité nommé, 137 ; premier rapport, 215.

COMMISSAIRES. COUR DES— :—Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires. (M. Blanchard). Voir *Bills*, 95.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE QUÉBEC :—Correspondance depuis deux ans, au sujet de la question de l'élection par le peuple des Commissaires d'écoles pour la cité de Québec. Voir *Documents*, 22.

COMMISSION D'ECONOMIE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission, 12.

COMMIS VOYAGEURS :—Voir *Bills*, 85

COMPAGNIES A FOND SOCIAL :—

Loi amendant la loi corporative des—. Voir *Bills*, 4.

—amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 167.

—amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 22.

COMPAGNIES COMMERCIALES :—Bill concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales. (M. Hutchinson). Voir *Bills*, 17.

COMPTES PUBLICS :—

1. Comité spécial permanent des—, nommé, 10, 27. Rapport, 33.

2. Etat des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1901. Voir *Documents*, 24.

COMPTON :—Voir *Bills*, 136.

"COMPTON LADIES' COLLEGE" :—Loi amendant la loi 39 Victoria, chapitre 72, constituant en corporation le *Compton Ladies' College*. Voir *Bills*, B

Conseil législatif :—

Messages au Conseil :—

1. Nommant les membres de l'Assemblée devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 71 ; des impressions, 72.
2. L'Assemblée déclinant d'adopter certains amendements faits par le Conseil, 272.

Messages du Conseil :—

3. Nommant les membres du Conseil devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 71 ; des impressions, 102.
4. Adoptant des bills de l'Assemblée avec ou sans amendements, 97, 123, 138, 144, 157, 182, 200, 212, 226, 228, 234, 243, etc.
5. Communiquant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 132, 182, 207, 228, 236, 248, etc.
6. Accepte les amendements faits par l'Assemblée à ses bills, 248.
7. N'insiste pas sur ses amendements, 108.

CONSEIL PRIVÉ :—Voir *Documents*, 85.

CONSEILS D'ARBITRAGE :—Documents au sujet de la nomination des membres des conseils d'arbitrage mentionnée dans la loi, chapitre 31, 1 Ed. VII. Voir *Documents*, 26.

CONSTRUCTION SOCIÉTÉS DE :—Voir *Bills*, 81.

CONTRATS DE MARIAGE :—Voir *Bills*, 18.

CORNWALL ET YORK, RÉCEPTION DU DUC DE :—Etat détaillé des sommes de \$10,990.40 et de \$3,090.40 en rapport avec la réception du Duc et de la Duchesse de Cornwall et York, indiquant comment, à qui et pourquoi ces montants ont été payés. Voir *Documents*, 27.

CORPORATIONS DE CITÉ, VILLE, ETC. :—Bill amendant les dispositions spéciales relatives aux corporations de cité, de ville et autres corporations. (M. Prévost). Voir *Bills*, 89.

CORPORATIONS DE VILLE :—Bill amendant la loi relative aux corporations de ville. Voir *Bills*, 104.

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Etat tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au secrétaire de la province, en vertu de l'article 4518, S. R. P. Q. Voir *Documents*, 28.

COUR D'APPEL :—Voir *Bills*, 166.

COURONNEMENT DU ROI EDOUARD VII :—Copie de toute correspondance échangées entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, au sujet de la représentation du gouvernement de Québec aux fêtes du Couronnement de Sa Majesté le Roi Edouard VII, et à toutes conférences entre le gouvernement de Sa Majesté ou le Secrétaire d'Etat pour les Colonies touchant les relations politiques entre la métropole et les colonies. Copie de toute correspondance échangées entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, au sujet de la représentation du gouvernement du Canada et ceux des Provinces, et notamment de celui de Québec, aux fêtes du jubilé de Sa Majesté la Reine Victoria et à toutes conférences à être tenues à cette occasion. Copie des procès-verbaux des conférences entre le Secrétaire d'Etat pour les colonies et les Premiers Ministres des colonies, tenues au bureau colonial, à Londres, en juin et juillet 1897. Copie des discours du Secrétaire d'Etat pour les colonies et des Premiers Ministres des colonies, prononcés à ces conférences ou à l'occasion de ces conférences—et ayant trait aux sujets y soumis ou discutés. Voir *Documents*, 29

COURONNEMENT DU ROI EDOUARD VII :—Copies des lettres du Très honorable J. Chamberlain à Lord Minto et de Lord Minto au Lieutenant-Gouverneur, au sujet du couronnement de S. M. Edouard VII, 315.

COURS DE CIRCUIT :—Voir *Bills*, 183.

DE MONTIGNY, CANTON :—Copie de tous arrêtés-du-conseil et de la correspondance échangée entre le gouvernement et les colons du canton de Montigny concernant les difficultés intervenues entre les dits colons et les propriétaires de limites à bois. Voir *Documents*, 31.

DENTISTES :—Loi amendant la loi concernant les dentistes. Voir *Bills*, 91

Députés :

1. Prêtent le serment, 8.

2 Un député se lève de son siège pour protester contre un article du "Montreal Herald", 158. L'éditeur appelé à la barre de la Chambre, 169. Mandat de l'Orateur. Certificat du Sergent d'Armes. M. Brierley à la barre, 197. Débat. Questions posées, 197. Amendement. Question d'ordre, 198. Motion principale adoptée, 199. M. Brierley est libéré, 200. Un député se plaint de certains articles du "Montreal Star", 177.

DETTE. CONVERSION DE LA :—Voir *Documents*, 32

DISCIPLES DE ST ANTOINE DE L'ADOUE :—Bill constituant en corporation les Disciples de Saint Antoine de Padoue. (Hon. M. LeBlanc). Voir *Bills*, 134.

Documents par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

REMARQUE—Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais est mis comme numéro de référence.

1. *Agriculture* :—Rapport du Commissaire de l'—, pour 1901...(Document No 3).

2. *Beauce* :—Ordres revoquant la nomination de Taschereau Fortier, comme registrateur dans le comté de Beauce, nommant Taschereau Fortier et Joseph Godbout, registrateurs conjoints, revoquant la commission conjointe des dits Taschereau Fortier et Joseph Godbout et renommant Taschereau Fortier registrateur, seul ; ainsi que documents reçus par le gouvernement ou aucun de ses membres de Taschereau Fortier, J. Godbout de Sir Wilfrid Laurier et de toute autre personne, en rapport avec les dits ordres en conseil.
(Document No 50).

3. *Bibliothécaire de la Législature* :—Documents se rapportant à la nomination d'un bibliothécaire conjoint pour la bibliothèque de cette Législature.

4. *Bibliothèque* :—Rapport du bibliothécaire de la Législature pour 1901.

5. *Boucher, Raphaël* :—Copie de l'enquête du coroner du comté de Matane au sujet de la mort de Raphaël Boucher, ainsi que toute correspondance et comptes produits ou approuvés en rapport avec cette enquête.
(Document No 47)

6. *Bouilloires* :—Noms des inspecteurs des chaudières à vapeur des manufactures, leur résidence, depuis le 28 février 1901, à ce jour(Document No 29).

ORDONNÉS.	PRÉ-SENTÉS.
Par ordre du Lieut-Gouv.	12
Adresse 56	133
Adresse 56	
111ème règle	15
Par ordre 87	120
Ordre 57	79

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
7. <i>Bourbonnais, A. G.</i> :—Ordres en conseil nommant A. G. Bourbonnais, écrivain, député de Soulanges, commissaire des incendies, ordres en conseil le destituant, et tous documents en rapport avec cette nomination et cette destitution.	Adresse 145	
8. <i>Budgets</i> :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1902 et budget des dépenses pour l'année financière 1903. (<i>Document No 1</i>).	Message	123
9. <i>Bussièrès, Jean</i> :—Documents en rapport avec l'octroi d'une somme de \$500. 0 donnée à M. Jean Bussièrès, de St-Henri, pour un pont de péage.	Par ordre 83	
10. <i>Cabot, M.</i> :—Correspondance, rapports, concernant la vente de certains lots du canton Rameau à M. Cabot, de Boston, ainsi que le prix de vente exigé pour ces lots et les conditions auxquelles cette vente a été faite. (<i>Document No 71</i>).	Par ordre 133	248
11. <i>Cannon, L. J.</i> :—Etat détaillé et montant total de toutes les sommes payées, pour toute raison quelconque, à L. J. Cannon. Ecrivain, Assistant-Procureur-Général, en outre de son traitement régulier, depuis le 30 juin 1900 au 30 juin 1901.....(<i>Document No 40</i>).	Par ordre 49	98
12 <i>Chasse et pêche</i> :—Document au sujet d'infractions, depuis deux ans, à la loi de chasse et de pêche dans la région de la Matapédia, dans les comtés de Matane et de Bonaventure. (<i>Document de la session No 10</i>)	Ordre de la dernière session	15

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
13. <i>Château Saguenay, Chicoutimi</i> :— Copie de tous documents ayant rapport à la vente des liqueurs enivantes au Château Saguenay, dans la ville de Chicoutimi, pour les années 1900-1901. 1901-1902 ?(<i>Document No 66</i>).	Adresse 184	222
14. <i>Chemins à barrières de l'île Jésus</i> :—Etat des affaires de la Compagnie des—, (<i>Document No 49</i>).	Par acte	121
15. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat détaillé du montant de \$17,438.50, dépensé pour arpentages et explorations en rapport avec les chemins de colonisation, durant l'année finissant le 30 juin dernier, avec indication du nom et de la résidence de chaque personne qui a touché ce montant, et de l'objet pour lequel chaque somme a été payée.	Par ordre 157	
16. <i>Chemins de fer, Statistique</i> :—Rapport et statistiques de certaines compagnies de chemin de fer au 30 juin 1901, conformément à l'article 5176 des S. R. P. Q. et suivants. (<i>Document No 19</i>).	Statut	49
17. <i>Chemins de fer subventionnés</i> :—Rapports pour l'année expirant le 30 juin 1901, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Edouard VII, chapitre 2. (<i>Document No 55</i>).	Par ordre du Lieut-Gouv.	148

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>18. <i>Chicoutimi</i> :—1. Copie du tableau ou de la liste des grands jurés siégeant au criminel, pendant janvier 1902, district de Chicoutimi.—2. Etat donnant une énumération des causes soumises aux grands jurés, avec les noms des plaignants, et le jugement ou décision du grand jury.—3. Etat donnant une énumération des causés susdites, soumises au petit jury, avec le verdict, dans chaque cas, ou le sort de la cause.—4. Copie de tous comptes produits par toutes personnes, en rapport avec le service des dits grands jurés, en la ville de Chicoutimi, montrant séparément les montants réclamés pour pension, boissons, voitures, etc., avec le nom du réclamant.—5. Le nom du substitut du procureur-général, pour le dit terme et le montant du compte réclamé par lui pour ses services.....(<i>Document No 48</i>).</p>	Par ordre 63	120
<p>19. <i>Cinq-Mars, E. E.</i> :—Document pour l'item de \$350, apparaissait à la page 265 des comptes publics, comme ayant été payé à E. E. Cinq-Mars, pour dépenses de voyage à Buffalo en qualité de représentant de la galerie de la Presse.....(<i>Document No 38</i>).</p>	Par ordre 56	84
<p>20. <i>Colonisation</i> :—Arrêtés-en-conseil et correspondance, depuis quatre ans, ayant trait au système de colonisation de la Province ou aux lois et règlements touchant la vente et l'établissement des terres publiques et l'exploitation de nos forêts, en autant que cela touche à la colonisation. (<i>Imprimé</i>).....(<i>Document No 41</i>).</p>	Adresse 42	98

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
21. <i>Colonisation et des mines</i> :—Rapport du Commissaire de la—de la province de Québec pour 1901.....(<i>Document No 8</i>).	Par ordre du Lieut-Gouv.	12
22. <i>Commissaires d'écoles de Québec</i> :—Correspondance, depuis deux ans, au sujet de la question de l'élection par le peuple des Commissaire d'écoles pour la cité de Québec....(<i>Document No 81</i>).	Ordre 156	327
23. <i>Commission d'Economie intérieure de l'Assemblée législative</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission.....(<i>Document No 15</i>).	Message	12
24. <i>Comptes publics</i> :—Etat des —de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1901..(<i>Document No 2</i>).	Par ordre du Lieut-Gouv.	13
25. <i>Congrès Ouvrier</i> :—Documents, etc., relativement aux demandes formulées devant le gouvernement, par la délégation du Congrès Ouvrier de la Puissance et du Conseil central des Métiers et du Travail de Québec. (<i>Document No 70</i>).	Ordre 208	242
26. <i>Conseil d'arbitrage</i> :—Arrêtés en conseil et correspondance au sujet de la nomination des membres des conseils d'arbitrage, mentionnée dans la loi chapitre 31, 1 Ed. VII....(<i>Document No 74</i>).	Adresse 126	320
27. <i>Cornwall et York</i> :—Etat détaillé des sommes de \$10,990 et de \$3,090.40, en rapport avec la réception du Duc et de la Duchesse de Cornwall et York, indiquant comment, à qui, et pourquoi ces montants ont été payés. (<i>Imprimé</i>).....(<i>Document No 38</i>).	Par ordre 56	90

DOCUMENTS :—*Suite.*

ORDONNÉS.

28. *Corporations municipales* :—Etat tabulaire (art. 4619 S. R.) des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des—, au Secrétaire de la Province.
(*Document No 9*).

Statut

29. *Couronnement du roi Edouard VII* :—1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, au sujet de la représentation du gouvernement de Québec, par l'entremise du Premier Ministre ou autrement, aux fêtes du Couronnement de Sa Majesté le Roi Edouard VII, et à toutes conférences entre le gouvernement de Sa Majesté et les Premiers Ministres des Colonies, touchant les relations politiques entre la métropole et les colonies ; 2. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et celui de Québec, au sujet de la représentation du gouvernement du Canada et ceux des Provinces, et notamment de celui de Québec, aux fêtes du jubilé de Sa Majesté la Reine Victoria, en 1897, et à toutes conférences à être tenues à cette occasion entre le gouvernement de Sa Majesté ou le Secrétaire d'Etat pour les colonies et les Premiers Ministres des colonies ; 3 Copie des procès-verbaux des conférences entre le Secrétaire d'Etat pour les colonies et les Premiers Ministres des colonies, tenues au bureau colonial, à Londres, en juin et juillet 1897 ; 4. Copie des discours du Secrétaire d'Etat pour les colonies et des Premiers Ministres des colonies, prononcés à ces conférences ou à l'occasion de ces conférences—et ayant trait aux sujets y soumis ou discutés.

Par ordre
311

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
30 <i>Débats</i> :—Copie de tous mémoires et correspondance depuis 1890, avec M. l'Orateur, la Commission d'économie interne ou avec le gouvernement, au sujet de la publication des Débats ou du <i>Hansard</i> de cette Chambre.	Par ordre 316	
31. <i>De Montigny, Canton</i> :—Copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement et les colons du canton de Montigny concernant les difficultés intervenues entre les dits colons et les propriétaires de limites à bois.	Adresse 228	
32. <i>Dette</i> :—Documents et correspondance depuis le 29 décembre 1897, au sujet de la conversion de la dette autorisée par le Statut 60 Vict., chap. 2.	Adresse 323	
33. <i>Drummondville et Sorel</i> :—Copie de documents en la possession du gouvernement, concernant la mise en opération de la ligne de chemin de fer entre Drummondville et Sorel, dans les comtés de Drummond, Yamaska, Richelieu, depuis le 1er janvier 1892. (<i>Document No 64</i>).	Ordre 176	209
34. <i>Dumas, Dame E. Couillard</i> :—Copie des documents relatifs à la demande de pension faite par Dame Emélie Couillard Dumas, institutrice de Montmagny, et du rejet de cette demande.	Ordre 114	
35. <i>Ecole de Laiterie de St-Hyacinthe</i> :—Copie du rapport de l'école de laiterie et de la société de l'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, sur les derniers examens des aspirants inspecteurs de beurreries et de fromageries.	Ordre 311	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
36. <i>Ecole normale à Rimouski</i> :—Documents se rapportant à l'établissement d'une école normale à Rimouski. (<i>Document No 59</i>).	Ordre 96	185
37. <i>Ecoles élémentaires</i> :—Etat détaillé de la somme de \$53,000, mentionnée dans les comptes publics de 1901, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3. → <i>Imprimé</i>(<i>Document No 42</i>).	Ordre 34	98
38. <i>Ecoles élémentaires</i> :—Etat détaillé de la somme de \$44,674.05, mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1901 au 19 février 1902, comme ayant été dépensée pour écoles élémentaires.....(<i>Document No 60</i>).	Ordre 126	185
39. <i>Égouttement de terrain</i> :—Etat démontrant les sommes d'argent qui ont été payées à certaines municipalités, pour creusage de rivière, égouttement ou drainage de terrain depuis 1880(<i>Document No 73</i>).	Ordre 157	248
40. <i>Enregistrement, Bureaux d'—</i> : — Documents, etc., en vertu desquels le gouvernement aurait pu être informé de défalcactions dans certains bureaux d'enregistrement, donnant les noms de ces bureaux.	Ordre 228	
41. <i>Ethier</i> :—Documents ayant rapport au vol ou à la disparition du dossier dans la contestation d'élection de M. Ethier, député du comté des Deux-Montagnes, à la Chambre des Communes du Canada...(<i>Document No 36</i>).	Ordre 56	89

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
42. <i>Gauthier & Frères</i> :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à Joseph Gauthier & Frères, peintres, de St-Roch de Québec, pour quelque raison que ce soit, depuis le 30 juin 1900 au 1er février 1902. (<i>Document No 37</i>).	Ordre 69	90
43. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant la distribution de la—.....(<i>Document No 13</i>).	Message	11
44. <i>Hotel-Dieu de Lévis</i> :—Documents concernant une demande d'aide à l'Hôtel-Dieu de Lévis et à l'Hospice de St-Joseph de la Délivrance de Lévis.....(<i>Document No 72</i>).	Ordre 216	248
45. <i>Hudon, Melle Malvina</i> :—Copie des documents relatifs au rejet de la demande de pension faite par mademoiselle Malvina Hudon, institutrice, de Kamouraska.	Ordre 103	
46. <i>Iles de la Madeleine</i> :—Percepteur du revenu—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou ses membres, et certaines personnes des Iles de la Madeleine et d'ailleurs, au sujet de la nomination d'un percepteur du revenu, pour le district des Iles de la Madeleine.....(<i>Document No 21</i>).	Ordre 25	63
47. <i>Imprimeur du Roi</i> :—Rapport de l'—. (<i>Document No 12</i>).	Message	11

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
48. <i>Inspecteurs des chaudières à vapeur</i> :— Liste,—1. Des noms de tous les inspecteurs de chaudière à vapeur des manufactures de la province de Québec, ainsi que l'indication de leur résidence, depuis le 28 février 1901 à ce jour. 2. Les noms des examinateurs qui leur ont conféré leur certificat ainsi que l'indication de leur résidence. (Document No 29).	Ordre 57	79
49. <i>Instituteurs et institutrices mis à la retraite</i> :—Etat indiquant le nombre d'instituteurs et d'institutrices d'écoles modèles et élémentaires qui ont été mis à la retraite. 2. Le nom de la résidence et le nombre d'années d'enseignement qu'elles ont accompli. 3. Le montant de pension payé dans chaque cas. Les noms de ceux à qui la pension a été retirée. (Document No 43)	Ordre 57	108
50. <i>Institutions littéraires, de bienfaisance, hôpitaux, etc, etc.</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions mis devant la Chambre..... (Document No 17).	20, 121, 329
51. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'—pour l'année 1900-1901. (Document No 22).	Par ordre du Lt-Gouv.	63
52. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du surintendant de l'Instruction publique aux honorables membres du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec, en mai 1901. Imprimé. (Document No 69).	Ordre 223	242

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
53. <i>Kamouraska, Protonotaire du district de :—</i> Documents se rapportant à la nomi- nation d'un protonotaire conjoint pour le district de Kamouraska. (<i>Document No 58</i>).	Ordre 56	185
54. <i>Labelle, Monsignor :—</i> Correspondance échangée entre Monsignor Labelle et les départements de Colonisation, des Terres de la Couronne et des Travaux publics, depuis 1887 à 1891 inclusivement, touchant : 1. Divers projets de refonte de la loi de coloni- sation ; 2. La construction du chemin de fer Montréal et Occidental, entre St-Jérôme et Labelle.	Ordre 68	
55. <i>Langlais et Frères, J. A. :—</i> Etat détaillé et montant total de toutes sommes payées, pour toute raison quelconque, à J. A. Langlais & Frères, depuis le 30 juin 1900, au 30 juin 1901.	Ordre 49	
56. <i>Langlois, Mme L. B. :—</i> Dossier et cor- respondance à propos de la réclama- tion de Madame L. Brière Langlois, institutrice de Portneuf, ayant rap- port à sa pension.	Ordre 68	
57. <i>Lemieux, Mme. :—</i> Documents au sujet de l'item de \$50 payé pour des fleurs à Madame Lemieux. (<i>Document No 27</i>).	Ordre 49	79
58. <i>Lemieux, Mme. :—</i> Documents au sujet de l'item \$75 payé pour des fleurs à Madame Lemieux...(<i>Document No 28</i>).	Ordre 49	79

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
59. <i>Lévis</i> :—Correspondance au sujet de la nominations de syndic des écoles protestantes dissidentes de Lévis, depuis le 1er mai 1900 au 1er mai 1901.....(<i>Document No 57</i>).	Ordre 133	176
60. <i>Licences à Québec</i> :—Etat démontrant combien il y a. à Québec : 1. De licences d'hôtel ; 2. De licences de restaurant ; 3. De licences de club ; 4. De licences d'épicerie en gros et en détail. Le prix de chaque licence, le quartier, la rue, le numéro de chaque maison et le nom du porteur de chaque licence et à quelle date elle a été prise et combien il a été payé pour chaque licence. (<i>Document No 63</i>).	Ordre 127	208.
61. <i>Limites à bois</i> :—Etat des limites à bois vendues ou sous licence, dans la province de Québec ; des noms des acheteurs primitifs, des propriétaires actuels, ainsi que des dates et prix d'achat.....	Ordre 157	
62. <i>Magistrats de district</i> :—Documents, etc., relativement à l'augmentation des émoluments accordés aux magistrats de district.....(<i>Document No 67</i>).	Ordre 208	235.
63. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etats des mandats spéciaux (Art. 785 S. R. P. Q.) préparé par l'auditeur.....	Statut	21.
64. <i>Marquis, J. A.</i> :—Documents relatifs à la démission de J. A. Marquis, de Matane, comme inspecteur du revenu, et la nomination de Christophe Chouinard, de Sandy Bay, à son lieu et place.....(<i>Document No 53</i>).	Adresse 103	148.

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
65. <i>Marquis, J. A.</i> :—Documents au sujet des commissions de J. A. Marquis, de St-Jérôme de Matane, comme commissaire <i>per dedimus potestatem</i> , comme juge de paix, et comme percepteur du revenu, et de la révocation des ces commissions.....(<i>Document No 11</i>).	Ordre de la dernière session	13
66. <i>Maskinongé</i> :—Documents touchant une demande d'octroi pour égouttement de terrain dans la paroisse de Maskinongé.....(<i>Document No 30</i>).	Ordre 62	79
67. <i>Mérite agricole</i> :—Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et toutes personnes, en rapport avec le dernier concours du Mérite agricole, en autant que les compétiteurs à la médaille d'or sont concernés.	Par ordre 311	
68. <i>Messervey, Alexandre</i> :—Documents adressés à l'honorable Premier Ministre, ou à tout autre membre du parlement, par M. Alexandre Messervey, ayant rapport à sa résignation comme employé sessionnel.....	Ordre 56	
69. <i>Mon Premier Livre</i> :—Arrêtés-en-conseil et correspondance touchant la publication, la distribution du livre d'école "Mon Premier Livre" et concernant la distribution gratuite de livres de classe en général. (<i>Documents Nos 23, 23a</i>).	Adresse 47	69, 159
70. <i>Montmagny</i> :—Documents se rapportant à la nomination d'un régistrateur conjoint pour le comté de Montmagny. (<i>Document No 45</i>).	Adresse 48	120

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
71. <i>Nicolet</i> :—Correspondance, depuis deux ans, au sujet des travaux de chemins ou de colonisation, dans le comté de Nicolet, et spécialement dans la paroisse de Saint-Samuel d'Horton. (<i>Document No 62</i>).	Par ordre 103	208
72. <i>Nicolet</i> :—Correspondance, depuis le 21 mars 1901, au sujet de l'extention de juridiction de la cour de circuit de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province.....(<i>Document No 83</i>).	Ordre 238	327
73. <i>Officiers publics</i> :—Etat des cautionnements donnés par les—, depuis le 13 février 1901 jusqu'au 20 février 1902, inclusivement. (Art. 633. S. R. P. Q.) (<i>Document No 20</i>).	Statut	57
74 <i>Pêche. Baux et permis de</i> :—Documents touchant les deux réclamations soumises au gouvernement du Canada, par celui de la province de Québec ; l'une demandant le remboursement à la Province des sommes perçues depuis 1867, et provenant des baux et permis de pêche, et l'autre, revendiquant une partie de la somme payée par les Etats-Unis, pour l'indemnité dite des pêcheries.....(<i>Document No 25</i>).	Adresse 42	78
75. <i>Pêche. Droits de</i> :—Correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de la Province, au sujet des droits de pêche, dans les eaux maritimes et fluviales de la province de Québec, et cela depuis deux ans. (<i>Document No 68</i>).	Adresse 41	242

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
76. <i>Picard & fils, O.</i> :—Documents au sujet de l'item de \$3163.38, mentionné à la page 254 des comptes publics, pour installation de lumière électrique par O. Picard & fils.....(<i>Document No 44</i>).	Ordre 48	108
77. <i>Pierres, Machine à arracher les</i> :—Correspondance, depuis deux ans, au sujet de l'emploi et de l'introduction, sur le marché, dans l'intérêt de la classe agricole, d'une invention nouvelle pour arracher, transporter et mettre en clôture la grosse pierre. (<i>Document No 80</i>).	Ordre 126	327
78. <i>Pont de Québec</i> :—Documents et correspondance entre le gouvernement et la compagnie du Pont de Québec, depuis le 21 février 1901, ayant trait à la construction de ce pont. 2. État indiquant les sommes payées par le gouvernement à cette compagnie, avec les dates de tels paiements. (<i>Document No 54</i>).	Adresse 126	148
79. <i>Pont entre Montréal et Longueuil</i> :—Ordres-en-conseil et correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et la Compagnie du Pont de Montréal (Montreal Bridge Company) demandant un subside pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, entre la ville de Montréal et la ville de Longueuil. (<i>Document No 56</i>).	Adresse 138	176
80. <i>Pont sur la rivière Jacques-Cartier</i> :—Documents au sujet de l'item de \$500, mentionné à la page 185 des comptes publics, pour réparation au pont sur la rivière Jacques-Cartier, dans le comté de Portneuf.(<i>Document No 77</i>)..	Par ordre 48	326

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
81. <i>Pont sur le bras St-Nicholas</i> :—Documents concernant l'item de \$600, pour la construction d'un pont sur le bras Saint-Nicholas, dans le comté de l'Islet..... (Document No 79).	Par ordre 48	326
82. <i>Prisons et Asiles</i> :—Trentième rapport des inspecteurs des—de la province de Québec pour 1900..(Document No 4).	Statut	12
83. <i>Recettes et dépenses de la province</i> :—Etat des recettes et des dépenses de toutes sources depuis le premier juillet 1901. jusqu'à date.....(Document No 24).	Par ordre 35	78
84. <i>Rivière Noire</i> :—Documents au sujet de l'item de \$375, mentionné à la page 185 des comptes publics, pour réparation au pont sur la Rivière Noire, dans le comté de l'Islet. (Document No 78).	Par ordre 48	326
85. <i>Roy, Adrien</i> :—1. Pour copie du rapport du comité judiciaire du Conseil Privé, en date du 8 décembre 1901, au sujet de l'appel de la cour du Banc du Roi, pour la province de Québec, siégeant en appel, entre la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, appelante, et Adrien Roy, intimé ;—2. Copie de tout arrangement ou convention en vertu de laquelle la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien a payé les frais dans la dite cause, malgré qu'elle l'ai gagnée.—3. Copie de toutes pièces ou documents, sur lesquelles le Conseil Privé a déclaré se baser pour décider la dite cause quant aux frais. (Document No 65).	Ordre 156	222

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
86. <i>Royal Trust Company of Montreal</i> :—État des affaires de la—..(<i>Document No 18</i>).	Par acte	21
87. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport du—pour l'exercice finissant au 30 juin 1901.....(<i>Document No 6</i>).	Statut	12
88. <i>Service civil</i> :—Copie des rapports du Conseil Exécutif concernant des nominations dans le—....(<i>Document No 14</i>).	Message	12
89. <i>Sociétés de Secours Mutuel</i> :—1. Liste des sociétés de secours mutuel organisées en vertu des lois de la province de Québec et y faisant des opérations.—2. Liste de telles sociétés qui ont transmis à l'inspecteur du gouvernement le rapport exigé par l'Acte 62 Victoria, chapitre 32.—3. Résumé de tels rapports faisant connaître le nom corporatif de chaque société, le nombre de ses membres, sa principale place d'affaires et l'adresse de ses principaux officiers. (<i>Document No 61</i>).	Ordre 164	185
90. <i>Soleil, Le</i> :—Documents au sujet de l'item de \$47.25 payé au journal <i>Le Soleil</i> (<i>Document No 26</i>).	Ordre 49	78
91. <i>St-Alphonse de Liguori</i> :—Documents, etc., relativement à l'érection civile de la paroisse de St-Alphonse de Liguori, dans le comté de Bonaventure, et relativement au rapport des commissaires civils, touchant l'érection civile de la dite paroisse.....(<i>Document No 76</i>).	Ordre 156	320
92. <i>St-Jérôme</i> :—Documents concernant un pont actuellement en construction sur la rivière du Nord, reliant les deux rives, en la ville de St-Jérôme.	Par ordre 311	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
93. <i>Statistiques municipales</i> :—Statistiques et rapports municipaux pour 1899. (<i>Document No 16</i>).	Statut	12
94. <i>Subside fédéral</i> :—Correspondance échangée entre gouvernement actuel et le gouvernement fédéral au sujet de l'augmentation du subside par tête que cette province retire annuellement de la Confédération, et tous autres documents se rapportant à cette question.	Ordre 138	
95. <i>Subventions pour chemins de fer</i> :—Arrêtés-en-conseil et correspondance, depuis deux ans, ayant trait à des demandes de subventions pour chemins de fer. Imprimé. (<i>Document No 75</i>).	Adresse 132	320
96. <i>Sucre de betteraves</i> :—Etat de tout argent payé par le gouvernement provincial depuis 1875, en prime à l'industrie du sucre de betteraves et en subventions pour l'encouragement et le développement de cette industrie depuis cette date. (<i>Document No 52</i>).	Par ordre 96	147
97. <i>Swindlehurst, A.</i> :—Document au sujet de l'item de \$2443.06, mentionné à la page 273 des comptes publics, comme ayant été payé à A. Swindlehurst. (<i>Document No 34</i>).	Ordre 48	89
98. " <i>Telegraph, Quebec Daily</i> ". :— Documents au sujet de l'item de \$84, payé au journal le " <i>Quebec Daily Telegraph</i> ". (<i>Document No 32</i>).	Ordre 48	79

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
99. <i>Terrebonne, Changement de chef-lieu</i> :— Documents relatifs au changement de chef-lieu du district de Terrebonne, de Ste-Scholastique à St-Jérôme. (<i>Document No 51</i>).	Ordre 127	183
100. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Rapport du Commissaire des—de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1901 (<i>Document No 5</i>).	Statut	12
101. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du commissaire des—de la province de Québec pour 1901.. (<i>Document No 7</i>).	Statut	13
102. <i>Trenholme, N. W.</i> :—Documents au sujet de l'item de \$3,890, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé à N.-W. Trenholme, Ecr C. R. <i>Imprimé</i>(<i>Document No 35</i>).	Ordre 48	89
103. <i>Tuberculose</i> :—Documents relativement à la prévention de la tuberculose, et aux moyens à prendre pour enrayer la maladie . . . (<i>Document No 82</i>).	Ordre 208	327
104. <i>Vézina, Chs.</i> :—Documents au sujet de l'item de \$2,688.85, mentionné à la page 255 des comptes publics, pour installation de lumière électrique par Charles Vézina . . (<i>Document No 39</i>).	Ordre 48	98
105. <i>Vézina & Moisan</i> :—Documents et tous détails au sujet de l'item \$9,413, men- tionné à la page 275 des comptes pu- blics, comme ayant été payé à Vézina & Moisan, pour les funérailles de feu l'honorable F. G. Marchand. (<i>Document No 31</i>).	Ordre 48	79

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
106. <i>Volontaires</i> :—Correspondance au sujet d'un octroi ou concession de terre en faveur des volontaires qui ont servi en 1866 ou en 1870, à l'occasion des incursions sur la frontière canadienne.	Ordre 156	

DOCUMENTS DE LA SESSION DEVANT ÊTRE IMPRIMÉS :—Voir *Impressions*.

DORION, E. A. :—Loi permettant à Eugène-Alexandre Dorion d'ajouter à son nom patronymique les mots : " de St-Ours ". Voir *Bills*, 114.

DOZOIS, L. :—Voir *Bills*, 46.

DRUMMOND, COMTÉ DE—:—Bill amendant la loi concernant la cour de circuit du comté de Drummond. (M. Laferté). Voir *Bills*, 194.

DRUMMONDVILLE ET SOREL :—Documents en la possession du gouvernement, concernant la mise en opération de la ligne de chemin de fer entre Drummondville et Sorel, dans les comtés de Drummond, Yamaska, Richelieu, depuis le 1er janvier 1892. Voir *Documents*, 33.

DUBOYCE, P. C. :—Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Percy Clare Duboyce à l'exercice de la profession de notaire, après examen. Voir *Bills*, 53.

DUMAS, CANTON —:—Bill détachant du comté de Saguenay le canton Dumas et l'annexant au comté de Chicoutimi pour toutes les fins. (M. Petit). Voir *Bills*, 101.

DUMAS, DAME E. COUILLARD—:—Documents relatifs à la demande de pension faite par Dme Emélie Couillard Dumas, institutrice de Montmagny, et du rejet de cette demande. Voir *Documents*, 84.

ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES :—Etat détaillé de la somme de \$44,673.05, mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1901 19 février 1902, comme ayant été dépensée pour écoles élémentaires, en vertu de l'article 60 Victoria, chapitre 3. Voir *Documents*, 38.

ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES :—Etat détaillé de la somme de \$53,000, mentionnée dans les comptes publics de 1901, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3. Voir *Documents*, 87.

ÉCOLE DE LAITERIE DE ST-HYACINTHE :—Rapport de l'école de laiterie de la société de l'industrie laitière de St-Hyacinthe, sur les derniers examens des aspirants inspecteurs de beurreries et de fromageries. Voir *Documents*, 35.

ÉCOLE NORMALE A RIMOUSKI :—Documents et correspondance se rapportant à l'établissement d'une école normale à Rimouski. Voir *Documents*, 36.

ÉCOLES PROTESTANTES DE LÉVIS :—Voir *Documents*, 59.

ÉCOLES PUBLIQUES DE MONTRÉAL :—Bill amendant les dispositions spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal. (M. Lacombe). Voir *Bills*, 99.

ECONOMIE INTÉRIEURE. COMMISSION D'— : —Voir *Documents*, 23.

EGOUTTEMENT DE TERRAIN :—Etat démontrant les sommes d'argent qu, ont été payées à certaines municipalités, pour creusage de rivière-égouttement ou drainage de terrain depuis 1880. Aussi les rap, ports qui ont pu être faits sur ces travaux. Voir, *Documents*, 66

ELECTIONS :—Voir *Bills*, 189.

Elections :

1. Certificats du Greffier de la Couronne en Chancellerie de l'élection de nouveaux députés, 5.
2. Mandats émis durant la vacance :

DISTRICT ÉLECTORAUX	EN REMPLACEMENT DE	RAISONS.
Lévis.....	Hon. Chs. Langelier....	Nommé shérif du district de Québec.
Québec (comté).....	Hon. N. Garneau.....	Nommé conseiller législatif.
Vaudreuil.....	E. Lalonde, écr.....	Nommé registrateur à Montréal.
Drummond.....	W. J. Watts, écr.....	Nommé registrateur à Montréal.
Beauce.....	H. S. Béland, écr.....	Démissionnaire.
Standstead.....	M. B. Lovell, écr.....	Décédé.

ELECTIONS CONTESTÉES :—Bill abrogeant la loi 1 Edouard VII, chapitre 7, intitulée : " Loi amendant la loi concernant les élections contestées " (Hon. M. LeBlanc). Voir *Bills*, 23. Voir aussi, *Bills*, 92, 182, 189.

ETHIER, M. :—Documents quelconques, ayant rapport au vol ou à la disparition du dossier dans la contestation d'élection de M. Ethier, député du comté des Deux-Montagnes, à la Chambre des Communes du Canada. Voir *Documents*, 41.

EXPOSITIONS :—Loi concernant les expositions : Voir *Bills*, 164.
Résolutions concernant les expositions, 249. Comité, 296. Rapportées, lues et agréées sur division, 297. Bill présenté 293.

FORÊTS :—Voir *Documents*, 100. *Bills*, 9.

FORTIER-TASCHEREAU. Voir *Documents*, 2.

FRASERVILLE :—Bill amendant la charte de la ville de Fraserville. (M. Dion). Voir *Bills*, 139.

FROMAGE :—Voir *Bills*, 188.

GASPÉ :—Bill abrogeant la loi 63 Victoria, chapitre 19, concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé. (L'hon. M. Flynn). Voir *Bills*, 168.

GAUTHIER & FRÈRES :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à Joseph Gauthier & Frères, peintres, de St-Roch de Québec, pour quelque raison que ce soit, depuis le 30 juin 1900 à venir au 1er février 1902. Voir *Documents*, 42.

GAZETTE OFFICIELLE :—Copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la *Gazette Officielle*. Voir *Documents*, 43.

GERMANO, J. A. — ; —Loi autorisant Joseph Antoine Germano à exercer la profession de notaire dans cette province. Voir *Bills*, 64.

GODBOUT, JOS. — : —Voir *Documents*, 2.

GRAND'MÈRE :—Bill pourvoyant à l'établissement d'un bureau d'enregistrement et d'une cour de circuit dans la ville de Grand'Mère. (M. Taschereau.) Voir *Bills*, 132.

GRAVEL, C. — : —Voir *Bills*, 73.

HALLS AU BEURRE ET AU FROMAGE :—Loi concernant les halles au beurre et au fromage. Voir *Bills*, 188.

"HENDERSON & POTTS Co" :—Loi constituant en corporation la *Henderson & Potts Company, Limited*. Voir *Bills*, 41.

HONNEURS IMPÉRIAUX :—Correspondance, depuis deux ans, au sujet des titres ou honneurs impériaux offerts ou conférés en cette Province. 126.

HÔPITAL NOTRE-DAME de Montréal. Voir *Bills*, 159.

HÔPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS.—Résolution concernant l'Hôpital protestant des aliénés, 82. Comité, rapportée, adoptée, 116.

Loi concernant l'Hôpital Protestant des aliénés. Voir *Bills*, 3.

HÔPITAL PROTESTANT DES ALIÉNÉS :—Loi amendant la loi constituant en corporation l'Hôpital Protestant des aliénés. Voir *Bills*, 44.

HÔTEL-DIEU DE LÉVIS :—Documents concernant une demande d'aide à l'Hôtel-Dieu de Lévis et à l'Hospice de Saint-Joseph de la Délivrance de Lévis. Voir *Documents*, 44.

HUISSIERS :—Loi revisant la loi constituant la corporation des huissiers du district de Montréal. Voir *Bills*, 74.

HULL :—Loi amendant la charte de la cité de Hull. Voir *Bills*, 130.

HYGIÈNE PUBLIQUE :—Bill amendant la loi d'hygiène publique de Québec, 1901 (M. Tellier). Voir *Bills*, 84.

HYPOTHÉCAIRE, COMPAGNIE :—Loi amendant la charte de la Compagnie Hypothécaire. Voir *Bills*, 61.

ILES DE LA MADELEINE :—Correspondance échangée entre le gouvernement, ou ses membres, et certaines personnes des Iles de la Madeleine et d'ailleurs, au sujet de la nomination d'un percepteur du revenu, pour le district des Iles de la Madeleine. Voir *Documents*, 46.

IMPÉRIALISME :—Motion à l'effet qu'il est du devoir de la Chambre de se prononcer contre le Nouvel Impérialisme et ses tendances dangereuses. Débat, Motion retirée, 233.

IMPRESSIONS :—Comité conjoint des—Membres nommés par l'Assemblée, 72. Par le Conseil, 102. Premier rapport, 320.

Liste des documents à être imprimés : Nos 35, 38, 41, 42, 51, 69, 75.

IMPRIMEUR DU ROI :—Rapport de l'—, Voir *Documents*, 47.

INDUSTRIES :—Comité spécial permanent, nommé, 10, 28. Voir *Comités*.

INDUSTRIE FORESTIÈRE :—Loi autorisant l'organisation d'une commission pour aider au progrès de la colonisation et au développement de l'industrie forestière. Voir *Bills*, 9.

INGÉNIEURS CIVILS :—Loi amendant la loi concernant les ingénieurs civils. Voir *Bills*, 87.

INSPECTEURS DE CHAUDIÈRES A VAPEUR :—Noms de tous les inspecteurs de chaudière à vapeur des manufactures de la province de Québec, ainsi que l'indication de leur résidence, depuis le 28 février 1901 à ce jour. Les noms des examinateurs qui leur ont conféré leur certificat, ainsi que l'indication de leur résidence. Voir *Documents*, 48.

INSPECTION DES BOUILLOIRES :—Documents relatifs à l'inspection des bouilloires à vapeur des manufactures, depuis le premier janvier 1902, à ce jour. Voir *Documents*, 6.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES :—Etat indiquant le nombre d'instituteurs et d'institutrices d'écoles modèles et élémentaires qui ont été mis à la retraite. 2. Le nom et la résidence des dites institutrices et le nombre d'années d'enseignement qu'elles ont accompli. 3. Le montant de pension payé dans chaque cas. 4. Les noms de ceux à qui la pension a été retirée. Voir *Documents*, 49. Aussi, *Documents*, 34, 45, 56.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE BIENFAISANCE, HÔPITAUX ETC., ETC :—Rapports annuels, etc., des institutions mis devant la Chambre, 20, 121, 328.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Loi amendant la loi de—. Voir *Bills*, 7.

Loi amendant l'article 499 de la loi de—. Voir *Bills*, 88.

Loi amendant l'article 482 de la loi de—. Voir *Bills*, 160.

Loi amendant l'article 312 de la loi de—. Voir *Bills*, 16.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Rapport du surintendant de l'instruction publique aux honorables membres du comité catholique du Conseil de l'instruction publique de la province de Québec, en mai 1901. Voir *Documents*, 52.

Interpellations au ministère :

Archambeault, M. U. E. :— Le gouvernement sait-il que—occupe plusieurs positions dans l'enseignement et qu'il retire une somme du fonds de pension des instituteurs de cette province ? 237.

Bibliothèque :—Au sujet d'une bibliothèque publique à St-Roch de Québec. 142.

Bois :—Au sujet du bois coupé que l'on exporte annuellement de la province. 41.

Bois de pulpe :—A quelle date le gouvernement a-t-il modifié le tarif des droits sur le bois de pulpe ? 156

Bouilloires :—Jusqu'à quel point le gouvernement est-il responsable des accidents qui peuvent arriver par les explosions de bouilloires ? 229.

Bourbonnais, A. G. :—A quelle date a-t-il été nommé commissaire des incendies, pourquoi a-t-il été destitué, etc. ? 86.

Bussièrès, Jean :—A-t-il obtenu de l'argent pour un pont ? 82.

Cartier, Canton :—Les terres non encore concédées du—sont-elles en vente ? 47.

Château Saguenay :—Les propriétaires du—ont-ils obtenu une licence, etc. ? 183

Colonisations, chemins de :—Quel est le montant dépensé pour—depuis le 30 juin 1901 à cette date ? 46, 183.

Congrès ouvrier :—Le gouvernement a-t-il accordé quelques-unes des demandes à lui faites par la délégation du—? 207.

Conseil d'hygiène de la province :—Quels en sont les membres, combien ont-ils été payés, et ont-ils adressées des lettres circulaires au sujet de la vaccination, etc. ? 54.

Conseils de conciliation et d'arbitrage :—Quels sont les noms des membres des —? 95.

Déry, Edmond :—Au sujet de la licence d'—. 103.

Dorchester :—Quel montant le gouvernement a-t-il donné au comté de—pour chemins de colonisation ? 183.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Ecoles du soir :—Le gouvernement se propose-t-il de continuer l'établissement d'—? 180.

Elections contestées :—Est-ce l'intention du gouvernement de rappeler la loi concernant les—? 41.

Fitzpatrick, J. D. A. :—Ses instructions ont-elles été révoquées ? 47.

Gazette Officielle :—Au sujet de l'augmentation du tarif des annonces dans la— 125.

Halifax. Commission d'— : —Le gouvernement appliquera-t-il l'intérêt de la part d'indemnité accordée par la—au paiement des primes aux pêcheurs, etc ? 34.

"Herald, Montreal" :—M. Cochrane a-t-il fait les déclarations contenues dans le—du 3 mars ? 175.

Instruction publique :—Le gouvernement a-t-il l'intention de changer la loi de l'— ? 72.

Joliette :—Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé pour chemins de colonisation dans le comté de— ? 46. Voir, aussi, 47.

Licences :—Combien y a-t-il de licences dans la cité de Québec ? 125.

Limites à bois :—Quelle est l'étendue des—dans les 6,777,287 acres de terre mentionnés dans le rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries ? 21.

—Le gouvernement a-t-il l'intention d'en mettre en vente avant le 30 juin prochain ? 298.

—Quelle est l'étendue en milles carrés du territoire de la province vendu comme "limites à bois" ? 298

Livres d'écoles :—Le gouvernement se propose-t-il de continuer la publication et la distribution gratuite des—? 303

"Matane, Gold Copper Mines of—" : —Il y a-t-il une demande d'incorporation pour la formation d'une société nommée—? 87.

"Mon Premier Livre" :—Au sujet de la quantité d'exemplaires de—qui ont été imprimés, distribués, etc. 34, 62, 83, 184, 303.

Montcalm, Société d'agriculture du comté de— : —Le gouvernement doit-il exempter la—du concours des fermes les mieux tenues ? 223.

Nordin, M. :—Le gouvernement a-t-il fait une concession de terres à—? 87.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Parc des Laurentides :—Au sujet des poursuites contre des braconniers dans le —. 237.

Pêcheurs :—Au sujet de l'indemnité de la Commission d'Halifax ? 84.

Perkins, Levi A. :—Y a-t-il eu des plaintes portées contre — ? 113, 132.

Pont entre Montréal et Longueuil :—Le gouvernement a-t-il l'intention de subventionner le— ? 41.

Rivière Jésus :—Le gouvernement doit-il accorder une subvention pour la construction d'un pont sur la— ? 137.

Sanatoria :—Au sujet des—dans la province de Québec. 143.

Saucier, J. E. :—Y a-t-il une demande d'incorporation de la part de— ? 87.

Shawinigan. Chûtes :—Quel montant le gouvernement a-t-il reçu pour la vente des— ? 113.

St Henri de Lévis :—Le gouvernement a-t-il reçu des demandes de subsides pour la reconstruction de certains ponts a— ? 179.

Subside fédéral :—Le gouvernement a-t-il fait des démarches pour obtenir une augmentation du — ? 126.

Taschereau, M. Alexandre :—A-t-il obtenu un permis de chasse pour des fins scientifiques ? 180.

Terrebonne :—Au sujet des difficultés de communication avec le chef-lieu. 132.

Terrebonne, Palais de Justice de :—Le gouvernement sait-il qu'il a besoin de réparations urgentes ? 125.

Timbres judiciaires :—Combien chaque district judiciaire a-t-il contribué dans la vente des— ? 47.

Union Franco-Canadienne :—Le gouvernement sait-il que l'—subit une crise financière ? 63.

Est-ce pour le compte du gouvernement que M. Kent fait une enquête sur l'état des affaires de l'— ? 237.

Vaccin :—Au sujet des circulaires adressées par le Conseil d'hygiène ? 54.

JOHSTON, DAME H. :—Loi définissant les droits des enfants de Dame Helen Johnston, existant en vertu de son contrat de mariage et du testament de son défunt mari, et ratifiant et confirmant certains contrats. Voir *Bills*, 47.

JOLIETTE :—Loi amendant la charte de la ville de Joliette. Voir *Bills*, 65.

JOURS FÉRIÉS :—Loi amendant la loi concernant les jours fériés. Voir *Bills*, E.

JUBILÉ DE LA REINE VICTORIA :—Voir *Documents*, 29.

JUGES DE PAIX :—Voir *Bills*, 106.

JUGES DES SESSIONS :—Loi concernant les juges des sessions de la paix pour la cité de Montréal. Voir *Bills*, G.

JUIFS ALLEMANDS ET POLONAIS :—Loi amendant la charte de la corporation des juifs allemands et polonais de Montréal. Voir *Bills*, 142.

JURÉS :—Loi amendant la loi relative aux jurés. Voir *Bills*, F. Voir aussi, *Bills*, 163, 191.

KAMOURASKA :—Documents se rapportant à la nomination d'un protonotaire conjoint pour le district de Kamouraska. Voir *Documents*, 53.

"KAMOU-TEM-LITTORAL ELECTRIQUE" :—Loi constituant en corporation la compagnie *Kamou-Tem-Littoral Electric*. Voir *Bills*, 140.

LABELLE, MONSIEUR :—Correspondance entre Monseigneur Labelle et les départements de Colonisation, des Terres de la Couronne et des Travaux publics, depuis 1887 à 1891 inclusivement, touchant : 1. Divers projets de refonte de la loi de colonisation ; 2. La construction du chemin de fer Montréal et Occidental, entre St-Jérôme et Labelle. Voir *Documents*, 54.

LACHINE :—Loi amendant les lois concernant la ville de Lachine. Voir *Bills*, 138.

LAC MÉGANTIC, COMTÉ DU :—Loi détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de "Comté du Lac Mégantic" pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture. Voir *Bills*, 136.

- LANDRY, N. :—Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Napoléon Landry, médecin chirurgien. Voir *Bills*, 154.
- LANGLAIS & FRÈRES :—Etat détaillé et montant total de toutes sommes payés, pour toute raison quelconque, à J. A. Langlais & Frères, depuis le 30 juin 1900 au 30 juin 1901. Voir *Documents*, 55.
- LANGLOIS, MME L. B. :—Copie du dossier et de la correspondance à propos de la réclamation de Madame L. Brière Langlois, institutrice de Portneuf, ayant rapport à sa pension. Voir *Documents* 56.
- LEGAULT, J. A. :—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre J. Alexandre Legault au nombre de ses membres, après examen. Voir *Bills*, 39.
- LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Comité spécial permanent de—, nommé, 10. 28. Voir *Comités*.
- LEMAY, NAPOLÉON — : —Bill autorisant Napoléon Lemay, à exercer la profession de notaire dans la province de Québec. (M. Tasche-reau.) Voir *Bills*, 158.
- LEMIEUX, MADAME — : —Documents au sujet de l'item de \$50 payé pour des fleurs à madame Lemieux. Voir *Documents*, 57.
- LEMIEUX, MADAME— : —Documents au sujet de l'item \$75, payé pour des fleurs à Madame Lemieux. Voir *Documents*, 58.
- LÉVIS :—Loi amendant la charte de la ville de Lévis. Voir *Bills*, 128.
- LÉVIS :—Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer du comté de Lévis. Voir *Bills*, 62.
- LÉVIS :—Copie de toute correspondance, etc., avec le gouvernement au sujet de la nomination de syndi- des écoles protestantes dissidentes de Lévis, depuis le 1er mai 1900 au 1er mai 1901. Voir *Documents*, 59
- LÉVIS :—Voir, aussi, *Documents*, 44.
- LICENCES :—Résolutions concernant les licences, 239. Rapportées, 249, Adoptées, renvoyées au comité, 250.
- LICENCES :—Loi amendant la loi des licences de Québec. Voir *Bills*, 5.
- LICENCES A QUÉBEC :—Etat démontrant combien il y a à Québec : 1.—De licences d'hôtel. 2.—De licences de restaurants. 3.—De licences de clubs. 4.—De licences d'épiceries en gros et en détail. Le prix de chaque licence, le quartier, la rue, le numéro de chaque maison et le nom du porteur de chaque licence, à quelle date elle a été prise et combien il a été payé pour chaque licence. Voir *Documents*, 60.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 8 ; motion pour une adresse à Son Honneur, 16. Voir *Adresse*.
2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 116, 249, etc.
3. Son discours à la clôture de la session, 334.

Messages de Son Honneur :

4. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 330.
5. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 54.
6. Transmettant le rapport de l'Imprimeur du Roi, 11.

LIMITES À BOIS :—Etat des limites à bois vendues ou sous licence, dans la province de Québec, avec les noms des acheteurs primitifs, des propriétaires actuels, ainsi que des dates et prix d'achat. Voir *Documents*, 61.

LIQUEURS ENIVRANTES :—Loi autorisant les conseils municipaux à prohiber la ventes des liqueurs enivrantes. Voir *Bills*, 24.

" LIVERPOOL AND LONDON AND GLOBE INSURANCE Co. " :—Loi amendant la loi 45 Victoria, chapitre 64, concernant la *Liverpool and London and Globe Insurance Company*. Voir *Bills*, 78.

LIVRES D'ÉCOLE :—Voir *Documents*, 69.

LOI ÉLECTORALE : Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895. Voir *Bills*, 25, 28, 92, 96, 182, 189.

MAGISTRATS DE DISTRICT :—Documents relatifs à l'augmentation des émoluments accordés aux magistrats de district. Voir *Documents*, 62.

MAISON DES ÉTUDIANTS :—Loi constituant en corporation la " Maison des Etudiants." Voir *Bills*, 79.

MANDATS SPÉCIAUX :—Etats des mandants spéciaux (Art. 785 S. R. P. Q.) préparé par l'Auditeur. Voir *Documents*, 63.

MARGUILLIERS :—Loi concernant les marguilliers. Voir *Bills*, 184.

MARIAGE, CONTRATS DE :— Voir *Bills*, 18.

MARQUIS, J. A.—Arrêtés-en-conseil, rapports, requêtes et correspondance touchant la démission de J. A. Marquis, de Matane, comme inspecteur du revenu et la nomination de Christophe Chouinard, de Sandy Bay, à son lieu et place. Voir *Documents*, 64, 65

MASKINONGÉ :—Documents touchant une demande d'octroi pour égouttement de terrain, dans la paroisse de Maskinongé. Voir *Documents*, 66.

MATANE ET GASPÉ. CIE DE CHEMIN DE FER DE :—Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé. Voir *Bills*, 37.

MCCREA, H. A. :—Loi autorisant Herbert Alexander McCrea à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec. Voir *Bills*, 31.

MCDUGALL :—Loi concernant les successions de feu John McDougall et de feu Dame Mand Mary McDougall. Voir *Bills*, 77.

MCKEOWN, W. K. :—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Kenneth McKeown au nombre de ses membres, après examen. Voir *Bills*, 131.

MÉDECINE :—Bill amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas. Voir *Bills*, 103.

" MEDICO-CHIRURGICAL SOCIETY " :—Loi constituant en corporation *The Montreal Medico-Chirurgical Society*. Voir *Bills*, 52.

MÉRITE AGRICOLE :—Documents et correspondance échangée entre le gouvernement et toutes personnes, en rapport avec le dernier concours du Mérite agricole, en autant que les compétiteurs à la médaille d'or sont concernés. Voir *Documents*, 67.

MESSERVEY, ALEXANDRE :—Documents adressés à l'honorable Premier Ministre, ou à tout autre membre du parlement, par M. Alexandre Messervy, ayant rapport à sa démission comme employé sessionnel. Voir *Documents*, 68.

MÉTABETCHOUAN :—Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Métabetchouan. Voir *Bills*, 68.

MÉTAPÉDIA :—Voir *Documents*, 12.

MILLS W. C.:—Loi autorisant le Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec à admettre William-Charles Mills à exercer la médecine et la chirurgie. Voir *Bills*, 157.

MINES :—

1 Résolutions concernant les —, 146. Rapportées, lues 1ère fois, 190. Deuxième fois, adoptées, 201. Voir *Bills*, 11.

2. Rapport du Commissaire de la Colonisation et des—. Voir *Documents*, 21.

MINES :—Loi concernant les Mines. Voir *Bills*, 11.

MONTCALM, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE—:—Documents se rapportant aux demandes de la Société d'agriculture du comté de Montcalm de se faire exempter du concours des fermes les mieux tenues, 223. Voir *Documents*.

MON PREMIER LIVRE :—Documents relatifs à la publication, la distribution du livre d'école " Mon Premier Livre " et concernant la distribution gratuite de livres de classe en général. Voir *Documents*, 69.

MONTMAGNY, RÉGISTRATEUR DU COMTÉ DE—:—Documents se rapportant à la nomination d'un registraire conjoint pour le comté de Montmagny. *Documents*, 70.

MONTMORENCY, COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE—:—Loi amendant la charte de la—. Voir *Bills*, 118.

MONTRÉAL : Loi ratifiant un certain contrat entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement No 263 de la cité de Montréal. Voir *Bills*, 50.

—Loi amendant la loi 53 Victoria, chapitre 2, relativement à la division électorale No 1 de Montréal. Voir *Bills*, 182.

—Bill amendant la loi 57 Victoria, chapitre 57, concernant la charte de la cité de Montréal. (M. Lacombe). Voir *Bills*, 49.

Voir, aussi, *Bills*, 52, 99, 112, 116 et G. Voir *Documents*, 79.

" MONTREAL BRIDGE Co " :—Bill concernant la " Montreal Bridge Company." (M. Weir.) Voir *Bills*, 112.

MONTREAL ET OCCIDENTAL. CHEMIN DE FER—: —Voir *Documents*, 54.

" MONTREAL ROLLING MILLS Co. "—Loi amendant la charte de la " Montreal Rolling Mills Company." Voir *Bills*, 43.

MONT-ROYAL.—COMPAGNIE D'ASSURANCE— : —Loi constituant en corporation la —. Voir *Bills*, 119.

“ MONUMENT NATIONAL ” : — Résolutions concernant le “ Monument National ”, 227 ; comité, rapportées, adoptées, 20.

“ MONUMENT NATIONAL ” : —Loi accordant une subvention au “ Monument National ” de Montréal. Voir *Bills*, 193.

“ MOODY & SONS COMPANY ” : —Loi constituant en corporation “ The Matthew Moody & Sons Company.” Voir *Bills*, 48.

MUNICIPALITÉS : —Loi accordant certains pouvoirs aux corporations municipales. Voir *Bills*, 21, 102.

Aussi, *Documents*, 93.

NATIVITÉ DE MARIE DE LABELLE : —Loi érigeant civilement la paroisse de la Nativité de Marie de Labelle, dans le comté de Labelle, et pourvoyant à la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse. Voir *Bills*, 59.

“ NEW RICHMOND LUMBER CO ” : —Loi accordant certains pouvoirs à la “ New Richmond Lumber Company Limited.” Voir *Bills*, 122.

NICOLET : —Jugement dans l'élection contestée du comté de Nicolet. 52.

NICOLET : —Correspondance, depuis le 21 mars 1901, au sujet de l'extension de juridiction de la cour de circuit de Nicolet, ou ayant trait à quelques changements à apporter dans l'organisation judiciaire de cette partie de la province. Voir *Documents*, 72.

NICOLET : —Copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet des travaux de chemins de colonisation, dans le comté de Nicolet, et spécialement dans la paroisse de Saint-Samuel d'Horton. Voir *Documents*, 71.

“ NORTH SHORE POWER CO ” : —Loi amendant la loi constituant en corporation la “ North Shore Power Company.” Voir *Bills*, 51.

NOTAIRES : —Voir *Bills*, 174.

NOTRE-DAME DES NEIGES : —Loi concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges. Voir *Bills*, 56.

NOUVEL IMPÉRIALISME : —Voir *Impérialisme*.

OFFICIERS PUBLICS :—Listes des cautionnements soumis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 22 janvier 1900, jusqu'au 12 février 1901, inclusivement, tel que requis par l'article 653 des S. R. P. Q. Voir *Documents*, 73.

ORATEUR :

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès du Lieutenant-Gouverneur dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 336.
2. Il fait rapport du discours du Trône, 8.
3. Communique à la Chambre divers rapports, 11, 12, 54, etc
4. Informe la Chambre qu'il a reçu avis que des vacances sont survenues dans les comtés de Lévis, Québec, Vaudreuil, Drummond, Beauce et Stanstead Qu'il a été émis des mandats pour de nouvelles élections, 5.
5. Informe la Chambre qu'il a émis un mandat ordonnant à J. S. Brierley d'apparaître à la barre de la Chambre, 195. Pose des questions à J. S. Brierley, 197.
6. Décide que certaines pétitions ne peuvent être reçues, 27, 38.
7. Présente le bill des subsides, 334.

ORDRES PERMANENTS :—Comité spécial permanent des—, nommé, 10, 27. Premier rapport, 32. Autres rapports, 38, 44, 58, 65, 70, 80, 91, 99, 109, 121, 134, etc.

ORDRES SESSIONNELS : —

1. Ordres rescindés, 69, 77, 301.
2. Qu'il y ait deux séances par jour, 146.
3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.
4. Que certaines règles soient suspendues, 80, 96, 97, 100, etc.
5. Avis de motion pour ordre spécial, 96.

OUELLETTE, L. : —Loi ratifiant un acte de vente du 5 septembre 1895 par Claude Gravel à Stanislas et Ludger Ouellette. Voir *Bills*, 73.

OUVRIERS : —Bill amendant les lois relatives aux privilèges des ouvriers. (M. Taschereau). Voir *Bills*, 94.

OUVRIERS :—Voir *Documents*, 25.

PÊCHE :— Arrêtés-en-conseil et correspondance touchant les deux réclamations soumises au gouvernement du Canada, par celui de la Province de Québec, l'une demandant le remboursement à la Province des sommes perçues depuis 1867, et provenant des baux et permis de pêche, et l'autre, revendiquant une partie de la somme payée par les États-Unis, pour l'indemnité dite des pêcheries. Voir *Documents*, 74.

PÊCHERIES :— Arrêtés-en-conseil et correspondance entre le gouvernement du Canada et celui de la Province au sujet des droits de pêche, dans les eaux maritimes et fluviales de la province de Québec, et cela depuis deux ans. Voir *Documents*, 75, 100.

PÈRES BLANCS :—Loi constituant en corporation les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique. Voir *Bills*, 33.

PERMIS DE CHASSE ET DE PÊCHE :—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement et toutes personnes, à propos des permis de chasse ou de pêche demandés ou accordés depuis le 20 mai 1897, jusqu'à date

Pétitions :

1. Pétition ne pouvant être reçue, 27, 38, 131.
2. Ordre pour réception de pétition rescindé, 77.
3. Pétitions lues mais non reçues, ayant été déclarées hors d'ordre par M. l'Orateur, 27, 38, 131.
4. Lues et reçues, 50, 70, 80, 121, 172, 370.

PICARD & FILS, O. :—Documents au sujet de l'item de \$3,163.38, mentionné à la page 254 des comptes publics, pour installation de lumière électrique par O. Picard & Fils. Voir *Documents*, 76.

PONTS :—Bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts. (M. Blouin). Voir *Bills*, 149.

PONT DE QUÉBEC :—Copie de tous documents relatifs à la compagnie du Pont de Québec, depuis le 21 février 1901, ayant trait à la construction de ce pont et un état indiquant les sommes payées par le gouvernement à cette compagnie, avec les dates de tels paiements. Voir *Documents*, 78.

PONT ENTRE MONTRÉAL ET LONGUEUIL :—Document au sujet de la demande d'un subside pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, entre la ville de Montréal et la ville de Longueuil. Voir *Documents*, 79.

PONT JACQUES CARTIER :—Documents au sujet de l'item de \$500, mentionné à la page 185 des comptes publics, pour réparation au pont sur la rivière Jacques-Cartier, dans le comté de Portneuf. Voir *Documents*, 80.

PONT RIVIÈRE ST-FRANÇOIS :—Loi autorisant la construction d'un pont de péage sur la rivière Saint-François, entre la ville de Richmond et le village ou le canton de Melbourne. Voir *Bills*, 34.

PONT SUR LE BRAS ST-NICHOLAS :—Documents concernant l'item de \$600, pour la construction d'un pont sur le bras St-Nicholas, dans le comté de l'Islet, apparaissant à la page 185 des comptes publics. Voir *Documents*, 81.

PONT SUR LA RIVIÈRE NOIRE :—Voir *Documents*, 84.

PONT SUR LA RIVIÈRE DU NORD :—Voir *Documents*, 92

"POWER, PULP AND PAPER CO." :—Loi constituant en corporation la *Power, Pulp and Paper Company of North America*. Voir *Bills*, 152.

PRISONS ET ASILES :—Trente et unième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec pour l'année 1900. Voir *Documents*, 82.

PRIVILÈGES DE LA CHAMBRE :—Violation des—, 158, 177, 195.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité spécial permanent des—, nommé, 10, 27. Rapport, 33.

PROCLAMATIONS :—Du Lieutenant-Gouverneur, convoquant et prorogeant la Législature. V à XVI.

"PROVINCIAL LIGHT, HEAT AND POWER CO." :—Loi concernant la *Provincial Light, Heat and Power Company*. Voir *Bills*, 124.

QUÉBEC :—Loi amendant la charte de la cité de Québec. Voir *Bills*, 58. Voir *Documents*, 22, 78.

"QUEBEC & LAKE ST. JOHN RAILWAY" :—Loi ratifiant, et confirmant la vente de certains terrains, dans le canton de Gosford, faite par la compagnie de chemin de fer Québec et Lac St-Jean à la *Quebec and Lake St John Railway Lumbering and Trading Company*. Voir *Bills*, 66.

Questions d'Ordre :

—Un député n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur en adressant la parole sur une motion d'ajournement de la Chambre. M. l'Orateur maintien la question d'ordre, 63.

—M. Prévost soulève une question de privilège à la motion d'ajournement de la Chambre. Objection est faite qu'une question de privilège ne peut être soulevée à une motion d'ajournement de la Chambre. M. l'Orateur décide qu'une question de privilège a priorité sur toute autre motion, etc., mais que la question de privilège, dans ce cas, n'a pas encore été soulevée. Objection retirée, 64.

—A la motion pour renvoyer une pétition à un comité, objection est faite qu'un député n'a pas le droit de citer un document qui n'est pas devant la Chambre. M. l'Orateur maintien la question d'ordre, 77.

—A la motion pour rescinder l'ordre de réception d'une pétition, objection est faite qu'avis n'a pas été donné d'une telle motion. M. l'Orateur décide qu'un avis n'est pas nécessaire, 77.

—A la réponse à une interpellation, objection est faite que la réponse, en réalité, n'en est pas une. M. l'Orateur décide qu'il ne peut pas être appelé à juger de l'insuffisance d'une réponse à une interpellation, 103.

—A un amendement à une motion à l'effet qu'une certaine question soit posée à une personne appelée à la barre de la Chambre, objection est faite que l'amendement ne se rapporte pas à la motion principale. M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il n'a pas pour objet de modifier ou de substituer certains mots à ceux qui existent déjà dans la motion, mais qu'elle a pour but de décider du mérite de la plainte en vertu de laquelle la personne à la barre a été mise sous garde, 199.

RAMEAU, CANTON :—Voir *Documents*, 10.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Etat des recettes et des dépenses de toutes sources, depuis le premier juillet 1901 jusqu'à date. Voir *Documents*, 83.

RECORDERS :—Loi amendant la loi concernant les appels des décisions des recorders et des cours de recorder en matière de taxes. Voir *Bills*, 180.

RÉGISTRATEURS :—Voir *Bills*, 174.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Règle 49, suspendue, 80.
2. Règle, 57, suspendue, 96, 97, etc.
3. Règle 51, suspendue, 100.
4. Règles suspendues pour ce qui concerne une pétition et un bill, 177.
5. Paragraphes 2 et 3 de l'article 53 des règles de la Chambre, amendés, 232.

REID, JOACHIM— : —Loi autorisant Joachim Reid à exercer la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec. Voir *Bills*, 121.

RIMOUSKI, ÉCOLE NORMALE A— : —Voir *Documents*, 36.

RIVIÈRES :—Voir *Documents*, 39.

RIVIÈRE NOIRE :—Documents au sujet de l'item de \$375, pour réparation au pont sur la Rivière-Noire, dans le comté de l'Islet. Voir *Documents*, 84.

ROLLAND, CIE DE PAPIER— : —Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie de Papier Rolland. Voir *Bills*, 126.

ROUSSEAU :—Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon-Domitien-Eugène Rousseau, à la pratique de la profession de notaire. Voir *Bills*, 55.

ROY, ADRIEN— : —Copie du rapport du comité judiciaire du Conseil Privé au sujet de l'appel de la Cour du Banc du Roi dans la cause de la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, appelante, et Adrien Roy, intimé. Copie de tout arrangement ou convention en vertu de laquelle la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien a payé les frais dans la dite cause, malgré qu'elle l'ait gagnée. Copie de toutes pièces ou documents sur lesquelles le Conseil Privé a déclaré se baser pour décider la dite cause quant aux frais. Voir *Documents*, 85.

SAGUENAY :—Voir *Bills*, 101.

SAVAGE, R. C. :—Voir *Bills*, 46.

SAVARD, LOUIS—Loi autorisant la Chambre des notaires à admettre Louis Savard à la pratique du notariat, après les examens requis. Voir *Bills*, 38.

SECOURS MUTUEL, SOCIÉTÉS DE :—1. Liste des sociétés de secours mutuel organisées en vertu des lois de la province de Québec et y faisant des opérations. 2. Liste de telles sociétés qui ont transmis à l'inspecteur du gouvernement le rapport exigé par l'Acte 62 Victoria, chapitre 32. 3. Résumé de tels rapports faisant connaître le nom corporatif de chaque société, le nombre de ses membres, sa principale place d'affaires et l'adresse de ses principaux officiers. Voir *Documents*, 189.

SECOURS MUTUEL, SOCIÉTÉS DE :—Comité nommé pour étudier la loi gouvernant les—, 137. Premier rapport, recommandant de permettre au comité de siéger durant la vacance, 215.

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE :—Rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec pour l'exercice du 1er juillet 1899 au 30 juin 1900. Voir *Documents*, 87.

SEIGNEURIALES, RENTES :—Voir *Bills*, 105.

SERMENTS D'OFFICE :—Voir *Bills*, 1.

SESSIONS :—Travaux de la session, 328.

"SHAWINIGAN CARBIDE CO." :—Loi concernant la *Shawinigan Carbide Co.* Voir *Bills*, 145.

"SHAWINIGAN FALLS" :—Loi constituant en corporation la ville de Shawinigan-Falls. Voir *Bills*, 69.

"SHAWINIGAN FALLS" :—Bill concernant la division des comtés de St-Maurice et de Champlain, pour les fins d'enregistrement et concernant l'établissement d'une cour de circuit à Shawinigan Falls. (M. Fiset). Voir *Bills*, 70.

"SHAWINIGAN FALLS TERMINAL RAILWAY" :—Loi constituant en corporation la *Shawinigan Falls Terminal Railway Company*. Voir *Bills*, 147.

"SHAWINIGAN WATER AND POWER CO." :—Bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*. (M. DeGrosbois). Voir *Bills*, 145.

SHERBROOKE :—Résolutions concernant la construction d'un palais de justice pour le district de St François, dans la cité de Sherbrooke, 227. Comité, progrès, 231. Considérées, progrès, 242, 245, 289. Rapportées, 291. Lues 1ère, 2ème fois, agréées sur division. Bill présenté, 292.

SHERBROOKE :—Loi concernant la construction d'un palais de justice pour le district de Saint-François, dans la cité de Sherbrooke. Voir *Bills*, 196.

SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE :—Loi constituant en corporation La Société d'Administration Générale. Voir *Bills*, 141.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUEL ET DE BIENFAISANCE. Voir *Secours mutuel*.

"SOLEIL, LE"—:—Documents au sujet de l'item de \$17.25 payé au journal *Le Soleil*. Voir *Documents*, 90.

SOREL :—Loi constituant en corporation la compagnie électrique de Sorel. Voir *Bills*, 150.

SOREL :—Voir *Documents*, 33.

ST ALPHONSE DE LIGORI :—Voir *Documents*, 91.

"STE ANNE POWER COMPANY"—:—Loi constituant en corporation la— Voir *Bills*, 117.

ST CHARLES BORROMÉE :—Loi pourvoyant à l'établissement d'une fabrique et à l'érection de marguilliers dans la paroisse de Saint-Charles Borromée, dans le diocèse de Montréal. Voir *Bills*, 60.

ST CHRYSOSTÔME. CHEMIN DE FER DE—:—Bill concernant la Compagnie du chemin de fer de Saint-Chrysostôme. (M. Dupuis). Voir *Bills*, 113.

STE CUNÉGONDE :—Loi amendant la charte de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal. Voir *Bills*, 35.

ST FRANÇOIS. CIE HYDRAULIQUE DE—:—Loi constituant en corporation la Compagnie Hydraulique de St François. Voir *Bills*, 36.

ST FRANÇOIS. DISTRICT DE—:—Voir *Bills*, 196.

ST FRANÇOIS. PONT SUR LA RIVIÈRE—:—Voir *Bills*, 34.

ST HENRI :—Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri. Voir *Bills*, 129.

ST-HYACINTHE :—Loi concernant l'école de laiterie à St-Hyacinthe. Voir *Bills*, 165.

ST-HYACINTHE. ÉCOLE DE LAITERIE DE—:—. Voir *Documents*, 35.

ST-JEAN :—Loi constituant en corporation la Compagnie d'Exposition Agricole et Industrielle de St. Jean, P. Q. Voir *Bills*, 155.

ST-JÉRÔME. PONT SUR LA RIVIÈRE DU NORD :—Documents concernant un pont actuellement en construction sur la rivière du Nord, reliant les deux rives, en la ville de St-Jérôme. Voir *Documents*, 95, 99.

ST-LAURENT ET MÉGANTIC :—Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer St-Laurent et Mégantic. Voir *Bills*, 153.

ST-MALO :—Loi divisant la municipalité de St-Malo. Voir *Bills*, 123.

ST-MAURICE, COMTÉ DE— : —Voir *Bills*, 70.

ST-SAMUEL D'HORTON :—Voir *Documents*, 71.

STE-SCHOLASTIQUE :—Voir *Documents*, 99.

ST-VINCENT DE PAUL. SOCIÉTÉ DE— : —Loi constituant en corporation la Société de St-Vincent de Paul de Québec. Voir *Bills*, 148.

STATISTIQUES MUNICIPALES : — Statistiques municipales ou rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1899. Voir *Documents*, 93.

STATUTS REFONDUS :—

Loi amendant l'article 5512 des—, relatif au rachat des rentes seigneuriales. Voir *Bills*, 105.

—amendant l'article 2547 des—, concernant la qualification foncière des juges de paix. Voir *Bills*, 106. Voir aussi, *Bills*, 81, 190, 191.

—amendant l'article 5435 des—, concernant les sociétés de construction. (M. Hutchinson). Voir *Bills*, 81.

—amendant l'article 4705 des—, (M. Hutchinson). Voir *Bills*, 190.

—amendant l'article 2621 des—, concernant les jurés et jurys. (M. Dupuis). Voir *Bills*, 197.

—amendant les articles 1191*b* et 1191*d* des—. (L'hon. M. Langelier). Voir *Bills*, 99.

—amendant l'article 3435 des—, re fabriques—(M. de Grosbois). Voir *Bills*, 106.

—amendant le ch. 2^{ème} du titre 6^{ième} des—. (M. Béland). Voir *Bills*, 29.

—amendant l'article 3560*a* des—. (L'hon M. Duffy). Voir *Bills*, C.

—amendant l'article 5290 des—, concernant les compagnies d'assurance mutuelle. (M. Watts). Voir *Bills*, 89.

STÉNOGRAPHES :—Bill amendant la loi concernant les sténographes de la Cour Supérieure. (M. Dupuis). Voir *Bills*, 82.

Subsides :

Résolutions concernant certains subsides, 227 ; comité, 245 ; rapportées, 246 ; adoptées, 247.

Loi concernant certains subsides. Voir *Bills*, 198.

Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1902, renvoyés au comité des subsides, 123. Voir *Documents* No 1.
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1902, renvoyés au comité des subsides, 120. Voir *Documents* No 1.
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 18.
4. La Chambre en comité, 140, 218, 233, 251, 282, 305, 317.
5. Résolutions rapportées, 140, 219, 233, 260, 285, 306, 317.
6. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1902 et le 30 juin 1903 et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 2.

SUBSIDE FÉDÉRAL :—Correspondance échangée entre le gouvernement actuel et le gouvernement fédéral au sujet de l'augmentation du subside par tête que cette province retire annuellement de la Confédération, et tous autres documents se rapportant à cette question. Voir *Documents*, 4.

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER :—Arrêtés-en-conseil et correspondance, depuis deux ans, ayant trait à des demandes de subventions pour chemins de fer. Voir *Documents*, 95.

SUCRE DE BETTERAVES :—Etat de tout argent payé par le gouvernement provincial, depuis 1875, en prime à l'industrie du sucre de betteraves et en subventions pour l'encouragement et le développement de cette industrie depuis cette date. Voir *Documents*, 96.

SYNDICATS AGRICOLES :—Loi concernant les syndicats agricoles. Voir *Bills*, 80.

SWINDLEHURST, A. :—Documents au sujet de l'item de \$2,443.06, mentionné à la page 273 des comptes publics, comme ayant été payés à A. Swindlehurst. Voir *Documents*, 197.

"TELEGRAPH, QUEBEC DAILY" :—Documents au sujet de l'item de \$84, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé au journal le "Quebec Daily Telegraph." Voir *Documents*, 98.

TERREBONNE, CHEF-LIEU DU DISTRICT DE— :—Documents relatifs au changement de chef-lieu du district de Terrebonne, de Ste-Scholastique à St-Jérôme Voir *Documents*, 99.

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES :—

1. Rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec pour les douze mois expirés le 30 juin 1900. Voir *Documents*, 100.

TERRES PUBLIQUES :—Voir *Documents*, 20.

THOMPSON & Co. :—Loi constituant en corporation la *B. S. & S. H. Thompson Co., Limited*. Voir *Bills*, 40.

TITRES ET HONNEURS IMPÉRIAUX :—Copie de toute correspondance, depuis deux ans, au sujet des titres ou honneurs impériaux offerts ou conférés en cette Province. Motion proposée, débat, motion retirée, 126.

"TRANSIT INSURANCE Co." :—Loi amendant la charte de la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada." Voir *Bills*, 54.

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1901. Voir *Documents*, 7.

TRENHOLME, N. W. :—Documents au sujet de l'item de \$3890, payé à N. W. Trenholme, Ecr., C. R. Voir *Documents*, 102.

TUBERCULOSE :—Voir *Documents*, 103.

UNION MUTUELLE UNIVERSELLE :—Loi concernant l'Union Mutuelle Universelle. Voir *Bills*, 137.

UNION ST-PIERRE :—Voir *Bills*, 156.

- V AUDREUIL** :—Jugement dans l'élection contestée de—, 29.
- VÉTÉRINAIRES** :—Loi concernant les médecins vétérinaires. Voir *Bills*, 175.
- VÉZINA, CHS.** :—Documents au sujet de l'item de \$2688.85, mentionné à la page 255 des comptes publics, pour installation de lumière électrique par Charles Vézina. Voir *Documents*, 104.
- VÉZINA ET MOISAN** :—Documents au sujet de l'item \$9,413, mentionné à la page 275 des comptes publics, comme ayant été payé à Vézina & Moisan, pour les funérailles de feu l'honorable F. G. Marchand. Voir *Documents*, 105.
- VILLES** :—Bill amendant la loi relative aux corporations de villes (M. Chauret). Voir *Bills*, 104.
- VILLENEUVE, J. O.** :—Bill concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve. (M. Décarie). Voir *Bills*, 57.
- VILLENEUVE, J. O.** :—Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve. Voir *Bills*, 115.
- VIPOND E. E.** :—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Ernest-E. Vipond au nombre de ses membres. Voir *Bills*, 45.
- VOIES ET MOYENS** :—La Chambre en comité, 319 ; résolutions rapportées, 316 ; adoptées, 320. Voir *Bills*, 2.
- VOLONTAIRES** :—Correspondance au sujet d'un octroi ou concession de de terre en faveur des volontaires qui ont servi en 1866 ou en 1870, à l'occasion des incursions sur la frontière canadienne. Voir *Documents*, 106.
- WESTMOUNT** :—Bill revisant et refondant la charte de la ville de Westmount et constituant la dite ville en corporation de cité. (M. Décarie). Voir *Bills*, 67.
- WRIGHT** :—Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright. Voir *Bills*, 13.